Jacques Fauvet

HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

II

VINGT-CINQ ANS DE DRAMES

1939-1965

En collaboration avec ALAIN DUHAMEL

LES GRANDES ÉTUDES CONTEMPORAINES

Fayard

HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

II

Jacques Fauvet

HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

II

VINGT-CINQ ANS DE DRAMES

1939-1965

En collaboration avec ALAIN DUHAMEL

LES GRANDES ÉTUDES CONTEMPORAINES

Fayard

Il a été tiré de cet ouvrage :

cinquante exemplaires
sur alfa numérotés de 1 à 50.

Préface du second tome

La seconde guerre mondiale provoque une rupture et un miracle dans l'histoire du parti communiste français. Dissous, déconsidéré en 1939-1940, on le revoit renaissant et triomphant en 1944-1945. Emprisonnés, clandestins, exilés, ses dirigeants se retrouvent, cinq ans après, hauts fonctionnaires zélés, députés influents, ministres écoutés. Né de la première guerre mondiale, le parti renaît vraiment de la seconde. Puis deux ans plus tard, c'est de nouveau le drame, le divorce, épousant celui de deux mondes qui s'affrontent. On avait cru qu'il avait à jamais réintégré le cours ordinaire de la vie politique. Le voici de nouveau séparé, combattu et combattant. Arrive la mort de Staline qui l'afflige, survient le XXe Congrès qui le trouble sans l'altérer, s'éternise le conflit sino-soviétique, il reste immuable dans le malheur comme dans le succès. Enfin la disparition de celui qui, pendant plus de trente ans, avait incarné ses épreuves comme ses réussites le laisse orphelin mais majeur et même un peu vieilli...

« L'Impossible Histoire du P.C.F. », Pierre Vidal-Naquet a choisi ce titre pour parler des études sur le parti communiste français et quelques autres (1). *Impossible ou difficile en effet est l'histoire de tout parti, de tout parti communiste, de tout parti contemporain. Faute de sources d'abord : des archives secrètes existent qui ont été peu ou mal exploitées; des centaines, des milliers de documents ont été publiés par le parti,*

(1) Les notes sont groupées en fin de chapitre. A la fin du volume, on y trouvera également un index des noms cités dans les deux tomes.

qui n'ont pas été systématiquement inventoriés; des témoins enfin vivent encore, nombreux mais souvent oublieux, qu'ils soient du parti, qu'ils lui aient appartenu ou n'en aient jamais été. Il faudrait multiplier les thèses fondamentales comme celle d'Annie Kriegel sur les origines du parti de 1914 à 1920 (2). *Difficile, son histoire l'est aussi faute d'une connaissance complète de la structure et des transformations de la classe ouvrière qui ne se confond pas avec le parti communiste, de l'évolution des conditions économiques et sociales qui ne suffisent pourtant pas à l'expliquer puisqu'il est à la fois l'héritier, mais non le seul, de la tradition socialiste ou simplement républicaine française et l'un des rejetons de la double révolution bolchevique et stalinienne. Le parti pourra tout à la fois, selon ses heures et ses alliances, se réclamer de 1789 et de la Commune, de 1917 et de Staline. Difficile, son histoire l'est aussi puisque à cette ambivalence d'un parti ouvrier de type nouveau et d'une famille politique traditionnelle s'ajoute justement celle d'un parti français et d'une section d'une Internationale dépendant d'un gouvernement étranger. Or on connaît mal l'histoire, du moins contemporaine, de cette Internationale dont les luttes internes, les entreprises extérieures et les erreurs n'ont pu que se refléter directement dans sa section française.*

Difficile enfin, et peut-être impossible, est l'histoire d'un parti qui trouve ses origines et son originalité dans un passé déjà lointain, mais qui vit et agit dans le temps le plus présent. Or, pour beaucoup, l'histoire contemporaine n'est pas de l'histoire. Elle est tout au plus de la chronique. Ce ne sont pas seulement les sources indispensables à la connaissance qui manquent; c'est aussi le recul, nécessaire au jugement. Le fait que ce jugement varie beaucoup selon les époques, même pour les épisodes les plus anciens, ne retire rien à la prudence des historiens. Plus téméraires sont ceux pour qui, « fille de son temps », l'Histoire n'est pas aujourd'hui ce qu'elle était hier et ce qu'elle sera demain.

C'est d'ailleurs pour les uns l'excuse et pour d'autres la condamnation des communistes qui ont rédigé le « manuel » officiel d'histoire du parti (3). *Il s'agit d'une histoire écrite par des communistes pour des communistes ou plutôt d'un catéchisme où la pédagogie simplifie ou même sacrifie la vérité, où tout s'ordonne par rapport à une fin. L'histoire y défile avec la majesté d'un fleuve, les auteurs ignorent les*

courants, canalisent les chutes, éclusent avec soin les épaves. Il semble pourtant, pour ne prendre qu'un épisode il est vrai passionnel, que vingt-cinq ans après le parti disposait du recul et du détachement nécessaires pour mieux situer le drame qui fut le sien au début de la guerre. C'est une période qu'avec d'autres nous nous sommes efforcés de retracer objectivement, en utilisant le plus souvent les documents authentiques du parti.

Pas plus que le premier tome (4), *le second ne peut prétendre épuiser l'histoire du parti communiste français. Ses limites sont les mêmes. Elles s'inscrivent dans la nature de ce parti et les dimensions raisonnables de l'ouvrage. L'histoire secrète est à la mode. Celle du parti communiste ne pourrait être écrite que par des témoins qui étant du parti se taisent et n'en étant plus ne parlent guère, écrivent moins encore.*



Moins que ne l'espérait l'auteur, la parution du premier tome a permis de provoquer un débat sur quelques points et de redresser quelques erreurs (5). *Le second couvre une période plus controversée encore, plus animée, plus proche aussi. Puisse-t-il être lu comme il a été écrit lui aussi : sans passion.*

J. F.

P.-S. — *Alain Duhamel a bien voulu se consacrer à la période de l'occupation. Qu'il en soit remercié.*

NOTES

(1) *Partisans*, avril 1965.

(2) Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français, 1914-1920*, en deux tomes, 995 p. (Mouton et Cie, Paris-La Haye). Cette thèse a paru alors que le premier tome de notre *Histoire du parti communiste français* était sous presse.

(3) *Histoire du parti communiste français* (manuel), 774 p. (Éditions sociales). Cet ouvrage a également paru après notre premier tome.

(4) *Histoire du parti communiste français. I. De la guerre à la guerre, 1917-1939* (A. Fayard), 17,50 F.

(5) P. 16 : Alphonse (et non Alfred) Merrheim et p. 45 François (et non Henri) Mayoux.

P. 20 : C'est contre l'avis de Lénine et non à son instigation que la Conférence internationale de Stockholm a été convoquée en 1917.

P. 57 : S'agissant du capitaine Treint, il faut lire « autoritaire sans autorité » (et non « autoritarisme »).

P. 81 : Monatte est mort en 1960.

P. 129, note 1 : « notre parti » (et non « notre patrie »).

P. 206 : Le parti communiste a voté la dévaluation du franc en 1936.

Première partie

La guerre

Septembre 1939 - Juin 1940

Septembre 1939. La France est en guerre mais elle ne la fait pas. « L'armée française s'est contentée de saluer la Pologne. Les morts de septembre — ils ne sont heureusement que quatre cents — sont des victimes de la politesse », note Alfred Fabre-Luce (1). L'arrière comme l'avant s'ennuie. C'est ce qu'on appellera la drôle de guerre.

En fait, la France est déjà la victime inconsciente de la contradiction qui la conduira au plus grand désastre de son histoire. Ses dirigeants ont mis une stratégie défensive au service d'une diplomatie offensive; ils ont pris des engagements qu'ils ne peuvent tenir, autrement que l'arme au pied.

Il n'est pas vrai que les peuples ont toujours les gouvernements qu'ils méritent. Sans enthousiasme mais avec une gravité réfléchie, des millions d'hommes ont quitté leur foyer, simplement parce qu'il fallait en finir. Mais le gouvernement, profondément divisé, n'a pas encore commencé à définir clairement ses buts de guerre... ou de paix. Son chef n'est résolu ni à l'une ni à l'autre; homme de la facilité, il attend de voir de quel côté penchera le destin dont, à aucun moment, il ne se figure qu'il pourrait être le maître.

Faute de livrer bataille à l'ennemi de l'extérieur, le gouvernement fait sans plus de hâte la guerre à l'adversaire de l'intérieur. Après le pacte germano-soviétique, il a mis un mois à dissoudre le parti communiste; il a fallu pour qu'il s'y décide l'entrée de l'armée rouge en Pologne.

1.

La déchéance

Le parti communiste est mort. Vive le « groupe ouvrier et paysan! », français lui aussi. Les députés présents à Paris ont décidé de le créer dès la parution du décret de dissolution le 27 septembre 1939 et son acte de naissance paraît le plus régulièrement du monde au *Journal officiel* du 29. Le président en est Arthur Ramette, le secrétaire général Florimond Bonte, deux fidèles d'entre les fidèles de Maurice Thorez. Quarante-trois des soixante-quinze députés communistes s'y inscrivent d'emblée (2). D'autres y viendront ensuite mais d'autres s'en iront aussi. Tous tombent instantanément sous le coup du décret interdisant la reconstitution de tout groupement se conformant aux mots d'ordre de la IIIe Internationale. Mais le gouvernement — qui n'a pas encore tout à fait choisi sa guerre — hésite encore à frapper ses anciens alliés du Front populaire. Il faut, pour qu'il s'y résolve, la fameuse lettre que Bonte et Ramette adressent le 1er octobre à Édouard Herriot président de la Chambre des députés, qui, si l'on en croit *le Populaire,* « a dû tomber à la renverse ».

« La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix. » Aussi les deux députés demandent-ils sans plus attendre que le Parlement soit appelé à en délibérer et ils concluent : « Nous voulons de toutes nos forces une paix juste et durable, et nous pensons qu'on peut l'obtenir rapidement, car en face des fauteurs de guerre impérialistes et de l'Allemagne hitlérienne en proie à des contradictions internes, il y a la puissance de l'U.R.S.S. qui peut permettre la réalisation d'une politique de sécurité

collective susceptible d'assurer la paix et de sauvegarder l'indépendance de la France (3). »

Onze fois le mot de paix revient sous la plume des signataires!

Les députés communistes n'avaient pas à être dans le secret de Moscou ou de Berlin. Le jour même où s'était constitué le nouveau groupe, les deux gouvernements avaient annoncé publiquement une prochaine « offensive de paix ». Florimond Bonte qui souhaitait à l'avance qu'on ne la repoussât pas, ne se doutait pas alors qu'il se rencontrait avec l'un des ministres français les plus honnis du parti, hier l'homme de Munich et demain celui de la répression, Georges Bonnet (4).

Pas davantage la lettre n'avait à être dictée à Paris ou Bruxelles, par le délégué de l'Internationale, le Tchèque Fried, dit Clément. Sa genèse est moins ténébreuse. En réalité, les députés qui l'ont rédigée avec Jacques Duclos, sans avoir eu le temps d'en référer à Maurice Thorez, ont cru trouver l'occasion de briser l'isolement tragique où les a jetés le pacte germano-soviétique; ils ont vu se détourner d'eux non seulement, par dizaines, leurs alliés de feu le Front populaire, non seulement des adhérents par centaines mais des sympathisants par milliers. La masse ne les comprend pas, elle les fuit. Mais si demain la paix... N'apparaîtraient-ils pas, nouveaux anges gardiens, comme ayant été les premiers, les seuls avec une poignée de pacifistes très parisiens (5) à la prévoir, à la réclamer, à l'imposer?

En outre, et c'est pourquoi la forme non d'un appel mais d'une lettre, et d'une lettre à Herriot, a été choisie, les dirigeants communistes croient aussi avoir trouvé le moyen de s'adresser publiquement à l'opinion, de briser enfin le mur de silence qui s'est élevé autour d'eux depuis l'interdiction de *l'Humanité* et de *Ce Soir*. Florimond Bonte s'emploie d'ailleurs, comme aux beaux jours, à distribuer la lettre aux journalistes parlementaires dans les couloirs du Palais-Bourbon.

Mais dès qu'il est connu, le factum — ce « monument d'indécence », écrit le journal socialiste — va déchaîner la presse puis la justice. « Administrés à cette dose, le cynisme et l'hypocrisie sont intolérables et l'estomac les rejette comme un aliment altéré. Mais il faut passer outre à ce mouvement de dégoût instinctif; il faut réfléchir et

juger. Or, à la réflexion, ce qu'il y a de plus grave dans la démarche des députés ex-communistes, ce n'est pas le cynisme et l'hypocrisie, c'est la servilité, c'est ce que j'appelais l'autre jour l'omni-obéissance. » Ainsi s'exprime, épouvanté, Léon Blum le 4 octobre.

Désertion.

Ce même mercredi 4 octobre est celui de bien des « désertions » qui compteront dans l'histoire du parti. Ce n'est plus un à un mais groupe par groupe que des élus, vieux militants ou jeunes espoirs, l'abandonnent en condamnant « ceux qui, au mépris des intérêts français, n'ont pas voulu ou n'ont pas pu se désolidariser de l'orientation nouvelle de la politique stalinienne », comme le déclarent publiquement cinq démissionnaires. Trois sont des précurseurs puisqu'ils ont quitté le parti au lendemain du pacte germano-soviétique : Loubradou et Saussot, députés de la Dordogne, qui ne se signaleront pas pendant l'occupation et Jules Fourrier, de Paris qui sera torturé et déporté (6). Les deux autres sont Marcel Brout, un ouvrier du bâtiment qui restera pendant la guerre en Algérie puis, à l'écart de toute vie politique, mourra paisiblement en 1957, et Gilbert Declercq qui demeurera maire d'Halluin pendant l'occupation et sera assassiné en septembre 1944. Ces destins identiques et modestes au départ, et pour finir si dissemblables, illustrent déjà le drame d'un parti déchiré.

Le 4 octobre, tard dans la soirée, le sapeur Maurice Thorez, en chandail et en chaussons, joue aux cartes dans un café de Chauny où il est cantonné avec une compagnie de mariniers du 6e régiment de génie. Il avait, comme tous les députés communistes mobilisables, rejoint son unité après avoir voté les crédits militaires, fidèle ainsi à la politique de défense nationale qu'il avait défendue depuis 1935, fidèle à la promesse qu'il avait faite au nom du parti, le 25 août 1939, au lendemain du pacte germano-soviétique : « Si Hitler, malgré tout, déclenche la guerre, alors qu'il sache bien qu'il trouvera devant lui le peuple de France uni, les communistes au premier rang, pour défendre la sécurité du pays... »

Simple sapeur, puis chauffeur de son lieutenant, soldat

exemplaire, il loge successivement chez un curé, puis chez un docteur où il passe son temps à lire et à écrire; il parle peu et ne reçoit personne, sinon Jeannette Vermeersch. Ce soir-là, il est « Aux amis réunis ». On le prévient que sa femme est là; il sort et monte dans une traction avant. On ne le verra plus. Chauny est à cent kilomètres de la frontière belge.

Le parti se refusera toujours, même à huis clos, à donner le moindre détail sur la désertion de son chef. Mais il semble bien qu'avec Jeannette Vermeersch, il y avait ce soir-là Martha Desrumeaux, une militante dévouée corps et âme au parti, à son chef et à sa compagne et, au volant, Arthur Ramette. Martha Desrumeaux — qui sera déportée à Ravensbruck — et Mme Ramette seront arrêtées au début d'avril 1940 près de Bruxelles; elles vivaient sous un faux nom chez un ménage communiste belge, les Laurent. M. Thorez était-il encore à ce moment en Belgique?

On s'est donné beaucoup de peine, surtout en dehors du parti, pour découvrir les itinéraires et les cachettes successives du secrétaire général du parti. Est-il resté en Belgique avec Ramette jusqu'au printemps 1940 ou bien est-il passé dès janvier en Suisse? Est-il venu plusieurs fois, comme il est vraisemblable, en France? Quand et comment a-t-il gagné Moscou avec Ramette? En 1949 a été produit le photostat d'un avis de recherche de la « Geheime Staatspolizei » qui signalait le départ de M. Thorez de Suisse le 19 décembre 1939. Mais on admet généralement qu'il n'a gagné l'U.R.S.S. qu'au début de l'été 1940. Entre-temps, il aura été condamné par défaut le 28 novembre à six ans de prison pour désertion par le tribunal militaire de la 2e région militaire et déchu de la nationalité française le 17 février 1940.

On s'est donné aussi beaucoup de peine, au sein même du parti, pour expliquer la fuite du secrétaire général. S'il n'est pas exact qu'il était « recherché » — comme il l'a écrit (7) — ni qu'il allait être arrêté puisque aucun député mobilisé ne devait l'être — le maréchal des logis Fajon ne le sera qu'après sa condamnation en avril 1940 — il est certain qu'il pouvait craindre de l'être après la dissolution du parti et à la veille de la clôture de la session du Parlement, le lendemain, 5 octobre. Tôt ou tard, il aurait dû — après le tournant pris par le parti fin septembre — ou se

laisser arrêter ou quitter son unité; tôt ou tard il n'aurait eu le choix qu'entre diriger activement la lutte clandestine de son parti en France même avec Jacques Duclos et Benoît Frachon, ou se mettre en réserve, pour des jours meilleurs, ou pires, en U.R.S.S. avec André Marty. Tout porte à croire que la répartition des risques a été discutée, à la demande de l'Internationale, après le retour de Raymond Guyot de Moscou et décidée après la dissolution du parti le 26 septembre, neuf jours après l'entrée de l'armée rouge en Pologne et deux jours avant les nouveaux accords Molotov-Ribbentrop. Dès lors aucune équivoque, aucune « erreur » n'est plus possible de la part de la section française de l'Internationale.

Jusque-là, le parti communiste, tout en approuvant le pacte germano-soviétique, n'avait pas désapprouvé la guerre contre l'Allemagne. Jusque-là, cette guerre n'est pas injuste et si le parti ne va pas jusqu'à la qualifier d'antifasciste, elle est à tout le moins défensive. Elle n'est pas — ou pas encore — « impérialiste ». Cette position n'est pas seulement celle de Maurice Thorez et de Gabriel Péri qui l'ont, plus que tout autre, préconisée jusqu'à la mi-septembre. Elle est celle du parti. Mais elle ne va pas tarder à être sévèrement et officiellement condamnée par l'Internationale.

La lettre ouverte du groupe ouvrier et paysan français au président de la Chambre, le 1er octobre, n'avait été qu'un appel à la paix; l'appel clandestin du parti au peuple de France du 16 octobre est déjà une condamnation de la « guerre impérialiste » et de l' « union sacrée ». « La guerre qui est imposée au peuple de France est une guerre de capitalistes, une guerre qui dresse l'un contre l'autre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand, cependant qu'au peuple de France est réservée la mission d'exécuter les consignes des banquiers de Londres. » Mais l'appel a encore une résonance antifasciste. « Les travailleurs allemands, nos frères communistes d'Allemagne, combattent Hitler dans leur pays qu'ils veulent libérer et qu'ils libéreront. Les travailleurs français avec leur parti communiste ont à combattre les fascistes fauteurs de guerre impérialiste en France même. Le parti communiste français s'honore d'avoir sans trêve et sans répit combattu l'hitlérisme et il a toujours proclamé que la lutte contre le fascisme exigerait

en premier lieu la mise hors de l'état de nuire des fascistes français, des ennemis du peuple de France. » La lutte contre le fascisme, voire l'hitlérisme, est donc encore associée à la lutte contre la guerre qualifiée d'impérialiste.

Maurice Thorez développe encore les deux thèmes dans une interview où il déclare : « Nous communistes, nous sommes antihitlériens, antifascistes mais nous n'avons jamais séparé la lutte contre le fascisme du dehors de la lutte contre le fascisme du dedans. » Mais quoi qu'il en dise, il les sépare bel et mal; aux Allemands de s'occuper de Hitler et aux Français de s'occuper des « fascistes de l'intérieur ».

Cette interview qui paraît dans *La Voix du Peuple* de Bruxelles le 29 octobre et dans le *Daily Worker* de Londres, le 4 novembre, aurait été donnée le 20 octobre « quelque part en France ». Mais ce quelque part ne doit pas être très éloigné de la frontière belge.

L'appel et l'interview ne sont diffusés que plus tard en France, l'un dans le premier numéro *imprimé* de *l'Humanité* clandestine fin novembre; l'autre, partiellement, dans le numéro ronéotypé du 17 novembre 1939, puis dans les *Cahiers du bolchevisme* qui reparaissent clandestinement en janvier 1940.

C'est dans ce même numéro portant sur le « deuxième semestre 1939 » que se trouve la sévère condamnation de l'attitude du parti au lendemain du pacte germano-soviétique. « De lourdes fautes furent commises. Les travailleurs ne furent pas appelés à une action vigoureuse pour la défense du parti et de sa presse. Le groupe parlementaire n'utilisa point l'unique séance de la Chambre pour protester contre la politique de réaction et de guerre de Daladier et des chefs socialistes. Il vota les crédits de guerre. L'orientation erronée persista durant le mois de septembre. »

A qui la faute? A la direction du parti, « qui dans l'élan de sa politique antérieure se maintint sur les anciens rails et répéta les formules d'autrefois », au comité central qui « ne comprit pas à temps la signification des changements qui se précipitaient à la fin du mois d'août et au début de la guerre. Sur le plan international, Hitler ayant renoncé bon gré mal gré à la guerre contre l'Union soviétique, les provocateurs impérialistes de Paris et de Londres s'enga-

gèrent dans la voie du conflit armé avec l'Allemagne. Donc, il ne pouvait plus être question ni de front de la paix, ni de sécurité collective, ni d'assistance mutuelle ».

Cette condamnation frappe dans le mot à mot même tous ceux qui au lendemain du pacte germano-soviétique ont défendu désespérément la politique de sécurité collective et le vote des crédits de guerre contre l'Allemagne et, en première ligne, Maurice Thorez, Gabriel Péri, Louis Aragon. Mais ce n'est pas tout. A leur erreur d'analyse internationale s'en ajoute une autre.

« Au surplus, poursuit en effet l'article, à l'intérieur tous les partis et groupements de la bourgeoisie, y compris la social-démocratie, réalisaient l'union sacrée... La répression s'abattait sur la classe ouvrière et le parti communiste... A partir de ce moment, il ne pouvait plus être question de défense de la démocratie contre le fascisme... La situation nouvelle exigeait une autre ligne politique, de nouveaux mots d'ordre... »

Il est vrai que de la fin août à la fin septembre, les dirigeants communistes français ont cru et soutenu qu'il s'agissait d'une « guerre antihitlérienne », et que dans cette mesure ils ne se sont pas alignés sur la politique de Moscou (8). A suivi une seconde période qui va de fin septembre à la mi-octobre, pendant laquelle le parti « redresse » progressivement sa ligne; il parle de paix, d'impérialistes et de guerre de capitalistes. Fin octobre enfin, commence une dernière période; à la suite d'un article impératif de Dimitrov, secrétaire général de l'Internationale, il adopte la « seule politique juste, la lutte intransigeante et courageuse contre la guerre impérialiste ». Mais à la fin de l'année, l'Internationale, qui ne ménage pas ses critiques, fort tardives d'ailleurs, attend encore l'autocritique du P. C. français.

Entre-temps, et au seul vu de la lettre Ramette-Bonte du 1er octobre, la répression s'est abattue sur le parti.

Arrestation.

C'est en effet dès le 5 octobre 1939 que l'aimable juge d'instruction près le 3e tribunal militaire, le capitaine de Moissac, « un petit bonhomme à la chevelure grisonnante,

au visage ouvert, portant lunettes (9) », flanqué d'un sergent-greffier nommé Putsch, lance des mandats d'arrêt contre tous les membres du « groupe ouvrier et paysan français ». La liste s'est d'ailleurs allongée depuis sa constitution, car — et ce sera un argument parfaitement vain mais assez fondé de la défense — le *Journal officiel* a continué à publier imperturbablement le nom de nouveaux inscrits, même après la lettre du 1er octobre : le 4 Cristofol, Gaou, Mercier et Vazeilles; le 5 Barel, Brun, Fajon, Puech dit Parsal, Philippot et même Maurice Thorez! Le groupe a alors cinquante-deux membres mais la décrue va bientôt commencer.

En attendant, quatorze de ses membres sont cueillis à leur domicile dans la nuit du samedi 7 au dimanche 8. Le mercredi suivant, trente-neuf seront déjà écroués à la Santé et parmi eux François Billoux et Jean Cristofol dont la police s'est tranquillement saisie à Marseille et Alfred Daul, député de Strasbourg, qu'elle a été chercher parmi les siens réfugiés dans la Haute-Vienne. Aucun n'a offert de résistance et l'on s'étonne qu'un parti dont l'illégalité est comme une seconde nature ait été si peu préparé à la clandestinité. On s'inscrit au Palais-Bourbon et l'on se présente au Palais de Justice. C'est le *Journal officiel* qui fournit en somme ses charrettes au capitaine de Moissac. Seuls n'y montent pas ceux qui sont aux armées, Fajon et Puech. Tous les autres sont expédiés à la Santé. Un seul, malade, a été laissé en liberté provisoire, Robert Philippot, du Lot-et-Garonne; un autre, interrogé, a prié le juge de le laisser faire quelques courses avant de revenir au Palais de Justice. Il n'y a jamais reparu : Albert Rigal, député de Paris. Avec lui sont en fuite les « chefs » — comme la presse le souligne à plaisir pour les opposer aux sans grades embastillés — Jacques Duclos, Gabriel Péri, Émile Dutilleul, Charles Tillon, Monmousseau, Florimond Bonte, Arthur Ramette, Jean Catelas et, pour cause, Maurice Thorez.

Pourquoi si peu sont-ils passés dans la clandestinité alors que tous s'y étaient préparés et que le « légalisme » avait été si souvent condamné lors des précédentes poursuites? Le devoir permanent était de se soustraire aux recherches de la police, de ruser avec la justice et même d'accepter la contrainte par corps plutôt que de payer l'amende. Marcel Gitton, secrétaire du parti et... agent de haute police depuis

1935, a-t-il donné plusieurs de ses camarades dont il pouvait, en tant que secrétaire du parti, connaître les caches? Mais outre que nombre d'entre eux ont été arrêtés à leur domicile, il paraît invraisemblable que Maurice Thorez, Jacques Duclos et Benoît Frachon lui aient confié l'organisation clandestine du parti alors qu'ils le savaient en relation avec la police depuis qu'Albert Bayet en avait fait confidence à une réunion du Comité du Rassemblement populaire.

Certes, il faut faire la part du désarroi de beaucoup de militants et même de députés face à l'indifférence ou à l'hostilité populaire peu favorable à la clandestinité, au flottement créé par l'absence de consignes adaptant à la situation nouvelle les règles prévues pour l'illégalité. Depuis la dissolution du parti, les cellules ont éclaté et les communistes doivent se constituer en groupe de trois.

Mais il y a plus. En réalité, dans la logique même de son attitude depuis le pacte germano-soviétique, le parti ne pensait pas à une guerre longue; il pensait à la négociation entre l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne; il pouvait d'autant plus y croire que le revirement de l'Union soviétique, dont toute la politique vise alors à gagner le plus de temps possible, privait apparemment les Alliés de tout espoir de second front à l'Est.

Dès lors, les communistes pensaient témoigner de leur clairvoyance par leur arrestation. Au jour prochain de la paix, leur libération confondrait les autres partis, socialistes en tête, qui avaient une fois de plus accepté l'union sacrée. Tout permettait d'espérer qu'une scission de la S.F.I.O. viendrait renforcer le P. C. et parachever enfin celle de Tours.

Au pire, si Hitler gagnait la guerre à l'Ouest, il serait forcé de ménager les communistes français, défenseurs de son alliée l'Union soviétique. Cet espoir insensé étonne de la part d'hommes qui avaient tant lu et fait lire *Mein Kampf*. Mais il a sans aucun doute effleuré l'esprit de plusieurs députés du parti qui, laissés à eux-mêmes, ont envisagé toutes les hypothèses, les meilleures et les pires.

Les élus locaux connaissent les mêmes drames que les parlementaires. On exclut et on suspend massivement. Là le gouvernement ne fait pas de quartier ni de détail. Pour commencer, 27 conseils municipaux communistes sont sus-

pendus dans la Seine et 37 en Seine-et-Oise. Au total, il y en aura plus de 300 dans l'ensemble du pays. 2 500 conseillers municipaux et 87 conseillers généraux seront finalement chassés des assemblées locales.

On arrête aussi. Maire de Villeneuve-Saint-Georges, conseiller général, deux fois suspendu, Henri Janin, qui jouait déjà un rôle important dans le parti, devient l'un des chefs clandestins les plus actifs dans la région parisienne. Arrêté sur dénonciation en avril 1940 alors qu'il dirige l'état-major Paris-Nord, sérieusement malmené par la police puis libéré, il deviendra l'un des organisateurs du F.T.P. Membre du comité central, il mourra de s'être épuisé au combat clandestin, en juin 1946.

D'autres évitent la prison en prenant les devants, tels Léon Bru, maire de Draveil, qui sera assassiné le 31 août 1944, et Maurice Naile, maire de Clichy qui, deux fois désespéré d'avoir vécu la perte de son parti et celle de sa patrie, se donnera la mort avec sa femme à l'entrée des Allemands à Paris. D'autres n'échapperont ni à l'arrestation ni même à la condamnation bien qu'ils aient abjuré au cours de l'instruction; Vassart, ancien ouvrier terrassier, maire de Maisons-Alfort, qui libéré en septembre 1941 passera dans la Résistance et Soupé, ancien ouvrier fondeur, maire de Montreuil, qui passera — et risquera sa vie — au service de Doriot. Tous deux avaient été arrêtés dans une imprimerie clandestine de *l'Avant-garde*, organe des J. C., en même temps que Le Gall et Jules Frot, conseillers municipaux des XIe et XIIIe arrondissements, qui, eux, seront condamnés à cinq ans de réclusion... le 14 mai 1940 et fusillés par les Allemands en 1942! Autant d'anciens « camarades », autant de destinées contraires.

A Paris, le premier élu municipal à quitter le parti est Vital Gayman, conseiller du quartier Sainte-Marguerite, ancien des brigades internationales qui, mobilisé, a donné sa démission le 6 octobre. « J'ai voulu croire jusqu'au bout, écrit-il (plus clairvoyant pour l'instant que pour le futur), qu'une fraction importante de mes anciens camarades de parti et de lutte allaient avec moi se désolidariser d'avec une politique qui non seulement renforce dans le présent et l'immédiat avenir l'hitlérisme, mais compromet et à coup sûr pour des décennies la cause du peuple, la cause du prolétariat de tous les pays. »

D'autres départs sont plus embarrassants puisqu'en sortant du parti les intéressés sortent aussi de prison. Émile Fouchard déclare vouloir se consacrer à sa mairie de Chelles et quitte la Santé; il s'était, il est vrai, désolidarisé dès le 2 octobre, mais n'en avait pas moins été arrêté. Puis c'est au tour de l'ajusteur alsacien Alfred Daul, du métallurgiste Marcel Capron, maire d'Alfortville, en qui le parti avait mis bien des espérances et qui votera pour Pétain; de Fernand Valat, maire d'Alès avant et après l'occupation, qui sera assassiné en 1946 et du plus récent élu communiste, Jardon, député de Montluçon, qui tient à flétrir la fuite de Thorez et de Bonte et reçoit de ses adversaires, Lucien Lamoureux, radical, et Marx Dormoy, socialiste, un témoignage de bonne conduite devant le capitaine de Moissac. Le groupe ouvrier et paysan français se retrouve alors, fin octobre, moins nombreux qu'il ne l'était à sa création; il existe toujours officiellement mais il vit surtout en prison. Quant aux sénateurs, ils n'étaient que deux et il n'en reste qu'un : Marcel Cachin, qui n'est pas inquiété en attendant d'être déchu. Clamamus, vieux pionnier socialiste, puis communiste, s'est désolidarisé, apprend-on le 13 octobre, en assurant, dès le 15 septembre, de son patriotisme le président Jeanneney. Maire de Bobigny depuis vingt ans, il le restera jusqu'en 1944. Resté sénateur, il aura voté entre-temps pour Pétain. Plus logique ou plus prudent, Léon Piginnier, maire de Malakoff depuis 1925, député depuis 1936, préfère abandonner son mandat en même temps que son parti; il donne sa démission le 30 novembre. « Il faut avoir le courage, dit-il, de répudier une action qui est contraire aux intérêts du pays. »

Chaque jour de l'automne voit ainsi des communistes sortir du parti et d'autres entrer en prison. Les distributeurs de journaux clandestins ou de tracts sont pourchassés. Le ministre de l'Intérieur retrouve les accents de son cri de guerre, vieux de dix ans : « Le communisme, voilà l'ennemi. » « Nous balayons de nos villes et de nos villages, de nos municipalités et de nos groupements sociaux le communisme et ses relents délétères. »

A la mi-octobre, les syndicalistes anciens « unitaires » relativement épargnés jusqu'alors ont pris le relais; ils sont ou expulsés de leurs organisations ou arrêtés par la police.

Ancien secrétaire général du parti, secrétaire général de

la fédération des cheminots, Pierre Sémard est arrêté à Loches et son trésorier Tournemaine, qui avait mis en lieu sûr le million et demi de la fédération, le rejoint à la Santé; ils attendront jusqu'en avril pour s'entendre condamner à trois ans de prison et deux mille francs d'amende. Vieux militant prolétarien, honnête et fidèle, autant que dirigeant cégétiste et communiste, Pierre Sémard sera fusillé, à soixante-cinq ans, par les Allemands le 7 mars 1942.

Un article reproduisant, à leur insu d'ailleurs, une motion assez bénigne contre l'« union sacrée antiouvrière » parue dans *Le Monde*, nouvel organe, clandestin, de l'Internationale publié en Belgique, conduit également tout droit à la Santé huit syndicalistes minoritaires de la C.G.T. dont Jules Racamond et Henri Raynaud; ils ne seront mis en liberté provisoire en janvier 1940 que pour être assignés à résidence forcée.

Parlant de leurs camarades d'hier, les dirigeants cégétistes proclament que « leur sale besogne est vouée à l'échec ». Car Léon Jouhaux n'est pas plus tendre qu'Albert Sarraut. Mauvais prophète, il déclarera en novembre : « Nous avons rompu définitivement avec les communistes. Il ne faut plus qu'il y ait demain de scission, de dissolution et de reconstitution! » Mais le syndicalisme, inséparable de la politique, n'est pas au bout de ses réconciliations et de ses divorces.

Un de ses chefs a cependant échappé aux exempts du capitaine de Moissac : Benoît Frachon qui, d'ordre du parti, s'est réfugié dans la clandestinité à Gagny, non loin de Paris. En fait, il en est le chef avec Jacques Duclos. C'est donc lui qui, par l'intermédiaire de Georgette Cadras qui sera déportée et Arthur Dalidet qui, revenu depuis peu de Moscou, sera fusillé plus tard par les Allemands, assigne une « mission politique suicide » à un homme que sa modestie ne destinait pas aux actions d'éclat : Florimond Bonte.

Étrange destinée : bon élève et bon catholique, il a d'abord suivi Marc Sangnier jusqu'à la condamnation du *Sillon* par le Pape puis, habitant Tourcoing, il rencontre Jules Guesde. Passé au socialisme, la guerre le gagne au communisme. Blessé et prisonnier, il sympathise avec l'agitation révolutionnaire en Allemagne et il fonde à son retour dans le Nord l'Association républicaine des Anciens Combattants qu'anime Henri Barbusse. Comme pour Jacques

Duclos et tant d'autres, ce sera pour lui l'antichambre du parti. Sa carrière est alors toute tracée.

Secrétaire de la fédération du Nord et du Pas-de-Calais, il y connaît Maurice Thorez. Ce mélomane et ce tribun font bonne et fraternelle compagnie, l'un écrit et l'autre parle; il le rejoint à Paris où, à trente-neuf ans, il devient rédacteur en chef de *l'Humanité* lorsque Vaillant-Couturier est à la Santé, puis correspondant à Moscou en 1933-1934. A son retour, il dirige les *Cahiers du Communisme*. En 1936, il est élu député dans le XIe arrondissement et le voici à ce titre chargé de braver la loi et la Chambre.

Benoît Frachon lui a communiqué le texte du discours que, malgré le mandat d'arrêt lancé contre lui, il doit aller prononcer au nom du groupe ouvrier et paysan français à la rentrée parlementaire, le 30 novembre. Les entrées du Palais-Bourbon sont gardées et Florimond Bonte choisit de descendre en marche de la voiture qui l'amène et de s'engouffrer par la porte de la rue de Bourgogne, puis il va se glisser subrepticement à son banc à côté de Gaston Cornavin, toujours en liberté provisoire mais toujours communiste, et de quelques autres qui ne le sont plus : Brout, Saussot, Loubradou, Gaou, Capron sorti de prison depuis le 25 octobre.

Il est un peu plus de dix heures et le président du Conseil, Édouard Daladier, est depuis quelques minutes à la tribune : « Cette guerre est pour nous la guerre de notre sécurité, la guerre de notre liberté... » Il ne peut aller plus loin. Des députés dont Jean Chiappe ont aperçu Florimond Bonte et les cris fusent de toutes parts : « Suspension! A la porte! »

Édouard Herriot qui préside se tourne enfin vers Florimond Bonte. « Votre présence ici est de toute façon un scandale. Je vous invite à vous retirer. » Il n'en fait rien et entreprend de lire son discours. Les huissiers se précipitent et l'en empêchent; il s'accroche à son banc puis s'agrippe à la balustrade, en appelle aux immortels principes, est finalement entraîné hors de l'hémicycle.

Le président du Conseil reprend : « Cette guerre est pour nous la guerre de notre sécurité, la guerre de notre liberté » et il enchaîne « et c'est pour cela que le Parlement français ne peut délibérer en présence de traîtres ». Salve d'applaudissements.

Un peu plus tard, il stigmatise l'attitude des communistes : « Quand nous avions encore la paix, ils poussaient à la guerre. Quand nos enfants tombent sous les obus et les balles, ils rejoignent le camp de l'ennemi. »

Pendant ce temps, Florimond Bonte a été conduit quai des Orfèvres. Face à la justice bourgeoise, il y a un robin en tout communiste. Florimond Bonte entend démontrer longuement au capitaine de Moissac fort embarrassé que le groupe ouvrier et paysan français a été régulièrement constitué et que, la session étant ouverte, ses membres sont couverts par l'immunité parlementaire. Il exige sa libération et celle de tous ses collègues emprisonnés et en appelle naturellement à cette bible qu'est le traité d'Eugène Pierre (9).

Qu'à cela ne tienne; le gouvernement demande aussitôt la levée de l'immunité du député qui est venu se jeter dans ses rets et les députés les referment en cinq minutes sur lui et onze de ses collègues. Florimond Bonte rejoint ses trente-quatre camarades emprisonnés à la Santé (10).

Un seul a été oublié et non des moindres : André Marty, qui est à Moscou. Il n'a donc pu ni adhérer au nouveau groupe ni signer la lettre du 1er octobre. Et le gouvernement, qui s'est mis dans une fâcheuse situation, est obligé d'aller chercher... sous un tas de paille la levée de son immunité! C'est en effet là, le 6 novembre, à Rixpœde, dans le Nord, qu'ont été trouvés deux sacs remplis de numéros du *Monde*, nouvel organe de l'Internationale, publié en Belgique; le juge y trouve reproduite une longue et incroyable lettre adressée le 7 septembre par le secrétaire de l'Internationale à « Monsieur le Conseiller d'État »... Léon Blum. La pensée et la langue feraient douter ou de son authenticité ou de son auteur si le parti ne l'avait lui-même publiée.

Le juge y retient les passages de nature à justifier des poursuites : « L'U.R.S.S. ne peut vouloir que la paix à l'inverse de vos chers amis Daladier, Chautemps et compagnie sans cesse assoiffés de profiter de privilèges » et dont les méthodes « se différencient de moins en moins de celles de Hitler ». L'historien retiendra aussi ces apostrophes à Léon Blum, qui justifieraient une autre sorte d'internement : « Ah ça, monsieur le Ministre, vous vous trompez donc toujours? Vous êtes donc un pape infaillible dans l'erreur? Si vous étiez général, monsieur le guerrier, avec

la peau des autres vos soldats seraient déjà morts trois fois. Et si vous étiez caporal, à votre deuxième erreur dans la direction du pinard, toute l'escouade vous chasserait à coups de patates pourries. » Et ce morceau choisi encore : « Vous insultez bassement, vilement, Staline, monsieur le Conseiller d'État impérialiste; vous vous démasquez ainsi un peu plus, en essayant — vous pygmée — d'atteindre un géant de l'humanité. »

Marty sera condamné par contumace à quatre ans de prison et déchu de la nationalité française le 21 janvier 1940.

Tandis que les ministres de l'Intérieur et de la Justice continuent de donner de grands « coups de balai » — qui entraînent à l'occasion des socialistes ou des syndicalistes — le parti développe de plus belle son activité clandestine, toute littéraire et parfois verbale. Des ouvriers sont arrêtés pour avoir tenu des propos défaitistes dans les cafés ou les usines. Mais le plus souvent il s'agit de militants qui impriment, ronéotypent, diffusent et distribuent tracts, affichettes, succédanés de *l'Humanité* dont le premier numéro clandestin est paru le 26 octobre, ou de l'organe des Jeunes communistes, *l'Avant-garde.*

Déchéances.

Officiellement, le parti ne fait surface qu'à l'occasion des sessions parlementaires. Le 30 novembre, il avait lancé le raid Florimond Bonte à l'occasion de la session extraordinaire. Le 9 janvier, il dépêche un commando en uniforme à l'ouverture de la session de 1940.

Quatre députés communistes sont là, revenus en permission régulière et en situation non moins régulière puisque à dessein ils n'ont ni adhéré au nouveau groupe ni signé la fameuse lettre. Ce sont quatre élus de la Seine : Raymond Guyot, André Mercier, Fernand Grenier et Charles Michels qui sera fusillé par les Allemands en 1941.

— Comment, s'écrie Jean Ybarnegaray, les communistes siègent à leurs bancs. C'est inadmissible.

— Nous voulons être entre Français, lance le député-maire du Puy, Eugène Pébellier.

L'honorable octogénaire qui préside, M. Lévy-Alphandéry, ne sait que faire et c'est Jean-Louis Tixier-Vignancour

qui lui donne la solution : il n'y a qu'à lever la séance. Aussitôt dit, aussitôt fait.

A la reprise, le président d'âge entreprend enfin de lire le discours d'usage; il envoie « aux armées de la République, qui avec tant de calme et fière résolution se sont levées en masse à l'appel de la patrie en danger, le salut plein d'émotion et d'affection de cette Assemblée ».

Tous les députés se lèvent, sauf les quatre communistes. C'est l'ouragan. « Les communistes, debout! » crie-t-on à droite. Le président ne peut poursuivre sa lecture.

— Il faut mettre à la porte ceux qui ne se sont pas levés pour s'associer à l'hommage rendu aux armées de la République, s'écrie Jean Chiappe.

— Il faut qu'ils sortent d'ici, renchérit Jean Ybarnegaray.

Le vénérable président invite alors courtoisement les quatre députés à se retirer.

Aucun ne bouge. Deux vagues d'assaut se précipitent vers eux, l'une est partie de la droite, conduite par J.-L. Tixier-Vignancour, l'autre des bancs de la gauche, suit un « rénégat » : Saussot. Les huissiers tentent de s'interposer. Les quatre députés sont poussés, bousculés, entraînés, roués de coups au passage par leurs collègues « dont la fureur égale la lâcheté », observe un témoin sans tendresse particulière pour les élus communistes... (11)

L'incident fournit enfin au gouvernement l'occasion de résoudre le problème juridique et politique que lui pose la survivance de la représentation communiste. Deux jours après, il dépose un projet de loi prononçant la déchéance des députés qui n'ont pas répudié leur adhésion au parti communiste avant le 9 janvier 1940. Plus exigeante, la commission du suffrage universel ramène cette date à celle de la lettre Ramette-Bonte, le 1er octobre, et elle choisit habilement comme rapporteur non pas un député de droite mais un socialiste qui n'a jamais caché sa haine du communisme, Georges Barthélémy. Ancien employé de banque, maire de Puteaux, il a battu André Marty en 1932. Resté à la tête de la municipalité pendant l'occupation allemande, il sera abattu d'une rafale de mitraillette le 10 juillet 1944. Par deux inconnus...

Le débat a lieu le 16 janvier en présence de deux députés communistes dont Étienne Fajon, qui, n'ayant pas obtenu

sa permission à temps, n'avait pu assister à la séance du 9. Il est en uniforme de maréchal des logis et pour cet ancien instituteur de trente-trois ans, qui a conquis ses grades dans les écoles du parti, sans prestance ni éloquence, c'est une mission redoutable que de défendre son parti, seul face à toute une assemblée. Son discours a été mis au point au cours d'une rencontre clandestine avec Benoît Frachon et il n'a pour l'épauler en séance qu'un seul camarade, solide mais silencieux, Adrien Mouton, député d'Arles.

Le premier orateur est un jeune avocat plein d'ardeur et de talent, Jean-Louis Tixier-Vignancour. Procureur, il va l'être pour le parti qu'il déteste mais aussi pour le gouvernement qu'il n'aime pas. Il s'étonne que depuis trois mois, on n'ait pas appliqué aux communistes « une inculpation qui satisfasse notre sens juridique autant que notre sens de l'équité ».

— En effet, ajoute-t-il, perfide, à M. le président du Conseil qui disait : « Le Parlement ne peut délibérer en présence de traîtres », ces hommes auraient pu répondre également : « Quel juge nous a donc inculpés de trahison? » Prévoyant, Jean-Louis Tixier-Vignancour a d'ailleurs commencé par préciser qu'il ne fallait pas exclure les communistes pour leurs convictions personnelles « parce qu'il serait trop facile par la suite, ayant commencé par les uns, de finir par les autres ».

Il faut donc prononcer la déchéance des députés communistes non parce qu'ils sont communistes mais « parce que nous les considérons comme des traîtres au pays ». Le ton est donné.

Vincent-Badie, avocat et radical : « Le communisme, il faut, par tous les moyens, essayer de l'abattre et de l'exterminer. » La gauche applaudit.

Louis Bietrix, médecin et modéré : « Il faut commencer par sabrer les instituteurs! » La gauche proteste, tout de même.

Georges Barthélémy, le rapporteur socialiste : « Il faut frapper vite, il faut frapper fort. »

Fondateur et premier secrétaire général du parti communiste français, Ludovic-Oscar Frossard vient faire une longue confession. « Notre erreur, c'est d'avoir oublié que le bolchevisme ne pouvait pas être autre chose que ce qu'il est. » Son crime a été d'abaisser, de ravaler, de dégra-

der le socialisme « par une sorte de nivellement, de misère, et d'oppression. » « Si le communisme est une opinion licite, le stalinisme est un acte de haute trahison. » Et logique avec lui-même, d'une guerre à l'autre, l'ancien secrétaire du parti se retrouve tel qu'il a toujours été avant tout : pacifiste. S'il a autant de haine pour le régime de Staline que pour celui de Hitler, c'est « qu'ils portent au même titre la responsabilité du crime des crimes, du crime inexpiable, la guerre ».

C'est un autre transfuge du parti et « précisément parce qu'il a été communiste » qui est chargé par le groupe socialiste de requérir contre ses anciens camarades. Ancien dirigeant des Jeunesses communistes, puis rédacteur à *l'Humanité*, François Chasseigne, député, n'aura pas la prudence de L.-O. Frossard puisqu'il deviendra ministre de Pétain. Il va plus loin que lui aussi, ce jour-là, puisqu'il aurait voulu qu'au début de la guerre, déclare-t-il, il y eût pour les chefs communistes et sans autre forme de procès « le coup de pistolet derrière la nuque qu'on donne dans les caves de Moscou ».

Un peu interloquée, la Chambre applaudit. Mais sans plus.

Et voici à la tribune, vingt fois interrompu, notamment par Max Lejeune, le frêle Étienne Fajon qui vient affirmer sa fidélité et celle de ses camarades emprisonnés à leur commun idéal « au moment où la peur des coups a déclenché le reniement de certains, des Gitton... ». La déchéance, il la déclare « arbitraire et illégale » puisque les députés communistes n'ont subi aucune condamnation. Le pacte germano-soviétique, il y voit le prétexte mais non la raison des « persécutions ». Mais il passe vite, préfère parler de la vie chère, s'en prend naturellement aux socialistes, est digne et modéré et conclut : « Nous continuons à considérer que nous représentons avec l'Union soviétique la véritable cause ouvrière, la cause du communisme. » Les applaudissements d'Adrien Mouton se perdent dans la houle de l'Assemblée. « La meute de nos adversaires était déchaînée et je crois que seule la carafe que je tenais à portée de ma main découragea certaines envies de m'assaillir à la tribune », écrira — seize ans plus tard — Étienne Fajon.

Lui succède à la tribune un de ceux qui viennent d'abandonner le parti : Sulpice Dewez qui, lui, s'est levé lorsque, le 9, le doyen d'âge a rendu hommage aux armées de la

République. Il prend la Chambre à témoin : il a été mobilisé avec d'autres dans des sections spéciales alors que les députés restés fidèles au parti ont eu des permissions. « Vous avouerez, dit-il apparemment sans gêne, que l'on ne nous a guère encouragés! » Puis s'adressant à ses « camarades mineurs et métallurgistes de Denain », il leur dit que, s'il y a des injustices sociales profondes, il faut aujourd'hui gagner la guerre contre Hitler. Puis il regagne son régiment sans prendre part au vote. Seuls les deux communistes présents votent contre le projet de loi.

Ce n'est pas fini; il faut d'abord que le projet soit voté par le Sénat puis que la déchéance soit constatée nommément par l'une et l'autre Chambre.

Au Sénat, le 19 janvier, le parti communiste trouve par miracle un défenseur parmi un rallié de la première heure, celle de Tours, mais dissident de la seconde, celle du parti de l'unité prolétarienne : Alexandre Bachelet. Ancien instituteur, élu sénateur en 1927 et réélu en 1935, il n'a rien perdu de sa combativité à soixante-treize ans. Il proteste contre l'arrestation des députés communistes et leur emprisonnement « dans des cellules sans air, sans lumière, sans chauffage ».

Le général Stuhl : Et les hommes au front, ils ont de l'air, n'est-ce pas?

Alexandre Bachelet ne juge grave ni la signature de la lettre du 1er octobre, ni le fait de ne pas avoir désavoué leur parti. « C'est là un sentiment bien compréhensible. »

M. Gautherot : Vous leur prêtez de trop beaux sentiments. Des agents de Staline n'en sont pas capables.

Marx Dormoy plaide la cause des députés communistes mobilisés : « L'armée est la grande muette et ils n'avaient pas du tout à se désolidariser d'un parti qui n'existe plus. »

Le général Stuhl : Allons, allons!

Marx Dormoy insiste, sous les murmures de la droite : « Si un député déchu tombe sur le champ de bataille, on inscrira sur sa croix de bois : « Mort pour la France. » Je vous demande qu'on ne puisse pas inscrire aussi : « Exclu « du Parlement français. »

La loi est adoptée à l'unanimité des votants.

La Chambre doit enfin, le 20 février, établir la liste des déchus après que Paul Ramadier a tenté vainement de demander qu'ils soient au moins entendus avant d'être

condamnés; lui aussi insiste sur le cas de ceux qui sont aux armées « quelques-uns même en première ligne peut-être ».

René Lebret : Ils y sont par la faute de la Russie soviétique.

Paul Ramadier : Ils y sont pour défendre la France.

Suit un débat pénible et même un peu répugnant. La commission a proposé soixante noms. Certains orateurs veulent en ajouter, d'autres en retirer. A défaut de critère, on ergote sur la date; on pèse les mots et on apprécie les silences. Cela donne ceci : est demandée la déchéance de « M. Gaou qui a écrit mais n'a fait aucun reniement », de « M. Le Corre qui n'a fait un reniement qu'en date du 18 janvier 1940, un reniement collectif où il a bien parlé de l'Allemagne, mais non pas de l'U.R.S.S. », de « M. Langumier qui n'a fait aucun reniement et s'est borné pour sa défense à soutenir cette opinion : « Plutôt la mort que « l'esclavage... »

On laisse dans cette charrette des hommes qui quitteront et combattront le parti comme Darius Le Corre, d'autres qui continueront à le servir, comme Jacques Grésa. On y jette indifféremment des députés qui sont en fait communistes et d'autres qui ont fondé le nouveau groupe d'« Union populaire française (12) ».

Frossard vient défendre son ami Vazeilles et cite de lui une lettre du 11 février 1940. Impitoyable tabellion, le rapporteur la lit à la Chambre.

Sulpice Dewez plaide pour Nicod, Capron et, charité bien ordonnée, pour lui-même que défend Frossard mais que Louis Marin veut ajouter à la liste des soixante déchus.

Finalement la liste établie par la commission est adoptée par 492 voix contre 0. On y trouve Marcel Gitton qui sera abattu par les soins du parti le 4 septembre 1941 et Jean Catelas qui sera guillotiné par ceux de « l'État français » le 24 septembre 1941.

***

Janvier 1940. Les premiers succès de l'armée finlandaise contre l'armée rouge tournent la tête à l'état-major français. Gamelin fait étudier un projet de bombardement des puits de pétrole de Bakou et de Batoum. Weygand, qui commande au Moyen-Orient, lui écrit : « J'estime capital de casser les reins à l'U.R.S.S. en Finlande... et ailleurs. »

La paix survenant en mars en Finlande, il ne reste plus que l'opération Caucase. On en parlera au comité de guerre au début d'avril « avec une légèreté et une indiscrétion » qui étonneront Gamelin. Il est même question de soulever les populations caucasiennes!

Ces projets seraient simplement bouffons s'ils n'étaient doublement tragiques. Tout se passe d'abord comme si, faute de pouvoir faire la guerre à l'Allemagne, on rêvait de la faire à l'Union soviétique. Ce n'est même plus l'esprit de Munich puisque si l'idée est venue initialement de Daladier, elle a été reprise par Paul Reynaud. Tout se solde finalement par un regain, non d'activité militaire mais de propagande communiste. Bref on perd sur les deux tableaux, stratégique et politique.

Le parti n'avait cessé de fulminer contre l'envoi d'armes par le gouvernement français conformément à la décision de la S.D.N. « Pas une arme, pas un sou pour les domestiques finlandais de Londres et de Paris », écrit *l'Humanité* clandestine. Et l' « Appel au peuple de France » de février reprend le vieux thème : « Jamais les travailleurs ne se battront contre l'U.R.S.S. »

« Une armée de 400 000 hommes commandée par le général Weygand est en Syrie dans le but d'intervenir éventuellement de concert avec l'Angleterre et la Turquie contre le pays du socialisme. Ces messieurs auraient voulu, grâce à la complicité des provocateurs finlandais, se ménager la possibilité d'attaquer l'U.R.S.S. à la fois par le sud et par le nord comme ils le firent il y a vingt ans. » En fait, Weygand n'a pas le quart de ses effectifs, et sa mission initiale est de jeter la Roumanie, la Grèce et la Turquie dans la guerre contre l'Allemagne. Mais les apparences — ou les arrière-pensées — sont contraires.

Et voici enfin la menace sortie de l'arsenal des vieux mythes : « Si demain ces hommes veulent faire battre des travailleurs contre l'U.R.S.S., alors l'exemple donné par André Marty et les marins de la mer Noire, il y a vingt ans, aura de profonds échos parmi les soldats, les marins et les aviateurs. »

On ne compte plus à cette époque les numéros clandestins du journal communiste, les tracts imprimés ou ronéotypés, les lettres à recopier à la main et à transmettre à l'intention des ouvriers ou des paysans, des jeunes et des

femmes, mais aussi des soldats. On ne compte plus les arrestations, les condamnations, les perquisitions, les saisies d'imprimés et de matériel d'édition et plus rarement de radios. Le parti s'est décidément réorganisé dans la clandestinité. Si la répression, ou plus simplement l'impopularité, a découragé les sympathisants, elle a trempé les militants et plus encore les militantes. Dans chaque réseau on découvre de nombreuses femmes. La droite, qui presse le gouvernement d'agir, s'inquiète. « Partout, à Clermont-Ferrand, à Toulouse, au Havre, dans la région parisienne, l'organisation se précise et déjà se dévoile », déclare Ybarnegaray.

Lorsqu'en mars, le ministre de l'Intérieur présente ce qu'il appelle « son tableau de chasse », on en est à 3 400 militants arrêtés dont 1 460 dans le seul département de la Seine et 11 000 perquisitions dont 4 000 dans la Seine. Près de 500 fonctionnaires municipaux ont été révoqués et 3 500 affectés spéciaux ont été renvoyés aux armées. Enfin, 1 500 condamnations ont déjà été prononcées. Mais, ajoute le ministre, « la chasse continue jour et nuit ».

Il est difficile, et nul ne s'y risque alors, d'apprécier la portée de la propagande communiste contre la « guerre impérialiste ». Plus que le défaitisme, c'est alors l'inaction qui démoralise, et pour que la littérature clandestine soit largement et facilement diffusée, il faut que le milieu soit favorable; or il est tout au plus indifférent.

Quant à ceux qui ont joint l'acte à l'écrit ou à la parole, ils sont heureusement peu nombreux. Les sabotages ont été limités et pour certains durement réprimés. Les plus graves, ceux des moteurs d'avion aux usines Farman, conduiront fin mai au poteau d'exécution trois jeunes ouvriers, dont un de dix-sept ans et demi, Roger Rambaud, qui se déclareront à l'instruction membres des jeunesses communistes. Le parti n'en parlera jamais.

De janvier à mars, la propagande communiste redouble sous toutes les formes et de toutes ses forces. Pour la première fois reparaissent les « Cahiers du communisme » qui publient des textes de Dimitrov et Molotov, Thorez, Duclos et Marty. C'est une somme de la campagne contre la guerre impérialiste (13). Trois numéros du *Trait d'union* destinés aux soldats paraissent pendant ce même trimestre.

En deux articles enfin, Maurice Thorez s'en prend aux « renégats », « ces traîtres et ces déserteurs », écrit-il et, de quelle façon, à Léon Blum.

Cet article a paru le 16 février 1940 en allemand dans *Die Welt,* publication éditée à Stockholm qui remplace *Le Monde* qui avait lui-même succédé à la *Correspondance internationale.* Dans son livre, paru en 1951, A. Rossi doutait que cet article, dont il n'a trouvé aucune trace dans la presse communiste de 1939-1940, eût été écrit pour l'essentiel par Maurice Thorez; il l'attribuait plutôt à Aragon. Mais Maurice Thorez l'a publié en 1959 dans son texte original en français dans le dix-neuvième tome de ses œuvres. On y lit notamment qu'en août 1939, « abandonnant ses contorsions et ses sifflements de reptile répugnant, Blum donne désormais libre cours à ses instincts féroces de bourgeois exploiteur qui a tremblé un moment pour ses privilèges... il aboie à pleine gueule contre la classe ouvrière, l'Union soviétique, le communisme ». Et encore : «Le chacal Blum prend la tête de la meute hurlante déchaînée contre le communisme, contre l'Union soviétique! »

Procès.

Pendant ce temps, les députés arrêtés en octobre se morfondent en prison en attendant d'être jugés. Ils le sont enfin le 20 mars par le 3e tribunal militaire permanent de Paris siégeant dans la salle de la cour d'assises... le jour même où Daladier, battu à la Chambre, s'en va porter sa démission à l'Élysée.

Ils sont trente accusés dans le box, encadrés de gardes républicains et cinq en liberté : les deux mobilisés, Étienne Fajon et André Puech, et trois grands blessés de guerre — de la précédente — Pierre Dadot, amputé d'une jambe, Félix Brun, amputé des deux; Jean Duclos, le frère de Jacques, gueule cassée, tous trois décorés de la Légion d'honneur.

Les accusés et les avocats livrent d'abord, comme il convient, deux batailles de procédure. L'une tend à obtenir l'audition de Daladier et Bonnet, l'autre à éviter le huis clos. Elles sont évidemment perdues, mais non sans de longs discours. Car elles permettent aux députés de parler

sur le fond en dépit des rappels au code d'un président débordé.

Les communistes tiennent moins au témoignage d'Édouard Daladier qu'à celui de Georges Bonnet. Contre l'ancien ministre des Affaires étrangères, ils brandiront tout au long du procès, en la tronquant quelque peu, la déclaration faite par lui le 1er juillet 1939 à l'ambassadeur d'Allemagne, le comte Welczeck, et tirée du *Livre jaune :* « J'ai dit, enfin, à l'ambassadeur qu'il pouvait constater en France le mouvement d'unanimité nationale qui s'était faite derrière le gouvernement, les élections seraient suspendues, les réunions publiques arrêtées, les tentatives de propagande étrangère, quelles qu'elles soient, réprimées, les communistes mis à la raison... » Si elle était précédée et suivie de phrases plus heureuses, la confidence était à tout le moins malheureuse (14). Juillet 1939, c'était deux mois avant le pacte germano-soviétique. Et les communistes en déduisent pour leur défense que bien avant sa signature, le gouvernement était décidé à mettre les communistes à la raison.

Quant au huis clos, il avait été demandé « dans l'intérêt à la fois de la défense nationale et de l'ordre public ». Les avocats n'eurent aucune peine à démontrer que la raison était juridiquement et historiquement mal fondée. « Est-ce que, lorsqu'on a jugé Louis XVI, ce n'était pas au grand jour des séances publiques de la Convention? » s'écrie Alexandre Zévaès qui fut l'avocat de l'assassin... de Jaurès. Et de citer les procès Danton, Babeuf, Caillaux, Malvy... Seule l'affaire Dreyfus... Mais la justice militaire et son honneur ont-ils eu à s'en féliciter?

Ces appels et ces rappels laissent indifférents la majorité des juges. Le huis clos est prononcé. En réalité, le gouvernement redoutait, et il avait raison, que le prétoire ne se transformât en tribune; mais une fois de plus — et il avait tort — le gouvernement aboutira au contraire de qu'il est censé vouloir. Le secret servira finalement les communistes; il leur évitera de se compromettre un peu plus, dans un premier temps, aux oreilles de l'opinion et, dans un second, aux yeux de l'Histoire.

De quoi sont-ils accusés? Non de trahison ou d'atteinte à la sécurité extérieure ou intérieure de l'État. Mais simplement d'avoir participé à une activité ayant pour objet de

propager les mots d'ordre de la IIIe Internationale. Et cela uniquement pour avoir participé à la constitution du groupe ouvrier et paysan français et à la rédaction de la lettre du 1er octobre 1939 adressée au président de la Chambre et « prônant la paix sous les auspices de l'Union soviétique ».

En dehors des trois députés qui confirmeront leur reniement à l'audience — Béchart, Puech et Vazeilles — tous les accusés utiliseront abondamment les mêmes arguments, les mêmes témoignages et les mêmes textes. Pour son seul compte, Florimond Bonte démontre pendant plusieurs heures que la formation du groupe et l'envoi de la lettre étaient des actes parlementaires couverts par l'article 13 de la Constitution. Ce qui n'est guère contestable. Des tonnes de littérature beaucoup plus incendiaire ont été depuis lors distribuées... ou saisies. Le parti lui-même a été reconstitué dans la clandestinité. Mais emprisonnés depuis six mois, les quarante-quatre députés ne peuvent évidemment en répondre judiciairement. Le procès ne va donc porter que sur les épisodes parlementaires mineurs de septembre-octobre 1939. Mais autant d'accusés présents — moins trois — autant de longs discours non seulement sur la violation de la Constitution et la défense de la classe ouvrière mais aussi sur la lutte contre la « guerre impérialiste », laquelle n'était pas encore mentionnée dans la lettre du 1er octobre 1939 (et ne le sera plus dans les publications du parti après 1944). Car le parti a changé trois fois d'opinion sur la nature du conflit à ses débuts : antifasciste, puis impérialiste, de nouveau antihitlérien et derechef impérialiste, au moins pour l'Internationale.

« Nous combattons la guerre actuelle, dit le maréchal des logis Étienne Fajon le 26 mars, nous luttons pour y mettre un terme parce que nous la considérons comme une guerre impérialiste. » Mais l'instructeur du parti, Fajon, entend donner son sens précis à « l'impérialisme, dernière étape du capitalisme », selon Lénine. « L'impérialisme est caractérisé par le développement de tout-puissants monopoles... par l'achèvement du partage du globe entre les grandes puissances capitalistes... par le développement à un rythme très inégal des puissances capitalistes... les guerres sont engendrées à notre époque par cette lutte pour un nouveau partage du monde, chaque groupe impérialiste

entendant ne rien céder de bon gré au groupe adverse. Ce sont ces guerres que nous appelons impérialistes. » Et le député Fajon ajoute : « L'échec de la conjuration anti-soviétique a exaspéré les contradictions entre les divers impérialismes et poussé ceux-ci dans la guerre entre eux. Nous avons la conviction, en luttant contre cette guerre, de répondre exactement à la volonté populaire dont nous sommes les représentants. » Enfin l'accusé Fajon conclut : « Si nous étions jugés uniquement sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, notre acquittement serait certain puisque l'acte d'accusation est juridiquement vide. Mais si c'est un crime de lutter contre la guerre impérialiste, contre l'aventure antisoviétique, contre le grand capital, contre ses laquais du gouvernement et du parti socialiste, alors nous serons condamnés car nous entendons poursuivre cette lutte sans faiblesse jusqu'au bout... »

Les derniers interrogatoires ont lieu le 28 mars et après avoir refusé la comparution d'un commissaire accusé d'avoir laissé torturer le 9 décembre 1939 un ancien des Jeunesses communistes, Pierre Georges — futur colonel Fabien —, le tribunal entend les témoignages qui vont des plus humbles — une receveuse des postes, un charcutier, un ajusteur — aux plus inattendus : M. Roubinet, curé d'Épinay et Lord Warrington! et aux plus classiques : Marcel Cachin, toujours en liberté et Daniel Renoult, déjà interné, Jean-Richard Bloch, les professeurs René Maublanc, Henri Wallon, Paul Langevin, professeur au Collège de France, membre de l'Académie des sciences, grand-officier de la Légion d'honneur.

Après un bref réquisitoire du colonel Loriot et un autre de son substitut le commandant Bruzin, on entend cinq plaidoiries dont deux d'avocats belges et pour finir celle de Me Marcel Willard. « Les députés communistes demandaient d'économiser le sang français, le sang généreux du peuple. Ils agissaient ainsi dans l'intérêt de la France. Dans tous les domaines de la politique intérieure et extérieure de la France, ils ont fait leur devoir de Français. Ils devraient être libérés. En les frappant, on frapperait la République, le peuple, la France. » Enfin une seule déclaration au nom de trente accusés (15), celle de leur chef de file, François Billoux, qui fait le procès du procès puis le procès de Reynaud et Daladier, et des Blum, Paul

Faure, Zyromski et « autres Jouhaux » et enfin le procès de la guerre : « Nous sommes poursuivis parce que nous nous sommes dressés et que nous nous dressons avec la dernière énergie contre la guerre impérialiste qui sévit sur notre pays, parce que nous appelons le peuple à exiger qu'il y soit mis fin par la paix, parce que nous indiquons au peuple de France le moyen de rendre notre pays libre et heureux. » Et plus actuel au moment où il parle, plus orthodoxe aussi : « Nous savons qu'alors aucun intérêt national français n'était lésé par les initiatives soviétiques en Finlande, le dessein le plus clair des impérialistes français était de passer de la « drôle de guerre » à l'Ouest, c'est-à-dire de la guerre que l'on ne fait pas à Hitler, à l'intervention massive contre les Soviets. La manœuvre ayant échoué en Finlande, on a essayé de la reprendre dans les Balkans et au Proche-Orient. »

« C'est pour que cette aventure soit plus aisée que l'on veut nous condamner, après nous avoir ignominieusement calomniés... »

Parle-t-il pour le tribunal? On en doute. Pour l'opinion? Elle n'en saura rien. Pour l'Histoire? Mais ces références à la « guerre impérialiste » seront effacées de son discours à la Libération. Mais où qu'il soit, un communiste doit témoigner, démontrer, endoctriner et, à défaut de convaincre, se convaincre lui-même.

François Billoux dit encore : « Nous ne voulons être ni les esclaves de Hitler, ni les vassaux de Chamberlain, ni les domestiques de Mussolini. Nous voulons être des Français, maîtres de leur vie. » Et enfin :

« Communistes français, avec Maurice Thorez, André Marty, Jacques Duclos et tous nos coïnculpés, nous travaillons à la libération de notre pays.

« Nous voulons le débarrasser de la guerre. Nous appelons le peuple à imposer la paix...

« Vive la France libre! Vive une France heureuse et forte!

« Vive la paix!

« En avant vers le communisme! »

Après quatre heures de délibération, le tribunal répond oui aux deux questions posées; il accorde les circonstances atténuantes aux trois « renégats », à un grand malade, Philippot, aux trois grands blessés en liberté et à un qua-

trième, Renaud Jean, dont l'attitude a été par ailleurs, et dès le début, beaucoup moins ferme que celle de ses codétenus de la Santé. Tous sont condamnés à quatre ans de prison avec sursis et quatre mille francs d'amende. A un petit degré au-dessus dans l'échelle des peines, les vingt-six autres accusés sont gratifiés de la même amende mais de cinq ans de prison ferme. Le vingt-septième, Florimond Bonte, a la même peine de prison mais — parce que signataire de la lettre — mille francs d'amende de plus, ainsi que les neuf condamnés en fuite : Catelas, Jacques Duclos, Dutilleul, Monmousseau, Péri, Ramette, Rigal, Thorez et Tillon.

Rossi lui-même, qui aurait voulu que les communistes fussent jugés pour intelligence avec l'ennemi, estime « bien faibles » les fondements juridiques du jugement. « En réalité, le procès a été mal bâti par des militaires peu au courant des questions politiques et qui n'ont pas compris grand-chose à ce qui s'est réellement passé à la fin de septembre et au début d'octobre 1939. » Notre procureur entend par là le tournant pris par le parti communiste qui de la défense nationale est alors passé au défaitisme révolutionnaire contre la guerre impérialiste. Mais en vérité les juges, dont plusieurs sont des magistrats en uniforme, n'y sont pour rien. Outre que les accusés ont été arrêtés avant que le parti se lance dans sa campagne pacifiste, le procès est une nouvelle illustration de l'inadaptation du droit, même en temps de guerre, à l'existence d'un parti révolutionnaire, de la difficulté qu'il y a à juger non des opinions, ce que s'interdit la démocratie, mais des actes qui, dans le cas, sont par nature clandestins. Modifie-t-on alors le droit pour l'adapter aux circonstances, que l'on tombe, soit dans l'arbitraire et ce fut le cas de cette « loi des suspects » du 18 novembre 1939 qui donna lieu à des abus intolérables, soit dans l'excès contraire, l'inaction, l'inapplication de textes trop sévères, et ce fut le cas jusqu'en 1941 du décret Sérol sur la peine de mort (16).

A ce paradoxe s'ajoute celui d'une politique qui huit mois après la mobilisation n'a pas encore choisi son but, c'est-à-dire sa guerre. On espère la gagner sans la faire ou plutôt en la gagnant sur le front économique mais on maintient inactifs des millions de soldats aux frontières. Ayant mobilisé des hommes, on démobilise des énergies.

Les communistes ne sont pas les seuls à conclure que les dirigeants français ne sont pas résolus à faire la guerre à Hitler, leurs seules velléités visant finalement moins l'Allemagne que l'Union soviétique.

NOTES

(1) *Journal de la France*, t. I (Le Cheval ailé, Genève).

(2) Bartolini, Béchard, Benoist, Berlioz, Billoux, Bonte, Brout, Capron, Catelas, Cornavin, Cossonneau, Costes, Croizat, Dadot, Daul, Demusois, Jacques Duclos, Jean Duclos, Émile Dutilleul, Fouchard, Grésa, Jardon, Renaud Jean, Lareppe, Georges Lévy, Lozeray, Martel, Midol, Monmousseau, Môquet, Musmeaux, Péri, Petit, Piginnier, Pillot, Prachay, Prot, Ramette, Rigal, Rochet, Tillon, Touchard, Valat.

(3) Texte intégral de la lettre.

Monsieur le Président,

La France va se trouver incessamment en présence de propositions de paix.

A la seule pensée que la paix prochaine pourrait être possible, une immense espérance soulève le peuple de notre pays qu'angoisse la perspective d'une guerre longue et cruelle, d'une guerre qui ensevelirait les trésors de la culture humaine sous des monceaux de ruines et coûterait la vie à des millions d'hommes, de femmes et d'enfants confondus dans le massacre.

A peine a-t-on parlé de ces propositions de paix dues aux initiatives diplomatiques de l'U.R.S.S., qu'une presse dirigée a répondu avec ensemble: Non!

Est-il possible que des journalistes ne détenant aucun mandat de la nation puissent froidement trancher en faveur de la continuation de la guerre jusqu'au bout?

Est-il possible que des propositions de paix puissent être rejetées avant même que d'être connues et sans que la représentation nationale souveraine ait été consultée?

Nous ne le pensons pas, quant à nous, et nous vous demandons, en tant que président de la Chambre, d'intervenir auprès des pouvoirs publics pour demander :

1° Que le Parlement soit appelé à délibérer en séance publique sur le problème de la paix!

2° Que les parlementaires aux armées puissent prendre part aux délibérations sur cette question capitale dont dépend la vie ou la mort de millions de Français.

Chaque Français veut la paix, car il sent qu'une guerre de longue durée serait terrible pour notre pays et compromettrait à la fois son avenir et ses libertés démocratiques.

Il faut absolument empêcher qu'on puisse rejeter à priori des propositions de paix et nous conduire par cela même à l'aventure et aux pires catastrophes.

Nous voulons de toutes nos forces une paix juste et durable, et nous pensons qu'on peut l'obtenir rapidement, car en face des fauteurs de guerre impérialistes et de l'Allemagne hitlérienne en proie à des contradictions internes, il y a la puissance de l'U.R.S.S. qui peut permettre la réalisation d'une politique de sécurité collective susceptible d'assurer la paix et de sauvegarder l'indépendance de la France.

Voilà pourquoi nous avons conscience de servir les intérêts de notre pays

en demandant que les propositions de paix qui vont être faites à la France soient examinées avec la volonté d'établir au plus vite la paix juste, loyale et durable que, du fond de leur cœur, souhaitent tous nos concitoyens.

(4) « L'offensive de paix menée à la fois par Hitler et par Staline se déclenche après mon départ du Quai; elle fut brutalement repoussée et pourtant elle aurait mérité un peu d'attention de la part de notre diplomatie. » (G. Bonnet, *Le Quai d'Orsay sous trois Républiques*, Fayard.)

De son côté, *Le Temps* exige l'exclusion des communistes non pas tant parce qu'ils réclament la paix mais parce qu'il faut les écarter « des délibérations qui pourraient éventuellement s'instituer à propos des offres de paix ».

(5) Alain, Georges Pioch, Henry Poulaille, Victor Margueritte, Henri Jeanson, Félicien Challaye, Jean Giono, Marcel Déat qui ont signé le manifeste pour la « paix immédiate » lancé par Louis Lecoin.

(6) Jules Fourrier n'est pas mort en déportation contrairement à ce qu'a écrit A. Rossi, mais, résistant farouche dans la Creuse, il a été arrêté, torturé et déporté à Buchenwald et Mauthausen.

(7) « La police me recherchait. Le 26 septembre 1939, le gouvernement avait décrété illégalement l'interdiction du parti communiste. Il mettait hors la loi nos militants, nos organisations. Dès lors, par une exception qui confirmait la règle que j'avais moi-même appliquée : « Les communistes « vont à l'armée en cas de mobilisation », la direction du parti prit la décision juste de me faire passer à l'activité clandestine. »

Dans l'interview donnée le 20 octobre 1939, il avait déclaré : « La presse vendue dit que je suis déserteur. J'aurais été un déserteur si je n'avais pas fait le nécessaire pour rester à mon poste dans la bataille de classe que le peuple de France doit livrer aux fauteurs de guerre, aux fascistes, aux exploiteurs capitalistes. »

(8) Mme Germaine Willard y insiste dans ce qui veut être une « contribution à l'histoire du parti communiste français » : *La Drôle de guerre et la trahison de Vichy* (Éditions sociales). « Courte et décisive, cette période de la deuxième guerre mondiale gêne fort aujourd'hui les apôtres de l'anticommunisme qui prennent simplement le parti de l'ignorer. Il leur serait bien difficile en effet de parler d'alignement du parti communiste français sur la politique soviétique... » Mais peut-on pour autant affirmer que pendant cette courte période le parti, même démuni de presse, se soit efforcé de déterminer « un puissant mouvement de masse en faveur de la guerre de défense antihitlérienne »?

(9) Florimond Bonte dans *Le Chemin de l'honneur* (1949).

(10) Ce sont Berlioz, Costes, Grésa, Croizat, Albert Petit, Lozeray, Pillot, Touchard, Martel, Bartolini, Gaou, Cossonneau, Dadot, Midol, Charles Benoist, Demusois, Rochet, Barel, Béchard, Fernand Valat, Georges Lévy, Vazeilles, Cristofol, Billoux, Piginnier, Prachay, Lareppe, Musmeaux Félix, Brun, Prot, Renaud Jean, Jean Duclos, Prosper Môquet.

Les députés en fuite contre lesquels un mandat a été décerné sont au nombre de neuf : Albert Rigal, Arthur Ramette, Catelas, Jacques Duclos, Émile Dutilleul, Monmousseau, Gabriel Péri, Tillon et Maurice Thorez. Deux autres ont été inculpés, mais ils sont aux armées : Fajon et André Puech, dit Parsal. Six députés sont en liberté provisoire : Philippot, qui n'a jamais été arrêté, Capron, Jardon, Fouchard et Daul qui se sont désolidarisés du groupe. Enfin Cornavin, qui a été mis en liberté provisoire pour raison de santé sur rapport des médecins experts.

(11) Jean Galtier-Boissière dans « L'Histoire du parti communiste » du *Crapouillot*.

(12) Composé de Loubradou, Nicod, Capron, Fourrier, Saussot, Valat, Raux, Brout, Declercq, Jardon, Dewez, Fouchard, Pillot, Daul.

(13) Le numéro a été reproduit par Amilcare Rossi (Éditions Dominique Wapler). Rossi a d'autre part consacré à cette période un gros ouvrage *Les Communistes français pendant la drôle de guerre* (Éditions Les Iles d'or).

Ce livre est une source unique moins de faits que de dates, de textes et de références. Mais leur exploitation est trop souvent à sens unique.

Ancien communiste lui-même, il se garde de louer les « renégats ». Mais il dénigre systématiquement les dirigeants demeurés fidèles au parti. Est-il raisonnable, par exemple, de juger M. Thorez ou J. Duclos incapables d'écrire tel ou tel article sans qu'il soit dicté par Moscou? Quant à sa thèse centrale, elle revient à constater que les communistes avaient pour devoir primordial d'obéir à l'Internationale. De son vrai nom Angelo Taesca, Amilcare Rossi a été l'un des dirigeants de l'Internationale jusqu'en 1928. Il signait André Leroux dans *le Populaire*.

(14) Georges Bonnet, selon le *Livre jaune*, commence par dire au comte Welczek que « la France serait aux côtés de la Pologne immédiatement, dès que celle-ci prendrait elle-même les armes ». Puis il lui fait la déclaration sur l'unanimité nationale et les communistes qui seraient « mis à la raison », et il ajoute aussitôt : « La discipline et l'esprit de sacrifice du peuple français ne pourraient être mis en doute par personne. » Il veut donc convaincre l'ambassadeur que la France est résolue à faire face à toute menace extérieure et à tout danger intérieur. Mais pourquoi ce mot sur les communistes alors qu'à ce moment-là ils sont les premiers à demander que la France tienne ses engagements à l'égard de la Pologne?

Dans son livre : *Le Quai d'Orsay sous trois Républiques* (Fayard, 1961), Georges Bonnet écrit que la déclaration reproduite dans le *Livre jaune* était un résumé trop succinct « de la conversation longue et tragique » qu'il avait eue avec le comte Welczek. Et il donne la version suivante de ses propos sur les communistes : « Il paraît que l'on compte à Berlin sur l'activité de votre propagande, sur la proximité des élections françaises ou sur une action communiste révolutionnaire pour entraver notre mobilisation et empêcher la France d'assister la Pologne, quelle que soit la volonté de son gouvernement. Dissipez ces funestes erreurs! Le gouvernement est prêt à proroger la Chambre actuelle pour éviter toute agitation électorale. Si une propagande étrangère ou si une tentative communiste cherchait, comme on le dit chez vous, à entraver notre mobilisation, le gouvernement français y mettrait un terme sur-le-champ. » Le contexte est fort différent. Le ministre français donne moins une assurance à l'ambassadeur allemand qu'il ne lui apporte un démenti.

(15) Virgile Barel, J.-B. Bartolini, Charles Benoist, Joanny Berlioz-Bénier, François Billoux, Florimond Bonte, Félix Brun, Gaston Cornavin, Émile Cossonneau, Alfred Costes, Jean Cristofol, Ambroise Croizat, Pierre Dadot, Antoine Demusois, Jean Duclos, Étienne Fajon, Charles Gaou, Jacques Grésa, Pierre Lareppe, Georges Lévy, Henri Lozeray, Henri Martel, Lucien Midol, Prosper Môquet, Arthur Musmeaux, Albert Petit, Alexandre Prachay, Louis Prot, Waldeck Rochet, Marius Vazeilles. Les autres accusés présents au nom desquels Billoux ne parle pas sont Béchard, Vazeilles, Puech et Philippot, mais aussi Renaud Jean qui se tiendra à mi-chemin du reniement et de la fidélité et qui de ce fait ne quittera pas le parti, restera, à la Libération, conseiller général mais sera tenu à l'écart de tout poste de responsabilité.

(16) La « loi des suspects », ou plus précisément le décret du 18 novembre 1939, permet d'assigner à résidence forcée les individus dangereux pour la défense nationale et pour la sécurité publique. Les premiers à en pâtir sont Racamond, Raynaud et six autres syndicalistes qui, arrêtés en octobre 1940 à la suite de la publication de leur motion, sont mis en liberté provisoire et assignés à résidence en janvier 1940.

Le décret Sérol, du nom du ministre socialiste de la Justice du cabinet

Reynaud, pris au conseil des ministres du 8 avril 1940, permet de condamner à mort « tout Français qui aura participé sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation ayant pour objet de nuire à la défense nationale ».

« La persistance des menées communistes, déclare l'exposé des motifs, leur dessein évident de miner par tous les moyens le moral de la nation en guerre, témoignent que ceux qui les inspirent se sont faits les artisans d'une véritable entreprise de trahison. »

2.

L'invasion

Le 10 mai 1940, aux premières heures du jour, l'armée allemande envahit la Hollande, la Belgique et le Luxembourg — exécutant une directive de Hitler remontant au 9 octobre 1939! Le temps est radieux; il est aussi bien choisi : prévenu depuis quelques jours de l'imminence de l'attaque, l'état-major français n'y avait pas cru et, depuis la veille, le ministère est démissionnaire, Paul Reynaud n'ayant pu obtenir de Daladier le « limogeage » du général Gamelin! Pour un peu la France serait sans généralissime et sans gouvernement.

La seconde guerre mondiale qui commence en fait à l'Ouest surprend ainsi le pays dans un complet état d'impréparation morale, militaire et politique. Toujours optimiste, le président du Conseil déclare néanmoins d'une voix vibrante à la radio : « Hitler a voulu croire à nos divisions, à nos faiblesses. Il a espéré de la trahison communiste une dislocation intérieure de la France. Il a aussi tenté de séparer les Alliés. Mais rien n'est venu... » et il conclut : « L'armée française a tiré l'épée. La France se recueille. » Mais le lundi de Pentecôte 13 mai, les divisions blindées du général Guderian franchissent en force la Meuse alors que le meilleur de l'armée française a été aventuré plus au nord, en Belgique et en Hollande. C'est la défaite qui commence...

Cette défaite, qui va précipiter les chefs militaires et politiques français dans de furieuses querelles dont après un quart de siècle les échos se prolongent encore, place

rapidement les dirigeants communistes devant de nouvelles responsabilités qui auraient pu, un an à l'avance, les réconcilier avec eux-mêmes. De même qu'au lendemain du pacte germano-soviétique, le parti, plus ou moins laissé à lui-même et frappé de stupeur, avait eu pendant un mois une réaction à la fois pacifiste et antihitlérienne, « communiste nationale » si l'on veut, de même, frappé par la débâcle française et coupé de toute liaison, le centre clandestin parlera encore de paix mais de nouveau d'antifascisme.

Le premier numéro de *l'Humanité* clandestine qui paraît après l'offensive allemande, est celui du 15 mai 1940. Le ton de l'éditorial est à la mesure de son titre : « Il faut mater les bandits impérialistes! » Une fois de plus on y instruit en effet le procès des « impérialistes de Londres et de Paris » et bien entendu des Blum et des Paul Faure. « Pour ces valets de la bourgeoisie, les agressions ne deviennent « des « armes contre le droit » que lorsqu'elles risquent de porter préjudice à leurs patrons! »

« Non, le truc de « la guerre pour le droit et la justice » ne prend plus... »

Il n'y a rien là que de très classique et de trop connu. Mais il y a plus violent : « Quand deux gangsters se battent entre eux, les honnêtes gens n'ont pas à secourir l'un d'eux, sous prétexte que l'autre lui a porté un coup « irrégulier ». Ils s'efforcent au contraire de profiter de l'occasion pour les mettre tous deux hors d'état de nuire. Chacun essaiera de mater celui dont il pourra le plus facilement s'emparer. Il faut mater les gangsters impérialistes... »

Ces gangsters, ce sont d'une part Hitler et ses généraux et d'autre part Churchill et Paul Reynaud et leurs pareils. Mais comment les mater? « Alors que le peuple allemand lutte contre sa bourgeoisie, nous, en France, nous devons lutter contre la nôtre, car c'est elle que nous pouvons affaiblir et vaincre par l'action dans les usines et à l'armée. » C'est toujours le même schéma aussi peu adapté que possible aux événements. Aux communistes allemands de venir à bout du régime hitlérien, aux communistes français d'en finir avec « les gouvernements de réaction et de guerre ». Mais si l'on se fie au sort des armes, les premiers en sont encore plus loin que les seconds.

Enfin cet éditorial du 15 mai, qui paraît au plus fort de

l'offensive, s'achève par le rappel de l'article publié bien avant, le 25 avril, par Maurice Thorez réclamant « un gouvernement de paix s'appuyant sur les masses populaires, donnant des garanties contre la réaction, assurant la collaboration avec l'Union soviétique pour le rétablissement de la paix générale ».

L'Humanité du 17 mai reprend le même thème et la même exigence. Mais le ton a déjà changé. Si le procès des hommes politiques est le même, on met aussi en cause par ce biais le « fascisme international » renforcé par leur « égoïsme de classe »; en rappelant leurs méfaits on évoque aussi ceux de Hitler : l'Espagne, Munich; on en vient même à parler de « 5e colonne » et de « traîtres hitlériens » pour demander que soient mis « hors d'état de nuire, avant qu'ils n'accentuent leur malfaisance, les agents du fascisme installés dans tous les rouages de l'État ».

Et l'on rappelle sous le titre « Vive la Commune! » que « les communards s'insurgèrent contre une bourgeoisie qui, après avoir entraîné le pays dans une guerre désastreuse, tout en étouffant les libertés du peuple, le trahit honteusement ».

Il est clair que les dirigeants communistes caressent dès lors l'espoir que la révolution peut naître, à l'Ouest, de la défaite, d'une paix révolutionnaire comme en 1917 à l'Est. Mais c'est confondre Hitler et Guillaume II et commettre la même erreur que le général Weygand qui, voyant déjà Maurice Thorez s'installer à l'Élysée, sera bientôt plus préoccupé de maintenir l'ordre en France que de poursuivre la guerre contre l'Allemagne!

Mais comment le parti communiste pourrait-il soulever une nouvelle Commune contre le nouvel occupant alors que, depuis l'automne, il s'est coupé des masses populaires en faisant campagne contre une guerre qu'il qualifie d'impérialiste et non d'antifasciste. Comment ranimer en elles l'ardeur patriotique et la flamme révolutionnaire que sept mois de défaitisme ne pouvaient qu'étouffer? Comment enfin espérer un seul instant que l'armée allemande tolérerait un gouvernement populaire ou insurrectionnel et affirmer en même temps que la bourgeoisie française est la cinquième colonne de l'hitlérisme? Ces contradictions, conséquences de l'analyse initiale de l'Internationale, que le P. C. soviétique devait maudire lui-même beaucoup plus

tard, ne pouvaient que condamner à l'inaction le P. C. français.

Le 20 mai, les panzers arrivent à Montreuil-sur-Mer. *L'Humanité* en appelle de nouveau au souvenir de la Commune et invite à en célébrer la mémoire le 26 mai. « Tel un Thiers qui, il y a soixante-neuf ans, accepta les conditions de paix les plus draconiennes de Bismarck contre son aide pour écraser la Commune, ils sont prêts à sacrifier l'indépendance du pays à Hitler pourvu que celui-ci leur garantisse leurs privilèges capitalistes. » Et encore : « Quand on sait que les Munichois et les agents d'Abetz sont toujours au gouvernement, que les Cagoulards sont chargés de mission, que Doriot est à la censure militaire à Senlis, on comprend que la *5e colonne*, qui n'est pas pour rien dans les succès de l'armée hitlérienne, ne soit pas descendue en parachute. *Elle siège au gouvernement.* » Et de réclamer une nouvelle fois un « gouvernement de paix... s'entendant avec l'U.R.S.S. pour rétablir la paix générale ».

Le même jour, le conseil des ministres prend de nouvelles mesures afin « d'accélérer la répression de certains crimes qui revêtent dans les circonstances présentes une particulière gravité ». Plus d'instruction préalable en cas de flagrant délit, plus de recours en cassation. « Alors que nos soldats meurent, déclare le président du Conseil, il n'y aura plus de procédures dilatoires pour les traîtres, les saboteurs ou les lâches! »

Les perquisitions, arrestations, condamnations continuent de plus belle tandis que les députés communistes, ces précurseurs, incarcérés à la Santé commencent leur tour de France des prisons. A chaque étape, ils sollicitent vainement le régime politique. Neuf d'entre eux dont Billoux, Bonte et Fajon échouent à Angers, puis à l'île de Ré et à Bordeaux; neuf, dont Waldeck Rochet, à Niort et neuf autres à Poitiers; ils se retrouvent tous à Tarbes puis à Toulouse et enfin au Puy d'où ils partiront neuf mois plus tard, le 25 mars 1941, pour la prison de Maison-Carrée en Algérie.

Pendant ce temps, des militants plus obscurs sont poussés le long des routes jusqu'au sinistre camp de Gurs au pied des Pyrénées. Léon Moussinac (1) qui avait été arrêté le 27 avril, a raconté leur odyssée dans *Le Radeau de la Méduse*. Dans ses prisons, il a côtoyé des hommes dont

le destin sera tragique : les docteurs Ténine et Pesqué fusillés à Châteaubriant en 1941; Georges Dudach (2), Pitard, Le Gall et Frot, Baillet, Blache et Dumont, l'ancien « colonel » des brigades internationales, exécutés eux aussi, en 1942 ou 1943. Mais à Gurs, Moussinac voisine avec la « 5e colonne » : Lesca, directeur de *Je suis partout*, Alain Laubreaux, Serpeille-Gobineau, Robert Fabre-Luce, arrêtés au début de juin à Paris. L'un de leurs compagnons manque, Thierry de Ludre, qui « à bout de forces et ne pouvant plus suivre a reçu une balle dans la tête et a été jeté dans le canal de Briare ». Et Moussinac ajoute : « Ça s'est passé de la même manière avec un de nos bons camarades, cordonnier auxiliaire à la Santé... Il a été abattu comme un chien. » A Gurs, il y a aussi Louis Lecoin qui viendra lui confier qu'il a écrit à Laval... Libéré, il sera cueilli à la sortie du camp pour être assigné à résidence.

D'autres internés, la plupart anciens combattants, à l'île d'Yeu demandent le 10 juin à servir dans l'armée et parmi eux le frère aîné de Jacques Duclos, Jean, grand blessé, officier de la Légion d'honneur. Pour eux — comme pour Staline plus tard — la guerre n'était donc pas « impérialiste », même à ses débuts. Mais leur télégramme adressé au président du Conseil (3) demeure sans réponse. Pourtant, c'est le moment où s'esquisse un double rapprochement, fugitif entre le parti et le gouvernement, définitif entre le gouvernement et Moscou, et l'on trouve à ces carrefours un homme que l'on n'y attendait guère : Anatole de Monzie.

Démarches.

Déjà ministre des Travaux publics en septembre 1938, Anatole de Monzie, « refusant de mourir pour Jean Huss », avait été Munichois avec élégance, téléphonant plus volontiers à Rome qu'à Prague. Entretenant depuis longtemps des rapports admiratifs avec les dirigeants de l'Italie fasciste, il avait néanmoins conservé d'anciennes relations avec les communistes français. Encore ministre en août 1939 et toujours tenace partisan de la paix, il avait reçu de son camarade du Palais, Jacques Sadoul, le compagnon de Lénine, le condamné à mort de 1919, copie d'un mémo-

randum fort lucide que ce communiste « historique » avait remis à Marcel Cachin pour critiquer l'attitude de *l'Humanité* et de *Ce Soir*, regrettant que ces deux journaux crient « La paix est sauvée, vive Staline! » sans tenter de donner « une explication sérieuse de leur extraordinaire jubila- « tion (4) ». En janvier 1940, toujours ministre, de Monzie avait accueilli Mmes Florimond Bonte et Johanny Berlioz venues plaider la cause des députés emprisonnés à la Santé; il les avait éconduites poliment, non sans noter en connaisseur, de la première de ces dames, « qu'elle est jolie, gracieuse, parfaitement sympathique et qu'elle a les meilleures manières pour l'accomplissement d'une démarche désagréable, sinon difficile ». Ministre indocile de Daladier qu'il n'aime pas, il l'est resté avec Paul Reynaud qu'il déteste.

C'est cet homme éclectique et ce pacifiste impénitent qui, à la mi-mai, prend, sans en référer à son président du Conseil, deux initiatives surprenantes de la part d'un Munichois lié à l'Italie; il fait contacter les communistes par Georges Politzer et convie à son ministère Pierre Cot.

Dans son esprit, les deux démarches n'en font évidemment qu'une; c'est en renouant avec le gouvernement soviétique sur la scène diplomatique qu'il espère ramener le parti communiste dans le jeu politique. Pour la guerre ou pour la paix? Pour les deux peut-être. L'homme est à plusieurs facettes, curieux de tout et voulant jouer un rôle que l'Histoire lui a jusqu'ici refusé.

La première initiative n'est connue qu'à partir de sources communistes et en particulier du récit romancé de Louis Aragon, *Les Communistes*. Le 28 mai — jour de la capitulation belge — de Monzie aurait convié au ministère un philosophe belge nommé Philippe Devaux (?), communiste de fraîche date, qu'il savait en relations amicales avec cet autre philosophe marxiste, Georges Politzer. Dans ces deux hommes, il voit les deux relais qui peuvent le conduire à entrer indirectement en rapport avec la direction du parti. Déjà il avait essayé de le faire huit jours plus tôt en sollicitant un confrère du Palais venu s'inquiéter du transfert des députés communistes incarcérés à la Santé. Sans succès. Entre-temps, la situation s'est aggravée. Plus que jamais, de Monzie voudrait savoir à quelles conditions le parti communiste se rallierait à la défense nationale dans une

guerre qui a changé de caractère depuis les succès de la Wehrmacht. Le 28 mai, la question aurait donc été posée à Politzer.

La réponse ne serait venue que le 6 juin, alors que de Monzie venait d'être congédié par Paul Reynaud :

« Le parti communiste considérerait comme une trahison d'abandonner Paris aux envahisseurs fascistes. Il considère comme le premier devoir national d'organiser sa défense. Pour cela, il faut :

« 1° Transformer le caractère de la guerre, en faire une guerre nationale pour l'indépendance et la liberté.

« 2° Libérer les députés et les militants communistes ainsi que les dizaines de milliers d'ouvriers emprisonnés ou internés.

« 3° Arrêter immédiatement les agents de l'ennemi qui grouillent dans les Chambres, dans les ministères et jusqu'à l'État-Major, et leur appliquer un châtiment exemplaire.

« 4° Ces premières mesures créeraient l'enthousiasme populaire et permettraient une levée en masse qu'il faut décréter sans délai.

« 5° Il faut armer le peuple et faire de Paris une citadelle inexpugnable. »

De Monzie aurait posé le papier sur son bureau et, si l'on en croit Louis Aragon, aurait dit à Devaux : « C'est un point de vue. Je crains que le point trois ne suffise à le faire considérer comme pas très sérieux... »

On ne devait plus en entendre parler... jusqu'en 1943 (5).

Bien des questions se posent à propos de ce document que le parti devait présenter plus tard comme le premier appel à la Résistance, antérieur même à celui du 18 juin! A l'époque, aucun tract, aucune feuille, aucune confidence du parti n'en a fait état et le premier point est contredit par l'ensemble de la littérature communiste clandestine du moment. Mais en admettant que son contenu soit exact, quels responsables engageait-il de part et d'autre?

Georges Politzer, qui était mobilisé à l'École militaire, n'appartenait pas à la direction du parti; il n'a pu prendre sur lui-même de parler en son nom et huit jours se sont d'ailleurs écoulés entre les deux entrevues de Philippe Devaux et d'Anatole de Monzie. Dans son rapport au X[e] Congrès, celui de 1945, Maurice Thorez devait parler

de propositions du « Comité central ». En fait, ses membres étaient pour la plupart en prison. Le parti est alors dirigé par Benoît Frachon et Jacques Duclos qui sont cachés dans la proche banlieue sud de Paris. Et le temps qu'ils ont mis à répondre laisse supposer qu'ils auraient consulté Maurice Thorez. La conciliation entre leur proposition exceptionnelle et la position contraire du parti ne peut-elle être trouvée dans le dernier point? Armer le peuple, c'eût été permettre cette « Commune » dont ils rêvaient tout haut dans *l'Humanité* depuis le 10 mai. Mais ce fût alors pour la paix et non pour la guerre.

Quant au gouvernement français, il n'a été à aucun instant engagé en tant que tel par son ministre des Travaux publics. Paul Reynaud a en effet tout ignoré de la démarche faite auprès de Politzer et si, dans le même temps, il s'est résolu à se tourner vers Moscou, il n'a pas davantage su que l'idée d'en appeler à Pierre Cot venait, elle aussi, d'Anatole de Monzie.

En mars, le gouvernement Daladier avait remis ses passeports à l'ambassadeur d'U.R.S.S., M. Souritz. Prétexte avait été pris de l'activité de la mission économique soviétique à Paris. En fait, le gouvernement était harcelé, surtout depuis l'affaire de Finlande, par la droite qui le pressait de rompre avec Moscou. Mais, dès son arrivée au pouvoir, Paul Reynaud s'appliqua à « dissiper le malentendu qui en était né et n'eut de cesse que des rapports normaux fussent repris avec les Soviets (6) ». Les Anglais avaient déjà entrepris des négociations commerciales avec Moscou et s'apprêtaient pour les faire aboutir à y envoyer Sir Stafford Cripps. En fait, il s'agissait de sonder les intentions soviétiques face à la menace allemande.

C'est une mission du même genre et de la même urgence que, sur la suggestion d'Anatole de Monzie, le gouvernement songe à donner à Pierre Cot. Le projet est né de l'idée étrange de demander des avions à l'U.R.S.S.! L'ancien ministre est pressenti officieusement le 25 mai par de Monzie. Puis il est reçu par Paul Reynaud. Le président du Conseil lui demande officiellement de se rendre à Moscou pour attirer l'attention des Soviétiques sur les conséquences désastreuses qu'aurait une victoire de Hitler. L'ancien ministre de l'Air reçoit en outre mission de demander au gouvernement soviétique de fournir « certains avions de

combat » à l'armée française (7). Daladier appuie cette double demande et prépare le départ de l'émissaire. Mais deux jours après, Paul Reynaud fait venir Pierre Cot et l'informe qu'il renonce à son projet; il nomme alors M. Erik Labonne ambassadeur à Moscou. Le 4 juin, Molotov fait savoir que son gouvernement n'y fait aucune objection. F. Charles-Roux, qui était secrétaire général du Quai d'Orsay (8) est d'accord avec Pierre Cot pour considérer que le gouvernement a reculé devant l'opposition parlementaire qu'aurait soulevée le choix de l'ancien ministre du Front populaire. Son chef croyait d'ailleurs « chimérique » l'idée de modifier, alors, la politique des Soviets (9).

Le 5, Paul Reynaud remanie son ministère et se sépare d'Anatole de Monzie. Est-ce pour les initiatives que son ministre a prises à son insu? Non. Le président du Conseil ne les a pas connues. En revanche, il a appris de la bouche même de l'ambassadeur d'Angleterre qu'au cours d'un dîner, de Monzie lui avait dit qu'il démissionnerait si l'Italie nous déclarait la guerre. « Il n'aura pas cette peine », répond Paul Reynaud à Sir Ronald Campbell. Dans cette démission, l'intérêt de son ministre pour Staline n'est donc pour rien et son admiration pour Mussolini pour tout.

Dès le lendemain du remaniement, Paul Reynaud rétablit officiellement des relations normales avec l'U.R.S.S. et décide d'y envoyer le plus rapidement possible Erik Labonne, tandis que les Anglais y dépêchent Sir Stafford Cripps. Le nouvel ambassadeur français arrive à Moscou le 12 juin, le jour où Paris est déclaré « ville ouverte » et y rencontre Molotov le 16 alors que le sort de l'armistice se joue à Bordeaux. Son premier rapport sera pour avertir le gouvernement que notre désastre « a causé aux Soviets une contrariété d'autant plus significative que la sympathie n'y est pour rien et l'alarme pour tout ». On le comprend. Staline peut en effet déchanter; il avait compté sur l'armée française pour permettre à son pays de gagner du temps. Hitler, lui, n'en perd pas. L'U.R.S.S. va bientôt avoir à ses frontières la masse de l'armée allemande. C'est le 31 juillet que Hitler informera officiellement ses généraux de son intention d'attaquer l'Union soviétique : « Si nous écrasons la Russie, leur dit-il, la dernière planche de salut de l'Angleterre sombre avec elle et l'Allemagne deviendra maîtresse de l'Europe, y compris des Balkans. Pour tous

ces motifs, la Russie doit être liquidée, le plus tôt sera le mieux. Date prévue : printemps 1941. »

Il est clair, s'il ne l'était déjà, que la guerre n'a jamais eu d'autre but pour l'auteur de *Mein Kampf*. « Nous ne pourrons combattre la Russie qu'après nous être rendus libres à l'Ouest », déclarait-il dès novembre 1939. Il est clair aussi que la fiction de la « guerre impérialiste » entretenue au début du conflit ne peut plus tenir à partir de la défaite française. Six ans plus tard, Staline reconnaîtra même que la guerre avait été antifasciste et libératrice (10) dès le début et donc implicitement que le communisme international avait eu tort de s'y opposer. Dans leur dernière version, les historiens soviétiques sont plus nuancés (11). Il n'en reste pas moins qu'à un moment ou à un autre, les dirigeants communistes se sont trompés. La ligne est plus difficile à tracer que l'Histoire à écrire. Si l'occupation nazie rend le fascisme présent, visible et bientôt sensible aux communistes, le parti ne discerne pas encore ce que la guerre a encore en soi d'impérialiste et ce qu'elle a déjà d'antifasciste.

Est-ce le général Weygand qui s'était opposé à l'envoi de Pierre Cot à Moscou? Paul Reynaud affirme que le généralissime n'y a été pour rien. Mais il ne conteste pas que le commandant en chef est obsédé « par l'idée de la révolution qui vient »; il le note à l'occasion d'un incident, parmi tant d'autres qui jalonnent la débâcle de son gouvernement.

Le 13 juin, les Allemands sont à Pantin et Aubervilliers; les ministres, eux, sont à Cangé; faut-il demander l'armistice ou continuer la guerre au-delà des mers? Weygand, qui aurait voulu que le gouvernement restât à Paris — l'ordre, toujours l'ordre — ne veut pas en tout cas qu'il quitte la France. La paix, toujours la paix.

Le général vient de répliquer au président du Conseil — qu'il combat pied à pied — lorsqu'un officier entre et s'approche de lui. Le général l'écoute et aussitôt « annonce d'un ton dramatique au Conseil que Maurice Thorez est installé à l'Élysée et que les communications sont coupées avec Paris ». On suspend la séance. Ministre de l'Intérieur, Georges Mandel se lève et va dans la pièce voisine téléphoner au préfet de police, Langeron. « Qui a pu vous dire cela? lui répond le préfet; comment a-t-on pu vous dire cela?

Les communistes ne bougent pas, personne ne bouge. Thorez n'est pas à Paris et il n'y a à l'Élysée que les gardes républicains que j'y ai placés. » Weygand, lui aussi, s'est levé pour appeler le général Dentz qui assume le gouvernement militaire de la capitale. Même démenti. « On vérifie ses informations avant d'en saisir le gouvernement », lui jette Mandel (12).

Si Maurice Thorez n'est pas à Paris, d'autres y sont. Le 19 juin, Maurice Tréand, membre du Comité central, demande officiellement à la Propaganda Staffel l'autorisation de faire reparaître *l'Humanité*. Il n'a évidemment pas pris sur lui d'entreprendre cette démarche. Depuis un mois, les publications clandestines du parti réclamaient la reparution légale de son organe officiel. Ainsi *l'Humanité* clandestine écrivait dès le 17 mai, en pleine offensive allemande : « Il faut... rendre à la légalité le parti communiste, les syndicats et toutes les organisations dissoutes. Rendre au parti communiste son journal *l'Humanité*. Et la même *Huma* toujours clandestine écrira le 10 juillet : « *l'Humanité* interdite en août dernier par Daladier pour avoir défendu le pacte germano-soviétique, *l'Humanité* interdite pour avoir défendu la paix, ne peut toujours pas paraître normalement. Par contre, deux journaux bien connus pour leurs mensonges *le Matin* et *Paris-Soir* peuvent paraître, mais ils ne parviendront jamais à faire oublier leur triste besogne d'excitations à la guerre. Et voici que, maintenant, paraît aussi une feuille de la bande à Doriot... »

Car entre-temps les démarches entreprises ont échoué. Menées de concert par Jean Catelas et Maurice Tréand, membres du Comité central, chargés de la liaison entre les militants et la direction clandestine du parti, elles se sont heurtées finalement aux atermoiements des autorités allemandes... et pour commencer à la police française.

Ancien garçon de café, Maurice Tréand, qui a alors quarante ans, est un militant actif du parti et sa première condamnation — pour provocation de militaires à la désobéissance — remonte à 1924.

C'est Denise Ginollin, ancienne militante des Jeunesses communistes — qui sera arrêtée en Bretagne en janvier 1943, torturée, condamnée à mort et déportée en novembre à Ravensbruck (13) — qui, sur les instructions de Maurice Tréand, entreprend les démarches le 19 juin auprès du

service de presse de la Kommandantur, 12, boulevard de la Madeleine, où elle est reçue par le lieutenant Weber. Elle lui fait valoir que les Allemands ont autorisé des journaux communistes en Belgique, au Danemark, en Norvège. Elle lui précise que si l'organe communiste était autorisé à reparaître, il ne publierait « rien qui pût être considéré comme un appel à l'émeute », mais qu'il ne servirait non plus « en quoi que ce soit les intérêts allemands ». Le lendemain 20 juin, le lieutenant Weber lui donne verbalement l'autorisation de faire reparaître *l'Humanité* à condition que les articles soient soumis à la censure de la Kommandantur.

Le soir même à 20 h 30, Denise Ginollin a rendez-vous près de la station Saint-Martin avec Maurice Tréand et Jeanne Schrodt qui, amie de Denise Ginollin, était destinée à être gérante de la nouvelle *Huma*. La police française, elle aussi, est au rendez-vous et tous trois sont arrêtés. Entre-temps, Denise Ginollin avait fait remettre 50 000 francs à l'imprimeur Dangon par les soins d'une autre femme, Valentine Grunenberger.

Les décrets de 1939 qui ont dissous le parti et interdit sa presse sont toujours en vigueur et c'est en vertu de ces textes que, sur réquisition du procureur de la République, Maurice Tréand est inculpé et incarcéré à la Santé, tandis que les trois femmes sont écrouées à la Petite-Roquette; ils en sortent le 25 juin sur l'ordre du docteur Fritz, conseiller auprès du chef de l'administration allemande installée à la Chambre des députés (14). Tous quatre passent dans la clandestinité où la police française les recherchera vainement. Pendant ce temps, la procédure suivra son bonhomme de chemin...

Les démarches sont reprises par Jean Catelas et Me Foissin, bien placé pour convaincre les Allemands de l'illégalité des décrets puisqu'il avait été chargé de la démontrer au procès des députés communistes. L'avocat remet une nouvelle demande aux autorités d'occupation :

« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche d'être au service du peuple et de dénoncer les responsables de la situation actuelle en France.

« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche de dénoncer les agissements des agents de l'impérialisme britannique qui veulent entraîner les colonies françaises dans

la guerre et d'appeler les peuples coloniaux à la lutte pour leur indépendance contre les oppresseurs impérialistes.

« *L'Humanité* publiée par nous se fixerait pour tâche de poursuivre une politique de pacification européenne et de défendre la conclusion d'un pacte d'amitié franco-soviétique qui serait le complément du pacte germano-soviétique et ainsi créerait les conditions d'une paix durable. »

Cette nouvelle démarche ne réussit pas plus que les précédentes. Ni Vichy, ni Berlin ne voudront de *l'Humanité* à Paris.

Plus tard, après la guerre, le parti voudra oublier et contester, parfois furieusement, cet épisode. Il eût été mieux inspiré en le reconnaissant, mais en le situant dans l'atmosphère et le contexte du moment; il avait payé assez cher le droit de s'expliquer et de se défendre. Qui étaient d'ailleurs à cette époque la direction, les liaisons, la cohésion du parti? Un quart de siècle après, l'équité conduit à inscrire cette initiative à son passif pourvu que l'on en porte quelques autres à son actif.

NOTES

(1) Éditions Hier et Aujourd'hui, 1945.

(2) Moussinac écrit : « Je pense que Dudach doit être bien attristé d'avoir eu pour directeurs des *Cahiers de la Jeunesse* Nizan et Durtain, qui tous deux ont pris en septembre une attitude impardonnable. »

(3) Paul Reynaud écrit à la page 297 de *La France a sauvé l'Europe*, tome II : « Il va de soi que je n'ai pas eu connaissance de cette requête des internés communistes au commandant de leur camp. »

(4) Ce mémorandum — que de Monzie cite à la date du 27 août 1939 dans son livre *Ci-devant* paru en 1942 — comportait une conclusion lucide mais peu orthodoxe : « Pour abattre Hitler, la coopération de l'U.R.S.S. sera nécessaire bien entendu. Elle ne nous manquera pas, le moment venu, comme me l'affirmait Souritz tout à l'heure. Mais cette coopération ne nous sera pas accordée avant que l'U.R.S.S. ait été convaincue, non par des paroles mais par des faits, de la volonté de la France et de l'Angleterre de se battre contre Hitler, de mener contre lui une guerre totale et de ne pas mettre fin à cette guerre avant la destruction complète de l'hitlérisme... »

(5) Un tract d'octobre-novembre 1943, reproduit dans les *Cahiers du Communisme*, indique que « dans les premiers jours de juin... des personnages touchant aux milieux ministériels cherchaient à toucher la direction illégale du parti communiste français... Il faudrait, disent-ils, que les communistes s'affirment pour la défense de Paris... ». Suit la réponse en cinq points. Jacques Duclos authentifie la démarche auprès d'Anatole de Monzie, mais les amis de l'ancien ministre la mettent en doute, tout en reconnaissant qu'il était resté en relations indirectes avec des dirigeants communistes.

Le même tract de 1943 révèle : « Alors que les pouvoirs publics étaient réfugiés à Bordeaux, une délégation du parti communiste essaya de toucher les groupes parlementaires pour demander la levée en masse des Français contre l'envahisseur. Mais les membres de cette délégation furent arrêtés par Marquet » (ministre de l'Intérieur du gouvernement Pétain). Qui a pris la responsabilité du second appel? Jacques Duclos nous a affirmé qu'il n'avait pas quitté la banlieue de Paris. Est-ce Benoît Frachon?

(6) Paul Reynaud, *La France a sauvé l'Europe*, p. 333.

(7) Louis Aragon affirme que, dès le 28 mai, l'U.R.S.S. avait accepté de donner les avions demandés par Laurent-Eynac (*Les Communistes*, p. 139).

(8) *Cinq mois tragiques aux Affaires étrangères* (p. 19).

(9) Lettre à l'auteur.

(10) « La deuxième guerre mondiale contre les États de l'Axe, à la différence de la première guerre mondiale, prit dès le début le caractère d'une guerre antifasciste, libératrice, dont l'un des objectifs était également le rétablissement des libertés démocratiques. L'entrée de l'Union soviétique dans la guerre contre les États de l'Axe ne pouvait que renforcer et a effectivement renforcé le caractère antifasciste et libérateur de la seconde guerre mondiale. C'est justement sur ce terrain que s'est constituée la coalition antifasciste de l'Union soviétique, des États-Unis d'Amérique, de la Grande-Bretagne et des autres États épris de liberté, coalition qui a joué par la suite un rôle décisif dans l'écrasement des forces armées des États de l'Axe. » (Discours du 9 février 1946 à Moscou.)

(11) *Histoire du P. C. de l'Union soviétique*, éd. 1962 (p. 550) : « La guerre, déclenchée en 1939 entre l'Allemagne hitlérienne et l'impérialisme anglo-français, avait d'abord revêtu un caractère impérialiste des deux côtés... L'Allemagne luttait pour repartager le monde en sa faveur, l'Angleterre et la France pour le maintien de leurs empires coloniaux et de leur domination des peuples assujettis, pour l'élimination du concurrent qu'était l'Allemagne.

« Mais il arriva que l'Angleterre et la France eurent un ennemi commun à tous les peuples victimes de l'agression fasciste; le fascisme allemand. En outre, après les lourdes défaites de 1940, ces deux puissances se virent obligées de songer moins à la réalisation de leurs projets impérialistes qu'à la sauvegarde de leur indépendance nationale... Grâce à l'influence exercée par les peuples, la guerre de l'Angleterre et de la France contre l'Allemagne hitlérienne a finalement changé de caractère. Elle s'est confondue pratiquement avec la guerre des peuples épris de liberté contre l'agression fasciste et a revêtu un caractère de guerre de libération, qui s'accentua tout particulièrement après l'entrée en guerre de l'Union soviétique. »

(12) La scène est racontée par Paul Reynaud dans le tome II de ses *Mémoires* (p. 406) et par le général Weygand dans le tome III de *Rappelé au service* (p. 217) : « Au cours de la séance, le lieutenant-colonel Chapuis, de la maison militaire du président de la République, pénétra dans la salle du Conseil pour me mettre au courant d'une communication téléphonique que venait de recevoir le capitaine Gasser à qui un officier de service au ministère de la Marine avait fait connaître qu'un gouvernement communiste se serait constitué à Paris où la police et la garde auraient été désarmées. »

(13) Née en 1907, député de Paris de 1945 à sa mort en 1961.

(14) Cela résulte de lettres du directeur de la prison de la Santé à M. Pihier, juge d'instruction, et du directeur de la Petite-Roquette au procureur général de la République.

Deuxième partie

L'occupation

Juin 1940 - Août 1944

L'occupation demeure, aujourd'hui encore, la période la plus controversée et la moins bien connue de l'histoire du P.C.F. : il y a loin du parti proscrit et déconsidéré de 1940 au parti triomphant et influent de 1944; jamais il n'avait été plus isolé de la nation que lorsque la France est défaite, jamais il n'est plus respecté et plus populaire que lorsque Paris se libère. En quatre ans, il s'est imposé comme le mouvement de Résistance métropolitain le plus puissant, le plus acharné et le seul à s'étendre sur tout le territoire.

Pour ses adhérents, c'est l'époque, magnifique, malgré les dangers et les deuils, d'un combat sans défaillance; pour ses détracteurs, une lutte toujours intéressée, inspirée pour l'essentiel par la fidélité à l'Union soviétique, et marquée à l'origine par une velléité de collaboration avec l'occupant.

Entre la chanson de geste héroïque et l'aversion qui conduit à en faire une de ces tribus germaniques « d'auxiliaires » dont les Romains utilisaient les services mais redoutaient les desseins secrets, la vérité trouve rarement son compte. Comme l'a écrit l'un des meilleurs connaisseurs de la Résistance, « c'est à son propos que les jugements les plus catégoriques et les plus contradictoires ont été, et sont encore, énoncés. En toute conscience, une étude objective ne peut pas ne pas compter un bon lot d'hypothèses (1) ».

1.

L'attentisme

(Juin 1940 - Juin 1941)

Juillet 1940... La France a sombré. Ses armées n'ont pas tenu six semaines et l'armistice du 22 juin a imposé des conditions draconiennes : le territoire national coupé en deux, cinquante-deux départements occupés, la flotte désarmée, l'armée réduite aux « troupes nécessaires pour le maintien de l'ordre », son matériel livré ou surveillé, des conditions financières sévères, plus d'un million et demi de prisonniers.

Le régime s'effondre. Le gouvernement formé par le maréchal Pétain s'établit à Vichy; l'administration est en fuite, le quart de la population erre pitoyablement de ville en ville, les communications sont coupées, la vie économique paralysée.

Devant ce désastre, les Français perdent espoir; l'inquiétude et la surprise font place à l'incompréhension et au découragement. Au Maréchal annonçant à la radio la constitution de son gouvernement et la demande d'armistice, une voix venue de Londres avait bien répliqué : « Quoi qu'il arrive, la flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas... rien n'est perdu pour la France. Ces mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent donner un jour la victoire...

« Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. » Mais combien l'ont entendue?

Au milieu du désarroi général, le parti doit résoudre ses

propres problèmes. La défaite ne l'atteint pas directement; il est resté étranger au conflit. Mais elle le prend de court. Déjà désemparé et désorganisé, il doit faire face aux difficultés nouvelles qu'entraîne l'occupation.

L'appareil du parti est ébranlé; la direction, toujours recherchée par la police, a perdu la plupart de ses membres. Duclos et Gaston Monmousseau, tous deux condamnés par contumace, sont les seuls, parmi les dirigeants élus au Bureau politique en 1937, à rester en liberté. Encore doivent-ils se cacher et toujours se tenir sur leurs gardes. A l'arrivée des Allemands, Duclos, réfugié chez des militants du IVe arrondissement, change de domicile. Pour se rendre boulevard Mortier, à sa nouvelle « planque », il prend un matin de bonne heure le premier métro. Pas d'autre moyen possible, mais quel risque pour ce petit homme à la silhouette rebondie et trop reconnaissable! Les autres membres du Bureau sont, soit en prison comme Sémard, Billoux et Midol, soit à l'étranger comme Thorez, Marty et Ramette. Quant à Gitton, secrétaire à l'organisation, il fait partie des « renégats ».

Les régions, souvent coupées de Paris, ont parfois perdu leurs responsables. Lorsque Auguste Lecœur, jeune secrétaire du Pas-de-Calais, s'échappe, sans grand mal, du camp de prisonniers où il se trouvait avec toute son unité dans l'Est, il gagne Paris. Il y renoue des contacts et apprend que le Pas-de-Calais n'a plus de liaison, que le Nord n'en a guère. Il retourne rapidement à Lens. Là, des deux militants, soigneusement choisis pourtant, chargés de mettre en lieu sûr le matériel de propagande et de préparer des cachettes, « l'un avait désavoué le pacte germano-soviétique, l'autre devait gagner la zone sud (2) ».

L'accord entre Hitler et Staline, survenant brutalement après l'opposition acharnée du parti au danger nazi, mal expliqué de surcroît à la base, avait beaucoup éclairci les rangs; les risques permanents de la clandestinité, le nombre élevé de prisonniers, l'exode enfin les ont encore clairsemés. Pourtant l'échec spectaculaire de la politique de guerre, sans donner raison au parti, diminue beaucoup le ressentiment populaire. Leur attitude n'est pas oubliée, mais elle passe au second plan. Elle choque encore, mais c'est pourtant à leurs adversaires qu'on en veut, aux vaincus.

L'été 1940 va être, pour le parti, une épreuve difficile,

il va falloir reconstituer l'armature, et il s'y emploie activement; prendre publiquement position en démontrant que le parti est toujours présent, il le fait; trouver, surtout, une ligne politique adaptée, satisfaisante et cohérente et, là, il échoue complètement. Ces trois mois resteront marqués par des erreurs graves.

La discrétion du parti devant la présence allemande contraste avec son opposition immédiate, et sans réserve, au régime qui voit le jour à Vichy. *L'Humanité* clandestine du 7 juillet titre « A bas le gouvernement des pourris! », fulmine contre la constitution qui va être imposée « pour que les ploutocrates n'aient pas à rendre gorge et puissent continuer à voler le peuple ». Dans le même numéro, un premier appel de Thorez et Duclos précise : « Laval et Pétain vont faire adopter à Vichy, par des parlementaires domestiqués, une constitution qui étranglera toutes nos libertés, déjà suspendues pendant la guerre, et ménagera des jours heureux aux ploutocrates, aux profiteurs. » Mais si la conclusion propose « un front de la liberté, du travail et de l'indépendance de la France », le P. C. se définit toujours comme le parti de la paix, face au parti « de la guerre, couvert de crimes ».

Tous les militants n'avaient pas réagi avec autant d'apparente indifférence à l'égard de l'occupant : à Bordeaux, où se trouve Tillon, le futur chef militaire de la Résistance communiste, député déchu et condamné, ancien des brigades internationales, un tract cite la lutte « contre le fascisme hitlérien » parmi les objectifs immédiats (3); et selon Lecœur, Havez, responsable des départements bretons, en fait distribuer d'autres qui exigent : « Pas de répit avant d'avoir bouté les bottes hitlériennes hors de notre pays. » Mais les instructions de la direction expriment un tout autre point de vue : un des deux impérialismes antagonistes a été vaincu; l'autre, lié par son pacte avec l'Union soviétique, va s'efforcer de susciter un courant populaire favorable à son régime mais sans intervenir directement. Le parti doit mettre à profit la situation confuse pour développer et encadrer les revendications populaires, exprimer le mécontentement qui est grand et montrer qu'il reste le seul défenseur véritable des opprimés, le seul à comprendre leurs problèmes concrets.

L' « Appel du 10 juillet ».

Cette priorité, accordée à la lutte contre le gouvernement de Vichy et à la solution des difficultés matérielles de la population, laisse de côté la question de la présence des troupes allemandes sur le sol français.

C'est ce qu'exprime sans équivoque le fameux « Appel du 10 juillet », qui a déchaîné de si furieuses controverses entre les communistes et leurs adversaires. Pour le Comité central, l'Appel du 10 juillet 1940, lancé par Maurice Thorez et Jacques Duclos, « a fait se lever sur le sol même de la patrie les premiers combattants de la Résistance. Cet Appel est entré dans l'histoire de notre pays comme une des expressions les plus hautes du patriotisme des communistes »; c'est pour ses adversaires, un « nouveau faux patriotique » selon l'expression de Rossi (4). Il existe en fait deux aspects très distincts du problème et d'importance fort inégale : en premier lieu celui de l'authenticité d'un numéro spécial de *l'Humanité* clandestine, produit après la Libération par le parti, et qui déclare dans un « chapeau » :

« Depuis un mois que nous vivons sous la botte nazie, où tout s'est écroulé, il n'y a plus d'autre parti politique que notre grand PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

« Tous les autres se sont effondrés dans la honte de Munich, de l'occupation, de la trahison, et de l'invasion.

« DEUX HOMMES qui, sur le sol national, représentent la FRANCE qui résiste à l'envahisseur vous adressent cet Appel à la lutte. » Puis viennent des extraits de l'Appel : « La France, encore toute sanglante, veut vivre libre et indépendante. Jamais un grand peuple comme le nôtre ne sera un peuple d'esclaves. La France ne deviendra pas une sorte de pays colonisé. La France au passé si glorieux ne s'agenouillera pas devant une équipe de valets prêts à toutes les besognes. Ce ne sont pas les généraux battus ni les affairistes, ni les politiciens tarés qui peuvent relever la France. C'est dans le peuple que résident les grands espoirs de libération nationale et sociale.

« Et c'est autour de la classe ouvrière ardente et généreuse, pleine de confiance et de courage, que peut se constituer le Front de la Liberté, de l'Indépendance et de la Renaissance de la France. »

Selon cette version, le parti peut incontestablement revendiquer l'honneur d'avoir été le précurseur et, de très loin, de la Résistance sur le territoire national. Ainsi seraient effacées les hésitations et les erreurs de cette époque, et l'attitude patriotique du parti pendant la crise de Munich directement reliée à la participation à la Résistance.

Les non-communistes de toutes tendances et les communistes dissidents lui opposent un démenti formel et avancent une série impressionnante d'arguments à l'appui de leur thèse; ils observent d'abord que cet Appel est constitué de fragments juxtaposés, sans que cela soit indiqué, et la comparaison des deux versions leur donne raison; en outre, le numéro produit après la Libération est le seul de toute la période de la guerre de 39-45 à porter sous la mention « Fondateur Jean Jaurès — Rédacteur en chef Vaillant-Couturier », la précision « Directeur, Marcel Cachin », ce qui aurait été pour le moins imprudent, le vieux leader habitant alors chez lui, en Bretagne; ensuite, ce numéro ne figure pas dans la collection d'*Humanités* clandestines éditée par le parti à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de Staline et reproduisant pourtant deux cent quatre-vingt-six numéros, enfin et surtout il contredit non seulement le texte complet, mais encore l'ensemble de la presse et des tracts clandestins du parti à cette époque.

D'ailleurs, aussi bien dans un article de Mme Willard (5), que dans l'histoire officielle, l'existence du numéro spécial est passée sous silence, et dans une interview intitulée « l'Appel du 10 juillet 1940, voici comment cela s'est passé (6) », Jacques Duclos se contente de remarquer que l'heure n'était pas au numérotage des journaux, et insiste beaucoup plus, et à très juste titre, sur la signification du texte complet, dont il explique avec précision comment il a été largement diffusé sous forme de tracts.

Car cette polémique prolongée cache surtout — et il semble bien que le parti ne se soit pas montré très habile dans cette entreprise — l'essentiel du problème. Le texte complet existe en effet; il a été distribué en 1940 à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires sous forme de tracts et il a été très officiellement publié dans les *Œuvres complètes* de Maurice Thorez. Cette fois, personne ne conteste son authenticité, sinon à propos de deux points mineurs :

en premier lieu, l'omission du nom de Zyromski, qui ne figure pas dans les *Œuvres complètes*, entre Sérol et Paul Faure, parmi les adversaires du communisme, pour l'excellente raison qu'il a adhéré au parti par la suite; par ailleurs, la citation de ministres d'un cabinet qui avait été constitué trois jours plus tard semble prouver que l'Appel a été antidaté de quelques jours, à moins évidemment qu'il n'ait été corrigé sur le marbre.

Le fond en explique très clairement la raison : le 10 juillet, la IIIe République disparaît sans gloire; par 569 voix contre 80 seulement et 17 abstentions, des pouvoirs exceptionnels sont confiés au maréchal Pétain, jusqu'à la promulgation d'une constitution qu'il est chargé de préparer, sans aucune condition de délai. Absent des débats, le parti communiste ne peut assister en simple spectateur à ce renoncement. Seul de tous les partis, il pense encore à préparer l'avenir. Il se rend compte, comme l'explique Jacques Duclos (7), que, « dans le désarroi général, il fallait dire quelque chose ». Et la direction clandestine décide de préparer l'Appel : une imprimerie du boulevard Poniatowski se charge de tirer le texte, ce qu'elle ne fait évidemment pas en un jour. C'est d'ailleurs pourquoi, les difficultés des moyens de transport s'y ajoutant, il n'arrivera souvent qu'au début d'août dans les provinces éloignées. Ce tract atteint son objectif : témoigner de la survie du parti, poser le problème des responsabilités de la défaite, mettre en garde contre Vichy, et faire du parti une éventualité contre le régime du maréchal Pétain. Si, depuis, une polémique s'est développée à son sujet, c'est que les communistes, désireux d'effacer les erreurs de 1939 et de 1940, ont prétendu lui donner une signification qu'il n'avait pas et que, en raison du désarroi d'alors, on n'aurait pu honnêtement lui reprocher de ne pas avoir.

Cet Appel n'est pas une manifestation isolée. Jusqu'en septembre, l'occupant reste ignoré des publications du parti communiste : il n'est guère cité que dans *l'Humanité* du 14 juillet, où sous le titre « Fraternité franco-allemande : les conversations amicales entre travailleurs parisiens et soldats allemands se multiplient », on relève ces lignes : « nous en sommes heureux. Apprenons à nous connaître, et quand on dit aux soldats allemands que les députés communistes ont été jetés en prison pour avoir défendu

la paix, quand on leur dit qu'en 1923 les communistes se dressèrent contre l'occupation de la Ruhr, on travaille pour la fraternité franco-allemande ». Cette diplomatie insolite devait par la suite faire place à un tout autre langage!

En fait, nombre de dirigeants jouent pour quelque temps un jeu dangereux. Mettant à profit la désorganisation relative de la police française, et la neutralité qu'observe la Gestapo qui, à peine installée, suit attentivement le comportement communiste, mais sans intervenir encore, ils pratiquent la « semi-clandestinité » : recevant des électeurs, habitant leurs propres appartements, prenant même la parole en public sur les marchés ou dans les cafés. Surveillés, et le sachant, mais pensant que la caution du pacte germano-soviétique les protège vis-à-vis des Allemands, et prêts à courir le risque d'être arrêtés par la police, ils lancent obstinément leurs mots d'ordre : dénonciation très violente de Vichy, mise en accusation des responsables français de la guerre, pacifisme intégral, constitution de comités populaires pour les revendications immédiates : ravitaillement, réouverture des usines, et plus généralement remise en marche de l'économie, action en faveur des prisonniers. C'est établir une étrange hiérarchie des problèmes : les revendications immédiates trouvent un certain écho; elles n'estompent pas l'absence de la question primordiale : l'occupant. Non qu'il se fût alors agi de lui résister — hormis le général de Gaulle, les réactions en restent au stade des sentiments individuels. Mais, puisque le parti communiste, seul dans son cas, a encore la force de s'exprimer, cet « oubli » apparaît plus nettement; il ne s'explique que par une énorme erreur d'appréciation. Le parti, ou ses dirigeants de la région parisienne, profitant du vide politique et de la tolérance allemande, ont pensé qu'ils tenaient une occasion de regagner leur influence, dans l'opinion, par leur monopole de l'opposition au gouvernement du Maréchal. Cette stratégie appliquait doublement l'esprit de non-intervention du parti, qui empêchait toute violence physique contre les troupes de Hitler, mais facilitait les campagnes de propagande du P. C. C'était se tromper lourdement. Et ce n'est pas le moindre paradoxe de l'époque que cette situation qui vit le parti véhément, mais sans ligne politique véritable, courir des risques considérables

pour un résultat inaccessible. Charles Tillon lui-même le reconnaît en écrivant dans *Les F.T.P.* : « Des erreurs politiques, sur l'appréciation de la présence des nazis, des défaillances de jugement et de tactique s'exprimèrent alors, dont témoignent quelques-unes des premières publications clandestines éditées dans la région parisienne et qui ne la dépassèrent guère. »

Des militants sont pris par la police de l'État français. Beaucoup y laissèrent ultérieurement leur vie. Car si la Gestapo reste encore dans l'expectative, Vichy n'hésite pas à embastiller. Bien plus, s'imaginant naïvement que leurs camarades seraient libérés, une fois la légalité rétablie, les responsables déconseillent les évasions : Lareppe et quatre autres députés emprisonnés, qui avaient un plan sérieux et de bonnes chances de succès, se voient obligés de renoncer à leur tentative par le responsable politique de la prison du Puy où ils se trouvaient. Les séquelles de cette directive se prolongeront longtemps puisque Pierre Hervé, enfermé en juin 1941 au dépôt de Paris, a beaucoup de mal à convaincre ses codétenus et camarades de parti de le laisser s'échapper avec quelques-uns d'entre eux.

Mais il faut reconnaître que, contrairement à ce qui a été beaucoup affirmé, cet opportunisme bien peu clairvoyant ne s'est jamais traduit par une quelconque « collaboration » avec les Allemands : on ne les combat pas, on les ignore. Ou plutôt on fait semblant, car si chaque partie respecte la trêve et laisse l'autre en une paix surveillée, ce n'est pas sans méfiance ni circonspection.

Cependant, et malgré les poursuites de Vichy, l'appareil se reconstitue. Cela expliquera que les premières illusions à l'égard des intentions allemandes dissipées, le parti soit en état de réagir. Des arrestations évitables ont lieu : telle celle de Grandel, conseiller général de la Seine tranquillement occupé à recevoir ses électeurs; mais le dévouement des militants, et surtout des militantes, permet de renouer bien des contacts, de retrouver bien des adhérents isolés; car les militants prisonniers ou arrêtés, ce sont les « Jeunes filles de France » et les adhérentes du parti qui les remplacent sans hésiter. Pendant toute la durée de la guerre, elles seront les courriers, les « liaisons », les « boîtes aux lettres », intrépides et dévouées.

Les cellules, trop nombreuses pour un parti interdit,

avaient été remplacées par les « groupes de trois », qui limitaient les risques en cas d'arrestation : risques toujours graves, car la moindre condamnation était automatiquement suivie d'un internement « administratif » illimité. Ces groupes, d'ordre de la direction, accroissent leurs effectifs : loin de se replier sur eux-mêmes, ils doivent, pour faciliter la propagande, intégrer trois ou quatre membres supplémentaires. Là encore, la discrétion allemande des débuts a pour conséquence de faciliter un certain relâchement.

Au niveau supérieur, les rescapés se remettent au travail. Ils ont pu souvent donner de leurs nouvelles, généralement grâce à leurs femmes. Fernand Grenier, démobilisé, est rappelé à Paris par une lettre. Il ne tarde pas, une fois rentré chez lui, à Saint-Denis, dont il est député, à rencontrer Catelas qui lui transmet les instructions de la direction, c'est-à-dire de Jacques Duclos et Benoît Frachon, qui prennent les décisions politiques. Tréand, responsable des cadres avant la guerre, s'occupe de l'organisation. Il est aidé par Catelas, député d'Amiens depuis 1936, qui assure les liaisons avec les dirigeants importants, et par Arthur Dallidet. Mais ce sera surtout Félix Cadras le « patron » de l'appareil : ce jeune membre du Comité central, conseiller municipal de Calais, dont il est originaire, exerçait le métier délicat et minutieux de dessinateur en dentelles. Il l'a quitté pour devenir « permanent ». Très vite responsable du Nord et du Pas-de-Calais, Maurice Thorez l'appelle en 1938 à Paris : il travaille en liaison étroite avec lui. Sous-officier pendant la guerre, il remplace par la suite Gitton. Malgré son allure juvénile, Cadras est, jusqu'à son arrestation, l'homme de qui dépend l'exécution des directives, le bon fonctionnement des rouages clandestins, celui qui connaît le plus de détails, sans doute, et, partant, le plus dangereux. Il ne parlera pas, mais les Allemands lui donneront longuement l'occasion de prouver une rare fermeté et un courage à toute épreuve — même à celle de la Gestapo.

Jusqu'en octobre, le courage de tous est de la témérité, qui, étant délibérée, tourne à l'absurdité — ou au sacrifice. L'inévitable se produit : dans la seule nuit du 4 au 5 octobre, 300 communistes de la région parisienne sont arrêtés. En quelques semaines, la répression éprouve durement le parti. Elle ne cessera plus, et, en mars 1941, Vichy pourra revendiquer 18 000 emprisonnés politiques,

communistes dans leur immense majorité. En même temps que Grenier sont arrêtés trois membres du Comité central : Hénaff, Mauvais et Raynaud, Michels, député déchu, Timbaud, dirigeant syndicaliste, et tant d'autres. Les Allemands n'ont pas réagi.

Contre Vichy.

Le P. C. commence à comprendre qu'il s'est trompé. Contrairement à ce qu'il a cru, l'apparente passivité de l'occupant n'était qu'un répit momentané : il a laissé faire Vichy et il va bientôt l'appuyer, et de quelle façon! Le pacte ne s'applique donc pas aux communistes français, bien qu'il les paralyse toujours. Le parti exprime son indignation devant les persécutions tolérées : puisque la presse du parti communiste reste interdite, que ses militants continuent d'être pourchassés, ses détenus emprisonnés, les autorités allemandes ont une part de responsabilité. La réserve va tourner très discrètement à l'hostilité. Des noyaux de militants lui laissaient déjà libre cours; comme Guingouin dans le Centre. La direction est beaucoup plus prudente : elle ne s'en prend pas franchement aux nazis. Mais son pacifisme, tourné jusqu'alors contre les Franco-Britanniques, va maintenant tenir la balance égale entre les deux « impérialismes » aux prises. La réapparition d'un impérialisme allemand dans sa presse montre que ses illusions ont pris fin. La collaboration est dénoncée avec une brutalité d'autant plus grande que les Allemands ne sont encore mis en cause qu'à travers elle.

La politique de Vichy facilite les choses. La constitution des comités d'organisation dans l'industrie et le commerce, et leur domination par le patronat, le statut des Juifs, la loi dirigée contre les francs-maçons, la naissance de la « Légion », la création des Chantiers de Jeunesse, l'arrestation de Léon Blum, de Paul Reynaud, de Daladier, du général Gamelin, dessinent rapidement la figure du régime : autoritaire, corporatiste, antidémocratique. Les premiers résistants construisent de petits groupes inexpérimentés. Leur attitude est encore « ce tout premier balbutiement de la conscience qui avait dit non à l'évidence, et puis le parti

de l'improbable, de l'impossible (8) ». Ils n'ont que mépris pour le parti communiste.

Le parti dispose de moyens matériels autrement importants et il fait des efforts considérables pour faire connaître sa position. Elle est claire : *l'Humanité* écrit : « Ni soldats de l'Angleterre avec de Gaulle! Ni soldats de l'Allemagne avec Pétain!... Vive l'union de la nation française! Ni domination britannique, ni protectorat allemand!», et le 28 août 1940, pour l'anniversaire du pacte germano-soviétique : « Grâce à la politique stalinienne de paix, l'U.R.S.S. s'est maintenue en dehors de la « guerre impérialiste »; elle a considérablement accru sa puissance, elle a libéré vingt-trois millions d'êtres humains du joug du capital et elle montre aux exploités et opprimés de l'univers le chemin de la libération, le chemin du bonheur. » Et Thorez et Duclos, dans un appel intitulé « Un an après le déchaînement de la guerre impérialiste » : « Alors que les hommes et les partis de la bourgeoisie ont fait faillite, c'est dans le parti communiste que le peuple de chez nous voit le parti de l'avenir, le parti qui sous le drapeau de Marx, Engels, Lénine, Staline rétablira la liberté et l'indépendance de la France. »

Ainsi donc, le parti sait très bien ce qu'il ne veut pas : la guerre. Il ne manque aucune occasion de rappeler le pacifisme du peuple. Il met les adversaires dos à dos : « De Gaulle c'est le capitalisme anglais. Pétain, Doriot, Laval, Gitton c'est le capitalisme germano-français. » La classe ouvrière est étrangère au conflit. Il précise : « De même que notre parti s'est dressé contre la guerre impérialiste faite pour le compte de la finance anglaise, de même il se dresse contre l'entrée en guerre de la France pour le triomphe d'un prétendu « nouvel ordre européen » qui serait la consécration de la vassalisation de la France (9). »

Mais que veut-il? d'abord la lutte sans merci contre Vichy : ce n'est pas un gouvernement de Français, « mais un gouvernement de marionnettes entre des mains étrangères ». Pour cela, il s'adresse à toutes les catégories : prisonniers retenus en Allemagne, chômeurs sans ressources, ménagères sans ravitaillement, jeunesse menacée par les Chantiers, paysans mécontents de leur Charte; aucune catégorie n'est oubliée. On va donc « aux masses » que les comités populaires tentent d'organiser. Les syndicats, avant d'être dissous en novembre, sont utilisés au maximum :

tous les militants doivent s'y inscrire malgré l'anticommunisme qui y a cours.

Cette volonté d'union à la base s'accompagne d'une critique déterminée des leaders des partis déchus. Mais, hormis ces attaques, quel objectif propose-t-il? Une France indépendante. Certes, mais comment? C'est là que le bât blesse. Car autant les accusations sont vives, autant les propositions restent utopiques. Deux thèmes constants apparaissent. D'abord la célébration d'une Russie paradisiaque, pays de la paix et de l'abondance, éden des travailleurs. Les descriptions atteignent un enthousiasme nouveau : les difficultés des Français les rendent plus réceptifs. Ensuite, une antienne non moins entêtée : « Thorez au pouvoir. » Les communistes ne peuvent ignorer ce que ce mot d'ordre a d'illusoire. Il est parfois complété de l'appel à un « gouvernement ouvrier et paysan ».

Les persécutions ont mis fin au légalisme. L'Allemagne ne jouit plus d'aucun crédit. Mais la ligne essentielle reste toujours la paix, et il faut se contenter d'attaquer Vichy, faute de pouvoir s'en prendre à Hitler, toujours « protégé » par le pacte. Par contre, il devient évident que cet allié éventuel est devenu un adversaire en puissance. Montoire est fermement condamné, mais toujours au nom du pacifisme, et en novembre *l'Humanité* dénonce d'un même cœur « la croix de Lorraine et la svastika ». Un événement permet d'ailleurs de définir la position du parti : la manifestation des étudiants parisiens le 11 novembre.

Les traditions et l'esprit de l'Université et des intellectuels s'opposaient au vichysme. L'esprit critique, le scepticisme, le besoin de liberté qui leur étaient propres ne pouvaient s'accommoder du conformisme, de l'intolérance et de la méfiance pour les intellectuels qui régnaient alors. La liste « Otto », l'index nazi, venait d'être publiée. Aussi les étudiants étaient-ils fort agités. Quand Langevin, professeur au Collège de France, est arrêté, ils réagissent immédiatement : le 8 novembre, une manifestation devant le Collège de France exige sa libération. Des professeurs, des lycéens y participent. Des étudiants communistes aussi : un des leurs, François de Lescure, est président de l'Union fédérale des étudiants ; il participe à l'activité du groupe « Maintenir » où se retrouvent d'anciens dirigeants de l'U.N.E.F. Il a rédigé des tracts, distribués en novembre

1940. D'autres ont inscrit « libérez Langevin » sur les murs du quartier Latin. Ce succès du 8 les enhardit. Il est décidé que le 11 novembre, malgré l'interdiction absolue de toute manifestation par les Allemands, on se rendra à l'Étoile. C'est la première démonstration publique de patriotisme depuis la défaite. Elle tourne mal : le cortège, dont le lycée Janson de Sailly a formé un gros contingent, renforcé par les étudiants et d'autres lycéens, se heurte d'abord aux policiers français. Les meneurs brandissent deux gaules, symbole facile à interpréter et qui montre nettement où va leur sympathie. Des soldats allemands, baïonnette au canon, viennent épauler les agents. Quelques charges, des coups de feu soudains, c'est fini : il n'a pas fallu longtemps pour disperser quelques milliers de jeunes gens. Mais la Résistance a ses premières victimes, ses premiers héros. Cent cinquante arrestations ont eu lieu. La participation des étudiants communistes est certaine. Leur rôle est moins net; très minoritaires, ils ne sont que quelques noyaux répartis dans la masse. Ont-ils été les animateurs, comme ils le soutiennent, ou à peu près absents, comme l'affirme Rossi (10)? Ce qui est sûr, c'est que, à cette époque, le P. C. ne s'en glorifie pas. Et Rossi cite un long tract en décembre 1940, adressé aux étudiants par le P. C. et les Jeunesses communistes qui les félicitent de leur courage, mais leur fait aussi la leçon : « L'indépendance de la France, c'est permettre à ce pays d'être libéré de la sujétion britannique impérialiste », et : « L'indépendance de la France, doit être recouvrée dans la paix », ce qui signifie en clair que le salut est dans l'attente. Au même moment, Molotov est à Berlin...

Les intellectuels communistes, à cette époque, sont comme les étudiants, en flèche. Précurseurs et propagandistes de l'antifascisme, le pacte avait été pour eux un coup extrêmement dur. Les persécutions les avaient, pour la plupart, incités à rester fidèles; on ne quitte pas un parti traqué. Seule exception célèbre, Nizan avait envoyé sa démission. « Ma situation de soldat mobilisé, avait-il précisé, me dispense de rien ajouter de plus »; il avait été, comme journaliste, trop associé à un combat acharné et quotidien contre le nazisme pour pouvoir se retourner facilement. Et ce révolté de toujours, déchiré dans sa seule foi, n'avait pas voulu garder le silence. Les communistes le

poursuivront de leur haine vigilante : malgré sa mort, à Dunkerque, il restera officiellement « policier ». Aragon se chargera de la légende. Les autres se taisent.

Nombre de communistes se sont bien battus pendant la désastreuse campagne de France. Aragon qui, en même temps que leur plus grand écrivain, est le plus contradictoire, le plus insaisissable, le plus déroutant des personnages, a été décoré. A tous, on peut attribuer ce sentiment que Pierre Courtade, autre fidèle de talent, prête à un de ses héros, communiste de stricte obédience, apprenant par erreur l'entrée en guerre de la Russie, en mai 1940 : « Ah mon vieux, ce que je suis content. Ce qu'il avait fallu faire en 39, c'était juste; c'était nécessaire. Mais j'aime mieux ce jour. »

A l'égard de Vichy les sentiments des intellectuels sont sans mélange; ils vont être les premiers à lutter sans réticence. L'ensemble des intellectuels français, volontiers taxés de révolutionnaires de salon, va d'ailleurs montrer pendant la Résistance qu'ils peuvent se battre et fort bien, s'il le faut. Les communistes, qui ont une haine, contenue par discipline, à assouvir, se multiplient. Dès novembre, Jacques Solomon, gendre de Langevin, fonde *l'Université libre.* Jacques Decour, Frédéric Joliot-Curie, Pierre Moucherat, Georges Politzer, Langevin lui-même, qui n'est pas encore membre du parti, l'aident régulièrement. Son nº 4 de décembre déclare : « La publication de *l'Université libre* a porté un grand coup à MM. Déat, Doriot et consorts. Spécialistes du mensonge, techniciens de la servitude, ils ne peuvent tolérer un journal qui dit chaque semaine la vérité aux universitaires et les aide à mener sans faiblesse la lutte pour la liberté et l'indépendance de la France (11). »

Madcleine Marzin et André Voguet reconstituent un syndicat clandestin d'instituteurs et fondent *l'École libératrice.* Les lycées deviennent des foyers de résistance. Mais avant de cristalliser les bonnes volontés, d'animer les réseaux, il faudra le « feu vert » du parti. Et il n'en est pas encore là.

Malgré tout, il évolue. A un été d'équivoque, succède un automne de contradictions. Le parti s'est débarrassé de sa première erreur, la plus grave, qui était de tolérer en silence, sans sympathie mais non sans intérêt — ses démarches l'ont montré —, la présence des Allemands. Il n'élimine pas la seconde qui lui fait toujours considérer la

Grande-Bretagne comme un impérialisme coupable et opposé aux intérêts du peuple français, et par conséquent de Gaulle et les Français libres comme des aventuriers soumis au capitalisme anglo-saxon, ce qui ne manque pas de sel, lorsqu'on connaît les rapports singuliers qu'entretiennent l'impétuosité et le réalisme de Churchill d'un côté, et de l'autre le patriotisme exigeant et ombrageux du général de Gaulle.

Pendant quelque huit mois, le parti communiste poursuit donc avec une égale vigueur des objectifs inconciliables. Il ne cesse naturellement d'attaquer et de dénoncer avec une attention constante Vichy et son gouvernement de « valets », de « pantins », de « marionnettes » : ce n'est pas la politique du maréchal Pétain qui peut l'en dissuader. L'entrevue de Montoire, le 24 octobre, l'indigne, et il le montre. Pour beaucoup de Français, la poignée de main du vainqueur de Verdun et du Führer, abondamment reproduite, éveille les premiers soupçons sur les dangers et les limites supportables du double jeu. Même si le chef de l'État est crédité des meilleures intentions, son geste apparaît déplacé. Aux communistes, il fait craindre un engagement de la France aux côtés de l'Allemagne : « On veut vous mettre de nouveau le sac au dos », avertissent leurs journaux. Et ils redoublent de pacifisme et de non-engagement ; ce qui leur fait condamner le principe de la collaboration. Le remplacement de Laval, jugé trop conciliant envers les Allemands, par Flandin n'est qu'un épisode : on passe d'un traître à l'autre, écrit *l'Humanité*. L'annexion en novembre de l'Alsace et de la Lorraine singularise à nouveau le parti communiste, mais plutôt à son avantage, cette fois : le rattachement de ces départements au Reich, l'expulsion des trois cent mille Lorrains de Moselle est un crime dont Vichy est responsable. Le parti proclame le droit à l'autonomie, il faudrait presque dire à l'autodétermination, des Alsaciens-Lorrains : ce faisant, s'il ne renonce pas au mythe d'une oppression alternée de la France et de l'Allemagne sur ces populations, il ne s'abandonne pas à la résignation générale et s'oppose publiquement à la décision des occupants. Ce n'est pas un retournement, mais une étape importante vers l'hostilité déclarée.

La lettre de Billoux.

Mais si la lutte contre la Révolution nationale ne se dément jamais, le parti communiste n'hésite pas pour autant à utiliser Vichy quand cela peut lui être utile. Il est vrai que la fin est la même : déconsidérer, dans un cas le régime actuel, dans l'autre le régime passé, et par contrecoup, fortifier l'image d'une société socialiste conduite par un gouvernement populaire présidé par Maurice Thorez. Une illustration en est donnée en 1940, la lettre adressée le 19 juillet par François Billoux au maréchal Pétain au nom des députés emprisonnés.

Après avoir évoqué les conditions de leur arrestation et rappelé que les communistes étaient alors « les seuls à se dresser contre la guerre, les seuls pour la paix », quand certains qui « osent maintenant se présenter comme des partisans de la paix » se taisaient et « ont donc leur part de responsabilité dans la débâcle surtout que certains d'entre eux espéraient arriver au pouvoir par un écrasement de notre pays », ou « découpaient déjà l'Allemagne en petits morceaux », Billoux demande au Maréchal, puisque celui-ci a déclaré : « Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal », de publier la lettre du groupe ouvrier et paysan au président de la Chambre, les comptes rendus des débats du procès, et sa propre déclaration, dont il cite les passages essentiels. Puis il interroge : « Mais qui emprisonnait-on? qui condamnait-on? Sinon à quelques exceptions près, seulement les communistes, qui sont d'ailleurs toujours en prison ou dans les camps de concentration, lorsqu'on ne les y a pas mis depuis la fin de la guerre?

« Je me demande bien quel mauvais nouveau prétexte on a trouvé pour cela? Peut-être essaie-t-on de les représenter, eux, les seuls vrais partisans de la paix, comme des partisans de la guerre, eux, les seuls vrais partisans de l'indépendance de la France et de la fraternité des peuples, comme des agents de l'Allemagne.

« Si vous voulez en finir avec les mensonges, monsieur le Maréchal, il faut aussi libérer immédiatement les communistes et les seuls députés qui se sont dressés contre la guerre. » Mais sceptique à bon droit sur les chances de sa

requête, il sollicitait dans l'immédiat un régime politique, auquel il pouvait d'ailleurs prétendre normalement, avant de conclure « étant donné que rien n'a été publié sur les débats à huis clos de notre procès, où nous avions dénoncé les véritables fauteurs de guerre, *je demande à être entendu comme tous mes amis en qualité de témoin par la Cour suprême de Riom* ». Car cette initiative n'était ni isolée ni spontanée : *Le Populaire* en a publié après la guerre cinq autres, émanant de différents députés communistes codétenus de Billoux. Et le fait que les signataires étaient alors répartis entre plusieurs prisons atteste qu'il s'agit bien d'une directive politique. Sa signification n'offre aucune ambiguïté : le parti communiste cherche une tribune, mais veut surtout accabler ses adversaires vaincus. Ce témoignage devait être un réquisitoire contre Blum, Reynaud, Daladier, Mandel et Gamelin, et leurs « complices ».

Cette opération manquée, le parti n'abandonne pas si facilement la partie. Tout en continuant, sans se lasser, d'exiger la libération des siens, il réclame le châtiment des fauteurs de guerre : il le demandait déjà dans l'Appel de juillet 1940, il s'obstine à le faire jusqu'en juin 1941. Parfois, il promet des procès sans faiblesse par des tribunaux populaires, parfois dans des tracts ou dans sa presse il dresse des actes d'accusation, précis et interminables, et se contente ainsi de la place de la magistrature debout. Il oppose fréquemment les conditions, jugées trop bénignes, d'emprisonnement des hommes de la IIIe République, à celles infiniment plus sévères de ses militants; il lui arrive d'aller jusqu'à regretter des élargissements, ou de souhaiter une aggravation du régime de certains détenus! En même temps qu'il s'en prend aux chefs, il cherche à se rapprocher de la base au moyen de lettres « à un travailleur socialiste » ou à « un travailleur radical ».

L'antifascisme retrouvé.

D'autres aspects de sa politique sont plus positifs : la constitution et l'activité de l'organisation spéciale, l'O.S., et les premières manifestations d'un antifascisme retrouvé, même s'il se cantonne encore à l'idéologie, l'illustrent à deux niveaux différents.

Peu après la vague d'arrestations d'octobre, la direction avait décidé de changer de méthode : puisque les consignes de sécurité sont manifestement impuissantes devant les opérations de grande envergure de la police et les complicités de l'occupant, il faut songer à se défendre, et d'abord s'armer. C'est ainsi qu'est créée l'O. S. Elle se constitue d'abord, et très progressivement, dans la région parisienne et dans le Nord. Ses cadres ont parfois appartenu aux brigades internationales, et viennent le plus souvent des organisations de jeunesse du parti, ou de ses militants syndicaux. Beaucoup de ces « étrangers », dont la propagande vichyssoise et allemande dénoncera la collusion avec les « judéomarxistes », s'y illustrent.

Les débuts sont, bien sûr, très modestes : à la fin de 1940, il ne s'agit encore que de protéger les équipes qui distribuent les tracts, collent les affiches, ou inscrivent les slogans. Mais, simultanément, le ramassage des armes est organisé ; en attendant de servir, elles sont soigneusement entreposées. Souvent, il s'agit d'armes abandonnées pendant la retraite, et plantées là par les soldats, de fusils de chasse ou d'antiques souvenirs familiaux. Elles fonctionnent mal, leurs munitions sont parfois en mauvais état, et il n'y en aura jamais assez. Mais il faudra pendant longtemps s'en contenter, faute d'engins plus modernes. Ce sera plus tard une récompense, une responsabilité et un privilège que d'en recevoir une. Mais il n'est encore question que de les stocker. Certains militants l'ont parfois fait d'eux-mêmes, témoin ce charpentier de Saint-Léger-Vauban, démobilisé par la Marine nationale, futur commandant F.T.P., qui s'y emploie dès son retour dans son village de l'Yonne (12). Les autorités l'apprennent vite et certains préfets font surveiller systématiquement les membres du parti.

Dès les derniers mois de 1940 et les premiers mois de 1941, des groupes de défense sont organisés, et cherchent à s'armer. S'il songe à se défendre dans le domaine militaire, le parti n'attend plus pour attaquer sur le front idéologique. Trois documents, trois jalons importants, en apportent la preuve, l'importance de leur diffusion la rend éclatante. En décembre 1940, le parti communiste français a vingt ans, et c'est le titre d'une brochure qui paraît peu après, et dont la rédaction est attribuée à Gabriel Péri. L'analyse

du conflit, le partage des responsabilités, n'est pas modifié et l'accent reste mis sur le pacifisme de l'U.R.S.S., et un utopique « épanouissement socialiste » de la France. Mais un nouvel accusé est enfin poussé en avant : l'impérialisme nazi. Il est dit : « Nous, peuple de France, qui vivons sous l'occupation allemande, nous avons un avant-goût de ce que serait la domination universelle du nazisme. Elle serait, comme eût été la domination universelle de l'impérialisme franco-anglais, le contraire de ce à quoi nous aspirons... les communistes combattent l'impérialisme en chemise brune comme ils ont combattu l'impérialisme en frac et en chapeau haut de forme » et si la conclusion affirme « que notre peuple ne veut être complice d'aucun des impérialismes qui s'affrontent », l'oppresseur direct est nettement condamné avec ses subordonnés français.

En avril, le même Gabriel Péri durcit son ton et dresse un réquisitoire intitulé sans confusion possible : « Non, le nazisme n'est pas le socialisme. » Il y montre que la mission des nazis rassemblés par Adolf Hitler et des « nazillons qu'essaient de rassembler Marcel Déat et Deloncle et Jacques Doriot » consiste « à détourner les masses ouvrières de la vie révolutionnaire » pour consolider, par des moyens nouveaux « antidémocratiques et réactionnaires », le pouvoir des oligarchies. L'Allemagne, c'est-à-dire l'oligarchie capitaliste allemande, d'une part, les vassaux, de l'autre. Voilà ce que serait l'Europe de la victoire nazie. Elle ressemblerait à un immense pénitencier dont les travailleurs allemands seraient condamnés à être les geôliers. Des socialistes véritables se doivent de repousser avec horreur une telle solution. Des Français patriotes se doivent de refuser leur adhésion à cette « vassalisation de la France », et « au lieu de faire des vœux pour le triomphe de la croix gammée, comme font les « révolutionnaires » des villes thermales ou de la Gestapo, les communistes luttent pour libérer le sol de la patrie de l'occupation nazie et pour l'amélioration du sort des masses populaires ».

A la vérité, la lutte s'en tient encore à une simple démystification; le dernier panneau de ce triptyque de plus en plus clair est constitué par le *Sang et Or ou le Mythe du XXe siècle*, vigoureuse réponse que Politzer apporte à l'ouvrage de Rosenberg, le doctrinaire du nazisme, après une de ses conférences prononcée à Paris. Le « bréviaire

des nazis » est « mis en pièces » (13) : « Quel est, demande-t-il, par exemple, le niveau intellectuel que représentent les camps de concentration pour les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires? Quel est le niveau intellectuel des traitements qu'on leur fait subir? Quel est le niveau intellectuel de l'antisémitisme et de la persécution des nègres? Quel est le niveau culturel de l'oppression des nations privées de leur liberté? »

Mais la mobilisation n'est décidément pas la guerre. Agressif dans le domaine idéologique, le parti reste pacifiste quant à ses objectifs politiques. Les poursuites ne se ralentissent pourtant pas. Régulièrement les prisons s'emplissent de communistes, et lorsqu'ils sont par hasard jugés ou acquittés, ou après l'expiration de leurs peines, c'est le camp d'internement; les rafles dépassent maintenant parfois mille suspects. Des responsables « tombent » et notamment, en mars, ceux d'une bonne partie de la zone sud. Il n'empêche, le mot d'ordre reste toujours : abstention, d'abord. L'indépendance de la France et la libération par le socialisme semblent, plus que des sœurs jumelles, des sœurs siamoises.

Sans être encore belligérant, le P.C.F. ne manque pas pour autant de dynamisme. Sa « lettre aux militants » de février réaffirme, une fois de plus, l'importance des revendications immédiates. A vrai dire, elles se conjuguent de mieux en mieux avec son analyse de la situation. Les difficultés accrues du ravitaillement, particulièrement délicates pendant la « soudure » du début de l'année, entraînent un redoublement de la propagande en faveur de l'U.R.S.S. et accompagnent une campagne entêtée pour un « pacte commercial » avec la patrie du socialisme : le parti n'a pas assez de tracts pour détailler l'opulence russe où, « vin, lait, charbon, tout est à volonté (14) ». Ce traité devient la panacée grâce à laquelle tous les problèmes peuvent trouver une solution instantanée : l'U.R.S.S. n'est-elle pas le traditionnel grenier à blé, sa politique ne la fait-elle pas échapper, seule de l'Europe, à l'impitoyable blocus? Les ouvriers, à nouveau normalement alimentés, ne pourraient-ils pas trouver du travail sans mal, et ressusciter l'économie, grâce aux échanges avec l'U.R.S.S.? Que toutes ces propositions n'aient eu alors aucune chance de recevoir un commencement d'application paraît aujourd'hui évident; ce

l'était moins pour les demi-chômeurs sous-alimentés et partagés entre des propagandes contradictoires et également déraisonnables. Par contre, s'adressant aux comités de revendications dont il suscite la formation, le parti est parfaitement réaliste. Chaque vexation, chaque brimade, chaque charge nouvelle, quelles que soient son origine et ses victimes, est largement commentée, et chaque point d'un programme bien adapté doit lui répliquer. Les efforts sont particulièrement prodigués dans le monde rural. Tout est prévu, de la défense de la petite propriété contre les « hobereaux », aux prix des engrais ou des socs de charrue, et à une gamme imposante de remboursements exigés par l'État. Jamais Siegfried ne semble avoir eu plus de raison d'avoir écrit en 1938 : « On ne fera jamais rien en France, au nom de Marx ou de Lénine, contre la propriété des petites gens. »

L'intendance n'est pas tout. Le conflit mondial dure toujours, et il faut en préserver la France, comme l'U.R.S.S. a su, déjouant les plans de Daladier et de Chamberlain, s'en écarter. « La puissance qui, de l'autre côté de l'Atlantique, se couvre d'une carapace d'acier, qui va mobiliser pour la guerre le travail de ses citoyens, dont les avions vont sillonner le ciel de l'Europe, quelle est-elle, que représente-t-elle? Elle représente l'omnipotence, les trusts, le pouvoir du capitalisme le plus évolué. C'est la dictature de quelques familles oligarchiques qui descend dans l'arène de la guerre. »

Quant à la Grande-Bretagne et à son hôte ombrageux, voici comment Thorez et Duclos définissent leur rôle dans *l'Humanité* du 18 mars 1941 : « Si l'occupation de la France par l'Allemagne suffit à fournir la preuve que le « nouvel « ordre européen » de M. Hitler signifierait pour la France un scandaleux asservissement, il n'est pas moins certain que le mouvement des de Gaulle et de Larminat, foncièrement réactionnaire et antidémocratique, ne vise à rien d'autre, lui aussi, qu'à priver notre pays de toute liberté au cas d'une victoire anglaise. Des deux côtés on nous offre donc la servitude, la soumission de notre pays à la dictature du capital... » L' « émigré de Londres », le « domestique de la Cité » se voit assimilé à Laval, Déat, Deloncle, dans leurs plans de destruction des libertés populaires.

La grève des mineurs.

Mais voici l'invasion de la Bulgarie, puis de la Grèce et de la Yougoslavie par l'Allemagne en mars et avril; le parti s'inquiète. L'étrange équipée de Rudolf Hess le trouble; malgré le récent pacte de non-agression nippo-russe, l'extension du conflit n'est plus impossible.

Hitler reçoit Darlan à Berchtesgaden : « Le sinistre Darlan cherche le moyen de faire entrer notre pays dans la guerre aux côtés de l'Allemagne. » Et, si la confiance du parti est renforcée par la décision de Staline de devenir président du Conseil soviétique en titre, il est promis à Darlan qu'un jour les comptes seront réglés. Mais le ton monte ; les Allemands sont des « tortionnaires », des « hitlériens », des « impérialistes »; « les nazis déshonorent le peuple allemand (15) ». Deux textes importants font le point : une déclaration du Comité central, reproduite dans les *Cahiers du Bolchevisme* (16) et un numéro spécial de *l'Humanité* daté du 25 mai. L'un et l'autre appellent à la constitution d'un « Front national de lutte pour l'indépendance de la France ». C'est un grand pas en avant. Seuls en sont exclus les « capitulards et les traîtres », « vichystes et collaborateurs ». Tous les Français de bonne volonté sont appelés à la lutte commune. L'ennemi est clairement indiqué : l'envahisseur. *L'Humanité* conclut même : « Pour que la France soit la France et ne devienne pas une colonie nazie », « l'Unité de la Nation doit se faire ». Et elle décrit auparavant « notre pays muselé, saigné à blanc, paie depuis un an 400 millions par jour et les méthodes barbares du nazisme ont force de loi chez nous. L'odieux racisme indigne des civilisés, ramène la France des droits de l'homme bien en arrière. Les libertés sont détruites, et les meilleurs fils du peuple sont dans les prisons et les camps de concentration ».

Après les écrits, les actes.

Le 27 mai, dans la fosse n° 7 des mines de Dourges, dans l'arrondissement de Béthune, à la suite d'une dispute anodine, les mineurs décident de débrayer. Le 28, c'est 5 puits qui sont en grève. D'autres concessions suivent et, le 4 juin, le bassin minier tout entier du Pas-de-Calais

et du Nord, a cessé le travail. On compte plus de 100 000 grévistes.

Comment un tel mouvement a-t-il pu éclater, et dans la région de France la plus directement soumise au commandement militaire allemand? Plusieurs éléments en ont permis la réussite : le climat, en premier lieu particulièrement hostile aux Allemands dans cette région, et encouragé par le succès tout récent d'une grève des travailleurs belges dans la région de Liège et de Verviers; les difficultés économiques, en second lieu : le ravitaillement bien incapable de satisfaire les besoins des mineurs de fond, les salaires nettement inférieurs à ce qu'ils étaient en 1939, et même le savon, denrée rare, particulièrement indispensable et particulièrement médiocre, qui symbolise assez justement les exigences des grévistes. Mais le mouvement, spontané et téméraire au départ, n'a pu réussir et défier l'autorité allemande que grâce à l'organisation clandestine reconstituée sous l'impulsion de Lecœur, de Nestor Calonne, qui l'avait rejoint; des réseaux entiers d'unité syndicale et d'action encadraient discrètement chaque fosse. Julien Hapiot, également responsable des Jeunesses communistes, en assume la responsabilité. Des groupes de l'O. S. organisés par Debarge et Capel interviennent pour la première fois à cette occasion. Et la tentative lancée à l'origine par le jeune Michel Brulé réussit; l'essentiel des revendications est satisfait quand, le lundi 9 juin, le travail reprend. La police française et la Gestapo font de grands efforts pour arrêter les meneurs, mais beaucoup peuvent prendre la fuite, et l'encadrement prouve sa solidité en tenant le choc.

L'Humanité du 20 juin résume ainsi la situation : « Plus de cent mille mineurs des deux départements se sont mis en grève contre les magnats de la mine soutenus par la Gestapo, par les chefs réformistes et aussi par les ingénieurs gaullistes... les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais en faisant la grève ont montré le chemin de la lutte revendicatrice aux travailleurs de France qui exigent unanimement l'augmentation des salaires et un meilleur ravitaillement », et s'il est promis que la leçon en sera tirée, le Comité central rappelle : « Vous tous, mineurs, qui avez combattu côte à côte, restez unis et dites-vous bien que ce n'est pas dans la victoire d'un impérialisme sur un autre que réside notre salut commun; c'est à nous, peuple de France, à

nous sauver par notre union, par notre lutte commune. »

Quarante-huit heures après, un an jour pour jour après Rethondes, éclate le 22 juin la nouvelle de l'invasion de la Russie par les armées de Hitler : l'équilibre du conflit mondial est bouleversé.

Le numéro du 22 juin de *l'Humanité* était déjà composé quand les dirigeants français apprennent la « triste nouvelle ». Ils sont surpris, mais sans hésitation : « Ce qui nous console dans cette douloureuse circonstance, c'est la certitude que notre grand chef Staline a tout fait pour éviter un tel conflit... Malgré cela, Hitler a, par un geste unilatéral, déchiré le pacte d'amitié germano-soviétique conclu en août 1939!

« C'est lui seul qui porte la responsabilité d'une pareille trahison! c'est lui seul qui a rendu impossible la politique d'amitié germano-soviétique que Staline avait poursuivie avec fermeté et loyauté : Tant pis pour Hitler! La parole est maintenant à l'armée rouge! Quant aux communistes français, la voie est toute tracée : Hitler occupe la France et de nombreux autres pays européens, mais la guerre qu'il vient de déclarer contre l'U.R.S.S. va l'obliger à vider notre pays de bon nombre de soldats.

« Pourquoi n'en profiterions-nous pas?

« Notre ennemi, l'oppresseur de la France, Hitler, fait la guerre à l'U.R.S.S. De ce fait, chaque Français digne de ce nom doit désormais se considérer comme un allié de l'U.R.S.S. »

Les atermoiements, les contradictions, les velléités laissent la place à une lutte sans merci.

NOTES

(1) Henri Michel, dont la thèse *Les Courants de pensée de la Résistance* parue aux P.U.F. constitue le plus important et le plus objectif des travaux consacrés à cette époque.

(2) A. Lecœur, *Le Partisan*, p. 138.

(3) *Histoire du P.C.F. d'Unir*, t. II, p. 34.

(4) *La Drôle de guerre et la trahison de Vichy, 1er septembre 1939-juillet 1941.*

(5) Voir en annexe le texte complet.

(6) « Les Courants de pensée de la Résistance », *Cahiers du Communisme*, avril 1964.

(7) Par le rédacteur en chef de *L'Humanité-Dimanche* du 5 juillet 1964.

(8) Jean Cassou, *La Mémoire courte*, p. 62.

(9) *L'Humanité clandestine*, n° 86, 31 octobre 1940.

(10) *La Guerre des papillons. Quatre ans de politique communiste, 1940-1944*, p. 139 à 147, et *Physiologie du P.C.F.*, p. 48.

(11) Cité par Claude Bellanger, *La Presse clandestine, 1940-1944* (A. Colin).

(12) Charles Tillon, *Les F.T.P.*, p. 49 et suiv.

(13) Henri Michel, *op. cit.*, p. 561.

(14) Rossi, *op. cit.*, p. 114.

(15) *L'Humanité*, mai 1941.

(16) *Cahiers du Bolchevisme*, 2e, 3e trimestre 1941, p. 21-27.

2.

Le combat

(Juin 1941 - Novembre 1942)

De juin 1941 à janvier 1943, le parti se bat sans compter ses efforts et sans jamais mesurer son engagement. Il prend tous les risques, pour lui-même d'abord, pour les autres quand il le faut. Sa patrie de naissance occupée, son autre patrie attaquée, sa foi menacée comme elle ne l'a jamais été, il peut enfin lutter sans réticence, sans avoir à surmonter d'éprouvantes contradictions. Les restrictions oubliées, les distractions abandonnées, les transitions dépassées, le patriotisme du parti s'exprime avec courage. Les détours florentins débouchent sur une sorte de croisade. Les alliances sont sans exclusive, l'adversaire n'est pas même honorable et il agresse avec une même brutalité la France et la Russie. Aussi, malgré les périls et les pertes, cette période reste-t-elle pour beaucoup de militants le temps d'un combat serein et d'une foi sans faille.

Après le 22 juin.

« Le 22 juin 1941, écrit Maurice Thorez (1), Hitler lançait perfidement ses hordes barbares contre l'Union soviétique. Une phase nouvelle s'ouvrit dans l'évolution de la situation en France. C'est la seconde période, caractérisée par l'aggravation de la pression allemande sur le peuple de France et surtout par le développement de la résistance nationale, stimulée par la lutte héroïque du peuple soviétique et de sa glorieuse armée rouge. »

Pour ce nouvel acte de la tragédie qui continue, le parti redistribue les rôles. L'U.R.S.S., d'abord : la patrie du socialisme reste la « championne de la lutte pour la liberté et la paix dans le monde (2) ». La championne est descendue dans l'arène; elle conserve ses desseins pacifiques, mais les défend les armes à la main. On exalte ses soldats, qui font face avec courage, avec obstination, aux assauts des divisions hitlériennes. Leurs premiers reculs, la rupture de la ligne Staline dès juillet n'entament pas la confiance du parti. La « vaillante armée rouge » gagne du temps, parvient à endiguer la poussée initiale. L'approche de l'hiver réveille les souvenirs historiques. Les Français, pour qui l'histoire napoléonienne est toujours présente, se prennent à espérer. Les communistes, eux, n'ont pas douté. Et ils ne manquent pas l'occasion de faire valoir que la campagne-éclair traîne beaucoup en longueur, que la jubilation allemande des premières semaines devient plus discrète.

« L'armée rouge lutte pour briser vos chaînes. » Mais si la « libération de la France dépend de la victoire de l'U.R.S.S. », le parti se jette lui-même dans la mêlée. Un appel du Front national, sec et précis comme un ordre du jour militaire, fixe en juillet sept objectifs immédiats à la population française :

1° empêcher que les ressources de la France servent à la machine de guerre allemande;

2° empêcher les usines françaises de travailler pour Hitler, en soutenant les luttes revendicatrices des ouvriers, qui, en défendant leur pain et celui de leurs enfants, suivent la cause de la France;

3° empêcher que nos chemins de fer transportent en Allemagne nos richesses nationales et les produits de notre industrie;

4° organiser la résistance des paysans à la livraison des produits agricoles aux oppresseurs de la patrie;

5° organiser la lutte contre la répression hitléro-vichyssoise, chaque militant du Front national, qu'il soit athée ou croyant, radical ou communiste, devant bénéficier de la solidarité de tous;

6° diffuser les écrits, appels ou documents du Front national et dénoncer systématiquement les mensonges de l'ennemi;

7° propager et exalter, face à l'envahisseur et à ses

séides, les sentiments patriotiques, la volonté de lutte pour libérer la France.

Le ton est donné, et le vocabulaire variera peu : « solidarité », « sentiments patriotiques », « volonté de lutte », « répression hitléro-vichyssoise ». Quel visage donne-t-on à ceux qui constituent l'adversaire et à ceux qui deviennent des compagnons de lutte? A vrai dire, ils contribuent largement à tracer eux-mêmes leur portrait. Fabre-Luce notait à juste titre : « A la réflexion, la satisfaction après le 22 juin est unanime, mais les causes en sont diverses. » Chez les collaborateurs, c'est plus que de la satisfaction, une joie frénétique. La presse parisienne est unanime. Doriot écrit dans *le Cri du Peuple* (3) : « De mensonges en trahisons, de trahisons en crimes, le communisme s'est placé lui-même en dehors de la conscience des hommes civilisés de toutes les patries des continents. Lorsque nous espérions, dans notre parti, que le sang et la douleur des ouvriers du monde perdus par le communisme se paieraient un jour, nous savions que nous aurions raison.

« Le communisme va payer. Et, nous l'espérons, payer cher.

« C'est pourquoi nous saluons ce jour-là, comme le navigateur, après une nuit de tempête, salue l'aube qui lui montre la terre nouvelle qu'appelaient ses vœux. »

Cette volonté passionnée d'en finir avec le communisme, cette haine presque pathologique, l'ancien leader communiste la partage avec tout son camp. Il s'y ajoute, selon les origines et les tempéraments, une dénonciation du capitalisme incarné par les « ploutocrates anglo-saxons », un antisémitisme vigilant, et d'ailleurs confondu avec le combat contre le bolchevisme « entreprise juive » par excellence. Brasillach, à qui ses convictions ont ôté toute mesure, interroge dans *Je suis partout* : « Qu'attend-on, pour fusiller les chefs communistes déjà emprisonnés? » Vichy et les Allemands ne peuvent pourtant être soupçonnés de mollesse. Si leurs politiques et leurs intérêts divergent parfois, sur ce point ils s'épaulent. Vichy a accepté de patronner dès juillet la formation d'une « légion des volontaires français », la L.V.F., qui combat le bolchevisme sous un uniforme allemand, distingué par un simple écusson tricolore. Une de ses lois instaure en août des « sections spéciales »,

juridictions parodiques et implacables qui « jugent » dorénavant les inculpés communistes.

Les occupants prennent des mesures draconiennes : peine de mort pour toute détention d'armes; exécution en représailles de tout attentat contre les troupes allemandes d'un « nombre d'otages correspondant à la gravité des actes commis ». Là, Vichy ne peut approuver. Ce sont souvent les communistes qui cherchent des armes, ils sont à peu près seuls à les utiliser, mais ils ne sont pas les uniques otages. D'autres Français y figurent aussi, arrêtés au hasard d'une rafle, d'une irrégularité ou d'une vétille.

Hitlériens, collaborateurs et Vichyssois rivalisent d'ardeur et de propagande pour dénoncer le parti communiste et lui imputer tous les actes d'hostilité à l'égard des Allemands : ils lui adjoignent les « étrangers », immigrés de fraîche date, ou réfugiés, les Juifs et les gaullistes, émigrés de l'intérieur, les uns ethniques, les autres politiques. Le résultat est exactement le contraire de l'effet escompté. Affiches nazies, dénonciations vichyssoises, accusations démesurées de Radio-Paris accréditent le patriotisme communiste, contribuent à sa réhabilitation et au regain de son influence et finissent par lui être la meilleure des publicités. En niant l'existence d'un patriotisme traditionnel et en chargeant les communistes, qui en acceptent la charge sans déplaisir, de la plupart des actes de résistance, ils se comportent en auxiliaires bénévoles. Du même coup, le parti peut les assimiler plus aisément les uns aux autres et confondre dans une commune condamnation les traîtres, les bourreaux, et les faibles. Il ne s'en prive pas : « Pétain, Darlan, Pucheu, et Cie, sont des Boches, des assassins, des patriotes, des vendus à l'Allemagne, des recruteurs de mercenaires (4). » Pétain est qualifié d'autant plus durement que beaucoup de Français croient encore en sa lucidité, et que le « double jeu » garde, malgré ses échecs répétés, des partisans nombreux.

Il est bien clair que les capitalistes, hier dénoncés, deviennent aujourd'hui de bons alliés. Quant aux gaullistes, un mot d'ordre symbolise la sympathie nouvelle avec laquelle le parti communiste les considère désormais : la guerre des emblèmes prend fin, et la faucille et le marteau, au lieu de rivaliser sur les murs avec la croix de Lorraine et le V sont dessinés de façon à les compléter. Pour leur part, les Fran-

çais de Londres marquent sans hésiter qu'ils reconnaissent l'U.R.S.S. comme un « peuple ami ». Le général de Gaulle n'avait-il pas prévu depuis longtemps l'événement? A l'égard du parti communiste français, les « gaullistes » se montrent pourtant discrets : ils commencent seulement à comprendre l'importance militaire et morale d'une résistance intérieure, sur laquelle ils ont peu d'information.

Que représentent d'ailleurs les mouvements de résistance à la fin de 1941? Des organisations encore fragiles, des clandestins courageux, bien sûr, et inexpérimentés, des existences parfois éphémères. Des témoins de moralité du patriotisme, en quelque sorte, mais qui risquent leur vie. En zone nord, la présence et la surveillance de l'occupant les stimulent et les pressent mais les effectifs sont maigres, les réseaux s'ignorent et se multiplient. En zone sud, l'organisation est meilleure et plus facile. A côté de ces précurseurs, le P. C. apparaît comme une force. Ses militants se comptent par milliers, ses filières sont éprouvées, et il est partout. Son importance tient aussi à une décision qui le place en avant-garde de la Résistance, une décision très contestée une fois de plus : les attentats contre l'occupant. « Sans compter les représailles, cherchant l'âme dans le sang [la direction du parti] misera sur les héros et les martyrs pour réveiller la masse (5). » Les risques sont immenses : l'Allemand, qui a besoin de calme sur ses arrières, n'hésitera pas à se montrer implacable et à se venger durement sur la population. L'intérêt militaire est faible. Mais la direction veut la guerre, une guerre sans ménagement, et le parti le sait.

Châteaubriant, Gabriel Péri.

Le 23 août, tôt le matin, Pierre Georges, plus connu sous le pseudonyme de « colonel Fabien », abat sur le quai du métro Barbès-Rochechouart, l'aspirant de la Kriegsmarine Mozer de deux balles de revolver. Il a minutieusement préparé sa tentative, et parvient à s'enfuir sans difficulté. Ses compagnons s'échappent également. Fabien n'est ni un néophyte — à dix-sept ans il a combattu en Espagne — ni un simple exécutant. Von Schaumburg, commandant le grand Paris, annonce qu'à chaque meurtre d'un membre de

l'armée allemande, un certain nombre d'otages français seront exécutés. Et il tient parole immédiatement : trois jeunes « communistes » sont exécutés le 28, trois « espions », parmi lesquels le lieutenant de vaisseau d'Estienne d'Orves le 29! Quelques résistants avaient déjà été fusillés : beaucoup d'autres le seront. Et, dès septembre, Jean Catelas, député communiste d'Amiens, est guillotiné à la Santé. Le parti ne se décourage pas, mais certains de ses éléments hésitent. A l'époque, que l'on veut oublier, de la neutralité, les graffiti gaullistes étaient parfois sévèrement jugés, suspectés parfois; devant la férocité des représailles, des communistes sont tentés de faire le même raisonnement. Cette bravoure n'est-elle pas une bravade? Faut-il payer de tant de sang des gestes simplement spectaculaires, et que l'opinion accueille avec appréhension, avant de céder à l'indignation contre les Allemands? Des cadres suggèrent que les responsables devraient se dénoncer. Ils sont vertement rabroués : « En vérité, dira d'eux Duclos à la Libération, ils reculaient devant le combat. » Et quand Paul Colette, sans aucun lien ni aucune sympathie pour le parti, tire le 27 août sur Laval et Déat, *l'Humanité* approuve.

Au moment où le parti tente de susciter autour de lui un vaste rassemblement, il adopte donc une politique qu'il est alors le seul à vouloir appliquer. Les manifestations qu'il a organisées le 14 juillet, puis le 12 et le 13 août 1941, dans la région parisienne, après une campagne très active de tracts, d'inscriptions, de journaux, ont éveillé l'attention des habitants de la capitale. Le « Front national » y faisait ses premiers pas dans la rue aux accents de *La Marseillaise,* aux cris de « Vive l'U.R.S.S.! Vive l'Angleterre! A bas Hitler! La France aux Français! Vive la France! » La fête nationale a été, malgré Vichy et les Allemands, modestement honorée, et le discours de Pétain, publiquement vilipendé. De nouvelles sanctions ont suivi.

Le parti ne se contente pas de subir, il se défend, et même il se venge. Les « renégats » sont les premiers frappés. La parution dans toute la presse collaborationniste d'une « Lettre ouverte aux ouvriers communistes » les compromet. « Chacun, écrivaient-ils, doit penser français, considérer qu'il est Français d'abord et que, selon une formule célèbre, ce n'est ni à Londres, ni à Berlin, ni à Moscou, mais à Paris, que se décide le sort du pays. » C'était parler dans le vide.

Le plus important, Gitton, l'ancien secrétaire à l'organisation, se sait menacé. Avant d'avoir pu se réfugier en lieu sûr, il est abattu par un cycliste, que personne ne retrouvera, entre le métro et son pavillon. D'autres sont également exécutés, ou battus à mort. Mais l'écho de ces luttes violentes s'éteint bien vite devant l'annonce d'un massacre qui indigne la France entière.

Le lundi 20 octobre, le lieutenant-colonel Holz, chef de la Kommandantur, est tué sur la place de la cathédrale de Nantes. Les auteurs de l'attentat sont communistes. Bien que les Allemands le proclament, personne n'en a la preuve. Le lendemain, c'est un officier d'administration qui subit le même sort à Bordeaux. Von Stulpnagel, malgré les excuses immédiates des préfets et des maires, décide que 50 otages seront exécutés pour chaque meurtre, et menace de doubler le chiffre si les coupables ne sont pas retrouvés. Finalement, il se « satisfera » de sa première exigence. Mais dès le 21, 16 otages sont fusillés à Nantes. Beaucoup sont d'anciens socialistes. Le 22, à Paris, et à Châteaubriant dans une carrière de sable restée tristement célèbre, 27 autres meurent dans les mêmes conditions. Les circonstances de leurs dernières heures ont pu être connues (6), et leur retentissement est loin d'avoir pris fin. La veille au soir, Charles Michels, ancien député communiste du XVe, a été prévenu par un adjudant de gendarmerie que des exécutions auraient lieu le 22. Dans le camp, prévu à l'origine pour accueillir les prisonniers allemands, les « politiques » ont obtenu des baraques distinctes de celles qui hébergent « trafiquants », « prostituées » ou « nomades ». Le parti, dont les militants sont en majorité, a, bien entendu, une organisation, comme dans tous les camps. Sa direction est mise au courant; les évasions sont impossibles, il ne s'agit plus que de bien mourir. Il est simplement décidé que les otages désignés entonneront à leur départ *La Marseillaise*, que reprendront en chœur leurs camarades épargnés. Le mercredi 22, à 1 h ½ de l'après-midi, des gendarmes et des soldats allemands prennent position dans la cour, installent des fusils mitrailleurs. Les prisonniers destinés à mourir sont appelés, réunis et enfermés dans la baraque n° 6 : presque tous sont communistes. Parmi eux, Guy Môquet, dix-sept ans, et dont le plus grand crime est d'être le fils d'un député communiste, détenu en Algérie. La femme

d'un des condamnés, Kirivel, un pêcheur breton, enfermée elle aussi dans le camp, s'offre à le remplacer. En vain. Chacun reçoit une feuille de papier, pour écrire une dernière lettre. Un prêtre, qui restera profondément impressionné par leur courage, est admis, non à exercer son ministère, puisqu'il s'agit d'incroyants, mais à passer un moment avec eux, et à recevoir leurs ultimes messages. Puis, à 15 heures, ils montent en camion. Comme il a été décidé, les détenus entonnent *La Marseillaise*. A 16 h 15, trois salves successives ont retenti et tout est fini. Avant de mourir, Jean-Pierre Timbaud, ex-secrétaire des métallurgistes de la région parisienne, a crié : « Vive le parti communiste allemand! » Le dimanche, plusieurs centaines d'habitants se rendent sur les lieux de l'exécution. Dès le drame connu, l'émotion est immense. Le maréchal Pétain veut se constituer prisonnier, pour être désormais « le seul otage ». « Nous sommes déshonorés. Tout ce sang va retomber sur nous », dit-il à Du Moulin de La Barthète, directeur de son cabinet civil et germanophobe obstiné et impuissant, qui en est bien d'accord. Mais après une velléité de mettre son projet à exécution, il cède une fois de plus. Sans doute a-t-il effectivement « pleuré comme un enfant (7) ».

Après cette nouvelle épreuve, la faiblesse de Vichy paraît de plus en plus évidente. Pour l'un des membres du gouvernement, Pucheu, ministre de l'Intérieur, la faiblesse est même proche de l'inconscience. Aveuglé comme tant d'autres par son anticommunisme, il a accepté de négocier avec les Allemands le remplacement sur les listes d'anciens combattants par les « communistes les plus dangereux ». A son collègue Romier, qui, suffoqué, lui dit : « Anciens combattants ou communistes, c'étaient tous de bons Français. Vous n'avez pas à faire un choix », il oppose un étonnement qui n'est pas feint.

De Gaulle semble de mieux en mieux exprimer le sentiment des Français quand il déclare le 25 octobre à la radio : « En fusillant nos martyrs, l'ennemi a cru qu'il allait faire peur à la France. La France va lui montrer qu'elle n'a pas peur de lui... J'invite tous les Français et toutes les Françaises à cesser toute activité et à demeurer immobiles, chacun là ou il se trouvera, le vendredi 31 octobre, de 16 heures à 16 h 15... ce gigantesque garde-à-vous, cet immense geste national, faisant voir à l'ennemi la menace

qui l'enveloppe et prouvant la fraternité française. » Pour être suivi, et ne pas risquer de sacrifices inutiles, il ne pouvait être demandé plus. Mais, preuve de la sagesse de la proposition, le parti la reprend à son compte. Et le résultat est honorable.

Pendant toute la guerre, le parti exaltera le souvenir des fusillés, de Charles Michels, robuste ouvrier, sportif et joyeux, député assidu et élu fort populaire à qui il est promis les honneurs de nombreuses rues et dédié coups de main et sabotages, au docteur Pesque, le « médecin des pauvres », et, bien sûr, Guy Môquet, vénéré par les Jeunesses communistes dont il est le patron souriant et juvénile.

L'année s'achève sur de grands espoirs, et de nouveaux deuils.

Le 18 mai 1941, Gabriel Péri a été arrêté dans des circonstances restées mystérieuses, et qui ont donné cours à des versions contradictoires : malchance, dénonciation ou malencontreuse habileté? Incarcéré à la Santé, le motif de son mandat d'amener porte : infraction au décret de 1939 sur la dissolution du parti communiste. Il est condamné sur ce chef d'accusation et Vichy le fait livrer à la Gestapo. Après l'avoir « interrogé » en vain, celle-ci change de méthode et lui propose la vie sauve en échange d'un reniement écrit. Son abjuration aurait effectivement fait grand bruit. Mais, sans ignorer les conséquences de son refus, il n'hésite pas. Sa dernière lettre est émouvante de noblesse et de sérénité :

« Dimanche 20 heures, l'aumônier du Cherche-Midi vient de m'annoncer que je serai tout à l'heure fusillé comme otage.

« Je vous supplie de réclamer au Cherche-Midi les affaires que j'ai laissées. Peut-être quelques-uns de mes papiers serviront-ils à ma mémoire. Que mes amis sachent que je suis resté fidèle à l'idéal de toute ma vie; que mes compatriotes sachent que je vais mourir pour que vive la France; une dernière fois j'ai fait mon examen de conscience : il est très positif. C'est cela que je voudrais que vous répétiez autour de vous. J'irais dans la même voie si j'avais à recommencer ma vie.

« J'ai souvent pensé, cette nuit, à ce que mon cher Paul Vaillant-Couturier disait avec tant de raison, que le commu-

nisme était la jeunesse du monde et qu'il préparait des lendemains qui chantent.

« Je vais préparer tout à l'heure des lendemains qui chantent. Sans doute est-ce parce que Marcel Cachin a été mon bon maître, que je me sens fort pour affronter la mort.

Adieu et que vive la France!

« Gabriel. »

Il est fusillé le 15 décembre au mont Valérien par les Allemands, comme otage, le jour exact où l'est à Caen son ami Lucien Sampaix, rédacteur en chef de *l'Humanité* avant-guerre. A peine est-il mort que déjà se forge sa légende. Sous toutes les formes, les publications clandestines du parti exaltent sa vie et appellent à le venger. Des formations de combat porteront son nom, une promotion entière de F.T.P. choisira son patronage, les adhésions seront sollicitées sous son égide; un tract retraçant sa biographie atteindra le tirage le plus élevé de toute l'occupation. Et, en vérité, peu de personnages auront été plus proches de leur légende.

Gabriel Péri est né à Toulon en 1902; il passe une enfance heureuse dans une famille aisée de la petite bourgeoisie marseillaise, et une adolescence troublée par l'apparition de difficultés matérielles. Muni de ses baccalauréats, il doit donc renoncer à préparer l'École Normale supérieure. A dix-sept ans, il devient le secrétaire du conseil d'administration d'une maison de construction et d'armement maritime. Mais il n'accepte pas la carrière facile et sans doute brillante qui s'offre à lui. Il a découvert le marxisme par curiosité intellectuelle. La conscience très aiguë qu'il a de l'injustice sociale et son horreur des combats qui viennent de déchirer l'Europe poussent le jeune homme, doué et intransigeant, d'une précocité qui étonne, à s'inscrire au parti socialiste et à défendre la cause de la IIIe Internationale. « Adhésion d'origine intellectuelle, cérébrale peut-être, écrira-t-il lui-même, mais somme toute l'expérience a démontré que les adhésions de ce genre ne sont pas de qualité inférieure et de fidélité moins sûre. » Il brûle les étapes et fait rapidement ses classes de dirigeant communiste. Collaborateur de *l'Avant-garde*, emprisonné à plusieurs reprises, permanent en 1921, secrétaire des J. C.

peu après le classique pèlerinage à Moscou, et en octobre 1924 il devient chef du service de politique étrangère de *l'Humanité*. Il a vingt-deux ans et conservera ses fonctions jusqu'en 1939. Son article, devenu quasi quotidien avec la montée du fascisme, est toujours lu avec attention. Péri se fait, et avec quelle flamme, le champion de la résistance aux dictatures; il dénonce sans pitié ni mesure les reculades successives de la diplomatie franco-britannique. Parallèlement, il a gravi les échelons de la hiérarchie. Élu au Comité central en 1929, il est député d'Argenteuil depuis 1932. Marty, son contraire presque parfait, l'y avait précédé. En 1938, il est aussi vice-président de la Commission des Affaires étrangères à la Chambre. Il vient de demander en vain pendant deux ans l'intervention en Espagne, et Munich le met hors de lui : « Vous avez signé la défaite sur le corps mutilé d'un peuple libre », crie-t-il à Daladier.

Le pacte germano-soviétique, dont il comprend aussitôt les pires conséquences, fait plus que l'accabler : écartelé entre la politique de défense nationale qu'il avait si bien défendue, et sa fidélité à l'U.R.S.S., il s'effondre. Émile Buré, fort patriote, auquel il va demander conseil, lui suggère de rompre avec Moscou. Il lui prédit même dans ce cas un bel avenir (8). Mais ce n'est pas sa carrière qui l'inquiète, c'est sa foi, son engagement tout entier qui oscille soudain sur ses bases. « Il a pleuré... », racontera plus tard le directeur de *l'Ordre* (9).

La mobilisation ne résout rien, car il doit fuir, et, pourchassé, s'abriter en lieu sûr. Dès l'armistice, on le voit de nouveau, s'exposant beaucoup et manifestant une grande activité dans la banlieue ouest; il n'a pu se résoudre à abandonner son parti. Était-il alors, comme on l'a dit depuis, plus un franc-tireur qu'un militant, et ses relations avec la direction étaient-elles aussi tendues qu'on le raconte? Il est probable qu'il supportait plus qu'il n'approuvait la temporisation des premiers mois. En tout cas, il est l'auteur des premières manifestations « officielles » de germanophobie du parti. L'ironie cruelle de l'Histoire le fait disparaître au moment où le P. C. adopte enfin l'attitude qu'il avait si ardemment défendue.

Gabriel Péri se plaçait lui-même sous le double patronage de Cachin et de Vaillant-Couturier : plus brillant et plus constant que le premier, plus diplomate et plus distant

que le second, il appartient à coup sûr à leur race, celle de ces intellectuels qui ont tout sacrifié à leur foi : carrière, honneurs, succès et dont la qualité rejaillit sur leur parti ; qui ont su également refouler l'individualisme qui leur est propre, l'indiscipline qui les menace, voire l'exclusion qui les attend, mais sans s'abaisser ni accepter toutes les tâches.

Élégant et non dépourvu de distinction naturelle, brillant s'il le fallait, doué d'une verve qui marquait ses chroniques, parfois mélancolique ou las, il faisait même preuve de cette vertu mal partagée chez ses camarades, l'humour. Respecté de ses adversaires, et trop fin pour être outrancier à l'excès, cet intellectuel partisan, mais sans trop de dogmatisme, occupait une place un peu particulière dans son parti. Mais ce communiste original, né au fond avec bien des dons qui font un bourgeois réussi, restait avant tout un communiste orthodoxe. Aussi populaire parmi les ouvriers qu'apprécié de ses relations, pendant vingt ans de sa vie il donne des preuves de son dévouement et de son talent, avant de montrer pendant ses deux dernières années une fidélité, une abnégation et un courage d'autant plus méritoires qu'ils n'allaient pas sans déchirement. A l'envers des militants implacables qui manient le marxisme comme un Code pénal, il représente assez bien une forme du communisme français dont a toujours rêvé la gauche.

Front national et F.T.P.

Mais la situation a déjà changé. Les blindés allemands n'ont pu venir à bout de la résistance russe et l'armée de Hitler a dû se résigner à s'installer sur ses lignes pour un hiver auquel elle n'était pas préparée. C'est un répit et une promesse. D'autant que les États-Unis ne sont plus seulement des fournisseurs indispensables. Depuis Pearl Harbour le 7 décembre, le gigantesque arsenal américain ne travaille plus pour les autres. Il est entré à son tour dans le conflit, comme son président l'y poussait, et après que les Japonais l'y aient contraint. Les deux camps sont définitivement constitués, et les Alliés enfin au complet.

« 1942 est l'année où se compose la Résistance... les aventuriers sont devenus des insurgés ou des clandestins.

Les groupements ont proliféré. Quelques-uns ont des organisations régionales qui iront jusqu'à couvrir les deux zones. S'ils ont tous un même objectif, refuser la défaite, l'Allemagne et Vichy, ils ont des appréciations politiques différentes. Des conjonctures distinctes les séparent (10). »

Les mouvements poursuivent leur croissance, passent d'une enfance périlleuse et ardente à une adolescence tourmentée, mais plus expérimentée, mieux organisée, et donc plus puissante. Un tuteur se propose, la France libre, avec qui les premiers contacts sont parfois rugueux. Les pèlerins qui, tout au long de l'année, se succèdent en Angleterre demandent une aide et attendent une fraternité de combat. On leur offre des conseils, on leur laisse entrevoir des problèmes qu'ils ignoraient. Ils repartent rarement satisfaits. Jean Moulin commence une tâche essentielle et ingrate : coordonner leur activité, leur faire accepter une autorité.

Le parti est, lui, jeune résistant mais clandestin éprouvé. Il demeure pleinement indépendant et reste à l'écart des tentatives de rapprochement. Il a déjà mis au point son système d'organisation, définitivement adopté ses méthodes, choisi son champ d'action. En 1942, il consolide, étend son influence et multiplie ses ramifications. Il se sait le plus nombreux, et se veut le plus violent. Depuis la banlieue de Paris, pavillon discret ou ferme retirée selon l'opportunité, Jacques Duclos et Benoît Frachon le gouvernent toujours : c'est l'équipe de la fidélité et de la solidarité. Ils prennent en commun les décisions importantes et se partagent le travail quotiden. Duclos, le plus politique, supervise la presse et la propagande. Frachon, le syndicaliste, s'occupe plus spécialement des questions d'organisation, de matériel et évidemment d'action syndicale. Ils restent invisibles par mesure de sécurité. Marcel Prenant, chef d'état-major des F.T.P., ne les rencontrera jamais, malgré la grande confiance que chacun a en lui, et qu'il justifiera d'ailleurs après son arrestation en 1944. Il est inutile de courir des risques lorsqu'ils ne sont pas strictement indispensables. Lecœur, responsable d'une interrégion de six départements et parmi les plus importants pour le parti, correspond par intermédiaires. Il ne voit Duclos qu'après avoir accédé à des responsabilités nationales, en remplacement des dirigeants arrêtés.

Le parti déconcentre sa propre organisation : il installe une délégation pour toute la zone sud à Lyon, la capitale de la Résistance; Léon Mauvais en prend la tête. Il a quarante ans et la réputation d'un « dur ». Raymond Guyot l'épaule, et Gaston Monmousseau, qui se cache depuis la dissolution, le conseille et est tenu en réserve, « en cas de malheur ». Le pays est découpé en interrégions, groupant chacune plusieurs départements, neuf pour la zone nord, cinq pour la zone sud. A la base, le retour aux groupes de trois s'est imposé dès la fin des illusions. Il est appliqué de façon impérative : tout contact entre les groupes différents est absolument prohibé, les liaisons doivent rester strictement verticales. Les consignes de prudence sont sans cesse renouvelées; les recrues trop bavardes, les militants inattentifs s'amendent ou sont écartés. Un camarade relâché par la police devient immédiatement suspect. La règle est dure mais nécessaire. A tous les échelons, interrégions, fédérations, secteurs, sections, cellules d'entreprises ou locales, l'entraînement est sévère. Lecœur, quand il est appelé à Paris, commence par faire filer ses collaborateurs; il poursuit cette expérience jusqu'à ce qu'ils s'en aperçoivent.

Le parti ne pourra empêcher les arrestations d'être nombreuses et cruelles. Mais il fait tout pour les prévenir, et ses méthodes peuvent sans doute être citées comme des modèles du genre. La contrepartie est leur lenteur et leur lourdeur. Les gaullistes et les autres résistants s'en plaindront souvent. Ses propres militants en subissent les premiers les conséquences. A réduire les contacts au minimum, on court le risque de se trouver « coupé ». C'est ce qui arrive à Fernand Grenier (10 *bis*). Le député de Saint-Denis, arrêté en octobre 1940, a fini par échouer au camp de Châteaubriant. Il s'en est évadé le 18 juin 1941, sur ordre de la direction et non sans pittoresque, puisqu'il a quitté l'enceinte en tirant une brouette de ravitaillement au fond de laquelle, sous des cageots, était caché Raynaud, membre du Comité central. Revenu à Paris, il rédige des articles, soigneusement abrité dans un appartement. Il rencontre seulement Cadras à intervalles réguliers pour lui remettre son travail. Le parti lui fournit ses tickets d'alimentation. Cadras arrêté, il se trouve isolé, sans la moindre liaison, sans moyen d'acheter de nourriture, et il faut un

hasard heureux pour que sa femme retrouve le contact et démente la disparition de Grenier!

Mais l'action du parti dépasse maintenant son cadre habituel ; l'appareil est complété par deux organisations dont le nom apparaît aussi souvent que le sien : le Front national, et les Francs-Tireurs et Partisans français. La trilogie durera pratiquement jusqu'à la Libération; à aucun moment, ces trois éléments ne se confondent mais ils restent toujours en contact permanent et étroit. Le parti lui-même ne s'efface pas; il se cantonne dans son rôle normal et supervise ses deux affidés.

Le Front national (son titre exact est Front national de lutte pour l'indépendance de la France) s'adresse à tous les Français dans le but de « délivrer la patrie de l'invasion étrangère ». Il faut en faire un véritable centre d'accueil, et sa propagande ne se lasse pas d'insister sur la variété de son recrutement. Chaque catégorie sociale est sollicitée, sans oubli, et même les ennemis d'antan : policiers, militaires, bourgeois, prêtres. Le langage est adapté. Aux syndicalistes, il est rappelé que leurs chefs sont pourchassés; aux ecclésiastiques que le nazisme est la négation du christianisme et que « la chrétienté est née dans la lutte contre le pouvoir temporel de César ». L'instituteur n'ignore plus rien du dépérissement de l'enseignement ; le médecin, des aberrantes théories biologiques; le paysan, des menaces sur ses récoltes. C'est une véritable personnalisation du patriotisme. Il essaimera d'ailleurs son mouvement par catégorie : il y aura un Front national des artistes, un Front national des médecins, un Front national judiciaire, un Front national universitaire, un Front national de la police, ou des paysans, des Comités féminins, des Comités de Jeunes. Et les mouvements autonomes qui seront créés dans ces deux cas, l'Union des Femmes françaises, et l'Union de la Jeunesse patriotique française reprendront ses thèmes et appliqueront ses méthodes.

Le manifeste, qui annonce la création du Front en zone sud, énumère la composition des membres du Comité constitutif : « Des catholiques, des protestants, des libres penseurs, des républicains, des syndicalistes, des gaullistes, des communistes, des techniciens, des travailleurs manuels et intellectuels, des hommes de profession libérale, des militaires. » De fait, les deux Comités directeurs, celui de zone

occupée et celui de zone sud, comprennent ou comprendront bientôt des personnalités fort diverses : des fidèles ou des proches, comme Joliot-Curie, alors socialiste et futur président, Francis Jourdain, Henri Wallon, Le Brun, Villon, Marrane, Casanova, mais aussi des résistants d'origine diverse venant de Combat comme Georges Bidault, de Franc-Tireur comme Farge, des membres d'anciens partis, radicaux notoires tels que Justin Godart ou Ferney, du parti démocrate chrétien, comme Max André, membre des partis de droite, comme Choisnel, qui vient du P.S.F., et Debû-Bridel, originaire de la Fédération républicaine. Il y a même des ecclésiastiques, le Révérend Père Philippe, des Carmes déchaussés, qui a remplacé au couvent d'Avon et à la tête de la province de Paris un autre moine-soldat, le Révérend Père Thierry d'Argenlieu, que de Gaulle a fait amiral; Mgr Chevrot, curé de Saint-François-Xavier, donne également son adhésion. Le premier est passé par l'intermédiaire d'un médecin communiste, le docteur Leibovici; le second, connu par son franc-parler, son caractère emporté et son patriotisme, a été directement sollicité par Villon et a accepté sans hésitation. L'éclectisme des comités directeurs ne se discute pas. La réalité du mouvement est différente : ce sont des communistes qui animent le Front national, assurent l'essentiel de son organisation; c'est la presse communiste qui appelle à le rejoindre, et il n'est pas d'exemple de mot d'ordre contradictoire entre le parti et lui. Son influence réelle est difficile à déterminer et la nature de ses activités, propagande et presse, se mesure malaisément. Il revendique beaucoup de comités locaux, qui apparaîtront souvent, en zone sud tout au moins, peu de temps avant la libération.

Ce vaste rassemblement clandestin, populaire et patriotique est en tout cas un des « grands » mouvements de résistance de zone occupée, il affirmera avec le temps sa présence en zone sud. Deux hommes, deux communistes, sont à sa tête. A Paris Pierre Villon, à Lyon Georges Marrane. « C'est une foi en marche », a écrit du premier Adrien Dansette. Ce petit homme de quarante ans a été arrêté à deux reprises, en 1940 par les Français et en 1944 par les Allemands. Il s'est évadé deux fois. On ne l'imagine pas prisonnier. Son corps, ses yeux, son esprit sont sans cesse en mouvement. Son activité effraie son entourage, qui « le

voyait fondre à vue d'œil ». Son visage est déterminé et sévère. Juif alsacien dont la compagne, Marie-Claude Vaillant-Couturier, sera déportée et député, il a plus d'un compte à régler avec les nazis. Architecte, il trace des plans et des directives à longueur de jour et de nuit. Alsacien, il roule avec un fort accent un flot incessant de paroles impérieuses. Résistant, il est aussi farouche dans l'action que dans la discussion. Ses compagnons le respectent. Il ne s'attendrit qu'en parlant de deux choses, « son parti et sa femme », raconte Yves Farges (11), à qui il confie après avoir échappé de peu à la mort : « Tu vois ce que le parti communiste peut faire d'un intellectuel. »

Marrane, c'est Gaston, ou « Vercingétorix ». Inlassablement, il parcourt à bicyclette la zone sud pour prendre des contacts et inspecter ses amis. Il est chauve et porte une grosse moustache, parfois une barbe. Tout aussi dévoué à son parti, mais d'une façon plus joviale et plus optimiste. Patriote, habitué aux responsabilités, méfiant quand il le faut, bonhomme quand il peut l'être, il reste toujours prudent. C'est un très bon technicien de la clandestinité et, aux yeux des autres mouvements, il se range plus parmi les habiles que parmi les sectaires.

Les F.T.P. se rattachent en principe au Front national, dont ils constituent la branche militaire. En réalité, ils forment une organisation de combat indépendante, le glaive du P.C.F., et leur sujétion au Front national ne se traduira que par la représentation unique qu'il assurera dans les organismes communs de la Résistance. Le nom, définitivement adopté, au début de 1942 se place sous le double patronage des francs-tireurs de la guerre de 1870 et des partisans de la guerre d'Espagne. La structure est beaucoup plus importante que celle du Front national. Combattants du Front national ou du parti communiste, peu importe; les F.T.P. sont issus de l'organisation secrète, et encadrés par les meilleurs membres du P. C. Les instructions de la « vie du parti » donnent l'ordre d'y affecter au moins 10 %, puis 20 % des militants. La proportion sera bien atteinte, et peut-être dépassée. A leur tête un état-major est constitué. Le parti charge Charles Tillon de le diriger.

Le chef des F.T.P. a quarante-cinq ans, un tempérament énergique et un caractère entier, un jugement sans nuances.

Vingt-cinq ans auparavant, il avait participé à la mutinerie de la mer Noire : cinq ans de travaux forcés. Il dirige ensuite, à Rennes et Nantes, des syndicats à une période difficile, monte à Paris où il réorganise la Fédération des Ports, des Docks et des Transports. Bien que membre du Comité central à partir de 1932, il n'entre vraiment dans la vie politique, sans grand plaisir, qu'en 1936 où il est élu à Aubervilliers. Après la défaite, il a été un des premiers à réagir. Il est fait pour commander seul, et remplit fort bien son rôle. En juillet Marcel Prenant, biologiste bien connu et capitaine de réserve, devient son chef d'état-major. Le professeur de Faculté et l'ancien ajusteur s'entendent à merveille et l'ancien officier d'état-major se met sans restriction à la disposition de l'ancien quartier-maître mutin. Il adhère par la même occasion au P. C.; c'est un peu une régularisation, mais à ce niveau c'est aussi une exigence. Autour de Tillon, un Comité militaire national est constitué qui réunit Hénaff, évadé de Châteaubriant et membre du Comité central, Ouzoulias, qui s'occupait avec Fabien des « Bataillons de la Jeunesse » et Vallet. Ouzoulias est plus particulièrement chargé de l'organisation régionale, Bergier des armements, Prenant des relations « extérieures » et des problèmes techniques : il rédige, par exemple, des manuels d'utilisation des armes. Tillon, un des rares à rencontrer le triumvirat qui dirige le parti, arrive aux réunions avec les propositions essentielles et prend les décisions finales. Au plan local, les groupes de combat comprennent deux équipes de trois hommes, un chef de groupe et son adjoint. Au-dessus, des sections de trois groupes. Quand les effectifs grossiront, des compagnies puis des bataillons seront constitués. Il n'en est pas encore question. Par contre, un échelon important est mis en place au niveau départemental et complété par des interrégions.

Dans l'immédiat, cette structure complexe s'établit de façon inégale selon les régions. Au début de 1942, elle n'est encore importante que dans le Nord, la région parisienne et l'Ouest. Les F.T.P. ont leur journal, qui adopte en janvier son titre définitif, *France d'abord*, et écrit : « Les francs-tireurs français ont lancé leur appel : France d'abord. C'est là un cri d'émulation dans le devoir et le courage. Ce doit être aussi un appel à l'union de tous les Français... » Des communiqués réguliers font connaître le bilan des opéra-

tions, et le numéro de février annonce : « Nous sommes en guerre » et s'écrie : « Aux armes, citoyens! »

Ces armes, les F.T.P. en ont peu, et ils sont les seuls à s'en servir. Car la politique communiste, pour être mieux comprise, n'est pas pour autant approuvée. Le maréchal Pétain s'était écrié : « Nous avons déposé les armes, nous n'avons pas le droit de les reprendre pour frapper dans le dos des Allemands. » Sans faire le même raisonnement, le général de Gaulle en était venu aux mêmes conclusions. « Actuellement, la consigne que je donne pour le territoire occupé, c'est de ne pas y tuer ouvertement d'Allemands. Cela, pour une seule raison : c'est qu'il est, en ce moment, trop facile à l'ennemi de riposter par le massacre de nos combattants, momentanément désarmés. Au contraire, dès que nous serons en mesure de passer à l'attaque, les ordres voulus seront donnés. » Dans leur ensemble, et à l'exception des communistes, les mouvements de résistance lui donnent raison.

Sémard, Decour.

En février 1942, le Comité central rappelle dans un appel ses mots d'ordre : revendications et sabotages pour les ouvriers; soustraction des récoltes aux exigences allemandes; action psychologique dans l'armée d'armistice et les établissements scolaires; lutte des femmes contre la « famine organisée »; adhésion au Front national ou, pour les adolescents, au « Front patriotique de la jeunesse française », aide aux F.T.P., et un slogan qui résume tout : « Nous sommes ACTEURS. » Avec le printemps, les F.T.P. multiplient leurs coups de main : les statistiques de la S.N.C.F. qui recensent les sabotages s'élèvent brusquement. Leurs manuels d'instruction égarent les soupçons de façon plaisante : tantôt il semble s'agir de défense passive, tantôt d'ouvrages scouts.

Mais que de pertes au regard de ces activités. Le 7 mars, Pierre Sémard est fusillé comme otage. Il avait été arrêté en 1939. Ce cheminot, fils de cheminot, populaire et discret, était sans doute un cas d'espèce parmi les dirigeants communistes. Leader tout-puissant de la Fédération des Cheminots en 1921, devenu trois ans après secrétaire général

du parti, il doit ensuite partager son pouvoir, puis l'abandonner, et retourne au syndicalisme dont il venait, sans pour cela avoir perdu sa place au Bureau politique, ni succombé à la moindre déviation. Au moment de mourir, c'est vers *ses* cheminots qu'il se tourne :

« Une occasion inespérée me permet de vous transmettre mon dernier mot, puisque dans quelques instants je serai fusillé. J'attends la mort avec calme; je démontrerai à mes bourreaux que les communistes savent mourir en patriotes et en révolutionnaires.

« Ma dernière pensée est avec vous, camarades de lutte, avec tous les membres de notre parti, avec tous les Français patriotes, avec les héroïques combattants de l'armée rouge et son chef le grand Staline.

« Je meurs avec la certitude de la libération de la France. Dites à mes amis les cheminots qu'ils ne fassent rien qui puisse aider les nazis.

« Les cheminots me comprendront, ils m'entendront, ils agiront! J'en suis convaincu.

« Adieu, chers amis, l'heure de mourir est proche Mais je sais que les nazis qui vont me fusiller sont déjà des vaincus et que la France saura poursuivre le bon combat.

« Vivent l'Union soviétique et ses alliés!

« Vive la France! »

Deux mois après Sémard, Félix Cadras et Arthur Dallidet, responsables clandestins de l'organisation et des cadres, sont fusillés au mont Valérien. Trois intellectuels tombent également sous les balles allemandes. Le 28 mai, un jeune philosophe de trente-neuf ans, Georges Politzer, et un jeune physicien de trente-quatre ans, Jacques Solomon, tous deux arrêtés par la police de Vichy et livrés à la Gestapo. Enfin le 30 mai, Jacques Decour, professeur et écrivain, est à son tour exécuté à trente-deux ans au mont Valérien après avoir écrit, une parmi tant d'autres, de ces lettres simples et admirables de fusillés à l'heure de la mort : « ...je me considère un peu comme une feuille qui tombe de l'arbre pour faire du terreau... »

Leur disparition marque une étape : ils incarnaient un communisme de la fidélité et du sacrifice. Contraints jusqu'en juin 1941 à une retenue qui contient mal leur combativité, ils préparaient la revanche. Ceux qu'ils rencontraient à cette époque sentaient bien que leurs sentiments

antifascistes, leur haine du nazisme n'attendaient que l'occasion de s'exprimer. Tenus à une équivoque qui se dissipe lentement, le travail qu'ils accomplissent dans les milieux universitaires, où le terrain est favorable, facilitera beaucoup les développements ultérieurs. Ils fondent en février 1941 une revue, *la Pensée libre*, dont le titre est expressif. Mais la Gestapo en découvre l'imprimerie dès le deuxième numéro.

Après l'entrée en guerre de la Russie, une fois levée l'hypothèque, le combat a changé de sens. Toute une génération se presse, qui apprend à connaître le communisme par la Résistance : chez les intellectuels, elle est tout entière influencée.

Edgar Morin raconte avec une pénétration scrupuleuse par quel cheminement un jeune étudiant a adhéré à cette époque. « A cheval sur deux générations (12) », sa naissance politique a coïncidé avec la mort de la République espagnole. Lecteur insatiable, exigeant et tourmenté, les livres hérétiques l'ont rapproché d'un marxisme dont il n'ignore pas les faiblesses. « Pacifiste par répulsion, socialiste par attraction », il a vu que « l'U.R.S.S. ne cherchait qu'à happer les bons morceaux de proie qu'engloutissait l'Allemagne », mais « lorsque la Wehrmacht se rua à travers les frontières de l'Union soviétique, je me sentis comme frappé aux entrailles ». Il refuse pourtant d'entrer au Front national par inquiétude intellectuelle et par appréhension d'un engagement et d'une action sans retour; puis, de plus en plus persuadé que le parti, s'il n'a pas toujours raison, « était la raison », il participe à ses activités, s'inscrit enfin. Deux motifs l'y ont poussé : la séduction de l'esprit, bien qu'il ne soit que « fanatique quant aux fins, sceptique quant aux moyens », mais plus encore une situation propre et qu'il résume ainsi : « J'étais un de ces adolescents pour qui devenir communiste signifie en même temps devenir homme. L'entrée au parti se confondait pour moi avec l'initiation virile, le risque de mort, l'engagement dans la vie authentique. » Tous n'ont pas des sentiments aussi complexes, et Pierre Daix, qui a le même âge, décrit avec passion et talent d'autres étudiants communistes qui se posent moins de problèmes : « Où et quand avons-nous été contre la guerre de Hitler? contre la riposte à l'agression hitlérienne? Nous avons été *contre* les capitulards devant

Hitler, *contre* les traîtres qui maintenant ont pris le pouvoir, *contre* les bandits qui faisaient la guerre contre notre peuple et préparaient la guerre contre l'U.R.S.S. (13). » Fanatiques ou sceptiques, les intellectuels résistants ne se passent pas des communistes qui, dans leur domaine, prirent sans conteste la tête du combat, lançant les revues et organisant les mouvements.

Jacques Decour, agrégé d'allemand, romancier, et qui animait *Commune*, la revue des intellectuels du parti avant la guerre, est le chef de file. Daniel Decourdemanche — son véritable nom — est d'origine fort bourgeoise et tout imprégné de culture germanique. Dès la fin de septembre 1941, il propose de créer un Front national des écrivains; à côté de Solomon et de Politzer, on y trouve dès le début Debû-Bridel, qui a rencontré Decour chez Paulhan, et sera directeur du quotidien *Front national*, Paulhan lui-même. Ni l'un ni l'autre ne sont tentés, de près ou de loin, par le communisme. Ils n'en collaborent pas moins activement. La présence de Paulhan est particulièrement précieuse ; dans le monde littéraire, il est connu de tous, et c'est vers lui que se sont tournés les écrivains qui refusaient l'armistice.

« Nous n'accepterons pas de parler, d'écrire ou d'agir pour le compte de l'agresseur. Nous n'accepterons pas, non plus, de nous taire ou de rester passifs. Puisque nous ne pouvons pas légalement nous faire entendre, nous ferons circuler libelles et pamphlets, dessins et caricatures », proclame un « Appel aux intellectuels français » en octobre 1941. Et de fait les mouvements foisonnent : le Front national universitaire, celui des médecins, des juristes, des arts, de la musique, du théâtre, etc., qui impriment des journaux et des tracts, créent un climat et dont, souvent, les membres appartiennent également à des groupes de combat; les médecins, de leur côté, organisent un service de santé.

Deux publications s'imposent parmi les autres : *Les Lettres françaises* et les *Éditions de Minuit*. Jacques Decour et Jean Paulhan ont l'idée des *Lettres* en janvier 1942 pour remplacer *La Pensée libre* trop politique et qui ne se différencie pas assez des autres journaux résistants. Decour veut un ton plus littéraire. Pierre de Lescure, Mauriac, Debû-Bridel et bien d'autres lui envoient des textes. Ce doit être la revue du *Front national des Écrivains*. Mais Decour est arrêté. Il faut refaire le numéro préparé, renouer avec

les collaborateurs. Claude Morgan et Édith Thomas s'y emploient, et en septembre 1942 le nº 1 paraît enfin. Le premier article s'intitule « Adieu à Jacques Decour ». Les auteurs qui se sont rassemblés pour les numéros suivants vont d'Aragon à Sartre, de Leiris à Paulhan. Les *Éditions de Minuit* répondent à un autre souci : publier avec une couverture élégante, des caractères sobres et irréprochables, sur un beau papier, de courts ouvrages susceptibles d'atteindre un assez vaste public. Le résultat est remarquable. Deux hommes sont à son origine : un romancier, Pierre de Lescure, directeur littéraire clandestin, qui choisit les manuscrits, et un graveur et dessinateur qui a pris le pseudonyme de Vercors, participe à la direction technique et donne à la maison dont il a trouvé le nom un admirable ouvrage : *Le Silence de la mer.*

Car la Résistance prouve que les bons sentiments n'empêchent pas forcément la bonne littérature. Poètes de circonstance, voire même écrivains militants, Aragon et Eluard, réconciliés, donnent l'un *Crève-cœur*, l'autre *Poésie et Vérité.* Tous deux ne se contentent d'ailleurs pas de poésie. Eluard collabore aux *Lettres françaises*, participe au Comité national des écrivains et exerce en zone nord une influence marquée. Parfois trop détaché pour ne pas faire naître des craintes pour sa sécurité, il ne ménage pas ses effets. En zone sud, Aragon dirige un bulletin *Les Étoiles*, où il attire autour de lui Prévost, Fumet, le Révérend Père Bruckberger, Cassou, Mauriac et bien d'autres. De ses résidences discrètes et retirées, il joue un grand rôle. Son poème, *La Rose et le Réséda*, dédié à Gabriel Péri et d'Estienne d'Orves, pourrait servir d'épitaphe au Front national :

... Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas
Tous deux adoraient la belle
Prisonnière des soldats

... Fou qui songe à ses querelles
Au cœur du commun combat
Celui qui croyait au ciel
Celui qui n'y croyait pas...

Le parti fait son profit de cette résistance littéraire ; les adhésions se multiplient et souvent les proches se décident,

les compagnons s'engagent. Eluard retourne en 1942 au « parti de la France » qu'il avait quitté; Joliot-Curie et Langevin s'inscrivent. Ceux qui restent à la porte du parti appartiennent tout de même au Front national et tous s'y retrouvent. Et si le voisinage de Mauriac, de Guéhenno, de Martin-Chauffier, de Camus, de Malraux, est moins proche que celui de Sartre, de Cassou, de Vailland, de Char, de Ponge, quelle différence?

A la Libération les différents mouvements d'intellectuels patronnés par le parti revendiqueront cent mille adhérents. Ce chiffre est sans doute excessif. Pour beaucoup, il résulte d'un malentendu, car le parti, résistant et patriote avec détermination, social avec modération, donne une image assez infidèle de son comportement habituel. Il en résultera à terme beaucoup de rancœur, de départs, de difficultés et de reproches. Dans l'immédiat, le parti bénéficie d'un halo flatteur et d'une audience accrue.

Pendant qu'en Russie la situation de l'armée rouge devient périlleuse, Laval, revenu au pouvoir en France, sous la pression allemande, lance à la radio son fameux « Je souhaite la victoire de l'Allemagne, parce que, sans elle, le bolchevisme demain s'installerait partout ». C'est fêter le premier anniversaire du 22 juin 1941 de façon singulière. De Russie, Thorez réplique par ce portrait :

« Diverses espèces de bêtes féroces hantent la jungle fasciste : les fauves de Hitler, les chacals du type Mussolini, les loups finlandais ou roumains, etc. Au dernier échelon de cet univers animal, on trouve un produit infect qui tient de la hyène et du reptile et dont la petite taille est compensée par une grande férocité. Le représentant le plus accompli de cette espèce est Laval.

« Il faut voir Pierre Laval s'avancer en roulant les épaules, la face coupée en deux par un affreux rictus découvrant ses canines jaunies, avec sa peau fatiguée, son teint olivâtre, ses cheveux noirs, son front bas, un mégot collé à sa lèvre inférieure, le regard fuyant, insolent et cruel... (14). »

Ces anniversaires sont l'occasion de manifester : la Fête des Mères, le 30 mai 1942, doit être une journée nationale

de revendications. Le lendemain, encadrées et protégées par un détachement F.T.P., des « ménagères conduites par Madeleine Marzin envahissent la rue de Buci au cœur de Paris. Là se trouvent les grands magasins ECO, fournisseurs des nazis. Ces femmes s'emparent des vivres, remplissent leurs cabas de boîtes de conserves (15) ».

Les F.T.P. fêtent à leur façon le 14 juillet par des déraillements, des sabotages, des attaques de détachements entiers. En octobre a lieu l'attentat du cinéma Rex réservé aux soldats allemands : deux bombes déposées devant l'entrée et réglées de telle façon que l'une doit exploser à la sortie de la séance et l'autre immédiatement après. Plusieurs dizaines de tués, de nombreux blessés et un nouvel attentat réussi pour le détachement « Valmy ». Le nom de bataille qu'il porte est d'ailleurs particulièrement honoré cette année-là par la presse communiste, qui, pour son anniversaire, le 19 septembre, invite à manifester par une campagne qui commence à inquiéter sérieusement les occupants.

Le parti est maintenant moins isolé dans son action. Le 16 octobre 1942 est une date importante : un tract de la région lyonnaise appelant à la grève des cheminots menacés de réquisition et d'envoi en Allemagne porte, à côté de la signature des trois grands mouvements de résistance de zone sud, Combat, Franc-Tireur et Libération, et du Mouvement ouvrier français (qui rassemble des syndicalistes résistants issus de la C.G.T. et de la C.F.T.C.), celle du parti communiste et du Front national. Les socialistes qui militent dans tous les mouvements en conçoivent d'ailleurs une grande aigreur; selon le processus devenu habituel, les Allemands répondent par de nouvelles exécutions d'otages : quatre-vingt-treize, le 12 août.

Mais, alors que le parti s'apprêtait à fêter le 11 novembre et que *France d'abord*, devenu bimensuel, lance le cri « Tous debout, et chacun son Boche! », survient le 8 novembre la nouvelle du débarquement américain en Afrique du Nord. C'en est fini pour le parti du combat indépendant. Désormais se posent des problèmes de coordination avec les autres mouvements de résistance, et, plus encore, de relations avec la France libre devenue, symboliquement pour marquer sa solidarité avec les résistants, la France combattante. Des oppositions vont se faire jour, qui seront d'abord

d'ordre militaire et, au fur et à mesure des progrès alliés, deviendront également politiques. La lutte continue et, avec l'approche de la victoire, s'amplifie. Contrairement à ce qui a beaucoup été écrit et répété, les divergences seront loin de l'emporter sur la lutte commune. Jusqu'à la Libération, le parti est d'abord un combattant qui ne néglige pas les problèmes politiques, mais les contient dans l'intérêt de la victoire. Et, tout compte fait, les appartenances diverses se traduiront surtout dans les oppositions de méthode.

NOTES

(1) *La France depuis la capitulation de Rethondes*, t. 19, p. 219.

(2) Cité par Rossi, *La Guerre des papillons*, p. 193.

(3) Cité par Michèle Cotta dans *La Presse de la collaboration* (Colin).

(4) *La Vie du parti*, 4e trimestre 1941.

(5) Emmanuel d'Astier, *De la chute à la libération de Paris*, p. 54.

(6) Aragon en fit le récit dans *Le Témoin des martyrs*, publié clandestinement et anonymement, et Fernand Grenier leur a consacré un livre : *Ceux de Châteaubriant* (Éditions sociales). Par ailleurs, les dernières lettres des fusillés ont été transmises ainsi que divers témoignages.

(7) H. Du Moulin de La Barthète, *Le Temps des illusions*.

(8) J. Galtier-Boissière, *Histoire de la guerre 1939-1945*, *Crapouillot*, t. I, p. 39.

(9) Interview de Jacques Debû-Bridel.

(10) Emmanuel d'Astier, *op. cit.*, p. 69.

(10 *bis*) Cf. *C'était ainsi* (Édition sociale).

(11) Yves Farges, *Rebelles, soldats et citoyens*.

(12) *Autocritique* (Julliard), p. 51 et suiv.

(13) *Classe 42*, p. 304.

(14) Thorez, *op. cit.*, p. 117.

(15) Cité par *Unir*.

3.

Vers la libération

(Novembre 1942 - Août 1944)

A la fin de l'année 1942, la victoire est en train d'échapper à Hitler. Pour l'emporter en Russie, et définitivement cette fois, il a réuni ses meilleures troupes. L'offensive d'été a bien failli enlever la décision; devant Stalingrad, le front russe a été percé. Mais l'armée rouge, qui avait résisté de toutes ses forces en reculant, s'are-boute et empêche la brèche de s'agrandir. A la fin novembre, elle lancera une contre-attaque déeisive qui la dégagera d'abord, puis renversera les rôles et s'achèvera par la capitulation de von Paulus. A El-Alamein, la VIIIe armée britannique a pris l'offensive : l'Afrika Korps ne eessera plus de reculer. La victoire est encore bien loin, mais l'initiative ehange déeidément de camp.

Le débarquement américain au Maroc, à Oran et à Alger, e'est déjà pour la France le début de la reconquête. Le rôle de la Résistance aura été modeste en Afrique du Nord. L'atmosphère est hostile, le vichysme imprègne les esprits. Même opposés à Hitler, comme c'est souvent le eas, la bourgeoisie, les eadres de l'armée et de l'administration tiennent pour la révolution nationale, restent très anglophobes et ne veulent pas entendre parler de de Gaulle. Les complots que les plus patriotes d'entre eux ont préparés avec les Américains pour faciliter les opérations échouent presque partout. Le parti communiste, clandestin comme en métropole, a refusé son appui aux eonjurés; faute de garanties sur son avenir, et sur les armes disponibles, il a ordonné à son délégué Marcia de refuser sa participation.

Inactif en Afrique du Nord, le parti, comme tout le monde, assiste impuissant en France, le 11 novembre, au franchissement de la ligne de démarcation et à l'occupation de toute la zone sud par l'armée allemande. Vichy a ordonné à la petite armée d'armistice de rester l'arme au pied. A la fin du mois, elle est dissoute. Jusqu'au bout beaucoup ont cru que le Maréchal quitterait la France. Il n'en est rien : le double jeu n'a plus de sens. La flotte, rassemblée à Toulon, n'a voulu ni quitter sa rade ni tomber entre les mains des Allemands. Elle s'est sabordée. Le parti célèbre aussitôt le geste de la marine. Un « Appel au combat rend hommage à la flotte des héros toulonnais, des marins morts glorieusement, préférant périr avec leurs bateaux plutôt que de les voir tomber entre les mains de l'ennemi ».

« Saluons bien bas ces héros de la Résistance nationale. Ils ont donné leur sang pour que la France vive, et leur sacrifice rejoint celui des soldats de Bir-Hakeim, celui d'Estienne d'Orves, de Gabriel Péri, de Pierre Sémard, de Charles Michels, de Timbaud, du jeune Guy Môquet... » et l'Appel demande aux Français de rejoindre les F.T.P., « avant-garde armée de la France combattante » et aux membres de l'armée d'armistice de constituer, comme Mikhaïlovitch en donne l'exemple en Yougoslavie, des corps francs dans les régions montagneuses. On retrouve les deux thèmes essentiels de la Résistance communiste : l'unanimité nationale et la lutte contre l'ennemi. Mais la première est assortie d'un effort de recrutement qui n'est pas désintéressé, et la seconde contient une critique implicite des « attentistes. »

Londres et le parti.

La querelle entre les partisans de l'action immédiate, c'est-à-dire les communistes — que viendront peu à peu renforcer des résistants las d'attendre le jour J — et les tenants de l'« attentisme » se développe à cette époque et ne cessera de s'exaspérer jusqu'à la Libération. D'un côté, « les guérilleros », « l'armée en conserve », de l'autre. Pour cette dernière, la Résistance est d'abord affaire d'organisation : inutile de provoquer, par bravade et sans gêner réellement les troupes d'occupation, des représailles sur une population

désarmée. Mieux vaut dans l'immédiat fournir aux Alliés les renseignements militaires dont ils ont besoin et se préparer pour le jour où la bataille sera engagée. Autrement dit, constituer clandestinement des états-majors qui sortiront de l'ombre le moment venu, et sous leurs ordres rassembler des patriotes sûrs, dûment répertoriés, répartis en unités opérationnelles; réunir, enfin, des armes et les mettre à l'abri dans des dépôts d'où l'on pourra les sortir quand il le faudra. En attendant le combat, repérer les objectifs futurs : nœuds de communication à contrôler ou à détruire, ports et ouvrages d'art dont il faudra s'assurer, points faibles du dispositif ennemi ou buts d'intérêt stratégique. A cette conception toute militaire, exigeante et sans romantisme, le parti oppose la sienne propre, qui en prend le contre-pied exact : Hitler a dû dégarnir la France, et il y a dix Français capables de se battre pour un soldat allemand : « Dans ce rapport des forces, la terreur nazie n'est opérante que pour ceux qui l'acceptent ou qui l'encouragent en exagérant sa puissance pour mieux masquer leur lâcheté... Le front de France est partout où il y a un Boche, une de ses armes ou un wagon, un camion, de l'essence ou du blé destiné aux Boches, un terrain d'aviation, un dépôt d'armes, un chien de Laval (1). » Pour cela, il faut des armes : il y a celles qu'on fabrique, celles qu'on prend à l'adversaire. Il en faut d'autres, et c'est aux Alliés de les fournir, par l'intermédiaire du B.C.R.A. : il en résultera entre cet organisme de la France combattante, qui ne relève que de de Gaulle lui-même, mais dont tous les moyens sont fournis par les Anglais, et les communistes une haine tenace.

Le B. C. R. A. n'est pas pour l'action immédiate. Et il détient en trop faible quantité l'argent, les armes, les radios. De là à le soupçonner de défavoriser systématiquement les F.T.P. par dessein politique, il n'y a qu'un pas, qui est passionnément franchi. Il est vrai que le B.C.R.A. n'était pas précisément favorable au parti; il est certain que les F.T.P. n'ont pas été les mieux servis. Cela justifie-t-il l'outrance avec laquelle il lui a été reproché de contrecarrer systématiquement les résistants d'obédience communiste? Des arrière-pensées de ce genre ont sans doute existé, mais le débat porte là encore d'abord sur la tactique de guerre.

A l'appui du « Tous au combat! » des F.T.P., il y a en

premier lieu le souci de soulager l'U.R.S.S. qui soutient seule l'essentiel de l'effort allemand; souci légitime mais auquel répond surtout le « second front » que réclame instamment Staline, que demande à sa suite le parti communiste français, et l'occupation de l'Afrique du Nord n'en est encore qu'un préalable. Il y a aussi une volonté politique du parti qui veut entraîner dans la lutte le peuple entier et une conception militaire qui en est la conséquence : l'action par tous les moyens, dans tous les domaines. Attitude exigeante qui subordonne la sécurité du peuple au patriotisme populaire. L'organe des militants la présente ainsi : « Que vais-je faire aujourd'hui pour nuire à l'ennemi? Que vais-je saboter, détruire, incendier? et quand il n'a rien fait contre l'ennemi, quelle qu'en soit la raison, le communiste ne peut avoir la conscience tranquille; il n'a pas rempli son devoir envers son parti, envers la patrie, envers nos alliés qui luttent pour nous (2). »

Le conflit ne trouvera pas de solution; les F.T.P. continueront à se battre et Londres à conseiller d'attendre.

Quand l'année 1943 commence, c'est justement dans la capitale anglaise qu'a lieu un événement majeur pour le parti, l'arrivée, le 8 janvier, de son représentant auprès du général de Gaulle, Fernand Grenier : elle consacre la « rentrée nationale » du P. C. Fernand Grenier se présente à Londres bon dernier. L'année précédente, les chefs des mouvements de résistance ont presque tous fait le voyage; Jean Moulin, nommé par le général de Gaulle délégué du Comité national français pour la zone sud, a réussi à mettre sur pied un Comité de coordination auquel participent les principaux dirigeants de Franc-Tireur, Libération et Combat. Le principe d'une unification de leurs éléments militaires a été décidé; ils doivent se réunir en une « armée secrète » dont le commandement est confié au général Delestraint. Le Front national est absent de ces deux organismes.

Mais le parti entend manifester clairement sa participation à la lutte commune. Le général de Gaulle et le Comité central, c'est-à-dire, en fait, Duclos et Frachon, car il ne peut être question de réunion plénière, dégagent leurs points d'accord ; ils ne brillent pas par leur originalité. Les deux parties ont reconnu la nécessité de pousser la lutte au maximum contre l'occupant et contre les traîtres,

d'y associer tous les Français, de se préoccuper des territoires d'outre-mer. Chacun a fait un pas : le parti en acceptant l'autorité du Comité national, le général de Gaulle en reconnaissant que « les détachements de francs-tireurs constituent l'avant-garde de la France combattante », ce dont la propagande communiste ne manquera pas de tirer parti pour couvrir son action du nom du général; bien sûr, au milieu des congratulations réciproques, les réticences apparaissent. Grenier précise : « Nous traduisons le sentiment des Français en proclamant notre confiance en le général de Gaulle qui, le premier, leva l'étendard de la résistance; en le général Giraud, chef des armées d'Afrique, et en affirmant notre volonté de travailler à l'union de toutes les énergies françaises pour la libération de la France. » De Gaulle se serait bien passé de la référence à son rival. Il réplique, en écrivant au Comité central : « L'arrivée de Fernand Grenier, l'adhésion du P. C. au Comité national, qu'il m'a apportée en votre nom, la mise à ma disposition, en tant que commandant en chef des forces libres, des vaillantes formations des francs-tireurs, que vous avez constituées et animées, voilà autant de manifestations de l'unité française, voilà une nouvelle preuve de votre volonté de contribuer à la libération de notre pays. » Hommage qui a l'allure de l'affirmation d'une suzeraineté.

Les sentiments des nouveaux partenaires sont aisément discernables. Pour le général de Gaulle, le parti est un instrument: pour susciter un rassemblement national aussi large que possible, pour asseoir son autorité sur l'ensemble de la population, pour pouvoir arguer devant les Alliés de sa propre représentativité. Aux yeux du parti, le général de Gaulle est une garantie, une nécessité et une étape. La garantie que son patriotisme obtient un brevet officiel, la nécessité de sacrifier une part de son indépendance sur l'autel de la Libération, une étape importante pour retrouver une place dans les institutions qui se préparent.

Ce n'est pas une sympathie irrésistible qui les a portés l'un vers l'autre, mais plutôt cette commune commodité qui fait parfois les liaisons durables. Mais si le parti a déjà annoncé qu'il reprendrait sa liberté à la Libération, le chef de la France combattante est bien décidé à ne pas céder un pouce de son autorité; l'un et l'autre joueront tant bien

que mal le jeu jusqu'au bout. Le chemin qui les a conduits à cet accord a été long, et parfois mouvementé. En fait, les premiers contacts datent de mai 1942 : ils ont lieu par l'intermédiaire d'un des premiers et des plus importants agents secrets du général de Gaulle, Rémy, qui rencontre un chef F.T.P. qui se fait connaître sous le nom de Joseph. Rémy introduit un responsable du B.C.R.A.; chacun fait connaître ses désirs. Les F.T.P. ont besoin d'armes, d'instructeurs; le B.C.R.A. de renseignements militaires. On tombe d'accord : les partisans constitueront les réseaux « Fana » et recevront leur équipement.

Les résultats seront décevants; l'officier de liaison et le radio parachutés sont pris aussitôt, et le contact n'est repris qu'en octobre, une fois Rémy revenu de Londres. Il rencontre à nouveau Joseph et insiste sur l'intérêt d'une représentation du parti communiste auprès du général de Gaulle. Joseph est bien d'accord, mais la direction manque d'hommes, et la lenteur des réponses n'arrange pas les choses. Tout de même, le 25 novembre, après avoir suivi un itinéraire compliqué, Rémy est mis en présence, dans un petit pavillon, d'un homme « grand, au visage taillé à coups de serpe, très émacié. Ses yeux sont profondément enfoncés dans les orbites (3) ». Il saura plus tard que c'est Grenier. C'est une rencontre préparatoire, car le parti a décidé que l'ancien député de Saint-Denis serait son ambassadeur. Rémy est impressionné par l'organisation et le courage des communistes, et ceux-ci lui font confiance. Grenier est admis avant son départ au saint des saints. Il voit Duclos et Frachon, puis rencontre Tillon. Il fait le voyage avec Rémy : en chemin de fer d'abord, où il trouve tout à fait déplacée, pour un agent secret, l'énorme azalée blanche que Rémy transporte à l'intention de Mme de Gaulle. Puis en car, où, cette fois, c'est Rémy qui a des émotions quand Grenier, que ses privations ont beaucoup éprouvé, s'évanouit de fatigue à quelques mètres d'un contrôle de gendarmerie. Enfin, après un essai infructueux, en bateau de pêche jusqu'aux côtes anglaises.

Grenier est nommé conseiller au Commissariat de l'Intérieur, ce qui ne signifie pas grand-chose. Il apparaît à tous d'abord soucieux de la représentation de toutes les tendances politiques, à commencer par la droite, ce qui surprend, et désireux d'accréditer l'image d'un parti commu-

niste préoccupé uniquement du combat national, ce qui étonne moins. Il se singularise en exprimant le désir de voir Giraud associé à la France combattante, mais fait bonne impression. Les relations se tendent vite, non sur les divergences politiques, mais sur l'accès de Grenier à la Radio. Il veut parler, sur les ondes, des F.T.P. et y donner des conseils de technique de la clandestinité. On le contrecarre beaucoup. Il éprouve aussi de l'aigreur devant la lenteur qui est mise à faire venir un représentant F.T.P. N'importe, il doit surtout être présent, et il l'est.

Alger.

A Alger, c'est l'imbroglio. « Un fleuve de boue », dit de Gaulle. Les Américains font preuve à son égard d'une vigilante méfiance. Roosevelt veut installer Giraud; c'est Darlan, le dauphin de Pétain, venu voir son fils hospitalisé, qui s'impose. Giraud accepte. Le vichysme continue. Ses lois restent en vigueur, le parti interdit et les communistes en prison. La Résistance soutient de Gaulle : « Giraud, c'est l'erreur qu'on excuse; de Gaulle, c'est la foi qu'on salue. » Staline, qui lui manifeste occasionnellement de la sympathie, laisse les Anglo-Saxons débrouiller la situation. Le 24 décembre, Darlan est assassiné. Giraud devient haut-commissaire, puis « commandant en chef civil et militaire » de l'Afrique du Nord, avec l'appui américain. Il est patriote et conservateur, courageux et inexpérimenté. Le 5 février 1943, obéissant à ses conseillers qui veulent lui faire tenir le rôle du bon général démocrate en face d'un de Gaulle autocratique, il fait enfin libérer les 27 députés communistes, toujours enfermés dans leur bagne de Maison-Carrée. Mais les simples militants sont toujours 400 à être détenus à Bossuet.

A peine sortis, les députés déchus se mettent au travail : ils demandent, outre l'élargissement de leurs camarades, l'abrogation des lois vichystes et l'union des patriotes de toutes tendances au sein d'un mouvement commun. Le parti s'irrite beaucoup de dissensions qui se prolongent : le 22 janvier, de Gaulle a fini par rencontrer Giraud à Anfa en présence de Churchill et de Roosevelt; ils n'ont pu se mettre d'accord. L'opinion évolue en faveur de la France

libre. La Résistance tout entière lui envoie une déclaration commune, et le Front national a signé pour l'assurer de son appui. Le parti communiste est moins décidé : les 27 font connaître à la fin de mai une déclaration impatiente : « Il est temps de donner à la France un gouvernement siégeant et agissant en terre française... ce gouvernement peut et doit se réaliser sans délai par la rencontre à Alger du général de Gaulle et du général Giraud, et non pas au hasard des discussions d'un tête-à-tête, comme l'a déclaré le général de Gaulle, mais par une unité dans la clarté et la franchise entre Français », et le 3 juin : « Les négociateurs ne doivent pas tenir compte uniquement de leurs sentiments personnels mais de la volonté du peuple de France, exprimée très clairement par les organisations de résistance. »

Leur attitude n'est pas celle d'inconditionnels. Sans doute ne sont-ils pas fâchés de voir l'autorité du général de Gaulle battue en brèche. Sans doute aussi s'irritent-ils du temps perdu, et attendent-ils avec impatience des institutions nouvelles qui leur permettront de s'exprimer. L'antipathie que leur manifeste le général Giraud prévient toute velléité de le soutenir plus avant. Quand, le 3 juin, est constitué un Comité français de libération nationale, sous la coprésidence de deux généraux, ils partagent la satisfaction des autres résistants. Presque immédiatement, le C.F.L.N. met fin à l'interdiction du parti et, en juillet, les derniers emprisonnés sont relâchés. En juillet également arrive de la métropole un émissaire du Comité central, Pourtalet. Il rend une visite à Giraud et transmet les instructions à ses camarades.

L'unité qui s'est faite si laborieusement en Algérie, sans que les communistes y puissent jouer un grand rôle, a réussi à s'imposer aux mouvements de résistance métropolitaine. Cette fois, les communistes sont de la partie et s'emploient à accroître leur place. Un premier stade est franchi sans eux : la transformation du Comité de coordination de la zone sud en un Comité directeur des mouvements unis de résistance. La participation du Front national est repoussée; Henri Frenay, chef de Combat, s'y est opposé en disant non sans ironie qu'il n'admettra la présence du Front qu'en échange de sa propre nomination au Bureau politique du P. C.! La seconde étape est au contraire un succès pour le parti : le 17 avril, l'accord, dit du Perreux,

est signé entre les représentants des deux branches de la C.G.T. qui s'étaient séparées en 1939. Il est décidé que le Bureau unique comprendra les membres en proportion des forces respectives des ex-confédérés, qui obtiennent cinq sièges, et des ex-unitaires, proches du parti, qui en reçoivent trois; les syndicalistes communistes sont de nouveau accueillis dans une centrale qui les avait chassés après le pacte.

Enfin, le parti communiste assiste le 27 mai à la réunion constitutive du Conseil national de la Résistance : il est représenté par André Mercier qui siège en tant que délégué du parti et par Villon qui y est au titre du Front national. Après bien des échanges de vues et des compromis, le C.N.R. comprend des représentants des principaux mouvements de résistance, des centrales syndicales et des partis politiques; son président, Jean Moulin, porte également le titre de délégué du Comité national français. Son autorité, qui impose, écarte provisoirement les oppositions trop rudes et les manœuvres trop intéressées. Mais il n'est pas question de réunir à plusieurs reprises un aréopage aussi important. Un bureau de cinq membres est donc élu : Villon y figure au titre du Front national, du parti communiste et, rapprochement moins attendu, de la Fédération républicaine, dont le représentant au C.N.R., Debû-Bridel, lui accorde une confiance entière. Le bureau joue jusqu'à la Libération un rôle qui n'est pas seulement consultatif. Outre l'élaboration du programme du C.N.R., il se posera en organe représentatif de la résistance intérieure, non seulement aux côtés du général de Gaulle, mais parfois en conflit avec lui. Le premier geste du C.N.R. est de voter une motion de confiance au général de Gaulle.

Le parti entre au C.N.R., où il côtoie tous les partis « nationaux », et sort, presque à la même date, du Komintern, dissous par décision de Staline au mois de juin. La disparition de l'Internationale communiste « a été officiellement motivée par le fait que l'I. C., qui a rempli la mission historique qui lui incombait en présidant à la formation des partis communistes des divers pays, avait cessé de correspondre aux nécessités du développement des partis communistes et constituait même un obstacle au développement de ces partis en partis communistes nationaux ».

La situation s'est transformée en Algérie : la coprésidence n'est plus que de façade. En fait, le général de Gaulle

prend plus nettement chaque jour la direction du C.F.L.N. Le général Giraud, commandant en chef, se cantonne au domaine qu'il connaît, l'armée; avec de subtiles différences de degré, les États-Unis, le plus chichement, la Grande-Bretagne, plus généreusement, et l'U.R.S.S., avec vigueur, reconnaissent au C.F.L.N. une certaine autorité internationale.

Le 6 août, le Comité militaire national F.T.P. envoie au général de Gaulle une lettre qui revient à la charge : ses combattants manquent de tout, d'armes, d'explosifs, d'argent, de faux papiers. Malgré son ton modéré, il met en cause, de façon détournée, l'armée secrète dont le matériel sommeille pendant qu'eux se battent. L'épisode corse renforce l'estime qu'inspire leur courage et entretient les craintes que provoque l'appartenance politique de leurs chefs.

Le Front national, dirigé par deux communistes, Arthur Giovonni pour les questions politiques, François Vittori sur le plan militaire, mais comprenant comme toujours des adhérents bien éloignés du P. C., est solidement implanté et bien organisé. Le réseau gaulliste détruit au début de l'année, le Front national s'est tourné vers le général Giraud qui a pu fournir des armes et leur consent une sorte de monopole. Des contacts réguliers ont été établis, sur lesquels Giraud reste discret à Alger. Lorsque est connue le 8 septembre la nouvelle de la capitulation italienne, une joie sans bornes lance la population dans une manifestation à Ajaccio. Il y a douze mille Allemands dont une brigade blindée S. S., quatre-vingt mille Italiens. Le Front national se montre à la fois habile et décidé; dès le 9, son Comité s'érige en Conseil de préfecture, le préfet de Vichy doit proclamer le ralliement à Alger. Les Italiens, ménagés et démoralisés, restent neutres, et les contacts s'engagent avec les seuls Allemands. Les Corses, parfois montés sur les camions italiens, remportent les premiers engagements, tiennent Ajaccio, libèrent les quatre cinquièmes de leur département. Giraud met enfin le C.F.L.N. au courant, et envoie immédiatement le sous-marin *Casabianca*, qui a assuré les transports clandestins à plusieurs reprises, avec une centaine d'hommes, puis, dès qu'il le peut, goumiers, tirailleurs et bataillons de choc. En trois semaines, l'île est nettoyée, et c'est un beau succès militaire. Partout le Front

national a installé des comités qui tiennent la situation en main, épurent et régentent. Mais l'arrivée du préfet désigné, Luizet, met fin à leur aventure. Et un court voyage de de Gaulle achève le ralliement. L'île s'est libérée sans lui, mais l'acclame. Les partisans se sont illustrés, mais pour la seule gloire. Et Giraud, vainqueur, accepte que de Gaulle reçoive la présidence unique du C.F.L.N. Son rôle politique est terminé. Il écrira plus tard : « Je persiste à croire en 1947 ce que je croyais en 1943. Ne pas jeter les communistes hors du cadre national, les libérer des prisons ou des camps de concentration où ils avaient été injustement enfermés, mais leur interdire de reconstituer un parti qui prend ses mots d'ordre à l'étranger et fait passer l'intérêt de la Russie avant l'intérêt de la France (4). »

A Alger, le P. C. s'établit. Grenier arrive de Londres, où le remplace Waldeck Rochet, un des 27, membre du Comité central et jusqu'alors surtout connu comme spécialiste agricole du parti. Mercier débarque de France : il a fait route avec Le Troquer depuis la région d'Angoulême où, de nuit, un petit avion anglais est venu les chercher. Au C.N.R., Auguste Gillot prend discrètement sa place. Mais l'arrivée qui fait le plus de bruit est celle de Marty. Le leader communiste, qui assiégeait littéralement le représentant de de Gaulle à Moscou, a enfin obtenu l'autorisation de faire le voyage. Thorez, lui, demeure indésirable.

Les communistes manifestent beaucoup d'activité : ils font paraître les journaux, soutiennent les syndicats, organisent les réunions. Mais ils ne se distinguent guère de leurs collègues à l'Assemblée consultative. Tout au plus ont-ils une position plus intransigeante sur certains problèmes : ainsi leur acharnement à poursuivre vichystes et collaborateurs. La mansuétude n'a jamais été une vertu communiste, et les souffrances endurées depuis 1939 ne pouvaient guère les incliner à l'indulgence. Ils se montrent implacables. Le mythe de la justice populaire et des préoccupations politiques se rencontrent pour les y pousser. Au procès de Pucheu, en mars 1944, la déposition de Grenier est accablante. Pucheu réplique en le traitant de « faux témoin ». Comme l'explique Mercier, le C.N.R. a condamné Pucheu à mort, et à l'unanimité; le parti n'est donc pas le seul accusateur.

Le parti se montre également très exigeant pour l'avenir

des institutions. Là encore, les contingences politiques et les convictions doctrinales vont de pair. « Nous ne voulons pas d'un régime autoritaire et d'un vichysme sans Vichy. Nous barrerons la route à ceux qui s'attacheront à une telle doctrine », déclare Grenier à la tribune de l'Assemblée consultative. Par désir de rompre avec le passé, par souci de favoriser une démocratie assez forte pour gouverner, le système présidentiel trouve des défenseurs à Alger. Le parti ne veut pas en entendre parler. Un seul principe, la souveraineté populaire. Il faut donc élargir le suffrage aux soldats, aux femmes, aux jeunes gens de plus de dix-huit ans, faire choisir publiquement dans chaque commune libérée des délégations patriotiques ou confirmer les municipalités, réduire au minimum la durée de l'Assemblée provisoire, et rétablir un régime proche du régime d'assemblée. Un dernier thème est enfin abordé par un parti toujours décidé : l'armée qui doit être populaire, épurée et capable d'engager le plus d'unités possible. Pour le reste, si, bien sûr, « la France ne doit pas rougir de l'amitié du glorieux peuple russe », le mot d'ordre est avant tout : « C'est de l'Unité que viendra la victoire »; ce qui entraîne dans le domaine économique et social une position modérée, et sur la question coloniale une déclaration affirmant simplement que l'intérêt de la France est « de gagner l'affection confiante des peuples » de son Empire.

La collaboration à Alger n'empêche pas la rivalité, voire l'animosité en France. Une fraction croissante de la Résistance, une proportion notable de la population accordent un accueil de plus en plus favorable au mot d'ordre du parti : « S'unir, s'armer, combattre. » Mais son dynamisme et sa volonté se heurtent aux représentants du général de Gaulle, qui entendent rester maîtres des événements et sont appuyés par des résistants hostiles au P. C. La première préoccupation va évidemment être le combat pour la libération; elle s'accompagne d'une opposition de méthode et d'une lutte d'influence.

« Ceux qui préparent en patriotes clairvoyants l'insurrection nationale sont ceux qui font grève, qui organisent les réfractaires, qui manifestent contre les réquisitions de toutes sortes, qui se battent comme les F. T. P. », expliquait un appel du Comité central d'octobre 1943. Ils sont de plus en plus nombreux : le 13 du même mois, une grève

des mineurs dans le Nord est suivie par 50 000 ouvriers. Les exigences croissantes de Hitler en hommes, alimentées par le S.T.O. (Service du travail obligatoire), incitent beaucoup de jeunes gens à gagner le maquis. Les F.T.P., comme la radio de Londres, les y invitent. Mais les uns veulent des maquis de taille modeste, mobiles, susceptibles de disparaître facilement, et l'autre conseille des maquis plus importants et mieux organisés. Dans certaines régions, les troupes allemandes ne se risquent plus qu'en force. Dans le Limousin, un communiste, Guingouin, militant modeste jusqu'à la guerre, et résistant de la première heure, règne en maître. On l'appelle le préfet du maquis. A la tête de ses partisans, cet instituteur tient le pays, fixe par décret le prix des récoltes, résiste à la milice et occasionnellement aux ordres de son parti.

Les Allemands, au début de 1944, répliquent dans toute la France par des massacres : le 21 février, ils fusillent les « 23 », presque tous sont étrangers et appartiennent à la M.O.I. (Main-d'œuvre immigrée) communiste. Leur chef, Monouchian, Arménien d'origine, les avait organisés par groupe de nationalités; ils ont multiplié les attentats. Pour les Allemands, c'est l'« armée du crime ». D'autres qui n'ont même pas combattu sont aussi victimes : à Ascq et plus tard à Oradour. Cela ne fait que renforcer le parti dans sa conception du combat.

Au gouvernement.

Le 4 avril 1944 est une date importante dans l'histoire du parti. Pour la première fois, les communistes entrent dans un gouvernement. Mais cela n'a pas été sans mal.

Par deux fois, en août et en septembre 1943, le général de Gaulle avait offert à Fernand Grenier, alors délégué du parti à Londres, d'entrer au Comité français de la libération nationale. Son souci était-il, comme on l'a dit, de s'assurer le soutien des communistes dans le duel qu'il avait engagé avec le général Giraud? Après leur libération, en février, les députés communistes avaient sans doute demandé que de Gaulle vînt enfin à Alger. En mai, ils avaient souhaité que le C.F.L.N. devînt un véritable gouvernement provisoire de la République française et en août que la présidence

en fût confiée au général de Gaulle et à lui seul, le général Giraud étant chargé du commandement en chef. C'était aller dans le même sens que de Gaulle. Mais s'il n'était pas homme à négliger un appui même encombrant pour éliminer un rival qui l'était pourtant si peu, il voyait plus loin et on peut le croire lorsqu'il affirme qu'avant les combats décisifs, son souci était avant tout que fût réalisée l'unité nationale et donc que chacun des principaux partis fût représenté au C.F.L.N. De leur côté, reçus par lui pour la première fois le 28 août 1943, les députés communistes se déclaraient prêts à soutenir le Comité. Le désir de collaborer étant également partagé, on pouvait penser que la participation était acquise. Mais c'était mal connaître et l'homme et le parti.

Le général de Gaulle demande donc en août, puis en septembre, à Fernand Grenier d'entrer au Comité français de la libération nationale. Pas plus qu'un autre et plutôt moins qu'un autre, l'ancien vainqueur de Doriot à Saint-Denis, l'ancien évadé de Châteaubriant, n'est facile à apprivoiser; il répond que la décision ne lui appartient pas, mais relève du Comité central de son parti et il en avertit ses camarades d'Alger.

Le Comité central, c'est en fait Jacques Duclos et Benoît Frachon qui de leur cache de la banlieue parisienne dirigent toujours le parti et le 2 octobre le premier signe un télégramme qu'il envoie à Grenier; il pose deux conditions à la participation communiste : le Comité devra appliquer un programme que Jacques Duclos définit en cinq points(5) et les commissaires communistes devront être choisis parmi les députés libérés de Maison-Carrée, ce qui exclut Fernand Grenier. Fin octobre, ce dernier arrive à Alger et se voit cependant offrir de nouveau un portefeuille : celui du commerce, de l'industrie et de l'agriculture. Pour être vaste en France, ce domaine n'en apparaît pas moins un peu théorique vu d'Alger. Grenier le fait observer et le lendemain, le général lui offre... le Ravitaillement. Des miettes...

Entre-temps, André Marty est arrivé de Moscou, le 12 octobre, et l'on peut lui faire confiance pour compliquer les rapports du parti et du Comité français. Il est bien encore question de la Santé publique que le parti accepterait pour Lucien Midol et de l'Information pour Étienne

Fajon. Offres perdues. Et bientôt retirées. Le général de Gaulle entend choisir librement ses ministrcs alors que, non moins naturellement, le parti prétend les lui imposer. Jacques Duclos s'en explique dans *l'Humanité* du 5 décembre. « Choisir qui lui plaît sans se soucier des organisations qui sont l'expression de la représentation nationale... est un procédé contraire à la démocratie et, de ces procédés, nous avons vu les lamentables effets au cours des dernières décennies. »

Le général ne l'entend pas ainsi et rompt les pourparlers; le 9 novembre, le C.F.L.N. est remanié sans que les communistes y entrent. Seul y fait son apparition un de leurs futurs compagnons de route : Emmanuel d'Astier de la Vigerie.

Placés, flottant et sans doute tiraillés, entre la direction de Paris, son représentant à Londres et Maurice Thorez toujours à Moscou, les députés présents à Alger n'avaient — l'événement venait de le montrer — ni ligne précise ni organisation propre; ils s'en donnent une après l'arrivée d'André Marty. Le 23 décembre est créée une « délégation en Afrique du Nord du Comité central du P.C.F. ». Elle est composée de onze des vingt-sept députés libérés de Maison-Carrée, de Fernand Grenier venu de Londres, André Mercier et Henri Pourtalet envoyés en mission par Paris, de Lozeray, responsable des questions coloniales du P. C., et bien entendu d'André Marty qui en est le secrétaire politique.

Faute d'agir au gouvernement, le parti s'agite beaucoup à l'Assemblée consultative; il y a officiellement six représentants : Marty, Billoux, Bonte, Grenier, Mercier et Pourtalet. Mais d'autres militants y sont à divers titres : Ambroise Croizat, Pierre Fayet, Arthur Giovonni... tandis que trois délégués qui devaient y représenter le Front national ne pourront gagner Alger : Laurent Casanova, le professeur Henri Wallon et le Père Philippe. Les débats s'y succèdent, souvent âpres, sur l'épuration, les institutions...

Trois mois et plus se passent. La victoire approche sur tous les fronts. Les commissaires sont invités à préparer activement les mesures à appliquer au fur et à mesure que le territoire sera libéré. C'est partout le branle-bas politique et militaire. S'il vcut non pas prendre le pouvoir, mais le partager, le contrôler, le pénétrer, le moment est

venu pour le parti d'y être présent. Et à Moscou son chef s'impatiente.

Le 18 mars 1944, le général de Gaulle déclare devant l'Assemblée consultative que le gouvernement « veut associer à son action et même à sa composition des hommes de toutes — je dis : toutes — les origines et de toutes les tendances, de ceux-là notamment qui prennent dans le combat une lourde part d'efforts et de sacrifice... »

Cette fois il s'agit d'une offre officielle et publique. Et François Billoux lui répond aussitôt que son parti est prêt à participer au Comité français. Mais rien ne venant, le parti sollicite une audience du général qui, le 28 mars, reçoit en délégation MM. Billoux, Bonte, Fajon, Grenier, Lozeray et Marty.

La libération approche et si le parti veut y jouer un rôle politique, il doit être présent au gouvernement; il se montre donc accommodant. La délégation avance bien les noms de François Billoux et Henri Pourtalet et ceux de l'Information, de la Défense nationale et de l'Intérieur. Mais elle ne pose formellement aucune condition.

De Gaulle se donne quarante-huit heures de réflexion et consulte secrètement les membres du Comité. Une discussion a lieu entre René Pleven et Louis Jacquinot sur l'éventuelle attribution d'un ministère militaire à un communiste. L'un est pour, l'autre contre.

Finalement, après avoir revu la délégation communiste et obtenu une heure après son accord, le général de Gaulle nomme le 4 avril 1944 Fernand Grenier commissaire à l'Air et François Billoux commissaire d'État. « L'un brutal, l'autre habile, tous deux capables », écrira-t-il plus tard. Le général voulait avoir Grenier et pas un autre; il l'a... mais le regrettera sans doute quand surgira le drame du Vercors. Mais il n'a pas cédé. Le parti, lui, a sauvé les apparences; il publie le même jour un communiqué qui commence par prendre acte du fait que le général de Gaulle a demandé à Billoux et Grenier de faire partie du gouvernement et qui conclut en les mandatant « pour entrer dans le gouvernement et pour y travailler sans relâche, en premier lieu au soutien et à l'armement des patriotes français, à l'unification totale et au renforcement rapide de l'armée française, à l'unité de tous les Français dans la lutte contre l'ennemi ».

A ce sobre couplet s'ajoute, quelques jours après, un morceau de la plume toujours frénétique d'André Marty. Alors que c'est le parti lui-même qui, au moins jusqu'à l'automne, a retardé la participation, ce sont, pour Marty, « les gens des trusts sans patrie qui avaient réussi jusqu'ici à l'empêcher »! Alors que de Gaulle n'a souscrit aucun engagement, tant cela va de soi, sur l'action du gouvernement, le secrétaire politique de la délégation écrit que les communistes y sont entrés « sur le programme clair et net fixé en octobre par le Comité central ». S'il n'y a pas deux tactiques du parti à l'époque il y a au moins deux styles.

La bataille.

Pendant ce temps, en France, l'ensemble de la Résistance s'organise pour la bataille que l'on sent proche; un échafaudage compliqué d'organismes s'édifie, qui réunit les mouvements. Selon les cas, il s'agit d'une simple fédération, ou d'une véritable fusion. Les communistes s'y taillent la part du lion. Pour beaucoup, elle est excessive. L'organe suprême reste le C.N.R. Mais Jean Moulin, son président, a été arrêté et est mort des suites de ses tortures. Georges Bidault l'a remplacé. Les communistes ont contribué à assurer son élection, en raison sans doute de sa souplesse et de son appartenance au Front national. Les fonctions de président du C.N.R. ont été séparées de celles de délégué du général de Gaulle. Pour le parti, l'inconvénient est que la délégation se développe et acquiert avec une autorité croissante le rôle d'un État clandestin et gaulliste de stricte obédience. Le délégué national, son adjoint militaire, les délégués de zone, les délégués militaires régionaux sont autant de menaces pour sa politique. Mais l'avantage de la situation est que le C.N.R., par la force des choses, acquiert une certaine autonomie, exprime un « patriotisme intérieur » et populaire qui, stimulé, peut servir le P. C.

Aux côtés du C. N. R. existe une série de commissions, qui assurent l'essentiel du travail. La plus importante est le COMAC, le Comité d'action militaire. Il compte trois membres : le président est un communiste, Villon, et des deux autres, l'un, Kriegel-Valrimont, est un « clandes-

tin », et l'autre, de Voguë, dit Vaillant, apolitique, mais rallié pour l'essentiel à la thèse de l'action immédiate. A la tête du Comité d'action contre la déportation, Yves Farge est persuadé, lui aussi, que l'attentisme est une erreur.

Le 1er février 1944 sont officiellement constituées les Forces Françaises de l'Intérieur : elles rassemblent les F.T.P., l'armée secrète des mouvements de zone sud, l'O.R.A. (Organisation de résistance de l'armée). De Londres, le général Kœnig en a la charge. En France, son chef d'état-major, Malleret, dit Joinville, seul général F.F.I., est un militant fidèle. Mais pas plus que les F.T.P. ne sont tous communistes — certains de leurs chefs ne lisent même pas *l'Humanité* — tous les communistes, eux, n'appartiennent pas aux F.T.P. et au Front national. Certains occupent des fonctions importantes au sein des autres mouvements. Ainsi, Pierre Hervé a été secrétaire général des M.U.R., Degliame, responsable de l'Action ouvrière et du Comité d'action immédiate, puis délégué du COMAC pour la zone sud et inspecteur général F.F.I. Souvent ils sont entrés spontanément dans la Résistance. Le parti leur demande de rester dans leurs mouvements d'origine : ainsi peut-il accroître son influence et se ménager des appuis sûrs au sein des organes communs.

En revanche, le parti est mal représenté dans l'organisation administrative provisoire prévue pour la Libération. Des commissaires de la République, pour les régions, des préfets, des secrétaires généraux de ministère ont été clandestinement désignés : le P. C. n'a aucun commissariat, son seul candidat, Gaston Monmousseau, s'effaçant devant Aubrac pour Marseille. Il n'a que deux préfectures, celle de la Loire, avec Monjauvis, celle de la Haute-Vienne, avec Chaintron. Il en libérera beaucoup plus. Deux des siens seront secrétaires généraux, Willard à la Justice, et le professeur Wallon à l'Éducation nationale. Exigences modérées, et que n'explique pas la seule volonté d'Alger.

Le 15 mars, le C.N.R. adopte un « programme d'action » de la Résistance. Résolument réformiste, c'est un compromis, mais que le parti respecte. Il songe d'ailleurs, avant tout, à faire la guerre, selon sa propre conception aux côtés du gouvernement provisoire mais un peu en avant. Pour cela, « il faut développer au maximum l'unité et l'action

des masses ». Et le parti arrache une décision, la création de milices patriotiques, et en exploite une autre, la constitution des Comités départementaux de libération. Des « milices patriotiques » qui dépendent officiellement du C.N.R., il faut faire le « gros de l'armée » dont l'avant-garde doit être les combattants de la Résistance : un réservoir de volontaires et une force auxiliaire. Les mouvements non communistes en ont accueilli l'idée sans enthousiasme, mais ont bien dû l'accepter; le peuple ne doit-il pas être solidaire des meilleurs des siens? Sur le plan militaire, les milices joueront les seconds rôles, sinon même les figurants. Mais elles créeront le climat et formeront une fraction agissante de la population prête à manifester, à applaudir, à huer : le chœur qui soutient, la minorité qui entraîne la foule ou qui l'intimide. Selon les circonstances, leur rôle sera très inégal, parfois inexistant. Là où elles auront quelque importance, le parti y sera le premier. Les Comités de libération, départementaux, municipaux, locaux offrent une autre possibilité d'action : les pouvoirs intérimaires qui leur sont accordés sont considérables et les représentants de la délégation auront parfois bien du mal à les contenir. Le parti y place des représentants par l'intermédiaire de tous ses mouvements. Ce n'est pas pour en faire des « soviets », mais pour y développer son activisme et saisir l'occasion d'installer solidement sa représentation.

Les F.T.P. s'impatientent. « La question est de savoir où passent les armes, de savoir qui peut les détourner, de tels détournements ne pouvant être faits qu'au détriment des intérêts de la masse des patriotes français unis autour du C.F.L.N., gouvernement de la France en guerre. »

Quelques jours plus tard, la nouvelle tant attendue éclate enfin : le 6 juin, les Alliés débarquent en Normandie. La délégation du Comité central à Alger réagit aussitôt : « Pas un Français n'a le droit de se tenir en dehors de l'action au cours de la dernière étape de la guerre. Et, dans cette dernière étape, la lutte armée décide de tout.

« Ce serait un crime de laisser croire aux Français qu'ils peuvent être libérés par leurs Alliés sans se battre en masse à leurs côtés, ou bien que quelques dizaines de milliers de soldats des Forces Françaises de l'Intérieur suffisent à les représenter au combat... il faut que les masses populaires interviennent sans délai et partout dans la lutte, et la

poussent aussi loin que possible. » A Londres, au contraire, faute de parachutages possibles, le général Kœnig doit ordonner : « ...freinez au maximum, je répète, freinez au maximum activités de guérillas, constituez petits groupes isolés plutôt que gros détachements, rompre partout contact lorsque cela est possible, en attendant que soyons en mesure effectuer nombreux parachutages », ce qui limite singulièrement le « combattre par tous les moyens » du général de Gaulle le 6 juin. Les F.T.P. n'en ont cure : les gros rassemblements, ils les ont toujours évités. Mais il faut que le peuple se batte. *France d'abord* exige impérieusement dans son numéro spécial du 14 juillet « qu'un sang impur abreuve nos sillons ». Le Front national demande que le Haut Commandement de Londres confie au COMAC la tâche « d'exercer, sur le sol français, sous son autorité et pour son compte, et sous le contrôle du C.N.R., le commandement effectif des F.F.I., en liaison avec la lutte du peuple français.

« Le COMAC s'engagera à faire exécuter en priorité tous les ordres du général Kœnig relatifs à la coordination de l'action des F.F.I. avec celle des troupes alliées. »

Dialogue de sourds; en fait, les organes directeurs de la Résistance jouent un rôle limité dans la bataille. Cela n'empêche pas les résistants de tenir une place essentielle : leur apport a valu quinze divisions, reconnaîtra le général Eisenhower, pourtant sceptique au départ.

Les F.T.P. ne peuvent, et ne doivent, être globalement distingués de leurs camarades F.F.I. Bien sûr, selon les régions et les hommes, leur combat est commun, coordonné ou juxtaposé. Mais il serait artificiel de vouloir les distinguer systématiquement. Tout au plus, l'ardeur et la hardiesse des F.T.P. les placent-ils aux avant-gardes. Parfois, comme en Bretagne, leur efficacité fait merveille; parfois aussi, comme à Tulle, leur précipitation, après un retour en force des nazis, provoque des représailles terribles contre la population. Leurs consignes sont d'attaquer à outrance; il n'y a pas toujours un Guingouin pour peser les risques et savoir attendre. Et il est vrai que le parti pousse à l'attaque. A deux reprises, il se manifeste pendant que se déroule la bataille de France, passant outre sa volonté d'unanimité et de solidarité, pour intervenir dans un débat où les dilemmes militaires se compliquent de réponses politiques.

La première se termine tragiquement, c'est le Vercors. La seconde prend fin dans l'allégresse, c'est la libération de Paris.

En avril 1944 quelques milliers d'Allemands, appuyés par des miliciens, des G.M.R. et des gendarmes, avaient réduit sur le plateau des Glières un maquis de 500 hommes, en tuant 155, en en faisant 175 prisonniers. L'exemple n'a pas suffi. A l'annonce du débarquement, près de 3 500 hommes rejoignent le plateau du Vercors, ferment toutes les voies d'accès, hissent le drapeau et s'apprêtent à la bataille. L'intérêt stratégique est certain, car le Vercors commande un nœud important de communications. Mais le plan original de Dalloz, appuyé par le général Delestraint, n'a pas été respecté; l'ennemi est en force, les armes lourdes font défaut, le territoire occupé est trop vaste. Le maquis s'installe comme sur un morceau de territoire libéré : des unités régulières en uniforme sont reconstituées, des autorités civiles administrent; le 14 juillet est célébré par une prise d'armes. Ce même jour, un parachutage spectaculaire accroît le nombre des armes légères. Chacun est joyeux et confiant. Mais le 21, 20 000 Allemands montent à l'assaut. Une opération aéroportée débarque au centre du dispositif de défense des parachutistes allemands, au lieu des renforts espérés. Le 23, après trois jours d'une défense héroïque et sans espoir, il faut ordonner la dispersion. Un ultime message envoyé accuse : « Ceux qui sont à Londres et à Alger n'ont rien compris de la situation dans laquelle nous nous trouvons et sont considérés comme des criminels, des lâches. » Il y a 750 morts. En regard, selon le général Kœnig, « les forces de résistance en Vercors, en fixant d'importants effectifs allemands, ont rendu d'immenses services à la bataille de France en cours ».

A Alger, Grenier, commissaire à l'Air, de qui relève l'aviation militaire de transport, est accablé et hors de lui. Les Alliés l'ont rassuré, mais il a voulu constituer aussi une force française aérienne, baptisée « Patrie », sous le commandement d'un « as » de la chasse, le lieutenant-colonel Morlaix, et qui pourrait participer aux parachutages. Malheureusement il faut des avions, et le gouvernement provisoire n'en a pas; ses unités régulières sont toutes déjà engagées sous les ordres des Alliés. Grenier entreprend de rassembler des appareils hétéroclites, avions d'entraînement, bombar-

diers stationnés en Syrie. Il faut l'accord du Comité de défense nationale; il l'obtient; l'aval du Comité d'action en France, il le reçoit. Il manque la signature du général de Gaulle en bas des deux décrets préparés. Selon Grenier, qui a publié la correspondance de l'affaire (6), le général de Gaulle ne répond qu'après le siège de son téléphone et un voyage aux États-Unis. C'est pour indiquer : « Insuffisamment précis quant à l'organisation », puis le 22 juillet, une semaine après l'envoi d'un nouveau texte modifié : « On ne peut créer un corps aérien. » Le 22 juillet, le Vercors ne pouvait plus tenir que quelques heures. Grenier assure qu'il ignorait tout de la situation et qu'il n'est mis au courant que le 24 au soir. Le lendemain, il doit tenir une conférence de presse; il saisit l'occasion et déclare : « L'aide aérienne aux F.F.I. a été rendue, malgré mes efforts, impossible » et ajoute : « Comme tous les communistes, je me désolidarise de l'attentisme, considéré par nous comme un crime contre la patrie. »

Le président du gouvernement n'est pas homme à souffrir qu'un ministre critique publiquement sa politique. Le lendemain, il y a conseil. De Gaulle, fort courroucé, y exige, soit une lettre de rétractation, soit la démission de Grenier. Celui-ci est laissé seul avec Billoux. Des deux, c'est Billoux le plus haut placé dans la hiérarchie du parti. Ils se concertent rapidement; sans doute, l'éclat ne les a-t-il pas pris au dépourvu. La lettre est rédigée, acceptée; elle sera publiée. « L'incident est clos », conclut le général. Le 26 juillet, la crise est achevée : le parti a sacrifié sa conviction sur l'autel de l'union sacrée. Grenier sera trois ans plus tard taxé d'une négligence peu vraisemblable. Il en conclura qu'il s'agissait d'un complot pour discréditer un ministre communiste. L'enjeu en eût été bien lourd.

L'épilogue de la libération de Paris est heureusement moins sombre. L'insurrection parisienne a été lancée par un coup d'audace; elle a pris fin sur un coup d'éclat. Les communistes sont à l'origine du coup d'audace, qui déclenche « l'insurrection dans des conditions de témérité inouïe (7) ». La population est combative; l'ampleur, dans les quartiers ouvriers de la capitale et de banlieue, des manifestations organisées par le Front national le 14 juillet l'a montré. Dès le 10 août, les cheminots entrent en grève, une grève qui ne se cache pas d'être politique. Le même

jour, le Comité national des F.T.P. lance un ordre du jour : « En avant pour la bataille de Paris. » Le 15, la police se met en grève à son tour, et le mouvement s'étend les jours suivants à la majorité des travailleurs. Chaban-Delmas, délégué militaire national du général de Gaulle, arrive à Paris : il apporte de mauvaises nouvelles et de bons conseils; les Alliés ne seront pas à Paris avant deux semaines et trois divisions allemandes feront retraite à travers la région parisienne; il faut donc rester prudent.

Le 17 encore, le Comité militaire national F.T.P. lance un ordre de mobilisation générale : il n'est pas habilité à le faire, puisque officiellement intégré aux F.F.I. Pendant ce temps, les instances de la Résistance délibèrent.

Le 18, Paris bascule dans l'aventure. La presse de la collaboration cesse de paraître. Laval, après une dernière et illusoire tentative de prolonger le régime, s'en va; l'État vichyste disparaît. Personne ne le remarque. C'est la journée des affiches, celle des syndicats qui appelle à la grève générale, celle de l'état-major F.F.I. de l'Ile-de-France, qui décrète à son tour la mobilisation, celle des élus de la région parisienne du P. C. qui s'adresse à tous, F. F. I., milices patriotiques, citoyens et citoyennes, et achève : « Tous au combat, tel est le devoir qui s'impose à toute la population de la région parisienne. »

Les communistes ont gagné. Paris entre en guerre. Les gaullistes, Parodi, délégué national, et Chaban-Delmas, son adjoint militaire, en tête, n'ont plus qu'à entériner. Ce qu'ils font pour maintenir l'unité tout en conjurant les Américains de se hâter. A l'affiche des élus communistes, on sent bien que la victoire est proche et que la politique reprend ses droits. Au-dessus des combattants F.T.P., par-delà le Front national patriote, le parti affirme son autorité. Tillon en marque de l'humeur.

Le risque assumé par les communistes est énorme : lancer au combat contre quelque quinze mille Allemands, armés de canons, appuyés par des chars, des partisans qui possèdent... deux mille armes, tout bien compté, pour l'ensemble des F.F.I. L'enjeu : Paris délivré par les siens, sa population à l'honneur, ou un carnage, comme les exécutions toutes récentes de la « Cascade » du bois de Boulogne et de Vincennes peuvent le laisser craindre.

Dès lors, l'histoire du parti se confond pendant quelques jours avec celle de la libération de la capitale, de la trêve qu'il refuse avec courroux. « En avant, Paris, sus aux Boches, pas de quartier jusqu'à la victoire! »

Les communistes et les passionnés voulaient l'insurrection populaire, ils l'ont eue. Les modérés et la délégation voulaient éviter des pertes inutiles, ils y sont parvenus. La trêve, qui a ralenti les combats sans jamais les stopper tout à fait, a été une trahison pour les premiers, une occasion inespérée pour les seconds. Était-ce une nécessité? Peut-être pas, mais sûrement une garantie. Vingt ans après, les communistes en discutent encore.

NOTES

(1) *France d'abord*, octobre 1942.

(2) *La Vie du parti*, mai 1943.

(3) Rémy, *Le Livre du courage et de la peur*, t. II, p. 15. Tous ces détails sont empruntés aux mémoires de Grenier, Passy, Soustelle et Rémy.

(4) *Un seul but, la victoire*, p. 282.

(5) Application ferme et résolue de mesures tendant :

1° A la mise en œuvre de tous les moyens d'outre-mer et de la France, pour la guerre, à la formation d'une armée antihitlérienne puissante et à l'armement des patriotes.

2° Au châtiment exemplaire de tous les traîtres déjà entre les mains du C.F.L.N. et à l'épuration énergique des administrations publiques des éléments de la cinquième colonne.

3° Au développement d'une politique démocratique et sociale galvanisant toutes les énergies françaises et créant l'enthousiasme pour la participation de tous à la guerre libératrice.

4° A pratiquer une politique d'union de la plus grande France, par la compréhension et la satisfaction des légitimes revendications des masses indigènes.

5° A l'accroissement du rôle de la France dans le bloc des Nations Unies, sur la base de l'indépendance de notre pays et de la restauration de sa grandeur, par le développement au maximum de la participation des Français à la lutte commune des Alliés.

(6) Lettre au *Monde* du 28 septembre 1963; *Lettres françaises*, 23 octobre 1947; *C'était ainsi*, p. 200-210.

(7) Adrien Dansette, *Histoire de la libération de Paris*, p. 748.

Troisième partie

Le pouvoir

(1944 - 1947)

1.

Avec de Gaulle

A l'heure de la libération de Paris, où en est le parti communiste et que veut-il?

Son chef, Maurice Thorez, est toujours à Moscou. Lorsque devant l'avance allemande, il s'était replié à Kouibychev, il avait demandé à rentrer clandestinement en France pour se mettre à la tête de la Résistance; les Russes avaient refusé « afin de ne pas compliquer leurs relations avec les Alliés (1) ». Maintenant, ce n'est plus Staline qui s'y oppose, c'est le général de Gaulle. Dès le 24 février 1944, le secrétaire général du parti demande, en compagnie de Ramette, au délégué du C.F.L.N. à Moscou l'autorisation de se rendre à Alger. Devant le refus du comité transmis par M. Garreau, Maurice Thorez lui écrit le 1er mars : « La décision du C.F.L.N. porte préjudice à la cause de l'union nationale... Je constate avec surprise que pour motiver sa décision (il) fait écho aux campagnes de calomnies que les traîtres à la France mènent depuis toujours contre le parti communiste et ses militants. » Et il ajoute avec une malice un peu grosse : « Le C.F.L.N. estime que mon arrivée serait susceptible de provoquer des remous dans l'opinion. Le même prétexte avait été invoqué l'an dernier pour retarder la venue à Alger du général de Gaulle. » Enfin il justifie une fois de plus la décision du Comité central lui « faisant une obligation de passer à l'activité clandestine » en octobre 1939. Le parti communiste « avait le devoir d'assurer la sécurité et la continuité de sa direction, et de veiller à l'existence même de ses dirigeants ». Mais Maurice Thorez

devra attendre d'être amnistié le 31 octobre (2) pour revenir à Paris le 27 novembre 1944.

Jacques Duclos, lui, n'a jamais quitté la capitale ou sa banlieue; il y vit depuis cinq ans sous l'identité et la rondeur d'un architecte paisible et barbu en contact étroit avec Benoît Frachon. De là, c'est-à-dire à la fois de fort près et de fort loin, ils ont dirigé le parti en liaison épisodique avec Maurice Thorez. Leur isolement, ou leur éloignement, est lourd de conflits futurs. De plus jeunes et de plus présents ont pris en dehors d'eux le goût de la responsabilité dans la lutte clandestine.

Lorsque la libération survient, c'est Auguste Lecœur qui, avec son beau-frère, va chercher en voiture les deux hommes toujours cachés à quinze kilomètres au sud de la capitale et les conduit au siège du parti, carrefour de Châteaudun, à l'heure même où la division Leclerc entre dans Paris. « Je ne viendrai vous prendre ni trop tôt ni trop tard, leur avait-il dit. Ce n'est pas la peine d'avoir réussi à maintenir jusqu'à la fin la direction du parti pour faire tout échouer à la dernière minute par une imprudence (3) ».

Reprenant la direction effective d'un parti profondément transformé par cinq années de clandestinité, les deux hommes sont rapidement rejoints par les anciens dirigeants, les uns venant de Londres, comme Waldeck Rochet, la plupart d'Alger, comme André Marty et Étienne Fajon, et les deux ministres François Billoux et Fernand Grenier amenés tardivement par le *Jeanne-d'Arc*, en compagnie des autres membres du gouvernement, et débarqués à Cherbourg. L'ancien appareil est bientôt en place. Mais pour quelles tâches?

« L'insurrection nationale? » Le mot, qui prêtait à équivoque, avait été employé un an auparavant par Maurice Thorez lui-même dans *l'Humanité* clandestine du 1er août 1943. Mais dans le même article, il citait le général de Gaulle : « L'insurrection nationale est inséparable de la libération nationale. » Cela signifiait que pour effacer la défaite de 1940, il fallait que le peuple participât à sa propre libération et ne s'en remît pas à ses grands alliés.

Que localement, ou même régionalement, les responsables du parti aient confondu insurrection et révolution n'est que trop certain. Mais nulle part ils ne songèrent un instant à instaurer « la république des Soviets », même dans le

centre ou le sud. L'auraient-ils voulu qu'ils ne le pouvaient pas.

« Ni Ravanel, ni Gilbert de Chambrun, ni Guingouin, pour des raisons différentes, ne tentent l'épreuve de force en vue de laquelle ils ont été désignés comme chefs militaires des F.F.I. », écrit Robert Aron dans son *Histoire de la Libération.* C'est reconnaître que dans les régions qui lui étaient les plus acquises — celles de Toulouse, Montpellier et Limoges — le parti n'a pas cherché, directement ou non, à se saisir du pouvoir. Plus que le communisme, c'est en vérité l'anarchie qui règne.

Si nombreux et si bien organisés qu'ils soient, les communistes ne sont pas seuls dans la Résistance; ils sont en minorité au C.N.R. et s'ils dominent son Comité militaire, le COMAC, ils sont bien obligés de s'incliner dès que se manifeste peu ou prou l'autorité ou l'habileté des représentants du général de Gaulle.

Deux événements l'avaient convaincu que le risque d'une prise de pouvoir des communistes était réel. En Corse, ils avaient largement profité de l'inexpérience, de l'inexistence politique du général Giraud. N'ayant en face aucune autre autorité, aucune autre force politique que la peur, ils avaient pris les places qui s'offraient à eux. C'est-à-dire à peu près toutes. Peu de temps après, le vide provoqué au C.N.R. par l'arrestation et la mort de son président, Jean Moulin, allait leur permettre là encore de compter plus que leur nombre réel et finalement d'avoir un des leurs, dialecticien redoutable, au Comité d'action militaire, le COMAC., Pierre Villon, officiellement; le second n'étant pas alors membre du parti mais l'épaulant, Kriegel-Valrimont, et le troisième étant Jean de Voguë. A cela s'ajoutait la nomination — plus récente — de deux autres communistes, Malleret-Joinville comme chef d'état-major des F.F.I. et Rol-Tanguy comme chef des forces de l'Ile-de-France.

Le général de Gaulle en avait conclu que « la direction des éléments combattants était aux mains des communistes »; il le craignait d'autant plus qu'il pensait depuis longtemps que la libération de Paris tendrait pour les communistes « à l'institution d'un pouvoir dominé par la IIIe Internationale ».

« Mettant à profit le tumulte de la bataille, entraînant

le Conseil national de la Résistance dont plusieurs membres, en dehors de ceux qui étaient de leur obédience, pourraient être accessibles à la tentation du pouvoir; usant de la sympathie que les persécutions dont ils étaient l'objet, les pertes qu'ils subissaient, le courage qu'ils déployaient, leur valaient dans beaucoup de milieux; exploitant l'angoisse suscitée dans la population par l'absence de toute force publique; jouant enfin de l'équivoque en affichant leur adhésion au général de Gaulle, ils projetaient d'apparaître à la tête de l'insurrection comme une sorte de Commune, qui proclamerait la République, répondrait de l'ordre, distribuerait la justice, et, au surplus, prendrait soin de ne chanter que *La Marseillaise*, de n'arborer que le tricolore (4). » Écrite onze ans après l'événement, cette longue, belle et cohérente période n'est illustrée d'aucun renseignement récent, ni d'aucun ordre précis prouvant à ce moment-là la volonté révolutionnaire du parti communiste; que le général l'ait craint, qu'il ait voulu le prévoir pour y parer ou qu'il en ait agité la menace pour forcer la main aux Alliés, c'était dans sa mission, son devoir, ou sa ruse. Mais aucun historien, même anticommuniste, ne l'a jamais soutenu.

« Faites vite, qu'il n'y ait pas de nouvelle Commune », aurait-il dit à Leclerc enfin lancé sur Paris qu'évacue la Wehrmacht (5). Quatre ans plus tôt, à l'entrée de la même armée allemande dans la même capitale, la même crainte hantait le général Weygand. Quel étrange retour du sort ou, au-delà de l'abîme, quelle profonde communauté d'âme! Quelle méconnaissance aussi de la volonté, dans un cas, de Staline, et, dans l'autre, de Hitler!

Si le destin avait voulu que le général de Gaulle n'existât pas ou même que l'inévitable Résistance fût tout entière sous l'influence communiste, il restait les Alliés. Non que leur présence militaire eût permis d'épauler dans une guerre civile la Résistance non communiste contre l'autre. Le conflit eût paru impensable, sacrilège ou plus simplement inutile. Car la seule présence des Anglo-Saxons en Europe de l'Ouest interdisait tout coup de force au parti communiste, à moins qu'il ne cesse d'être communiste, c'est-à-dire d'insérer sa tactique particulière dans une stratégie mondiale. Car depuis la conférence de Téhéran de novembre 1943, le partage de l'Europe était fait; Staline avait obtenu

de Roosevelt contre Churchill que le second front fût ouvert en Normandie et non dans les Balkans. Rompre cet accord, d'un côté ou de l'autre, c'était prendre le risque tant redouté du renversement des alliances ou, à tout le moins, de la paix séparée, soit des Soviétiques, soit des Anglo-Saxons avec l'Allemagne.

Il est au demeurant un autre pays, l'Italie, où le parti n'avait pas en face de lui un général de Gaulle mais seulement un maréchal Badoglio. La prise du pouvoir était à sa portée si elle s'était inscrite dans la stratégie mondiale du communisme. Mais cette stratégie exigeait au contraire que le parti de Palmiro Togliatti fût aussi légaliste que celui de Maurice Thorez. Lorsque plus tard, beaucoup plus tard, cette attitude sera critiquée par la voix des Yougoslaves à la réunion constitutive du Kominform, Jacques Duclos pourra répliquer à ses accusateurs : « En 1944, une politique différente aurait isolé notre parti; il aurait été impossible à ce moment-là de chasser de Gaulle. Toute action contre lui aurait fourni des armes aux Alliés contre les communistes; » il aurait dû ajouter contre l'U.R.S.S.

Coupés du monde et par surcroît de la direction du parti, *des* communistes français ont pu rêver à la faveur de l'insurrection contre l'occupant de faire la révolution contre la bourgeoisie. *Les* communistes n'en avaient ni l'envie, ni la mission, ni même, si l'on peut dire, le droit. Sans doute plus d'un gauchiste rongea son frein — au moins jusqu'au retour de Maurice Thorez. Mais André Marty lui-même, accusé plus tard d'avoir préconisé la prise du pouvoir à la Libération pour l'instauration du socialisme, devait se défendre d'y avoir jamais songé : « Les conditions pour cela, dit-il, étaient loin d'être remplies (6). »

La guerre et l'ordre.

Les buts du parti n'en sont pas moins clairs et sérieux. En participant, en poussant même à l'effort de guerre, d'ordre et bientôt de production, il poursuit encore et toujours un double ou triple but : extérieur, national, partisan.

Et d'abord, il contribue à la victoire commune de la France et de l'Union soviétique et même, d'une certaine façon, à la défense de la patrie socialiste. La confiance

entre les grands Alliés n'est pas au point qu'elle exclut totalement le risque d'une paix séparée avec l'Allemagne. Si limités que soient les moyens d'action militaires et diplomatiques de la France, la présence des communistes renforce l'assurance contre un renversement des alliances.

Ensuite le parti communiste achève de s'intégrer, de se réintégrer tout à fait dans la communauté et la vie nationales, et le proche avenir devait notamment démontrer que, pour beaucoup d'esprits et bientôt d'électeurs, la participation des communistes aux combats devait apporter au parti la confirmation de ce sacrement patriotique que lui avait déjà valu le baptême du sang de tant de maquisards et de résistants.

Enfin, la politique de présence du parti lui permet de prendre de solides positions d'avenir et en tout cas d'attente dans la plupart des secteurs de l'activité nationale. Encore une fois, seul un contresens sur le mot « insurrection » peut accréditer la thèse d'une volonté révolutionnaire du parti, de prise violente du pouvoir. Mais aussi seule une méconnaissance de sa nature permettrait de croire qu'il aurait laissé passer l'occasion de conquérir sa place et son influence dans les organisations et les institutions tant politiques qu'économiques, et aussi bien dans l'armée que dans l'administration.

Tout devait être entrepris ou tenté pour qu'il devienne un grand parti et un grand parti de gouvernement capable de contrôler étroitement le pouvoir et même de le conquérir légalement si les circonstances intérieures et surtout extérieures venaient à s'y prêter.

Et d'abord la guerre, la guerre à outrance. *L'Humanité* à Paris et Maurice Thorez à Moscou ne se lassent pas de réclamer la levée en masse, la mise sur pied d'une armée de plus d'un million d'hommes, la mobilisation de toutes les forces de la nation; ils ne manquent jamais d'évoquer les grands ancêtres de 1792 et « l'appel enflammé de la grande et terrible Convention ». Chaque semaine, de mai à octobre, le secrétaire général du parti verse, au micro de Radio-Moscou, de l'héroïsme au cœur des citoyens : « Nos ennemis ne soupçonnent jamais de quelles forces incommensurables peut disposer le peuple de Valmy et de Verdun. »

Mais de là le parti et son chef passent à la critique de

l'organisation et même de l'emploi des armées. Ces unités, ces divisions qui suivent un grand chef et font penser aux grandes compagnies. « Sans qu'il puisse venir à l'esprit de personne de diminuer les mérites de nos grands chefs militaires, il est de plus en plus insupportable dans une république d'entendre parler de l'armée de celui-ci, de l'armée de celui-là, de la division de l'un, de la brigade d'un autre... » Et Maurice Thorez s'indigne que le colonel communiste Fabien — qui mourra sur le front d'Alsace à la tête de trois mille gars de Billancourt — ayant réclamé des renforts, on lui ait répondu d'ouvrir un bureau de recrutement à Paris! Le parti ne cesse donc de réclamer la fusion, l'amalgame de ces unités et la constitution d'une grande armée française « nationale, démocratique et populaire ». A l'évidence, il craint que ces « grandes compagnies » n'échappent au pouvoir civil, il veut non d'une armée de métier mais d'« une armée de masse qui ne doit pas connaître l'esprit de caste ou de clan ».

Comme faute de matériel — et de bonne volonté de la part des Alliés — l'armée française ne se développe guère ni ne se transforme, le parti glisse peu à peu à la critique politique. Ce sont les attentistes et même les Munichois qui freinent la réorganisation de l'armée, gênent la mobilisation de toutes les ressources de la nation, nuisent à l'effort de guerre aux côté des Alliés. Et pour conclure, le parti accuse ni plus ni moins les deux cents familles de saboter la production.

Lorsque trois jours après son retour en France, le 30 novembre, Maurice Thorez parle au Vel' d'Hiv', il reprend et amplifie les mêmes thèmes : « Ce n'est pas quelques divisions mais vingt, mais quarante que nous pouvons et que nous devons organiser et mettre en ligne le plus vite possible... Nous pouvons rallumer tout de suite plus d'un haut fourneau... Nous pouvons et nous devons faire des canons, des tanks, des avions pour l'armée française. » Ce n'est plus Maurice Thorez, c'est Lazare Carnot, qu'il aimait d'ailleurs à citer. Il faut aussi amalgamer les F.F.I. et de Lattre lui-même ne voudra pas les absorber purement et simplement afin de conserver leur mystique. Mais « il faut enfin châtier les traîtres, tous les traîtres et ceux qui couvrent les traîtres ». C'est Saint-Just. « Cependant loin de nous la vaine souffrance et le ressentiment

mesquin contre qui s'est trompé de bonne foi. C'est que l'union nationale est plus nécessaire que jamais. » C'est Poincaré.

En tout cela, il était fort peu question du gouvernement auquel participent pourtant les communistes, moins encore du général de Gaulle, dont le nom n'est jamais cité à Radio-Moscou. Mais lorsque vient le premier grand débat politique à l'Assemblée consultative, en décembre 1944, Jacques Duclos introduit un procès qui se prolongera jusqu'au printemps 1945.

« Le gouvernement provisoire de la République est, sans nul doute, animé des meilleures intentions, mais il se heurte au sabotage des hommes des trusts et des créatures de Vichy, maintenus en place dans les rouages de l'administration et des organismes professionnels. Contre ces saboteurs, il est nécessaire d'en venir aux sauvages ardeurs du Comité de salut public évoquées l'autre jour à cette tribune. La faiblesse, quand il s'agit de défendre la patrie en guerre, constitue la pire des fautes. Je sais ce que la Ire République aurait fait des saboteurs de la renaissance nationale. Ne soyons pas moins courageux ni moins durs que nos grands ancêtres, brûlant de la passion de la France et de la République... »

Et il avait conclu :

« Le gouvernement provisoire de la République française, que préside M. le général de Gaulle, sait qu'il peut compter sur nous pour l'aider dans l'accomplissement de sa tâche. Nous attendons de lui qu'avec l'énergie et l'audace indispensables dans la période difficile que nous vivons il s'emploie à rassembler tous les Français, à les galvaniser, à les entraîner au combat et au travail, sous le signe de l'indépendance et de la grandeur de la France. »

Avec la guerre, l'ordre. Devant les abus d'autorité de la part des Comités de libération, les incidents, les désordres, les exécutions sommaires, le général de Gaulle avait dû, trois mois après son retour, rappeler au pays quelques vérités de bon sens républicain : à savoir que c'est au gouvernement de gouverner, à l'administration d'administrer et à la justice de juger, et à eux seuls. Le 28 octobre, le Conseil des ministres avait décidé la dissolution des gardes ou milices patriotiques. Créées en juin à l'initiative du Front

national et, en fait, des communistes, elles avaient été l'objet de laborieuses discussions au C.N.R. Tant et si bien que, squelettiques, elles n'avaient joué qu'un rôle secondaire dans la libération, au moins à Paris. Mais elles s'étaient étoffées et même enflées par la suite, surtout dans le centre et le midi de la France. Placées sous l'autorité au moins nominale des Comités de libération, elles se donnent pour mission d'empêcher « un retour offensif du fascisme ». En fait, elles s'y livrent pendant l'été et l'automne à des perquisitions, des réquisitions, des arrestations, des exécutions. Elles constituent une police parallèle qui agit tantôt de son propre chef, tantôt en liaison avec tel ou tel mouvement de résistance, tantôt en accord avec le parti communiste.

A l'annonce de leur dissolution, le C.N.R., le Front national et le parti communiste s'indignent et pour la première fois le parti s'en prend ouvertement au général de Gaulle. « Une fois de plus, écrit *l'Humanité*, le président du gouvernement a pris la responsabilité de traiter comme quantité négligeable la Résistance française, ce qui sera cruellement ressenti par le Conseil national de la Résistance mais aussi par les Comités départementaux et locaux de la libération. » Les écrivains se mettent naturellement de la partie.

Le 25 novembre, une bombe éclate dans un château du Vaucluse où sont cantonnées des forces régulières issues des milices patriotiques. Trente-quatre hommes sont tués. Nouvelle explosion d'indignation. Si la « 5e colonne » relève la tête, c'est que le gouvernement ne s'appuie pas sur le peuple « qui veut bien faire la police de notre pays », déclare Maurice Thorez au Vel' d'Hiv'.

Deux mois se passent et au détour de son long rapport au Comité central, le 21 janvier 1945 à Ivry (7), il dit : « La sécurité publique doit être assurée par les forces régulières de la police constituées à cet effet. Les gardes civiques et, d'une façon générale, tous les groupes armés irréguliers ne doivent pas être maintenus plus longtemps. » Ce n'est pas tout. « Les Comités de libération locaux et départementaux ne doivent pas se substituer aux administrations municipales et départementales. Pas plus que le C.N.R. ne s'est substitué au gouvernement. » C'est tout et cela suffit. Gardes et milices qui avaient plus ou moins survécu à toutes les instructions sont bien mortes et si André Marty

et Charles Tillon protestent à huis clos, Pierre Villon, qui avait tant guerroyé pour qu'elles soient le fer de lance du Front national puis des C.D.L., souscrit publiquement à leur disparition. Quant aux Comités de libération, ils s'en vont désormais vers une mort lente, sûre et douce.

On a dépensé beaucoup d'imagination pour expliquer ce coup de barre. A-t-il été la contrepartie sinon la condition de l'amnistie de Maurice Thorez? Outre que trois mois se sont déjà écoulés, on a vu qu'à son retour il avait tenu un langage fort différent sur le peuple, sa police et ses comités. Son revirement a-t-il été la conséquence du voyage du général de Gaulle à Moscou et de la signature du pacte franco-soviétique salué avec une « joie profonde » par Maurice Thorez? Une confidence du général le donnerait à penser. « Afin d'obtenir du parti communiste l'année de répit dont j'avais besoin pour reprendre en main la situation, il m'a fallu aller à Moscou et y signer des accords. » Mais ce propos est démenti tant par la déclaration faite à l'époque par le général que par ses *Mémoires*. Le voyage pouvait évidemment avoir des incidences; son objet était surtout de politique étrangère. De Gaulle allait chercher à Moscou cette sécurité sur le Rhin, cette autonomie de la Rhénanie que lui refusaient Londres et Washington.

En fait, comme il arrive souvent s'agissant des communistes, l'explication la plus simple est la plus vraie. Ils savent qu'ils n'ont pas la possibilité de conquérir le pouvoir et qu'ils le contrôleront plus aisément du dedans que du dehors. A quoi bon alors ces comités qui perdent leur autorité au fur et à mesure que les préfets retrouvent la leur et ces milices plus encombrantes qu'efficaces? Le parti est réaliste. Dès lors que la révolution est exclue, il est pour la légalité.

L'union.

Après la guerre et l'ordre, l'union. C'est un thème que le parti retrouve aisément dans les souvenirs du Front populaire. A certains moments, leurs partenaires socialistes croient même en revivre les ruses et les charmes. Ce sont pourtant eux qui ont commencé. Voyant les communistes flirter comme en 1935-1936 avec les radicaux pour écarter

les réformes de structure du programme du C.N.R., ils font les premières avances dans un texte remis au début de 1944 par Daniel Mayer au représentant communiste au C.N.R., Auguste Gillot. Et ils les relancent publiquement dès qu'ils peuvent tenir un congrès de cadres en novembre 1944 à Paris. La S.F.I.O. renouvelle alors « solennellement au parti communiste français, avec sa loyauté et sa traditionnelle bonne foi, l'offre d'unité faite dans la lutte clandestine ». Elle observe un peu vite dans son appel que les sérieuses divergences qui ont provoqué la scission il y a vingt-trois ans « se sont progressivement atténuées et ont pratiquement aujourd'hui disparu ». Mais le Bureau politique du parti communiste conteste aussitôt que la S.F.I.O. ait jamais « fait une offre d'unité dans la clandestinité ». Tout au plus avait-elle proposé la création d'un comité d'entente dont à l'époque les communistes ne voulaient pas dans la crainte, réelle ou subtile, qu'il ne « nuise à l'unité indispensable de la Résistance ». La libération venue, ils veulent bien du même comité mais avec le même souci de la même unité : comme au temps du Front populaire, le parti ne veut pas limiter le champ de ses alliances ni effrayer le bourgeois pour peu qu'il soit résistant.

Chacun des deux partis désigne finalement une délégation et le 4 décembre une réunion commune a lieu au siège du P. C. sous la présidence de Vincent Auriol, entouré de Renée Blum, Le Troquer, Daniel Mayer, Jules Moch et Robert Verdier. Il y a en face la garde thorézienne : Jacques Duclos, Étienne Fajon, Raymond Guyot, Arthur Ramette et Léon Mauvais qui, mis alors en avant par le parti, sera l'interlocuteur le plus fréquent de la S.F.I.O. Sa froideur contraste avec la chaleur de Vincent Auriol, le seul peut-être à croire au succès de l'entreprise.

Finalement, on se promet, dans l'illusion généreuse du moment, « d'établir entre les deux partis un climat de compréhension, de cordialité et d'amicale collaboration » et on crée un « comité permanent d'entente ».

Le 19 décembre, la première réunion du Comité a lieu, cette fois, au siège du parti socialiste sous la présidence de Jacques Duclos. Le protocole est bien réglé. Plusieurs commissions sont instituées dont une de l'« unité organique ». Composée de trois socialistes et de trois communistes, elle décide de rédiger deux mémoires distincts. En

réalité, ni les uns ni les autres ne croient à la fusion des deux partis et leur maxime commune pourrait être : « En parler toujours, n'y penser jamais. » La seule existence du Comité vise plutôt, dans l'esprit des socialistes, à empêcher les communistes de les tromper avec les survivants du radicalisme et, dans l'esprit des communistes, à retenir les socialistes d'accaparer les forces neuves de la Résistance. En fait, si les deux partis sont face à face, chacun d'eux louche déjà vers sa droite.

La Commission de l'unité d'action aboutit, elle, à la rédaction de longs manifestes. Mais si elle définit une position commune en quelques domaines, celui de l'épuration et des nationalisations, elle ne réussit pas à faire admettre la constitution de listes uniques à l'approche des élections municipales d'avril-mai qui ouvriront un nouveau chapitre de leurs relations...

Si l'unité des deux partis est un rêve qui s'évanouira bientôt, celle de la Résistance a déjà vécu. Le parti communiste était pourtant bien placé pour la prôner puisqu'il a ses hommes, et non des moins agissants, dans les deux mouvements : Pierre Villon au Front national et Pierre Hervé au Mouvement de libération nationale. Mais en dépit de l'ardeur de l'un et de l'habileté de l'autre, l'opération échoue; encore les communistes avaient-ils abandonné *in extremis* la fusion pour la fédération. En fait d'unité, c'est la scission, la minorité communiste du M.L.N. socialisant rejoignant le Front national. Les communistes en prennent leur parti; au fond d'eux-mêmes, traditionnellement, ils ne tiennent pas à ce que des organisations parallèles fassent ombrage et concurrence aux partis eux-mêmes. Ils les utiliseront seulement quand il faudra faire nombre face à de Gaulle.

L'unité est une illusion, un but lointain et révolutionnaire qui entretient la foi des militants. L'union est une nécessité immédiate et même quotidienne qui doit permettre au parti d'étendre son influence. Là encore on revit 1936. Alors que les socialistes poussent aux nationalisations, les communistes sont beaucoup moins pressés. Pour eux le retour des grands moyens de production à la nation, ce n'est pas du socialisme, mais de la justice. C'est un peu comme si un chrétien prétendait réaliser le paradis sur terre. Que resterait-il pour après? En réalité, il s'agit de n'effrayer per-

sonne, de n'écarter personne du combat contre le nazisme comme il y a huit ans de la lutte contre le fascisme. « *Nous*, qui sommes des communistes, nous ne formulons pas présentement des exigences de caractère socialiste ou communiste. Nous disons cela au risque de paraître tièdes aux yeux de ceux qui ont constamment à la bouche le mot de révolution », déclare Maurice Thorez au Comité central de janvier à l'adresse de maints socialistes et résistants. « Nous voulons répondre, ajoute-t-il, à l'appel de la C.G.T. et participer avec enthousiasme à la bataille de la production. Et, comme sous l'occupation, nous voulons, pour gagner la guerre, nous entendre avec tous les bons Français, ouvriers, employés, paysans, patrons, intellectuels. » C'est, le mot mis à part, le « Front des Français » de 1937.

Après la guerre, l'ordre, l'union : le travail. Ce thème, cette tâche, provoque dès la Libération une profusion d'articles, de discours, de critiques, d'initiatives aussi. Produire, produire, produire! A le lire, à l'entendre, à l'en croire, il suffirait que le gouvernement le veuille pour qu'il puisse faire marcher les trains et les usines; il suffirait d'abord qu'il épure et supprime même l'administration et les comités hérités de Vichy.

Au général de Gaulle qui, après avoir confessé dans sa langue inimitable qu'il n'avait jamais « prétendu détenir un transcendant secret en vertu duquel le pays pourrait produire, travailler, se nourrir comme il faut... » et s'était plaint à la tribune de l'Assemblée consultative des « critiques par quoi s'exhalent, non toujours sans calcul, les désagréments du jour », Jacques Duclos répond par le même refrain : « Ce qui est certain, c'est que, si l'on veut relever la France, il faut mettre hors d'état de nuire les hommes des trusts, il faut chasser les éléments vichyssois de tous les postes de commande où ils font tant de mal à la France. »

Cette insistance est à double effet. Fidèle au principe de tout changement de régime : « Ote-toi de là que je m'y mette », le parti sait bien qu'il occupera et contrôlera d'autant plus aisément les postes de commande économiques que les responsables d'hier et d'aujourd'hui en seront évincés. Mais en outre, parti de gouvernement, il dérive du même coup vers les « traîtres » le mécontentement d'un peuple qui après un hiver cruel souffre de toutes les pénuries.

Quand vient en février la discussion des budgets, c'est du haut de la tribune une avalanche de réquisitoires qui dévale sur les ministres du Ravitaillement, des Transports, de la Production, de la Reconstruction. Ce ne sont qu'histoires de wagons vides qui font le tour des réseaux à la recherche de marchandises hypothétiques, de camions refusés parce que le fond des caisses est en peuplier alors que le cahier des charges prévoyait du sapin, de matières premières abandonnées et d'usines fermées alors que les chômeurs se comptent par centaines de mille... « Partout incurie, malveillance, sabotage. Le péril est extrême. Il semble que l'on se trouve en présence d'un plan concerté, d'un plan de ruine », dira Maurice Thorez.

Les procureurs communistes sont d'autant plus à l'aise que leur parti n'a aucune responsabilité économique et sociale. Seule avec l'Aviation, la Santé est épargnée. Non qu'elle soit excellente : elle est naturellement déplorable. Mais elle a un ministre communiste qui la dirige « sans heurts mais non sans succès » tandis que, dans la même distribution des prix des *Mémoires*, « Charles Tillon tendu, soupçonneux, ne s'en consacre pas moins efficacement à la résurrection des fabrications de l'Air ». Par malheur, la Justice et la presse — lieux brûlants de l'épuration — ont, elles, des ministres M.R.P., « cette machine à ramasser les pétainistes », et les prisonniers — deux millions d'électeurs à venir — relèvent d'un homme que le parti a combattu dès la Résistance, Henri Frenay, qui finira par intenter un procès en diffamation à *l'Humanité*. Ce ne sont plus alors des réquisitoires : ce sont des exécutions. Il est vrai que la paix approche et avec elle la politique, et d'abord les élections.

La politique.

Comme il est de règle, le but du parti n'est pas seulement de faire élire le plus grand nombre possible de conseillers municipaux; il est aussi de réaliser à l'occasion, à travers ces élections, une opération politique, toujours la même d'ailleurs : l'unité avec les socialistes. Avant comme après le premier tour, il a proposé en vain de constituer partout des listes communes. « La liste unique, le parti unique,

c'est le contraire de la démocratie, c'est la confusion et la parodie électorale que nous avons connue dans les pays totalitaires », avait déjà répliqué dès le mois de mars le secrétaire général de la S. F. I. O., Daniel Mayer. En réalité, les socialistes entendent constituer des listes ici avec les communistes et là avec le M. R. P. Le 2 mai leur comité directeur fait, en termes calculés, confiance à ses fédérations pour que, « soit par désistement, soit par listes communes, l'esprit de la Résistance, de la démocratie, de la République et du socialisme l'emporte définitivement ». Ce qui — la laïcité mise à part — n'exclut évidemment pas le M.R.P. Mais il n'empêche que dès le lendemain, le comité d'entente socialo-communiste donne mandat aux organisations des deux partis, au moyen de listes communes ou de désistements, d'écraser « le fascisme et la réaction sous toutes leurs formes et quelle que soit la dénomination sous laquelle ils ont pu tenter de se masquer ». Ce qui englobe non moins évidemment le M. R. P. La vérité des socialistes est différente selon qu'ils siègent ou non avec les communistes. En fait, la S.F.I.O. se réserve — et pour longtemps — le droit de s'allier au M. R. P. Entre ses deux voisins, son cœur ou plutôt son intérêt balance. Le parti communiste avait bien tenté de s'attirer les faveurs exclusives des socialistes en lançant une campagne effrénée sur le thème séduisant de la laïcité. Après l'élection, il se fait un plaisir amer de prétendre que si les deux partis « avaient marché la main dans la main, la défaite de la réaction aurait été encore plus écrasante ». Si les communistes ont la majorité dans cent soixante et onze communes de plus de quatre mille habitants, les listes communes baptisées « Union patriotique républicaine et antifasciste » ne l'emportent que dans quelques grandes villes, dont Marseille, où un routier du P. C., François Billoux, tient compagnie à un jeune espoir du parti socialiste, Gaston Defferre.

Mais entre les deux tours de cette petite guerre, un événement d'une portée un peu plus grande s'est produit : la paix.

Le 7 mai 1945, l'Allemagne capitule sans conditions. « La guerre est gagnée. Voici la victoire des nations unies et c'est la victoire de la France. » La France revient de loin par la volonté d'un homme et d'une poignée de résistants. Le parti communiste revient de loin, lui aussi. Il y a

cinq ans, tous ses dirigeants étaient en prison, en exil ou dans la clandestinité. Les voici ministres, préfets, commissaires de la République. Donneurs d'ordres et de leçons, de blâmes ou d'éloges. Parlant à tout moment. Présents partout. Plus redoutés cependant que redoutables.

Le partage d'influence des grands en Europe est tel qu'après comme avant la paix le devoir des partis communistes est d'investir le pouvoir à l'Est et de le ménager à l'Ouest.

Staline, qui ne révère que la puissance, n'a qu'admiration pour les États-Unis, méfiance pour l'Angleterre, mépris pour la France. A Yalta, il a voulu refuser une zone d'occupation en Allemagne à un pays qui ne compte pas et qui « a ouvert ses portes à l'ennemi ». Aussi bien le parti communiste français déplore-t-il le dédain que le général de Gaulle manifeste à l'égard des Américains et condamne son refus de rencontrer Roosevelt à Alger — comme celui d'être puissance invitante à la conférence des Nations Unies de San Francisco où François Billoux accompagne en chaperon discret mais attentif Georges Bidault. En revanche, le parti soutient le gouvernement dans ses démêlés avec les Anglais en Syrie. Enfin il dit et fait tout ce qu'il peut pour que la France soit ou semble être un grand pays.

La politique extérieure du gouvernement français est avant tout celle de l'entente et de l'équilibre entre les deux très Grands. Quant à l'Allemagne, la France persiste à vouloir en détacher la Rhénanie — comme y avait songé Staline — et instituer dans la Ruhr une autorité internationale qui aurait pour effet d'introduire la Russie en Allemagne de l'Ouest alors qu'elle occupe déjà seule celle de l'Est. Cette politique-là, en dépit d'arrière-pensées et de craintes larvées de part et d'autre, n'a rien qui puisse inquiéter les communistes. Aussi bien ses occupations et préoccupations sont tout entières d'ordre intérieur. Elles s'appellent gouvernement, production, unité et de nouveau, élections.

Le Xe Congrès.

C'est en parti de gouvernement qu'il se présente tout au long de son Xe Congrès qu'il tient du 26 au 30 juin 1945,

le premier depuis celui d'Arles en 1937. Par-delà huit années de déceptions puis de douleurs, d'abandons et de sacrifices, c'est de nouveau un congrès heureux, satisfait. Le décor s'y prête déjà, le parc verdoyant des expositions : l'assemblée aussi qui compte beaucoup de jeunes et de femmes; les acclamations qui montent vers l'armée rouge et Staline; enfin le monumental rapport du secrétaire général qui, traçant un tableau un peu arrangé du passé, déclare : « Nos actes furent toujours conformes à nos paroles. Car les communistes disent ce qu'ils font et ils font ce qu'ils disent. »

Où en est le parti? « Nous pouvons constater sans fausse modestie que seul notre parti se présente devant le pays avec sa direction d'avant guerre», déclare Maurice Thorez qui, après avoir honoré la mémoire des huit membres du Comité central morts pour la France, salue dans l'ordre hiérarchique les vieux membres du Bureau politique, tous présents :

« Jacques Duclos, dont les qualités d'intelligence, de travail, de finesse et de courage politiques n'ont d'égales que sa modestie et l'affection fraternelle qu'il réserve à chacun de nous.

« André Marty, toujours dévoué aux grandes causes nationales, symbole de l'amitié franco-soviétique et qui, en Espagne, avec les combattants des Brigades, sauva l'honneur de la France (8). »

Viennent ensuite Benoît Frachon, Marcel Cachin, Gaston Monmousseau, François Billoux, Arthur Ramette et les nouveaux membres Charles Tillon, Raymond Guyot, Léon Mauvais, Marc Dupuy, Étienne Fajon et Waldeck Rochet. Et il ajoute encore : « Le parti peut être fier de vous, Cogniot, Bonte, Signor, Casanova, Pierre Villon, colonel Rol, Lecœur, Marcel Paul, Chaintron, Martha Desrumeaux, Bossus, Hénaff, Tournemaine, Prenant, Daniel Renoult, Marrane, Janin...

Mais si la direction est restée la même, la base a bien changé; en quantité et qualité. Et cela ne va pas sans poser bien des problèmes. Les effectifs ont considérablement augmenté depuis l'avant-guerre; de 333 247 en septembre 1937, ils sont passés à 544 889 en mars 1945 (9). Si ceux de la région parisienne ont stagné ou même diminué dans

la capitale, ceux des régions rurales ont parfois décuplé, en Bretagne par exemple où ils étaient dérisoires, ou quadruplé, dans le Centre qui constituait déjà une des places fortes du parti depuis les années 20.

La plupart des nouveaux adhérents ont afflué depuis le début de l'année; nés de la Résistance — ou de la Libération — ils manquent de formation idéologique. Les premiers ont beaucoup combattu et peu discuté; les cellules avaient éclaté et le fractionnement en groupes de trois ne permettait guère la discussion, moins encore la formation. Quant à ceux qui, souvent issus des classes moyennes, paysannes ou urbaines, ont rallié le parti après la libération, c'est-à-dire le succès, ils risquent d'introduire deux germes dont le parti se méfie comme de la peste : l'opportunisme, père de l'embourgeoisement, et la « griserie du succès », mère de la suffisance. A quoi s'opposent les sectaires gauchistes, toujours présents, jamais nommés, mais souvent reconnus en Marty et son clan, pour qui le parti a abandonné sa ligne révolutionnaire mais qui confondent « révolution et gesticulation ».

On enverra donc tout ce nouveau monde à l'école, on l'exhortera à la vigilance; on lui enseignera la discipline; on dépistera « l'ambiance de famille qui étouffe rapidement l'esprit de parti ».

« Après que la ligne juste est donnée, le travail d'organisation décide de tout, y compris le sort de la ligne politique elle-même. » Maurice Thorez ne manque jamais de rappeler l'antienne de Staline. Il est vrai que la crise des effectifs risque de diluer le parti. Les régions sont parfois trop vastes; on s'en tient donc partout au cadre départemental. Les sections sont devenues pléthoriques, on les dédouble. Les petits-bourgeois qui affluent préfèrent les cellules locales aux cellules d'entreprises; on renforce les secondes (passées de 4 041 à 6 145 de 1937 à 1945, alors que les premières ont bondi de 8 951 à 20 660!). Le secrétaire à l'organisation est alors Léon Mauvais. Syndicaliste, il est bien placé pour implanter le parti dans les usines et les magasins plutôt que dans les villages et les quartiers.

Trois autres syndicalistes quittent le Comité central et apparemment la direction du parti : Benoît Frachon, Monmousseau et Henri Raynaud, pour se consacrer à celle de la C.G.T. Mais l'un d'eux, le premier, reste en fait à la tête

du P. C. aux côtés de Maurice Thorez et Jacques Duclos. Redevenu secrétaire du parti pendant la clandestinité, il l'a effectivement dirigé avec et peut-être même avant Jacques Duclos. Officiellement démissionnaire du Comité central, il demeure en réalité membre de fait du Bureau politique; il continuera d'assister à toutes les réunions. S'il n'a pas le verbe facile, cet homme apparemment taciturne a l'esprit clair. Toute sa vie de militant puis de dirigeant a été consacrée alternativement ou simultanément au syndicalisme et au parti; il en connaît à fond l'organisation, les secrets et les ressorts. En ce quinquagénaire, plus qu'en d'autres qui ont subi malgré eux l'usure parlementaire, se récapitulent alors la singularité et la jeunesse du communisme français : sa tradition ouvrière et sa vocation politique.

Si le général de Gaulle avait pensé, comme il devait l'écrire, que la présence des communistes au gouvernement n'était nécessaire que jusqu'à la victoire et qu'ensuite leur secret désir serait de l'amener lui-même au départ, il s'était doublement trompé. Dans la vie politique française, la fin de la guerre ne compte pas, la distribution des forces et leur jeu sont les mêmes après qu'avant. De Gaulle ne peut gouverner sans les socialistes qui, craignant autant que lui-même leur surenchère, ne veulent pas gouverner sans la compagnie des communistes. Ceux-ci tiennent de leur côté à demeurer au pouvoir tant pour les moyens d'action qu'ils en retirent que pour la clientèle qu'un parti de gouvernement s'attire naturellement. Enfin le P. C. ne vise nullement au départ du général de Gaulle. Ils savent bien que sans lui l'édifice encore fragile des partis s'effondrerait; faute d'institutions définitives, il en est la clé de voûte. Enfin Staline souhaitait que les communistes s'entendissent avec de Gaulle de même qu'ils exhortaient les Italiens à faire la paix avec la maison de Savoie, les Yougoslaves à restaurer la monarchie et les Roumains à la supporter. « Il contemplait avec incrédulité et crainte la marée montante de la révolution qui menaçait d'emporter le rempart du « socialisme dans un seul pays » en deçà duquel il avait édifié son temple. Celui qui se donnait pour un prophète du marxisme et du léninisme apparaissait à ce moment comme l'homme d'État le plus conservateur du monde (10).»

Conservateur, le parti communiste l'était aussi apparu

lorsque au lendemain des élections municipales, en mai, il s'était contenté de solliciter « une plus large part de responsabilité dans des affaires publiques au sein du gouvernement provisoire de la République française présidé par le général de Gaulle et réorganisé à l'image de la nation », et qu'en juin, dans son rapport, Maurice Thorez envisage « comme la perspective la plus heureuse pour notre pays le maintien prolongé aux affaires d'un gouvernement de large unité nationale et démocratique ». En juillet ce sont les communistes qui empêcheront la crise voulue par la S.F.I.O. et plus tard, en automne, ils feront de grands sacrifices d'amour-propre pour résoudre celle qu'ils auront eux-mêmes provoquée. Aussi bien de Gaulle le reconnaîtra. Jusqu'à son départ, ils se garderont toujours de méconnaître son autorité et d'insulter sa personne.

Conservateur, le secrétaire général du parti l'est encore quand il rappelle le mot d'ordre du Comité central : « Un seul gouvernement, une seule armée, une armée républicaine et une seule police » et que plus d'un mois après le soleil de la victoire, un an après l'aube de la libération, il juge nécessaire de justifier encore la suppression des gardes patriotiques et de s'élever « contre les prétendus maquis qui se réorganisent, contre de nouvelles excitations aux attentats, contre des exécutions sommaires ». Le parti s'était en effet inquiété d'un tract distribué en avril et attribué à un « grand quartier général des francs-tireurs et partisans français ». En d'autres départements, les anciens résistants étaient appelés à rejoindre le maquis. Pour lui, pas de doute. Seuls des « trotskystes » pouvaient pousser à des actions « subites », « sauvages », de toutes espèces. N'avaient-ils pas d'ailleurs appelé à la « révolution prolétarienne » après la Libération? André Marty, lui, attribuera à l'immobilisme du parti le succès, très relatif il est vrai, des mêmes trotskystes aux élections législatives de 1945 à Paris.

Conservateur enfin, le parti peut l'apparaître lorsqu'il morigène les travailleurs et plus que tous autres les mineurs. Certes, il attribue aux trusts la crise de la production. « C'est la nouvelle forme d'attentisme, de munichisme, de non-interventionnisme : hier on spéculait sur la lâcheté, aujourd'hui on voudrait spéculer sur la paresse. » Mais c'est aux ouvriers eux-mêmes qu'il s'en prend lorsque, chef d'un

parti de gouvernement, et plus de trois mois avant d'être lui-même ministre, Maurice Thorez fait une tournée, demeurée célèbre, dans le bassin du Nord. Une des occasions où de Gaulle reconnaîtra que « tout en s'efforçant d'avancer les affaires du communisme », le secrétaire général du parti aura rendu « service à l'intérêt public ». Une des circonstances qui lui vaudront plus tard d'être attaqué par un de ses plus proches et fidèles compagnons de l'époque, Auguste Lecœur, maire de Lens.

C'est à Waziers, au cœur du pays noir, devant un millier de militants du parti et des syndicats, que Maurice Thorez expose les causes de la baisse de production des Houillères du Nord. La première est la diminution des effectifs. Les mineurs n'y sont pour rien. Mais pourquoi ne pas employer plus de jeunes filles et de femmes au jour et d'envoyer les hommes au fond, à commencer par ceux qui ont été volontaires pour aller travailler en Allemagne... La seconde cause est la déficience physiologique et la troisième la médiocrité de leur outillage. Et là les mineurs y sont un peu pour quelque chose : pas de charbon pour les usines, pas d'outils pour les mineurs. « C'est un cercle vicieux. » La quatrième enfin est une « certaine forme de résistance à la production de la part de certains dirigeants, de quelques ingénieurs mais aussi de pas mal de mineurs » qui prétendent ne pas forcer à la production. Et puis il y a l'absentéisme. Le ton monte. « Au lieu de produire, on désorganise la production, on fait tort à ses camarades et pour quelle raison? Parfois pour un oui ou pour un non, pour une égratignure. Je dis que c'est un scandale. Je ne peux pas comprendre que des délégués à la Caisse de secours puissent donner des billets de malade sans journée de malade. »

« Voici un autre cas. On m'a signalé l'autre jour que, dans un puits, une quinzaine de jeunes gens, des galibots, ont demandé de partir à six heures pour aller au bal. Je dis que c'est inadmissible. » Et puis il y a pire encore : la grève, surtout quand elle éclate en dehors du syndicat et contre le syndicat. On fait même la grève « parce que le nez du porion ne revient pas au délégué. C'est un scandale, c'est une honte, c'est une faute très grave contre le syndicat et l'intérêt des mineurs ».

Là Maurice Thorez touche à une plaie qui devait un peu plus tard provoquer son premier heurt avec Auguste

Lecœur, celle de l' « épuration » des porions ou des ingénieurs qui avaient manifesté le plus de zèle sous l'occupation. Les mineurs exigeaient le renvoi de tel ou tel, leurs délégués prônaient la grève pour l'obtenir. Maurice Thorez s'indigne : « Ce n'est pas ainsi qu'on travaille pour le pays. On ne peut pas épurer pendant cent sept ans. On ne peut pas pendant des mois avoir des porions qui sont payés en restant chez eux. » Et puis voici qu'ici on fait la grève pour chasser un porion et là pour en défendre un autre. « Ce n'est pas sérieux », conclut le secrétaire général du parti qui n'a vraiment pas cherché les applaudissements et ne les trouve d'ailleurs pas. Tout autre que lui n'aurait pas achevé son discours. Cette année-là « beaucoup de militants disparurent des cellules », note Lecœur qui, huit mois plus tard, devait à son tour... pousser à la production en qualité de secrétaire d'État... au charbon.

L'échec de l'unité.

Attentif à renforcer son organisation interne, le parti est également soucieux de son influence extérieure. Il exploite à fond le souvenir et le mythe de la Résistance; il participe activement aux « États généraux de la Renaissance » qui veulent en perpétuer l'esprit. Mais c'est une flamme qui déjà s'éteint. Le parti cherche en même temps à gagner les milieux de jeunes et d'éducation populaire; il joue un rôle important dans l' « Union patriotique des organisations de jeunesse » comme il en jouera un dans la fondation, en novembre 1945 à Londres, de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique dont le premier président sera Guy de Boysson qu'il fait élire député aux premières élections législatives de 1945. Ces grandes organisations sont pour lui un lieu de rencontre avec des non-communistes, des occasions de prôner l'unité. Le parti s'emploie dans le même but à conserver le contact avec les mouvements catholiques, en particulier de jeunes. Mais il ne peut empêcher que, mécontents de la place qui leur est réservée, les organisations catholiques refusent de participer au Congrès mondial de la jeunesse de Londres où devait précisément naître la Fédération mondiale.

La Résistance, les jeunes, les catholiques offrent autant

de sphères et de thèmes d'entente et d'action. Mais ils ne peuvent faire oublier au parti le but premier qu'il poursuit inlassablement depuis un quart de siècle : l'unité avec les socialistes.

La paix n'a rien changé aux offres d'unité, à cette différence capitale près, que les rôles sont renversés : elles émanent maintenant du parti communiste et incommodent le parti socialiste. C'est que la paix a été suivie de deux événements qui vont compter : le noyautage des partis socialistes par les communistes à l'Est et pour commencer en Pologne, et le retour de Léon Blum qui, libéré, est revenu, grandi, de Buchenwald.

Le 12 juin, à l'approche du congrès communiste, *l'Humanité* avait publié tout à trac un vaste projet qui ne visait rien moins qu'à la création d'un grand et unique « parti ouvrier français ». Après un début prometteur où défilent la Grande Révolution, la Commune, Jules Guesde et Jean Jaurès, cette « charte de l'unité ouvrière » butait sur cette phrase : « Le parti ouvrier français défend le matérialisme dialectique de Marx et d'Engels enrichi par Lénine et Staline. » Pour un socialiste, il n'était pas besoin d'aller beaucoup plus loin. S'il s'y risquait, il lisait bien que l'éventuel parti ouvrier français conserverait une « indépendance absolue vis-à-vis du gouvernement français et de tous autres gouvernements ». Mais il retrouvait bientôt, outre la référence au « centralisme démocratique », fondement de la discipline communiste, « les grandioses réalisations du socialisme remportées par le parti communiste bolchevik de l'U.R.S.S. sous la conduite de Lénine et Staline, continuateurs de Marx et Engels ». Or, la scission de Tours s'était produite sur le refus des socialistes minoritaires de se reconnaître en Lénine et le divorce s'était prolongé pendant un quart de siècle sur l'inféodation du P. C. français à la politique de Staline.

Le comité directeur socialiste s'était borné à renvoyer sèchement sa réponse à son congrès prévu pour la mi-août. Mais dès le 28 juin, devant le congrès communiste, Jacques Duclos fait en sept points une proposition qui pour être moins fracassante n'en aboutissait pas moins à la fusion de fait des deux partis nés de la scission de Tours. Deux fois par mois, leurs dirigeants se réuniraient en commun à tous les échelons; ils prendraient des positions communes au

sein du gouvernement et de l'Assemblée; ils présenteraient des candidats uniques à toutes les élections et — comme il faut penser à tout, même au plus insolite — « des camarades socialistes collaboreraient à *l'Humanité* et des camarades communistes au *Populaire* »! Ce texte, adopté à l'unanimité, prouvait que si le parti avait le sens de l'unité, il avait aussi sans le vouloir celui de l'humour.

Saisi — au propre et au figuré — le parti socialiste n'attendra pas son congrès pour réagir et répondre. Dès le 5 juillet, dans *Le Populaire*, Léon Blum entreprend une démonstration dont l'inspiration et la logique aboutissent à un « non » et à un homme : Staline. Des deux conditions que Blum avait posées dès 1941 lorsqu'il méditait « à l'échelle humaine », aucune n'est en effet réalisée malgré la dissolution du Komintern, malgré la grande alliance : ni le parti communiste français n'est indépendant de la Russie soviétique ni l'U.R.S.S. intégrée à la communauté internationale. Il l'avait cru lorsqu'il était encore à Buchenwald; il ne le croit plus. Certes la « dépendance » du parti n'est ni hiérarchique ni matérielle. « Les communistes français ne sont ni aux ordres ni à la solde de Moscou. » Mais survit chez eux « une dépendance de sentiments qui entraîne une dépendance d'esprit ». Avant de conclure, il écrira encore : « Nous combinons en nous le patriotisme français et un patriotisme international, tandis que nos camarades communistes combinent en eux le nationalisme français et le nationalisme soviétique. » Si les deux sentiments coïncident, parfait. Sinon...

C'est ici que Léon Blum se fait prophète alors que la conférence de Potsdam vient à peine de réunir ou, si l'on préfère, de diviser Truman, Churchill et Staline. « Tout se passe comme si Staline n'entendait fonder réellement la sécurité de son pays et, du même coup, la sécurité de son œuvre, que sur... la création d'États feudataires couvrant sa frontière la plus exposée... » C'est ce que le leader socialiste appelle « le système du glacis, réplique du système du fil barbelé et du cordon sanitaire de l'autre après-guerre »; ce que Churchill va appeler pour la première fois « la barrière de fer » qui s'est abaissée autour des diplomates anglais à Bucarest. Et joignant les deux termes de sa démonstration, Léon Blum demande : « Supposons une crise, à plus forte raison un conflit, où la Russie soviétique serait partie.

Que se passerait-il au sein du parti réunifié? » et le 7 août, un mois après avoir posé le problème, il conclut que « si l'unité d'action est indispensable », « le succès de l'unification ne dépend pas seulement de nous, communistes et socialistes; il dépend, ou bien du temps et de la marche générale des événements, ou bien d'un homme, qui est Staline ».

Quatre jours plus tard, les socialistes concluent à leur tour en trois points, de manière plus concentrée et donc plus explosive. L'unité, la fusion suppose *primo* que l'on expose franchement la doctrine et que l'on s'interdise « d'utiliser tout moyen qui dégrade l'esprit humain », *secundo* que l'on respecte « les règles de la démocratie dans le parti, dans la nation et dans le monde » et *tertio* qu'on ne soit « ni lié à aucun gouvernement étranger ni même influencé par lui ». C'était en peu de mots dresser une triple accusation contre le parti frère. Et c'est bien ainsi qu'il le comprend. Dès le lendemain, son Bureau politique « déplore que les prétextes invoqués contre l'unité mettent en doute la probité et la loyauté des communistes, comportent un caractère injurieux pour le parti communiste et ses militants et constituent un outrage pour les dizaines de milliers de communistes morts pour leur idéal et pour la France ». Mais si le parti ne plie pas, il ne rompt pas non plus; il tient plus au pouvoir qu'à l'unité, et plus à de Gaulle qu'à Léon Blum.

Pendant tout l'été, le parti ne manque pourtant pas d'occasions, ni même de raisons, de quitter le gouvernement. Dès son congrès il s'était prononcé contre tout plébiscite « couvert ou non du titre de référendum » et pour l'élection d'une assemblée constituante totalement souveraine; le comité d'entente socialo-communiste qui survivait encore avait même réussi à accorder les vues des deux partis à ce sujet. Le général de Gaulle étant bien décidé à limiter la souveraineté de l'Assemblée et à soumettre le projet à un référendum, les ministres socialistes menacent de se retirer; ce sont les communistes qui les retiennent. Lorsque le général présente son projet au Conseil et s'offre à accepter sur-le-champ les démissions, il n'en reçoit aucune. Enfin quand le gouvernement adopte le mode de scrutin, qui n'est pas la représentation proportionnelle intégrale réclamée par les communistes, le Bureau politique approuve ses deux

ministres de s'y être opposés, mais il ne va pas jusqu'à leur demander de s'en aller. Enfin lorsque le général de Gaulle refuse de recevoir la « délégation des gauches » ressuscitée à la mort de l'Assemblée consultative, le parti s'indigne mais s'incline. Et chaque fois il le fait au nom de l'unité de la classe ouvrière et de la nation française. C'est ce que le général appellera multiplier les appels du pied et les moulinets sans jamais croiser le fer.

Déçu par les socialistes qui l'ont abandonné à la fin de la bataille constitutionnelle, le parti communiste ne perd pas son temps en lamentations; il lance deux opérations qui de nouveau rappellent singulièrement 1936 : l'une en direction des radicaux, l'autre à l'intérieur de la C.G.T.

Libéré par l'armée rouge, Édouard Herriot avait été aussi flatté par l'accueil de Moscou que blessé par celui de Paris où de Gaulle lui a refusé l'hôtel de la présidence de la Chambre. Par surcroît — suprême injure — des socialistes le combattent à Lyon et mettent en doute ses titres de résistance, tandis qu'Albert Camus s'apprête à l'étriller dans *Combat*. Aussi saisit-il la main secourable que lui tendent les communistes. Le voici membre du Mouvement unifié de la Résistance française (M.U.R.F.) dirigé par les communistes; le voici même président de l'Union de la jeunesse républicaine de France (U.J.R.F.), héritière des Jeunesses communistes. Il s'en expliquera en confessant qu'il a été sollicité d'adhérer à une organisation dont les initiales — c'est la mode aujourd'hui d'écrire en hiéroglyphes, dit-il — ne signifiaient rien pour lui. Le vieil homme se défend un peu comme un grand enfant pris en défaut. En attendant, les communistes ont un nouvel allié, congratulent leurs « amis radicaux » et se plaisent à citer le « président Herriot ». Cela les console de la trahison des socialistes dont, faisant allusion à l'U.D.S.R. alliée de la S.F.I.O., Maurice Thorez ne veut pas croire qu'elle préférera « longtemps à l'union avec le parti communiste, avec les radicaux, les républicains, cette coalition singulièrement immorale avec les anticommunistes, cette Union dite démocratique et dite socialiste de la Résistance qui exclut à sa droite les radicaux et à sa gauche les communistes ». Et cette compagnie, qui ne durera que le temps d'un demi-scrutin, leur permettra de n'être pas seuls à répondre « non » à la seconde des deux questions du réfé-

rendum du 21 octobre 1945. Les radicaux votent « non » aussi. La caution est bourgeoise. Elle est aussi sans poids ni lendemain (11).

Celle de la C.G.T. en revanche est à longue et lourde portée, lourde de 5 millions d'adhérents, longue de ses incidences plus lointaines. Profitant de l'absence de Léon Jouhaux, revenu en mai seulement d'Allemagne, Benoît Frachon avait pris bien en main la direction de la centrale. Le Comité confédéral de septembre consacre, non sans discussion passionnée, cette situation en le nommant secrétaire général au même titre et sur le même rang que Jouhaux. Le vote n'est acquis que par 89 voix contre 42; Benoît Frachon devient le maître de la C.G.T. tout en demeurant en fait l'un des chefs du P. C. La centrale fera au référendum d'octobre la même réponse que le parti; les socialistes ne s'y trompent pas; ils protestent vainement. La scission est en germe.

Le 21 octobre 1945 est à la fois une défaite et une victoire du parti communiste français. Deux questions étaient posées aux Français. Répondre « oui » à la première revenait à écarter la Constitution de 1875 et il en était d'accord; répondre « non » à la seconde question, comme le parti le demandait, revenait à chasser le général de Gaulle en refusant de limiter la durée et les pouvoirs de la Constituante. Le « oui » « oui » l'emporte. Seul de son avis avec les radicaux et une seule fédération socialiste, le parti est donc battu. Mais le même jour il prend sa revanche; il devient le premier parti de France.

Cinq millions de voix : près de trois fois et demie de plus qu'en 1936 pour un corps électoral deux fois plus nombreux seulement (12). 500 000 de plus que les socialistes alors que neuf ans auparavant il en avait 500 000 de moins. Plus de 1 électeur sur 4 a voté communiste. Son pourcentage de voix par rapport à l'ensemble des suffrages exprimés passe de 15,5 % à 26 %. Encore est-il le plus défavorisé par le vote des femmes.

En 1936, le parti occupait trois places fortes : l'une industrielle, dans la région parisienne et le Nord; l'autre rurale, dans le Centre; la troisième à la fois ouvrière et agricole, dans le Midi. En 1945, les trois zones n'en font qu'une de Dunkerque à Marseille. La Somme et l'Oise soudent le bassin minier à la banlieue parisienne que le

Loiret relie au Massif Central tandis que par la vallée du Rhône le Midi fait un bloc avec le Centre. Le domaine communiste est comme d'un seul tenant. Mais cette homogénéité géographique cache ou plutôt révèle une grande diversité sociologique.

Dès sa naissance, le parti s'était alimenté à deux sources : l'une simplement républicaine et principalement rurale, l'autre plus révolutionnaire et essentiellement ouvrière. Cette complexité d'origine et presque de nature lui avait permis de conserver des assises suffisantes entre les deux guerres : elle explique ses progrès considérables en nombre et en étendue en 1945-1946.

Presque inexistant en 1936 dans les campagnes de l'Ouest et même du Sud-Ouest, le parti y conquiert d'emblée — et y développera au cours des deux élections suivantes — une clientèle électorale nouvelle. Ses voix sont 10 fois plus nombreuses qu'avant guerre dans les Côtes-du-Nord et la Loire-Atlantique et même 14 fois dans le Morbihan! Ainsi à Dinan (1°) les communistes passent-ils de 166 voix à 7 495 et à Saint-Brieuc (1°) de 512 à 15 028! Dans beaucoup de départements ruraux, si différents d'autre part, ce sont les électeurs radicaux et non pas socialistes qui se portent en bloc sur les listes communistes. Ainsi dans l'Aude, les radicaux qui étaient les maîtres en 1936 reculent de 28 068 à 20 317 et les communistes avancent de 4 238 à 33 741, alors que la progression des socialistes suit celle des votants. En Haute-Marne, autre forteresse radicale de l'avant-guerre, les communistes bondissent de 1 703 à 18 920!

Un peu partout dans des régions où il était absent ou ignoré à la veille de la guerre, le parti communiste est désormais accepté; il est aux yeux des électeurs ce qu'il ne veut pas être : un parti comme les autres.

La Libération n'a été dans nombre de campagnes que l'accoucheuse d'un mouvement en germe depuis longtemps. Ainsi dans l'ouest des Côtes-du-Nord, la Cornouaille et le Trégorrois, où les maquis ont été les plus nombreux, le long refoulement de fermiers jusque-là encadrés, dominés même par des maîtres plus riches, provoque l'explosion. « L'ambiance de terreur paralyse la réaction et donne au peuple conscience de sa force (13). » Dans un département fort éloigné de la Bretagne, celui de la Creuse, où le conditionnement social et historique est fort différent, le rôle des

maquis est comparable. « D'inspiration politique souvent imprécise au début, ils sont en majorité devenus communistes et les paysans leur ont été en général favorables (14). » Il s'agit pourtant non de fermiers plus ou moins exploités, mais de propriétaires exploitants que leur tempérament autant que leur gêne portent à voter pour le parti le plus à gauche possible. L'effacement forcé ou volontaire des notables traditionnels, l'avènement, à la faveur de la Résistance, de nouveaux cadres politiques d'origine populaire, la disparition de la toute-puissante presse locale radicale achèvent d'assurer la victoire du parti communiste dont la montée, ou l'apparition, correspond à un mouvement politique plus profond et peut-on dire plus ancien. « Là le communisme n'apparaît pas tant comme communiste que comme démocratique. Malgré tous les apports doctrinaux de Marx, de Lénine et de Staline, il a pris purement et simplement la suite de la Montagne de Ledru-Rollin. Il doit sa force au fait qu'il est « le plus à gauche » des partis français, successeur du socialisme d'il y a vingt ans et du radicalisme d'il y a cinquante ans, bien plus qu'à sa qualité de promoteur de la révolution sociale réalisée par la Russie (15). »

Ses seuls échecs sérieux se situent en Alsace où les « malgré nous » sont toujours prisonniers en U.R.S.S. et ses moindres succès dans les rares départements où il était fortement implanté dès 1924, comme le Lot-et-Garonne, mais aussi dans les régions ouvrières qui lui avaient donné d'imposantes majorités en 1936 : le Nord et la Seine. Là sa progression est moins ample que dans l'ensemble du pays; il recule même en pourcentage dans la banlieue sud : de 43,9 % à 40 %. Maurice Thorez obtient en tête de sa liste 31 548 voix sur 75 700, alors qu'il avait été réélu en 1936 avec 18 961 voix sur 32 024.

Cette stagnation relative laisse entrevoir qu'il existe un certain degré de saturation communiste en milieu urbain comme en milieu rural. La contre-épreuve ne va pas tarder. Ce que les élections de 1945 avaient révélé par rapport à celles de 1936, les deux scrutins de 1946 vont le confirmer par rapport à celui de 1945.

Le 2 juin 1946, le parti communiste gagnera un peu moins de 200 000 voix. Mais alors qu'il progressera sans exception dans toute la partie occidentale et rurale du pays, du Pas-

de-Calais aux Landes, il reculera dans les zones industrielles du Nord, de la région parisienne et du Sud-Est. Enfin le 10 novembre 1946, dernière course du steeple-chase électoral, le parti communiste gagnera un peu plus de 300 000 voix et reprendra au M.R.P. la place de premier parti de France. Il retrouvera alors tout ou partie du terrain perdu en juin dans les villes ou banlieues ouvrières à l'exception du Rhône et de Seine-et-Oise, mais il continuera de s'étendre dans la plupart des régions rurales sauf dans celles plus anciennement conquises, dans le Centre surtout, où il avait atteint son point de saturation en 1945.

Rester au pouvoir.

Ce 21 octobre 1945 est une date unique dans l'histoire de la République. Pour la première fois, les communistes et les socialistes approchent ensemble de la majorité absolue dans le pays; ils l'atteignent largement à l'Assemblée constituante. Et les communistes font observer qu'ils la dépasseraient encore plus si les socialistes avaient accepté de présenter des listes communes. Ce qui n'est rien moins que sûr car en matière électorale, deux et deux ne font nécessairement pas quatre. Une liste unique n'obtient pas toujours autant de voix que deux listes séparées.

En tout cas, les deux partis peuvent gouverner en tête à tête, sans autre présence ni présidence, c'est-à-dire sans le M.R.P. ni de Gaulle. Mais le veulent-ils? Dès le soir des élections, Léon Blum observe qu'ils se trouve que « les *trois* partis sont d'accord sur un programme d'action immédiate, celui du C.N.R. ». Le 25, il est encore plus explicite : « L'exclusion du M.R.P. ne peut se concevoir sous aucun angle. » Dès cet instant les jeux sont faits. Les socialistes ne veulent pas gouverner sans le M.R.P. qui ne veut pas se passer du général de Gaulle. S'il ne veut pas être rejeté dans l'opposition, le parti communiste doit donc accepter l'un et l'autre. Au demeurant, il n'a même pas le choix puisque les socialistes ne veulent pas non plus gouverner sans lui. Par là même, de Gaulle et le M.R.P. ne peuvent exclure le P.C. sans écarter du même coup la S.F.I.O., c'est-à-dire sans se priver d'une majorité à l'Assemblée. La politique française se ramène à un simple et contraignant syllogisme.

Mais le parti communiste n'est pas un parti simple; on y parle, on y discute, on y écrit beaucoup et on ne cède jamais qu'après avoir tenté de monnayer concessions et sacrifices.

En réalité, après comme avant les élections, le parti n'a qu'un but : rester au pouvoir et « y occuper la place qui lui revient à des postes importants ». Sans doute réclame-t-il d'abord un gouvernement socialo-communiste, puis l'étend-il aux radicaux; sans doute revendique-t-il pour lui-même, parti le plus important, la présidence de l'Assemblée que lui souffle la S.F.I.O.; sans doute pousse-t-il au jeu de la délégation des gauches qui exclut le M.R.P.; sans doute le 5 novembre Jacques Duclos parle-t-il d'un gouvernement à majorité communiste, mais le 10, Maurice Thorez se contente d' « un gouvernement démocratique à majorité socialiste et communiste ». Autant de vœux et de feintes.

Sans parler de *L'étoile rouge* qui dès le lendemain des élections avait écrit à Moscou : « le gouvernement de la période transitoire ne sera fort que si les trois partis coopèrent avec le souci de construire un avenir de démocratie et de progrès », Charles Tillon avait déclaré le 31 octobre : « Nous conserverons l'union qui est sortie de la grande consultation électorale entre toutes les forces réunies autour du général de Gaulle. » Propos de ministre ou de militant? Son seul tort est de le dire un peu tôt. On le lui reproche. Mais le Comité central lui vote une adresse des félicitations qui ne vise pas directement ses déclarations mais les couvre; il fait aussi une première concession en se prononçant pour « un gouvernement à l'image de la nation et de l'Assemblée constituante », c'est-à-dire avec le M.R.P., et en se résignant à transmettre à ce parti le programme laborieusement établi par la délégation des gauches, qui cesse enfin de vouloir ignorer le même M.R.P. Une parole et un geste. Le moment de se décider approche.

Interrogé par lettre par le parti socialiste, plus impatient que craintif : « Pour qui votez-vous : 1° si la candidature du général de Gaulle est présentée, 2° si elle ne l'est pas ou si vous ne l'acceptez pas », Jacques Duclos répond au nom du groupe communiste en se plaignant d'abord, en se pliant ensuite à l'évidence. « Le parti communiste a été mis dans l'impossibilité de revendiquer la charge de constituer le nouveau gouvernement en raison de la situation

créée par la majorité des « oui » à la deuxième question du référendum. » Si en effet le « non » l'avait emporté, le général aurait quitté la scène. Mais « respectueux des décisions du suffrage universel et conformément à toutes ses décisions antérieures, le parti ne saurait faire obstacle à une manifestation d'unanimité autour d'une candidature qui découle tout naturellement des résultats du référendum ». L'alambic communiste distille du miel.

Pour finir, le groupe communiste commence donc par élire comme tout le monde le 13 novembre le général de Gaulle, président du gouvernement provisoire de la République française. Il se rallie du même vote à la compagnie du M.R.P. Acte premier. Tout est arrangé.

Le 15, nouvel acte d'un petit drame qui se joue depuis Alger. Le parti communiste demande un des trois grands ministères : l'Intérieur, les Affaires étrangères, la Guerre. De Gaulle refuse; il voit Thorez le matin et, le soir, reçoit trois lettres et en écrit une.

«Vous n'estimez pas possible de confier à un communiste, lui mande Thorez, un de ces trois ministères en invoquant des arguments qui mettent en cause le caractère national de notre parti et de sa politique.

« Nous aurions pu consentir une fois de plus un nouveau sacrifice à la cause de l'unité nationale en renonçant à l'un des postes légitimement revendiqués par notre parti.

« Mais nous ne pouvons pas accepter les raisons que vous avez invoquées et que nous estimons blessantes pour notre honneur de Français Ce serait faire outrage à la mémoire des 75 000 communistes morts pour la France et pour la liberté. »

Ces raisons, on les devine. Mais on ne va pas tarder à les connaître.

Le général de Gaulle répond d'abord : « Je ne saurais admettre en aucune façon que la conversation d'ailleurs d'ordre très élevé que nous avons eue ce matin au sujet de la politique extérieure de la France et de l'attitude du parti communiste à cet égard puisse constituer en quoi que ce soit un outrage pour la mémoire d'aucun Français mort pour la France. »

Maurice Thorez se borne à répondre que le parti maintient sa position. Vincent Auriol, qui joue les entremetteurs

et les « charcutiers », propose alors de confier l'Intérieur aux communistes, mais en l'amputant de la Police et de la Sécurité, « contre-espionnage compris », qui s'en iraient à la présidence du gouvernement. En compensation, l'Intérieur serait augmenté de la Santé. Le leader socialiste suggère dans la même lettre une autre recette : le découpage de la Défense nationale. Ni l'un ni l'autre n'est au goût du général.

Pendant vingt-quatre heures il se tait, tandis que les autres se répètent et le 17 — quoique entre-temps « démissionnaire » — il déclare publiquement à la radio ce qu'il avait dit en privé à Maurice Thorez : Autant il est prêt à attribuer aux communistes des ministères économiques, autant il ne croit pas « pouvoir leur confier aucun des trois leviers qui commandent la politique étrangère, savoir : la « diplomatie qui l'exprime, l'armée qui la soutient, la police « qui la couvre ». Comme l'avant-veille, le parti se cabre sous l'insulte. Ce discours « renouvelle en l'aggravant l'injure faite au parti communiste français et à ses cinq millions d'électrices et électeurs traités comme des citoyens diminués et dont l'esprit national est mis en cause ». En évoquant cette fois les vivants et non les morts — dont le nombre a été heureusement moins élevé — le parti frappe plus juste; il en conclut en effet qu'en conséquence de Gaulle « n'a plus qualité pour constituer un gouvernement d'unanimité nationale »; les élus communistes ne voteront pas pour lui. Mais ménagers de l'avenir et prisonniers du syllogisme, ils ne vont pas jusqu'à voter contre lui.

Après vingt-quatre heures de vaines cogitations, les communistes s'abstiennent en effet de voter pour le général, mais s'empressent d'entrer en force dans son gouvernement. A défaut de l'Intérieur, c'est la Défense nationale qui est coupée en trois : les « Armées » allant au M.R.P. en la personne d'Edmond Michelet et l'Armement à Charles Tillon, tandis que la Défense elle-même relève du président du gouvernement, chef des armées. L'Économie nationale, la Production industrielle et le Travail échoient respectivement à François Billoux, Marcel Paul et Ambroise Croizat. Enfin Maurice Thorez devient ministre d'État et le jour de la présentation du gouvernement, il sera aux côtés du général de Gaulle. Ce titre, cet honneur, ces cinq ministres

et cet « armement » flatteur couvrent aisément la retraite du parti en même temps qu'ils illustrent sa revanche. Le sacrifice qu'il a fait en renonçant à la Défense nationale est largement payant. Le voici définitivement « réhabilité » pour le passé et bien placé pour l'avenir; bien décidé à jouer le jeu aussi longtemps que les autres le joueront.

« Ce gouvernement, *notre* gouvernement, suscite de grands espoirs. Nous ferons tout pour qu'ils ne soient pas déçus. Hier le devoir était de combattre. Aujourd'hui il est de travailler, travailler, encore travailler. »

Cette promesse de Jacques Duclos, les agents des services publics seront les premiers à apprendre qu'elle n'a pas été faite en l'air, d'autant que Maurice Thorez est chargé de la fonction publique.

Le 12 décembre, le cartel des services publics décide une grève d'avertissement et tient un meeting monstre au « Vel' d'Hiv' ». Il n'est question que de grève générale; les syndicalistes d'obédience socialiste y poussent. Un seul orateur s'y oppose. C'est un communiste. « Dans les circonstances actuelles, une grève générale serait catastrophique; elle aurait pour résultat, notamment par l'arrêt des chemins de fer, d'affamer le pays », déclare Henri Raynaud. Et deux jours plus tard, en Conseil des ministres, Maurice Thorez affirme qu'il ne faut pas céder à une pression intolérable et que moyennant quelques aménagements, le projet du ministre des Finances doit être accepté. On ne fait pas grève quand les communistes sont au pouvoir.

En fait d'avertissement, l'incident est l'occasion d'en lancer un aux socialistes : « Si on veut nous attaquer de gauche, il y aura du fil à retordre. » Il faudra se souvenir de cette petite phrase de Jacques Duclos dix-huit mois plus tard, et d'une autre — du Comité central de novembre celle-là — aussi peu relevée à l'époque mais aussi grosse de menaces : la France ne doit pas « participer à un bloc occidental qui serait un retour à l'esprit de Munich ». Mais, dans l'euphorie du moment, qui songerait à un divorce entre les alliés de la guerre comme entre ceux du gouvernement?

Étrange époque où tout à leurs passions, leurs rêves ou leurs combinaisons du moment, les hommes et les groupes demeurent sourds aux signes du destin. Aucun ne réagit non plus, ni à la tribune, ni dans les couloirs, ni même

dans la presse lorsque, le 1er janvier 1946, le général de Gaulle avertit de son départ l'Assemblée. « Sans doute est-ce la dernière fois que je parle dans cet hémicycle. » Personne ne paraît l'avoir entendu, et moins encore compris. Moins que personne, les communistes qui s'emploient à calmer l'impatience du chef du gouvernement. Ce sont les socialistes, qui, sans relâche, l'attaquent alors sur le chapitre sensible des dépenses militaires. Le parti est dans le plus grand embarras; il ne veut se séparer ni des socialistes ni du gouvernement. Jacques Duclos se dépense en circonlocutions : « Ne vous étonnez pas si vous nous voyez voter avec nos collègues socialistes et n'accordez pas à ce vote une importance politique visant la vie même du gouvernement. Nous allons voter à la fois sous le signe de la confiance au gouvernement et sous le signe de l'unité ouvrière. » Et il en vient à se demander « s'il n'y a pas dans le clan des hommes des trusts des gens qui seront heureux si par hasard, si par impossible... » Bref, le parti ne veut pas de crise; le général, lui, ne veut pas d'un régime où les partis votent contre un ministère où ils sont représentés, où le gouvernement n'est que l'exécutant des volontés de l'Assemblée. Ce soir-là, en quittant le Palais-Bourbon, il est « formellement » décidé à partir.

NOTES

(1) Selon Stanoje Simitch, ambassadeur de Yougoslavie. Cf. *Tito parle* par Vladimir Dedjirer (Gallimard), p. 386.

(2) Aucune opposition ne s'était manifestée au gouvernement. Un débat du 28 octobre avait d'abord stipulé : « Le bénéfice de la grâce amnistiante pourra être accordé à toutes les personnes condamnées pour infraction au code de justice militaire lorsque les intéressés auront pris postérieurement une part très active dans la résistance à l'ennemi de la nation française. » Il était signé du général de Gaulle, de MM. de Menthon, ministre de la Justice, Diethelm, ministre de la Guerre, Jacquinot, ministre de la Marine et Tillon, ministre de l'Air.

(3) A. Lecœur, *Le Partisan* (Flammarion), p. 205.

(4) Ch. de Gaulle, *Mémoires de guerre* (Plon), t. II, p. 291-292.

(5) D. Lapierre et L. Collins, *Paris brûle-t-il?* (Laffont), p. 276.

(6) A. Marty, *L'Affaire Marty* (Deux Rives), p. 38.

(7) C'est par erreur que le général de Gaulle écrit dans ses *Mémoires* (p. 101) : « Dès le lendemain de son retour en France, il aide à mettre fin aux dernières séquelles des milices patriotiques. » Rien de cela, on l'a vu,

n'était dit ni même sous-entendu dans son discours du Vel' d'Hiv' du 27 novembre. Il semble s'être établi une confusion entre ce discours et celui de janvier à Ivry.

(8) Lorsque le rapport sera reproduit dans les œuvres de M. Thorez en 1963, l'hommage à André Marty y sera supprimé. Sauteront également du palmarès les noms de Lecœur, Chaintron, Prenant, exclus depuis lors du parti.

(9) Maurice Thorez cite au congrès le chiffre de 906 727 adhérents. Mais il s'agit de cartes prises par des fédérations et non encore placées.

(10) Isaac Deutscher, *La Russie après Staline* (Le Seuil), p. 75.

(11) Le parti radical fait cependant liste commune avec le parti communiste dans quatre des cinq secteurs de la Seine aux élections cantonales des 23-30 septembre.

(12) Voir en annexe les tableaux électoraux.

(13) Alain de Vulpian, « Orientation politique des Côtes-du-Nord », *Revue française de science politique.*

(14) S. Derruau-Boniol, *Revue française de science politique,* 1957, vol. VII, n° 1.

(15) F. Goguel, *Esprit,* décembre 1946.

2.

Sans de Gaulle

Le dimanche 20 janvier, de bon matin, le secrétaire général de la S.F.I.O., Daniel Mayer, demande à rencontrer de toute urgence Maurice Thorez; le ministre — socialiste — de l'Intérieur, Adrien Tixier vient de lui téléphoner : le général de Gaulle va donner sa démission et il en informera ses ministres convoqués à midi rue Saint-Dominique.

Daniel Mayer se rend à 10 heures 30, rue La Fayette; il apprend la nouvelle à Maurice Thorez, grave et décidé, et à Jacques Duclos, incrédule. Le leader socialiste n'a pas fait cette démarche pour le seul plaisir d'informer les chefs communistes; il veut surtout sonder leurs intentions avant même la réunion du Conseil. Maurice Thorez lui répond qu'il est partisan d'un gouvernement d'union où socialistes et communistes auraient la majorité absolue des portefeuilles mais où figureraient également des M.R.P., un radical et un U.D.S.R.; il met en avant un argument : seul un gouvernement d'union pourra obtenir l'aide indispensable, alimentaire et économique, des États-Unis. Mais il pose une exigence : ce gouvernement devra être présidé par un communiste. Daniel Mayer réplique que le M.R.P. n'acceptera pas et il s'en va, à moitié rassuré, rendre compte de sa visite aux ministres socialistes réunis à 11 h 15.

Trois quarts d'heure plus tard, à midi sonnant, c'est la scène des adieux, brefs et dignes, du général à ses ministres debout et silencieux « Voilà un départ qui ne manque pas de grandeur », dit Maurice Thorez.

Il n'y a pas de temps à perdre. Chacun est pressé de

prouver que les institutions provisoires peuvent fonctionner malgré le départ du général de Gaulle. Dès l'après-midi, Daniel Mayer, Jules Moch, Eugène Thomas et Robert Verdier rencontrent Maurice Thorez, Jacques Duclos et André Marty. De nouveau les communistes réclament la présidence du « gouvernement d'union »; de nouveau les socialistes répondent que le M.R.P. n'acceptera pas (1). Mais ils veulent bien jouer les honnêtes courtiers auprès du troisième grand à condition que s'ils échouent le parti communiste admette que ledit gouvernement d'union soit présidé par un socialiste. Soit.

Chacun joue à cache-cache mais tous savent qu'ils gagneront ou perdront la partie ensemble. Aucun des trois grands partis ne veut abandonner le pouvoir et en premier lieu le parti communiste : d'abord parce qu'il peut y surveiller de plus près la politique étrangère; ensuite parce que le pouvoir est alors nécessaire au prestige d'un grand parti; enfin, et cela est nouveau, parce qu'il a repris depuis peu ses avances aux socialistes.

Après avoir renoncé à la présidence du gouvernement — un entretien en tête à tête avec le M.R.P. le 21 au matin ne leur laisse aucune des illusions qu'ils n'ont d'ailleurs jamais eues — les communistes s'emploient à en écarter Vincent Auriol et à y porter Félix Gouin. Parce que, bien à tort, ils croient ce dernier moins influencé par Léon Blum ; parce que, président de la Constituante, il fait figure d'arbitre et non de chef ; parce qu'ils espèrent ainsi enfoncer plus aisément le coin que depuis des mois ils cherchent obstinément à glisser entre la S.F.I.O. et le M.R.P.

Au départ du général de Gaulle suivi par ses fidèles, le parti gagne quelques places : un ministre, Laurent Casanova (Anciens Combattants) et deux secrétaires d'État, Auguste Lecœur (Charbon) et Marius Patinaud (Travail). Trois hommes avec lesquels il aura plus tard bien des difficultés. A l'avènement de Félix Gouin comme président du gouvernement très provisoire de la République, puis de Guy Mollet comme président de la Commission de la Constitution, l'un et l'autre proches des thèses constitutionnelles des communistes, le parti gagne une liberté de manœuvre que contrariait malgré tout la présence du général de Gaulle.

Dès lors, l'histoire du parti se confond avec celle des premières tribulations ministérielles, constitutionnelles et électorales de la IVe République. Tout se passe d'ailleurs comme si le gouvernement, l'Assemblée et le pays étaient autant de théâtres où la même troupe joue des pièces fort différentes.

Devenu vice-président du Conseil, Maurice Thorez confirme, aux yeux de tous, ses qualités d'homme de gouvernement; il a le goût de l'ordre, de l'autorité, du travail. En février, il va exhorter les mineurs du Centre à Montceau-les-Mines puis de nouveau en mars ceux du Nord à Auby; il semonce les jeunes : « Moi aussi, je suis allé au bal, j'ai connu les nuits de ducasse; mais le matin, j'allais travailler. Jamais personne n'aurait accepté de manquer une heure. On s'avilit si on n'a pas la conscience, la fierté de son travail; on glisse, on devient une loque... » En févier Ambroise Croizat s'en prend vigoureusement aux ouvriers du Livre qui paralysent la presse et en mars aux ingénieurs et techniciens qui font une grève d'avertissement à la demande de la C.G.T. En avril, la C.G.T. condamne elle-même toute grève : « Produire est un devoir national et un devoir de classe », professe Benoît Frachon. Lorsque les communistes sont au pouvoir l'un et l'autre doivent en effet se confondre. La bataille du charbon ne se livre pas seulement dans les mines, mais aussi dans les chancelleries à l'étranger. Georges Bidault se bat pour celui de la Ruhr tandis que Marcel Paul va en chercher en Pologne et Auguste Lecœur aux États-Unis. Lorsqu'ils seront écartés du gouvernement, les communistes se souviendront amèrement de leurs efforts passés.

Pour l'heure, les services qu'ils rendent sont appréciés. Leur personne aussi. Duff Cooper trouve que Maurice Thorez a « beaucoup de charme » (2); il l'invite à déjeuner. Ambroise Croizat plaît également au représentant de Sa Gracieuse Majesté. La pochette en bataille, cet ancien « métallo » au long visage fin n'a-t-il pas cette distinction que quelques mois de familiarité parlementaire font perdre à plus d'un ministre bourgeois? Mais l'ambassadeur le juge aussi tout à fait sérieux et capable comme d'ailleurs ses camarades. Anglais et Américains découvrent ainsi après les Français que les communistes sont à l'occasion des hommes d'État ou plus simplement des hommes. A un

déjeuner à l'hôtel de Lauzun, « le sénateur Vandenberg à côté de moi, raconte Jacques Dumaine, le chef du protocole, ne quittait pas des yeux le visage épanoui de Maurice Thorez : « How can such a healthy man be a communist! » répétait-il (3). » S'attendait-il qu'il mette son couteau entre les dents plutôt que dans son assiette?

Le leader communiste est décidément à l'aise dans ce nouveau rôle; il met aussi à l'aise et plus d'un haut fonctionnaire lui fait visite et continuera à le faire, même après son départ du gouvernement. Entre deux séjours à Rabat, le général Juin passera par le carrefour Châteaudun. Et l'amiral Thierry d'Argenlieu lui-même ne dédaignera pas d'y faire un petit tour avant de repartir pour Saigon. Certes l'un et l'autre feront-ils un plus long détour par Colombey. Le régime sera bien servi.

Diplomates et députés, fonctionnaires et militaires jouent le jeu puisque, apparemment, il est joué de l'autre côté. Un soir, dans une ambassade, Pierre Schneiter, qui s'amuse « du ton de doucereuse conciliation dont s'imprègnent toujours les conversations avec Thorez et Duclos », a ce mot : « On croirait à les entendre qu'ils sont les deux seuls Français à ne pas lire *l'Humanité!* »

Ces mondanités se passent à l'avant-scène. Pendant ce temps, trois actes, trois conflits, trois drames se dessinent, se développent et s'entremêlent. Le premier, constitutionnel et provisoire, va opposer les communistes et les socialistes au M.R.P.; il prolongera de six mois le film déjà usé des référendums, des élections, des crises aussi où les communistes joueront inlassablement la même scène du parti outragé. Le second drame, social ou syndical, oppose les mêmes communistes aux mêmes socialistes et au même M.R.P.; il prépare subtilement le climat et l'occasion de la crise finale. Le dernier enfin, le plus grave, est de politique étrangère; il commence par opposer les communistes et le M.R.P. aux socialistes avant que, le renversement des alliances s'opérant à l'intérieur et à l'extérieur, les communistes se retrouvent seuls contre les mêmes socialistes et le même M.R.P. Et ce sera la cause profonde d'une rupture définitive dont, étrangement, les communistes ne percevront pas immédiatement la gravité, ni même la nature.

Ce sont ses contradictions qui condamneront jusque-là le tripartisme à durer un an encore avant de voler en éclats.

Avant même le départ du général de Gaulle, le parti communiste avait voulu ranimer le comité d'entente socialiste-communiste en rappelant que le congrès de la S.F.I.O. s'était lui-même offert à relancer l'action commune. « Non seulement il n'en a rien été, ajoutait-il, mais la S.F.I.O. prend avec le M.R.P. des positions contraires à l'intérêt de la classe ouvrière et aux principes de la démocratie », sous-entendu sur la Constitution. De Gaulle parti, les communistes s'emploient à faire revenir les socialistes sur leurs premiers votes à la Commission, aidés en cela par Guy Mollet. Leur but est à la fois tactique et politique : éviter à tout prix de se séparer des socialistes une nouvelle fois lors du prochain référendum et instituer à bas prix s'il le faut le régime, ou si l'on préfère le gouvernement d'assemblée. Si le parti n'en est tout de même plus à l'Assemblée unique et omnipotente — au point qu'André Marty avait demandé qu'en temps de paix le ministre de la Défense ne puisse déplacer un régiment sans l'accord du bureau de l'Assemblée! — le parti ne concède pas au M.R.P. que le Conseil de l'Union française soit la seconde Chambre du Parlement ni à Vincent Auriol que le chef de l'État soit élu par un collège plus large que l'Assemblée.

A quoi servirait de faire des concessions? Puisque socialistes et communistes ont en principe la majorité absolue, le projet doit mathématiquement les conduire à se saisir à deux de tous les pouvoirs sans contrôle ni contrepoids. C'était, le plus légalement et jovialement du monde la possibilité, la certitude d'instaurer un vrai front populaire et, pour peu que les circonstances extérieures s'y prêtassent, une véritable démocratie populaire.

Le coup était bien calculé mais tiré un peu juste : voté par la Constituante, le projet est rejeté par le pays à l'appel angoissé des radicaux, des modérés et surtout du M.R.P.

A l'évidence, ce sont les électeurs socialistes qui ont flanché, dont les deux partis avaient simplement oublié qu'ils n'étaient pas tous socialistes. De nouvelles élections doivent suivre et, jugeant qu'elle s'est laissé un peu trop embarquer à gauche, la S.F.I.O. donne un violent coup de barre à droite. André Le Troquer, qui manie la gaffe avec aisance, déclare tout de go au cours de la campagne : « M. Maurice Thorez a bien déserté en passant par la Suisse pour se rendre en Russie alors que d'autres Français tels

que Léon Blum restaient en France pour défendre leur pays. » Non content de donner une leçon d'histoire, le ministre de l'Intérieur d'un gouvernement dont le leader communiste est pourtant vice-président y ajoute une leçon de morale : « Un chef ne doit pas s'en aller quand ses hommes sont en danger! » Le parti communiste s'indigne naturellement de cette « inqualifiable agression » des socialistes. Mais, en même temps, il tempère habilement sa propagande. La terre est promise aux paysans qui ne l'ont pas. La propriété est garantie à ceux qui la possèdent.

Résultat : les socialistes perdent près de 400 000 voix et les communistes en gagnent près de 200 000. Conséquence : dépités les socialistes dédaignent de conserver la présidence du gouvernement qui, ne pouvant échoir aux communistes, va fatalement au M.R.P. Refrain : le parti réclame derechef un des trois grands ministères que lui a refusés de Gaulle en novembre mais il doit de nouveau se contenter du demi-portefeuille de l'Armement dans le gouvernement Bidault.

C'est Maurice Thorez et Jacques Duclos qui emportent ou imposent au Bureau politique la décision de participer, et cela contre l'avis d'André Marty et sans doute de Benoît Frachon; ils restent partisans de la participation et des sacrifices qu'elle implique. Mais leur marge de manœuvre est limitée. La direction est divisée. A la veille des élections du 2 juin, la C.G.T. a soudainement demandé une majoration des salaires de 25 %. Les raisons, autres que politiques, ne manquent pas. A peu près stables jusqu'en avril, les prix ont bondi en mai et ne cesseront plus de monter rapidement jusqu'à la fin de l'année. Les salaires, eux, sont officiellement bloqués. En avril le parti soutenait encore qu'ils ne l'étaient pas effectivement, le taux des heures supplémentaires ayant augmenté. Mais en juin il s'empresse d'apporter son soutien à la C.G.T.; il tarabuste le gouvernement Bidault, en proie aux douleurs de l'inflation et menacé de mort aussitôt que né, mais il se satisfait finalement d'une augmentation moyenne de 18 %. Maurice Thorez et Ambroise Croizat font au Conseil des ministres des exposés délibérément techniques. Mais il n'est pas de conflit syndical qui ne soit politique. Le parti entend sans doute défendre la classe ouvrière, mais il entend se défendre aussi contre la surenchère socialiste.

Partout ailleurs qu'à l'Assemblée où la confiance est de

règle, la méfiance altère désormais les rapports des trois grands partis. Les communistes veillent avant tout « à n'être pas tournés de gauche », comme l'avait dit en décembre Jacques Duclos. En août, il y revient à l'occasion d'une grève des postiers lancée par la minorité socialiste de la fédération. « On veut essayer d'exploiter cette grève à des fins extraprofessionnelles dont le caractère anticommuniste apparaît. » En septembre le comité d'entente socialiste-communiste ne survit pas au congrès de la S.F.I.O. « L'unité organique du prolétariat, déclare la motion finale, demeure pour le parti socialiste un objectif essentiel. Mais force est de constater qu'elle ne pourra être réalisée tant que les partis communistes nationaux ne seront pas libérés de leur assujettissement politique et intellectuel vis-à-vis de l'État russe... » Vainqueur de Léon Blum et de Daniel Mayer, le nouveau secrétaire général, Guy Mollet, venu de la gauche, fait ainsi une sortie par la droite contre le P. C. Réplique classique du parti outragé : « Les faux prétextes invoqués par le congrès pour repousser l'unité organique ne sont que la répétition de méprisables calomnies réactionnaires lancées aujourd'hui contre le parti communiste français comme elles l'étaient autrefois sous d'autres formes contre Jaurès et son parti. » Têtus, les communistes tenteront encore de ressusciter le comité ou tout au moins l'entente des deux partis après le discours du général de Gaulle à Épinal. Condamnant le projet de Constitution, le général accueille au passage « avec un mépris de fer les dérisoires imputations d'ambitions dictatoriales que certains aujourd'hui prodiguent à son égard ». Cette déclaration a deux effets sur le parti communiste. Elle illustre d'abord les flottements de sa direction. Maurice Thorez prend soin de ménager la personne de son ancien chef dont, avec François Billoux, il conservera toujours un souvenir attachant. « Nous nous étonnons de voir le général de Gaulle dont nous n'oublierons pas les services rendus à la patrie s'engager sur une voie contraire aux intérêts de la démocratie. » *L'Humanité*, elle, n'a pas ce respect et donne un sérieux coup de manchette au général : « Mépris de fer... sabre de bois et culotte de peau! » Le lendemain, le secrétariat du parti « considère que cette manchette est contraire à la ligne politique du parti et décide de sanctionner cette faute ». Mais quelques jours après, le Bureau politique

s'élève contre l' « intervention brutale » de de Gaulle. En passant de l'étonnement à la protestation, le parti se donne un motif ou un alibi pour lâcher au M.R.P., au nom de la défense de la démocratie, les ultimes concessions permettant l'accord des deux partis sur la Constitution. Ainsi restaureront-ils tous les deux, sans s'en rendre compte, un régime qu'ils n'auront pas voulu et dont ils seront tour à tour victimes : une IVe République qui ressemble comme une sœur défraîchie à la IIIe. Maîtres du jeu par le nombre, ils vont laisser d'ailleurs les radicaux en devenir les arbitres.

Redevenu le premier parti de France aux élections du 10 novembre 1946, que le M.R.P. a faites sur le slogan « Bidault sans Thorez », le P. C. revendique une nouvelle fois la présidence du gouvernement. Non plus seulement de la voix mais du geste : il pose officiellement la candidature de Maurice Thorez.

Le 18 novembre, le secrétaire général du parti confie au *Times* de Londres une déclaration à la fois prudente et intrépide : « Les progrès de la démocratie à travers le monde, en dépit de rares exceptions qui confirment la règle, permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes. De toute façon, le chemin est nécessairement différent pour chaque pays. »

Renouvelant cette profession de foi nationale au Comité central du 27 novembre qui n'a pas eu à en discuter auparavant, Maurice Thorez ajoute qu'il va de soi qu'au cas où elle serait condamnée à Moscou, la responsabilité de l'avoir prononcée en incomberait non à lui-même mais au Comité tout entier. Exemple parmi d'autres d'un centralisme assez peu démocratique.

Ce propos sincère et rassurant ne convainc en tout cas personne à Paris, le M.R.P. moins que tout autre, plus attentif aux alarmes de P.-H. Teitgen qui prophétise la « soviétisation de l'État » et à celles de Robert Schuman, ministre des Finances en quête de crédits, pour qui « l'opinion américaine ne se laissera pas prendre aux déclarations de M. Maurice Thorez ». L'Assemblée se prononce le 4 décembre 1946. Maurice Thorez n'est pas là; il fête la Sainte-Barbe avec les mineurs à Bruay-en-Artois où il donne une paraphrase populaire de son interview au *Times* : « Ce n'est ni à Rome, ni à Londres, ni à Moscou, c'est à

Paris que nous trouverons la démocratie. » En attendant, ce n'est pas là qu'il trouve une majorité; il lui manque cinquante et une voix. Déchirés et défaillants, vingt-cinq socialistes n'ont pas voté pour lui. Aucun radical n'a prêté sa voix. Quelques jours après, le groupe communiste vote massivement et pensivement pour Léon Blum. Il a beaucoup hésité à voter pour son ennemi intime. Mais il est prisonnier de son désir constant de ne pas se séparer des socialistes et bientôt victime du besoin non moins obstiné d'obtenir enfin la Défense nationale. Les radicaux refusant malgré Herriot, les socialistes forment à eux seuls tout le gouvernement; les communistes en sont écartés pour la première fois depuis deux ans. Cet échec — car c'en est un — est aussi un présage. Mais il ne s'agit encore que d'une séparation de corps, au demeurant provisoire dans l'esprit du parti, sinon de son partenaire. Le divorce, lui, sera provoqué non de l'intérieur mais de l'extérieur.

Un autre divorce, celui du général et du parti, n'avait pas, un an auparavant, modifié officiellement la politique étrangère de la France. Moins que toute autre la politique allemande. Cependant, elle reposait désormais non plus sur la volonté d'un homme mais sur l'accord de deux hommes, Maurice Thorez et Georges Bidault, et donc celui des deux partis : le P. C. et le M. R. P. Elle supposait aussi que les communistes français puissent affronter trois partis frères : l'italien, surtout l'allemand et même le soviétique.

Lorsque la conférence des Quatre s'était ouverte à Paris le 25 avril, Maurice Thorez s'était montré plus exigeant que Georges Bidault à l'égard de l'Italie. Il s'était prononcé en conseil des ministres pour l'attribution à la France du tiers de la flotte italienne et pour une tutelle des Quatre sur la Tripolitaine et non de la seule Russie comme le réclamait Moscou. Il faut, pour le ramener à des sentiments plus internationalistes, que le parti communiste italien invite une délégation du parti français à venir se rendre compte sur place des mérites et des difficultés de l'Italie. Mais c'est à l'égard de l'Allemagne que la position des communistes français va se heurter plus durablement à celle de Molotov.

La politique allemande de la France tendait depuis 1945 à rattacher la Sarre à la France, à réserver le sort de la Rhénanie et à faire de la Ruhr une « entité indépendante » de l'Allemagne. Faute de l'obtenir, elle s'était opposée à la

création d'administrations centrales. Mais cette politique, les socialistes étaient plus libres de la condamner et mieux placés pour la faire évoluer depuis que Félix Gouin avait remplacé le général de Gaulle. En mars, le chef du gouvernement, à la grande satisfaction des Britanniques, limitait ses prétentions à la création d'un consortium international contrôlant la production de la Ruhr; il proposait en outre, pour garantir la sécurité française, de conclure un pacte franco-anglais qui, dans son esprit, irait de pair avec un règlement du problème allemand. Dans sa hâte, Londres saisissait au bond l'idée du pacte mais laissait tomber celle du règlement. Et le 5 avril, avec l'appui des ministres communistes, Georges Bidault obtenait que fussent confirmées « dans leur intégralité et leur continuité les thèses qui ont été exposées par le gouvernement français au sujet de la Ruhr, de la Rhénanie et de la Sarre ». Le 7, Bidault le répétait à Lille et le même jour Duclos y insistait à Montpellier : « Le parti communiste n'est pas opposé à un traité franco-anglais, mais il ne veut pas l'obtenir au prix de la sécurité française dont l'internationalisation de la Ruhr est une condition essentielle. » Le parallélisme est rigoureux.

Cette attitude, le parti communiste la maintient alors même que Molotov s'y oppose lorsque la conférence des Quatre qui a repris le 15 juin à Paris s'intéresse enfin à l'Allemagne. C'est à l'unanimité que, comme en avril, le Conseil des ministres vient de réaffirmer la position française. Que signifie cette *unanimité* alors que les socialistes font bande à part? Elle signifie tout bonnement « qu'en présence de l'alternative : s'incliner devant la majorité du Conseil ou disloquer la formation tripartite », ils ont choisi de s'incliner devant les ministres communistes et M.R.P. L'avenir leur donnera d'ailleurs leur revanche et on parle déjà moins de la Rhénanie dont la séparation demandée par de Gaulle l'est beaucoup moins par Bidault et pas du tout par Thorez.

Le 11 juillet, Georges Bidault peut en tout cas réclamer avec plus de force l'intégration immédiate de la Sarre dans la sphère économique et financière de la France et l'internationalisation de la Ruhr. En vain : Molotov s'oppose catégoriquement au démembrement de l'Allemagne et ajoute : « Il n'a jamais été question à Potsdam de placer la Sarre sous l'autorité de la France. »

Les communistes ont alors affaire avec deux sortes d'adversaires. Les uns, à droite, qui approuvent leur politique allemande, se gaussent cependant du mauvais tour que vient de leur jouer inopinément le ministre soviétique. « Vous avez, leur dit-on sans y croire, une nouvelle occasion non moins éclatante que celles qui l'ont précédée de manifester l'indépendance que vous affirmez à l'égard de la politique stalinienne. » Les autres, à gauche, qui désapprouvent la position des communistes, les jugent bien naïfs d'avoir escompté l'appui de Molotov contre les communistes allemands et se donnent avec Léon Blum l'élégance un peu railleuse de les défendre. « Non, non, nos camarades communistes ont très légitimement saisi cette occasion de démontrer par le fait que leur nationalisme était bien un nationalisme français, authentique, solide et bon teint — d'assez bon teint pour résister même à cette douche. »

Il en faut davantage pour faire perdre pied à un communiste. Georges Cogniot réplique à Léon Blum : « Il est exact que la politique française diverge de l'attitude de l'U.R.S.S. Personne ne songe à nier cette divergence. Léon Blum n'a pas besoin de faire surgir d'un Kremlin quelque *deus ex machina* pour trancher entre les communistes français et les communistes allemands... » Comme au temps de la néfaste intervention, comme dans la période de Munich, comme pendant la drôle de guerre de Daladier, ils ne prennent conseil que de l'avantage de la patrie lucidement reconnu, poursuivi avec courage. »

Pierre Courtade va jusqu'à reprocher aux socialistes d'envisager le problème allemand en posant d'abord les exigences de l'« internationalisme » ou du « socialisme » alors que « dans la période actuelle les problèmes doivent être d'abord résolus du point de vue national français (4) ».

Tout cela laisse sceptique et rêveur le leader socialiste. « Étrange aventure que la nôtre! Dans cette affaire allemande, le socialisme se trouve aujourd'hui d'accord contre les communistes français avec Staline et sans doute aussi contre le M.R.P. avec le Saint-Siège (5). Mais si lucide qu'il soit, le leader socialiste ne voit pas que les communistes français visent également, sinon essentiellement, à empêcher la constitution d'un « bloc occidental ». Chacun ne va pas tarder à s'en rendre compte.

Lorsque parlant en août de l'Italie, Molotov met en

garde les nations qui ne défendaient pas leur souveraineté contre les « trusts étrangers », Léon Blum voit clairement ce qu'il ne distinguait pas encore en juillet : en refusant l'organisation économique internationale dont les États-Unis ont pris l'initiative, l'U.R.S.S. accepte la création de deux blocs antagonistes. Et Pierre Courtade découvre, de son côté, le « changement de front » qui est en train de s'opérer, l'U.R.S.S. devenant pour les Américains l'ennemi nº 1 au lieu de l'Allemagne. Il voit bien que seule la question allemande empêche encore le gouvernement français « de se prêter aux manœuvres anglo-américaines qui ont pour but de couper l'Allemagne dans l'esprit du bloc occidental (6) ». En septembre, alors que le secrétaire d'État américain Byrnes annonce la volonté de son gouvernement de relever économiquement et d'unifier politiquement les trois zones occidentales de l'ancien Reich, c'est Georges Cogniot qui accuse « les avocats allemands du bloc occidental de vouloir faire de l'Allemagne une base d'agression contre l'U.R.S.S. ». On ne peut être plus net. Mais le parti est encore au pouvoir et le langage de ses ministres est plus flou. « Nous repoussons toute politique de bloc ou d'orientation exclusive sur l'un quelconque de nos Alliés, notre gratitude allant également à tous », se borne à dire Maurice Thorez dans son interview lénitive du 18 novembre au *Times*.

De plus en plus, le parti parlera de bloc occidental, de moins en moins de la politique allemande. Certes les souvenirs de la Résistance et le jacobinisme dont il se veut l'héritier l'inclinent encore, contre l'avis de l'Union soviétique et des Anglo-Américains, à réclamer le démembrement du Reich. Mais la contradiction entre sa politique extérieure et celle de Moscou n'est qu'apparente; il sait bien que seule la politique allemande retient encore le gouvernement français de rallier le bloc occidental en gestation. Du jour où le parti ne pourra plus par sa seule présence l'en empêcher, il renoncera au pouvoir.

Une fois de plus, la politique étrangère commandera la politique intérieure. En cet automne 1946, tout se met peu à peu en place sur le terrain et dans les esprits pour que s'opère le « changement de front » : au début de décembre, les zones britannique et américaine sont fusionnées à l'Ouest tandis que l'emprise communiste s'accroît à l'Est. Mais il faudra six mois et plus pour que la guerre

froide se déclare progressivement à l'intérieur comme à l'extérieur, pour qu'après avoir été au pouvoir pendant trois ans, le parti communiste français cesse en fait d'abord, en doctrine ensuite, de se considérer et de se comporter comme « un parti de gouvernement ». Une période exceptionnelle de son histoire s'achève...

NOTES

(1) Georgette Elgey a révélé dans *La République des illusions* (Fayard) que le général Billotte, alors chef d'état-major général adjoint, avait, dans une lettre adressée à Maurice Schumann, exhorté le M.R.P. à éviter un gouvernement socialo-communiste que les Alliés considéraient « comme une très grave menace sur les arrières de leurs troupes d'occupation ».

(2) Alexandre Werth, *La France depuis la guerre* (Gallimard), p. 124.

(3) J. Dumaine, *Quai d'Orsay* (Julliard), p. 87.

(4) *Cahiers du Communisme*, juillet 1946.

(5) *Le Populaire*, 17 juillet 1946.

(6) *Cahiers du Communisme*, août 1946.



Quatrième partie

L'opposition

1.

La rupture

A tous les égards, 1947 est en France l'année la plus tragique de l'après-guerre. Le pays manque de tout et d'abord de charbon, la production piétine et l'inflation va de nouveau galoper; le ravitaillement est médiocre et la ration de pain tombera en août au-dessous de ce qu'elle était sous l'occupation! Des grèves incessantes paralyseront l'industrie et le pays; les communistes mettront autant de furie à les diriger qu'ils avaient mis jusque-là de sagesse à les freiner. Des émeutiers occuperont des rues, des gares, des bâtiments dans plus d'une ville; le sang coulera plus d'une fois. Le pays, qui a tant besoin d'aide pour survivre, ne fait rien pour s'aider lui-même. Le régime qui vient de naître doit faire face à une offensive générale au-dedans et au-dehors. Car la France n'est alors qu'un des théâtres d'opérations de la guerre froide qui se déchaîne entre l'Est et l'Ouest. Cette année de déchirements, qui laissera la classe ouvrière désunie et démoralisée, commence pourtant par une embrassade générale.

Le 22 janvier 1947, le parti communiste réussit enfin l'opération « Défense nationale »; il obtient de Paul Ramadier ce « grand ministère » qu'un mois auparavant Léon Blum n'avait pu lui donner et que lui avait refusé le général de Gaulle en 1945. « La fin de l'exclusive qui pesait sur nous est une reconnaissance du caractère national de notre parti », s'empresse de proclamer Jacques Duclos. Mais la fin de cette exclusive est en fait l'amorce d'une exclusion...

Lorsqu'en décembre 1946, le parti, prisonnier de son

exigence, avait dû laisser le pouvoir aux seuls socialistes, il s'était bien rendu compte que son départ du gouvernement n'avait déplu ni aux Américains ni à la droite de l'Assemblée. Aussi avait-il insisté sur le « caractère transitoire » du gouvernement socialiste et bicn entendu sur l'opposition des communistes « à la politique des deux blocs à l'extérieur et à l'intérieur ».

Mais si bref qu'il ait été, le jeûne gouvernemental pesait autant au M.R.P. qu'aux communistes. Plus prolongé, il était devenu insupportable aux radicaux. Ce qui avait paru intolérable en décembre fut donc admis sans autres difficultés en janvier. Pour prix de la Défense nationale, le parti n'eut qu'à souffrir la participation des deux indépendants et pour récompense il n'eut qu'à écouter le président du Conseil : « On nous reproche la présence d'un communiste à la Défense nationale : qui donc pourrait se flatter de faire abstraction des communistes quand il s'agit d'organiser la défense nationale? »

Le parti est donc satisfait, le gouvernement l'est aussi pour qui « l'espoir luit de nouveau » et le pays l'est également pour qui cet espoir est celui de la baisse des prix. La concorde au-dedans, l'entente au-dehors. « Nous n'acceptons pas et nous n'accepterons jamais de nous insérer dans un bloc qui chercherait l'hégémonie ou l'agression », avait dit Paul Ramadier à l'Assemblée. L'hégémonie, c'était évidemment pour les Américains et l'agression pour les Russes, de sorte que les communistes comme les autres groupes l'avaient applaudi. C'était le 21 janvier.

Le 22 février, à une réunion de la Maison-Blanche, Dean Acheson déclare à huis clos, mais on ne le saura que beaucoup plus tard : « En France avec quatre communistes dans le gouvernement dont l'un au ministère de la Défense, avec les communistes contrôlant les plus grands syndicats et noyautant les usines et l'armée, avec près d'un tiers de l'électorat votant communiste et avec des conditions économiques en constante aggravation, les Russes pourraient ouvrir la trappe à tout moment qu'ils choisiraient (1). » Le tableau est plus sombre que la réalité. Mais il exprime une crainte et une volonté. Faute de pouvoir reprendre à l'U.R.S.S. la sphère d'influence qu'on lui a laissée à l'Est, il faut empêcher que le communisme gagne de l'intérieur l'Europe de l'Ouest. Et d'abord vaincre son

principal allié : la misère. C'est la doctrine Truman qui s'oppose à la pratique Staline. Qu'elle veuille en faire un glacis pour sa sécurité ou une réserve pour son économie, que son chef ait renoncé à sa thèse du socialisme dans un seul pays, l'U.R.S.S. est en train de cueillir les profits politiques des bouleversements sociaux imposés dans les pays qu'elle a conquis ou libérés. En novembre, Dimitrov a pris le pouvoir en Bulgarie. Les communistes français y découvrent les vertus de la « démocratie européenne » alors qu'ils dénoncent les vices de l'« impérialisme américain » dans les offres d'aide et d'organisation économiques. Pourtant, ce n'est pas apparemment sur ce terrain que la rupture interviendra. Car dans toute crise il y a le climat, l'occasion et la cause.

Le climat est créé par la guerre d'Indochine qu'ignorant ou abusé le gouvernement Blum a laissé naître à la fin novembre 1946. « Cette guerre nous ne l'avons pas voulue, nous ne la voulons pas », déclare Paul Ramadier le 21 janvier. Mais elle est là. Inaugurant un rituel qui durera sept ans, le président du Conseil annonce que la paix sera rétablie dès que la sécurité le sera et il rend hommage à l'héroïsme et aux sacrifices des soldats. Tous les députés se lèvent et Maurice Thorez donne aux communistes le signal des applaudissements.

Le 18 mars, au petit matin, Paul Ramadier parle de nouveau de l'Indochine à la tribune de l'Assemblée. « La France, dit-il, doit exprimer à ses soldats sa reconnaissance. » Tous les députés se lèvent sauf les communistes et, à son banc, le ministre de la Défense nationale, François Billoux. M. Pleven se dresse de toute sa hauteur : « Je constate que M. le ministre de la Défense nationale ne se lève pas. » Une tempête s'abat sur l'hémicycle : « Debout, c'est une honte de rester assis! »

Le débat qui dure depuis plusieurs jours avait déjà été émaillé d'incidents et d'une fausse sortie. Paul Reynaud était en train d'accuser un certain Duong Bach Maï d'avoir commis des exactions en Indochine en 1945 quand un député-compère s'était écrié, tourné vers le public : « Cet individu se trouve dans la sixième tribune; » un autre s'était exclamé à l'antique : « Qu'on ferme les portes du Palais! » Ancien délégué à la conférence de Fontainebleau, l'Indochinois n'était pas un inconnu pour les communistes. Mau-

rice Thorez et François Billoux s'étaient levés cette fois, mais c'était pour quitter le banc du gouvernement et l'hémicycle, suivis de tout le groupe communiste, passant par ces couloirs où l'avant-veille une députée communiste, ancienne déportée, avait galamment giflé l'un des hérauts de l'anticommunisme, Pierre André. Le lendemain, Maurice Thorez préférait son banc de député à celui de ministre, puis le gagnait enfin mais pour rester assis lorsque ses collègues du gouvernement se levèrent pour saluer la reprise de Nam Dinh. Quant à Duong Bach Maï, il devait être arrêté plus tard et embarqué pour être jugé à Saigon. Mais à Port-Saïd, on le débarqua pour le ramener en France; Maurice Thorez l'avait exigé en Conseil des ministres, ainsi d'ailleurs qu'Yvon Delbos.

Le débat du 18 mars à peine terminé sur l'abstention du groupe communiste, commence la discussion des crédits militaires pour l'Indochine. Le Comité central du parti décide de les refuser parce que la guerre contre le Viet-nam est contraire à la Constitution et qu'elle creuserait le fossé avec l'ensemble des peuples d'outre-mer; il ajoute que le développement du conflit « indiquerait le recours prochain à l'aide financière et militaire de l'étranger, c'est-à-dire l'aliénation de l'indépendance nationale ». Ainsi le parti est-il d'autant plus résolu — beaucoup plus qu'il ne le sera au seuil de la guerre d'Algérie — qu'à la différence de celle-là la révolte du Viet-nam est d'inspiration communiste et qu'elle le ramène à sa préoccupation majeure du moment : ne pas aliéner l'indépendance de la France au profit des États-Unis.

Le parti auquel appartient pourtant le ministre de la Défense nationale ne votera donc pas les crédits militaires. Mais les ministres communistes eux-mêmes? Un gouvernement digne de ce nom pourrait-il survivre à leur défaillance? Le Comité central n'en dit rien; le président du Conseil, lui, en parle avec angoisse à l'Assemblée.

« Je vous le demande, les yeux dans les yeux. Je le sais, vous avez du courage. Vous l'avez montré. Le courage, voyez-vous, c'est de ne jamais se mentir à soi-même, de ne jamais se dissimuler les problèmes. Si vous vous abstenez sur cette question, quelles que soient les adresses parlementaires, les astuces subalternes, vous savez bien jusqu'où

cela peut aller. Sera-ce jusqu'à la fin de la République? Sera-ce jusqu'à la fin de la France? Personne d'entre vous ne sait où la série pourrait être interrompue. Ce que nous savons, à coup sûr, c'est que, si vous maintenez votre abstention, vous ramenez la politique française à cette opposition entre le communisme et l'anticommunisme que nous avons tout fait pour écarter parce que la raison même le commandait. Le jour où vous aurez rompu le lien qui unit tous les partis dans l'œuvre de salut national, ce jour-là je ne sais pas jusqu'où s'irritera cette opposition. Mais ce que je sais, c'est que vous aurez fait disparaître une politique dans laquelle, au creuset des responsabilités et des épreuves subies en commun, pouvaient se fondre, dans une commune foi républicaine et française, toutes les aspirations de ce pays. »

Cette exhortation hachée d'applaudissements laisse de glace les communistes. « Vous vous engagez dans une politique de folie d'où rien de bon ne sortira, lance Jacques Duclos. Vous perdrez l'Indochine et l'Union française. » Paul Ramadier veut encore compter sur Maurice Thorez dont il affirme qu'en Conseil des ministres « il a eu le courage de traduire notre volonté unanime, celle de sauvegarder l'indispensable unité française ». C'est aussi ce que dit le secrétaire général au Bureau politique pour l'amener à décider « qu'il n'y a pas lieu pour les ministres de rompre la solidarité ministérielle ». Les ministres voteront donc les crédits et contresigneront les instructions au nouveau haut commissaire. Jacques Duclos apporte un argument qui a son poids alors que commence la conférence à Quatre dans la capitale soviétique : « En ce moment, il est bien difficile de gouverner la France sans un gouvernement de coalition; notre ministre des Affaires étrangères défend la cause de la France à Moscou. » Les communistes font en effet toujours confiance à Georges Bidault pour défendre contre les Anglo-Saxons les thèses françaises sur l'Allemagne. On en revient toujours là, mais avant d'y arriver et le climat étant créé par la discorde sur la guerre d'Indochine, voici l'occasion inattendue ou le prétexte inespéré...

Il y a d'abord la rébellion et la répression à Madagascar. Est-ce l'occasion de rompre enfin? Les ministres communistes protestent contre l'arrestation des parlementaires

malgaches, qu'ils jugent contraire à la Constitution et, en Conseil, Maurice Thorez polémique interminablement à ce sujet avec Pierre-Henri Teitgen. Jamais plus qu'à cette époque le parti n'est attentif à se ménager les peuples d'outre-mer et leurs représentants; il en reviendra... Mais s'il proteste, il s'incline : la conférence de Moscou n'est pas terminée. Les parlementaires malgaches, abandonnés à leur sort, paieront donc... pour l'Allemagne. L'occasion viendra de plus près, non de Tananarive, mais de Boulogne-Billancourt.

Le 25 avril, une grève éclate chez Renault contre l'avis de la C.G.T. Elle est organisée au départ par les trotskystes, mais elle est aussitôt approuvée et encouragée par les syndicalistes socialistes et chrétiens. Et lorsque Léon Blum conviendra lui-même qu'une « faute a été commise vis-à-vis du parti communiste et de la direction communiste de la C.G.T. » et qu'on a pris « un futile et malin plaisir à les mettre dans l'embarras à propos des incidents complexes » de cette grève, il sera trop tard. Le prétexte de la rupture est trouvé...

La véritable cause n'est pas éloignée dans le temps, si elle l'est dans l'espace. Le 21 avril, à Moscou, l'accord charbonnier signé par MM. Bidault, Bevin et Marshall signifie que la France n'espère plus rien de l'Union soviétique qui lui refuse la Sarre; il scelle en fait l'échec de la conférence de Moscou. A peine connu, l'accord est vivement critiqué par les communistes. « Triomphe de la diplomatie bien pensante », cet accord fera de notre pays « le parent pauvre du bloc occidental »; ils reprochent en somme à Bidault d'avoir vendu ses droits allemands contre un seau de charbon.

La conférence s'achève le 24 avril, la veille — quelle chance! — de la grève Renault. Au premier Conseil de cabinet qui suit, le 30 avril, Maurice Thorez veut bien passer sur l'arrestation des parlementaires malgaches qui est renvoyée à une commission spéciale, mais il s'arrête longuement à la grève, aux salaires et aux prix; il informe tout à trac le Conseil que son parti a décidé d'appuyer sans réserve les revendications de la C.G.T. sur l'octroi immédiat de primes à la production, revendications qui datent du 12 mars. Chacun comprend un peu tard que le parti communiste ne craint rien plus que d'être débordé sur sa

gauche. En vain Paul Ramadier rappelle à Maurice Thorez qu'il était convenu que la question des salaires ne serait posée qu'en juillet. Le dialogue atteint au pathétique entre les deux hommes, mais les cinq ministres communistes quittent la salle avant la fin du Conseil. La rupture est effective et l'on n'attend plus pour l'officialiser que le retour d'Afrique du président de la République. Au Conseil des ministres aussitôt réuni dans la soirée et la nuit du 1er mai, Maurice Thorez confirme que son parti désavoue la politique économique et sociale du gouvernement, la double baisse de 5 % n'ayant abouti selon lui qu'à une baisse des prix de 3,3 %. Charles Tillon ajoute même qu'il est en désaccord « sur tout » depuis trois mois... c'est-à-dire en fait depuis la constitution du cabinet Ramadier. L'Assemblée ayant été saisie du conflit dès le lendemain, les ministres communistes refusent de voter la confiance mais ne prennent pas congé pour autant; il faut, pour qu'ils s'en aillent, que le président du Conseil, qui y était résolu depuis dix jours, les révoque le 5 mai. Le parti pourra soutenir ainsi qu'ils ont été chassés du gouvernement et qu'ils l'ont été sous la pression du général de Gaulle et sur l'ordre des Américains. Toute une mythologie fera partir de ce jour tous les malheurs de la France.

Personne ne tient cependant sur le moment à exposer sincèrement les causes et les conséquences de l'événement. Chacun se contente des commodités de l'apparence alors que la rupture n'est de toute évidence que le reflet d'une crise générale. La Belgique n'a pas de général de Gaulle ni de grève Renault et le 19 mars les communistes ont été écartés du gouvernement formé par M. Spaak. Privée de colonies, l'Italie n'a pas de guerre d'Indochine et les communistes seront exclus par M. de Gasperi qui donnera sa démission le 13 mai et reconstituera son ministère sans eux le 30.

Français, belge ou italien, les gouvernements savent bien où est le danger et d'où peut venir l'aide; s'ils pouvaient ignorer les secrets de la Maison-Blanche, ils avaient lu le 12 mars le discours Truman. En demandant au Congrès d'aider économiquement et financièrement la Grèce et la Turquie, immédiatement menacées du dedans et du dehors par le communisme, le président des États-Unis définit une politique ambitieuse et précipitée qui vise à sauver

l'indépendance des pays qui la conservent encore à l'Est comme à l'Ouest; il a fait son deuil de la Pologne, de la Roumanie et de la Bulgarie, mais non de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie; il pense aussi à l'Italie et à la France. « Les peuples libres de la terre attendent de nous que nous les aidions à conserver leurs libertés. Si nous manquons à notre rôle directeur, nous pourrons par là mettre en péril la paix du monde. » Cette aide suppose, sans qu'il soit besoin de l'expliciter, que ces pays s'aident eux-mêmes en se débarrassant des communistes (2); elle implique en outre une remise en cause du partage d'influence établi en 1945. Ni de ceci, ni de cela, l'Union soviétique ne peut vouloir.

Face à cette situation, le parti communiste est pourtant des plus flottants. Ce n'est pas sans hésitation qu'il a décidé de refuser sa confiance au gouvernement Ramadier. Sa droite voulait poursuivre coûte que coûte l'expérience de la participation. La rupture intervenue, il se refuse à la croire définitive tant il est convaincu qu'elle est un retour en arrière. Sa gauche considère au contraire qu'il s'agit d'un « pas en avant ».

La direction du parti commet en réalité deux erreurs dont elle sera accusée et s'accusera plus tard, l'une de tactique et l'autre d'analyse, l'une au regard de la politique française et l'autre de la politique russe, l'une dépendant en partie de l'autre.

En votant contre la confiance au gouvernement, les communistes pensaient qu'ils l'obligeraient simplement à se démettre; tel était l'espoir de Maurice Thorez et tel était aussi pour d'autres raisons l'avis de Guy Mollet. Ils enragent de voir que le gouvernement continue sans eux. Mais ils ne vont pas jusqu'à l'empêcher de gouverner. Paul Ramadier craignait que le parti ne déclenche des grèves. Jacques Duclos le tranquillise : « Les gens qui parlent aujourd'hui de grève générale sont des imbéciles. » Battus et contents, les dirigeants du parti ne se considèrent pas « moralement dégagés d'une politique de responsabilité ». Suprême erreur qui leur sera violemment reprochée par Moscou.

Entre la droite du parti qui était pour le maintien au gouvernement et la gauche qui était pour le passage à l'opposition, Maurice Thorez a choisi une fois de plus une voie moyenne « à la Staline ». Cela lui permettra plus tard

de voiler ses erreurs derrière celles des opportunistes et celles des gauchistes.

Rassuré, au moins sur le moment, Paul Ramadier rassure les ambassadeurs, sans oublier celui d'U.R.S.S. La rupture avec les communistes se présente « comme un simple événement de politique intérieure qui n'aura pas d'incidences internationales (3) ». Sans doute était-ce plutôt le contraire, cette rupture n'étant en vérité que l'incidence intérieure d'un événement de politique internationale. Mais l'excuse du président du Conseil est que son erreur est partagée par le secrétaire général du parti communiste; ils sont d'accord sur ce point de leur désaccord, et ils ont cependant tort l'un et l'autre.

Ainsi s'achève le premier acte de la rupture, celui d'une pièce rose encore. On se sépare mais, au moins du côté communiste, on ne désespère pas de renouer. Le second acte est déjà plus noir, encore qu'il commence par un divertissement.

Le XIe Congrès du parti s'ouvre le 25 juin 1947 à Strasbourg; le lendemain, Molotov arrive à Paris. A un jour près, le parti aurait sans doute évité un quiproquo.

Persévérant dans l'erreur, le parti se présente plus que jamais comme un parti de gouvernement. Tandis que la salle crie « Thorez au pouvoir! », Marcel Cachin se demande « par quelle aberration on a pu se priver d'un tel homme d'État ». Le thème commun des orateurs est « qu'il est temps que soit mis un terme au glissement à droite, il est temps de reprendre le mouvement à gauche ».

On reprend l'antienne : « Il est temps que soit formé un gouvernement conforme aux volontés du peuple. » On flatte le peuple : « Les ouvriers sont-ils assez bons pour travailler, mais non pour gouverner? » On implore les socialistes : « Vous pouvez jouer un rôle important pour exiger la formation d'un gouvernement démocratique dans lequel nos deux partis travailleront ensemble avec d'autres républicains. »

Quant à la politique étrangère, le Congrès se fait aussi ironique.

Le 5 juin, le secrétaire d'État américain, le général Marshall, avait lancé l'appel qui, autant que sa contribution à la victoire des Alliés, devait immortaliser son nom : les États-Unis sont prêts à aider tous les pays d'Europe à la seule condition qu'ils élaborent en commun un programme

de relèvement économique. « Notre politique n'est dirigée ni contre un pays ni contre une doctrine, mais contre la faim, la misère, le désespoir et le chaos. » Le 22 juin, le gouvernement soviétique acceptait l'invitation de Bidault et Bevin de discuter à trois de l'organisation économique de l'Europe. C'est la conférence de la dernière chance.

Le parti ne veut rien dire qui puisse la compromettre mais mal informé — ou trop bien — Florimond Bonte communique un texte du rapport de Maurice Thorez, sans doute préparé avant l'acceptation soviétique, où on lit que le plan Marshall est un « piège occidental ». Mieux ou pire, l'expression est reprise le lendemain sur deux colonnes par *l'Humanité*... et démentie en deux phrases par Maurice Thorez. C'est à tort que les journaux ont mis sur ses lèvres l'expression « piège occidental ». « L'expression leur a été livrée par nos services de presse. » Et il insiste : « Je répète que nous sentons trop nos responsabilités pour créer des difficultés entre les Alliés et faire quoi que ce soit pour gêner l'entente nécessaire entre les Alliés et le relèvement de notre pays. » Et le 27 encore, Jacques Duclos affirme : « Nous souhaitons quant à nous que les discussions qui s'ouvrent sur le plan Marshall aident à la reconstruction de l'Europe. » C'était aussi l'espoir de Togliatti qui n'est plus au pouvoir en Italie et des communistes qui le sont à Prague. Mais ce n'était pas l'avis de Staline (4).

Le congrès communiste s'achève avant que Molotov ait dénoncé le piège du plan Marshall. Et si l'expression n'est pas employée dans ses discours, elle le sera bel et bien trois mois plus tard dans le rapport de Jdanov. Tous les communistes français n'étaient d'ailleurs pas aussi optimistes que Maurice Thorez et Jacques Duclos, ou aussi peu instruits des intentions de Staline. Waldeck Rochet n'avait-il pas osé dire que « quand les États-Unis parlent d'aider les autres pays, ils pensent avant tout pallier la prochaine crise économique; ils pensent avant tout à eux-mêmes »?

L'Union soviétique refuse donc d'établir un programme de relèvement commun à tous les pays d'Europe. Car ce serait porter atteinte à leur souveraineté. Le thème n'a pas changé depuis qu'il y a un an le même Molotov a mis en garde l'Italie d'avoir à défendre sa souveraineté contre les États-Unis.

Le rideau tombe ainsi sur le second acte de la rupture.

Rideau de scène pour le congrès de Strasbourg qui n'a pas encore bien compris le drame qui se joue entre l'Ouest et l'Est. Rideau de fer pour un pays qui, comme la Tchécoslovaquie, se voit contraint par Moscou de refuser l'offre du général Marshall.

Le Kominform.

Le dernier acte se prépare du 22 au 27 septembre dans une petite ville de Pologne, non loin de l'ancien Breslau, Szklarska Poreba. L'idée de réunir les délégués des partis communistes européens les plus importants en vue de créer entre eux un organisme de liaison n'était pas nouvelle. Elle était née, dès 1945, dans l'esprit de Tito qui l'avait soumise en juin 1946 à Staline. Le chef du Kremlin n'avait pas voulu la prendre à son compte tant il était soucieux d'écarter toute apparence, tout soupçon de vouloir ressusciter l'ancien Komintern : « Qui devait prendre l'initiative, avait-il dit à Dimitrov : toi, Tito ou les Français? » Dimitrov avait renvoyé la balle à Tito qui avait répondu : « Non, que ce soit les Français. » Et les choses en étaient restées là (5).

Finalement, ce sont les Polonais qui, un an plus tard, s'en chargent à la demande de Staline. Les flottements des communistes français, italiens, tchèques, polonais même devant les changements de la situation internationale l'avaient convaincu de l'urgente nécessité de resserrer les liens entre les divers partis et tous ensemble avec Moscou.

Chacun des neuf partis convoqués est représenté par deux délégués. Dix-huit ans plus tard, le seul couple politiquement et physiquement survivant devait être celui des Français. Pendu, le Tchèque Slansky; en prison le Yougoslave Djilas et le Hongrois Farkas; en disgrâce le Russe Malenkov et la Roumaine Anna Pauker, décédée en dissidence l'Italien Reale. En 1947, il n'y avait pourtant que deux accusés : Jacques Duclos et Étienne Fajon.

Lorsqu'ils arrivent bons derniers à la réunion, avec les Italiens — est-ce la distance ou le scénario qui l'a voulu? — les Français ne se rendent pas compte qu'ils vont comparaître devant un tribunal. Mais les premiers rapports leur enseignent à dessein la manière de comprendre la situation

et celle de prendre le pouvoir. Or de ceci et de cela, ils étaient fort loin en quittant Paris.

Le rapport Jdanov c'est, lourdement analysée, la situation telle que la voit Staline. Il y a d'une part le camp impérialiste et antidémocratique et le camp anti-impérialiste et démocratique, celui de la guerre et celui de la paix. Les États-Unis dirigent le premier et l'Union soviétique anime le second. Comment en est-on arrivé là? La seconde guerre mondiale — dont l'origine est le développement inégal du capitalisme dans les différents pays entre l'Allemagne et l'Italie d'un côté, la France et l'Angleterre de l'autre — a conduit à une nouvelle aggravation de cette inégalité, cette fois entre les États-Unis et les autres Occidentaux réduits « à l'état de satellites ». Mais sur leur chemin vers la domination mondiale, les États-Unis se heurtent à l'U.R.S.S., « aux pays de la nouvelle démocratie » et aux ouvriers de tous les pays. Bref au communisme. La doctrine Truman et le plan Marshall ne sont donc que l'expression concrète des efforts expansionnistes des États-Unis. L'U.R.S.S. a eu raison de refuser d'en discuter car c'eût été « faire tomber dans le piège » les pays de l'Est et du Sud-Est de l'Europe. Le bloc occidental n'est qu'un « protectorat américain ».

Comment sortir de là? « C'est aux partis communistes qu'incombe le rôle historique particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe et de démasquer résolument tous les auxiliaires de l'impérialisme américain » et spécialement les « socialistes de droite » à la Blum et à la Ramadier. Si ces partis et notamment ceux de France, d'Italie et d'Angleterre « prennent en main le drapeau de l'indépendance nationale », « s'ils ne se laissent pas influencer par l'intimidation et le chantage... s'ils savent se mettre à la tête de toutes les forces disposées à défendre la cause de l'honneur et de l'indépendance nationale, aucun des plans d'asservissement de l'Europe ne pourra être réalisé ».

Ce n'est évidemment pas ce qu'avait fait jusqu'alors le parti communiste français. Aussi bien les deux délégués yougoslaves, chargés de l'accusation, s'en donnent-ils à cœur joie. Plus agressif encore que Kardelj qui avait fait la critique de l'opportunisme du parti français, Djilas fait remonter le procès à l'époque de la Résistance. En ne pre-

nant pas la tête d'une véritable insurrection, les communistes ont laissé de Gaulle accaparer puis éliminer la Résistance. La politique du parti n'a pas été plus juste à l'égard des socialistes et si les communistes ont sous-estimé le « danger de Gaulle », ils se « sont laissé manœuvrer par Ramadier et Blum ».

Djilas reproche à Maurice Thorez d'avoir présenté son parti comme un parti de gouvernement, même après son exclusion par Ramadier, même au congrès de Strasbourg. Jacques Duclos qui, avant ces réquisitoires, avait présenté un long rapport bourré de chiffres et de faits, doit alors présenter la défense de son parti; il admet que l'exclusion du gouvernement n'a pas été un fait de politique intérieure et que les communistes français auraient pu davantage dénoncer la pression américaine. « Il n'est pas juste de dire que nous n'avons rien fait. Il fallait faire davantage; voilà tout (6). »

Comme, dans sa première intervention, il avait souligné les divergences de vues entre Guy Mollet et Ramadier, Anna Pauker l'avait invité à être plus inexorable avec Mollet qu'avec Ramadier et Blum. Jacques Duclos réplique qu'on l'a mal compris et que la politique de Mollet est du même ordre que celle de Ramadier.

Jdanov et Malenkov — c'est-à-dire Staline — jugent bien modeste l'autocritique de Jacques Duclos. Le premier reprend avec âpreté le grief de Djilas : pourquoi le parti français se présente-t-il comme un parti de gouvernement? Le peuple n'aurait-il pas mieux compris s'il s'était qualifié de parti d'opposition? Cette question de vocabulaire paraît vraiment passionner cet esprit chagrin. L'esprit malicieux du camarade français lui souffle la réponse : « Nous voulons dire par là que notre parti est un parti capable de gouverner, qui a fait ses preuves, qui peut reprendre le pouvoir. » Ce qu'on ne saurait reprocher à un parti digne de ce nom, même communiste.

Pour finir, Jacques Duclos confesse pour le passé que la lutte du parti a été insuffisante quand il était au gouvernement et que sa réaction ne l'a pas moins été quand il en a été chassé. Pour l'avenir, il promet que son parti va mobiliser le peuple contre l'impérialisme américain. « Notre parti est placé devant une grande épreuve. Vous pouvez lui faire confiance. »

La déclaration finale invite les partis communistes à « se mettre à la tête de la résistance dans tous les domaines — gouvernemental, politique, économique et idéologique — aux plans impérialistes d'expansion et d'agression ».

La réunion de la conférence qui s'est achevée le 27 septembre 1947 par la création du Kominform n'est connue que le 5 octobre et le rapport Jdanov ne le sera que le 22! Encore ne sera-t-il pas publié dans *l'Humanité,* mais seulement dans l'hebdomadaire du Comité central, *France Nouvelle.* A-t-on attendu que les textes aient été traduits dans toutes les langues ou que les élections municipales aient eu lieu? Les attaques contre les socialistes auraient été mal venues à un moment où le parti renouvelait ses avances en vue de constituer des listes communes et même un gouvernement commun où André Marty, qui ne doutait de rien, réclamait à l'avance l'Intérieur pour le P. C.

Déchaînement.

Les élections passées, le parti se déchaîne simultanément au Comité central et à l'Assemblée nationale. C'est la guerre.

Réuni les 29 et 30 octobre, le Comité central entend Maurice Thorez confesser ses « erreurs », ses « hésitations » et ses « flottements » ou plutôt ceux du Comité central. Car la fiction du centralisme démocratique veut que si les membres du Comité discutent, ils soient solidaires des décisions prises par les dirigeants du parti. Fiction conforme à la réalité puisque aussi bien le Comité est désigné en fait par le secrétariat.

Erreur que d'avoir tardé « à constater et à définir clairement la nature et la portée des changements intervenus dans la situation internationale et notamment du regroupement des forces impérialistes et antidémocratiques, sous la direction et au profit des États-Unis ». Et le secrétaire général écrase de son mépris tous ces gouvernants et sénateurs américains, « tous ces négociants et voyageurs en corned-beef et chewing-gum » qui « ne prennent plus la peine de se dissimuler et formulent leurs ordres avec arrogance ».

Erreur que de n'avoir « pas souligné, dès le début, et avec

la vigueur nécessaire, que les communistes n'ont été écartés du gouvernement que sur l'ordre exprès de la réaction américaine... et d'avoir laissé l'impression qu'il s'agissait d'une crise ministérielle plus ou moins ordinaire tandis qu'il s'agissait d'une intervention brutale des impérialistes américains de la France (7) ».

Erreur que de ne pas avoir « dès le début démasqué la conduite des dirigeants socialistes comme étant une véritable ignominie, une honteuse trahison des intérêts nationaux ». Et de vitupérer Guy Mollet, Ramadier, Léon Blum surtout qui a introduit les « navets américains » sur nos écrans et qui, tel le « chien de l'Écriture », est revenu à ses « vomissements antisoviétiques ».

L'autocritique s'étend au passé pour mieux éclairer l'avenir. Erreur que d'avoir conçu le Front populaire « comme une entente par le sommet »; et d'avoir accepté — écho à Jdanov — le Conseil national de la Résistance autrement que « comme l'émanation des comités de base ». Dans l'un et l'autre cas, le parti a admis la présence d'hommes ou de partis « qui ne songeaient qu'à trahir le mouvement à la première occasion ». La « faute » commise dans l'organisation et la conduite de la Résistance a donc été la même que lors du Front populaire. Elle lui a été aussi « fatale ».

En vérité cette erreur est aussi ancienne que la naissance du parti ou plus exactement que la querelle du front unique dont il n'a jamais su exactement quand et comment il convenait de le réaliser : à la base, au sommet ou aux deux à la fois.

Il s'agit de ne pas recommencer la même erreur contre le « parti américain » qui s'étend des socialistes aux gaullistes. Les républicains, qu'ils soient libres penseurs ou catholiques, sont appelés à se compter « non plus entre la gauche et la droite mais sur la soumission ou la résistance à l'emprise du capitalisme américain ». Pas d'accord au sommet. Mais action à la base.

A l'Assemblée nationale, Jacques Duclos offre la version parlementaire des rapports Jdanov et Thorez. Pour la circonstance, il change de personnage. Lui, qui sait quand il le faut, se faire débonnaire, joue cette fois les furieux. Tout ce qu'il peut trouver de violent et d'injurieux, il le lance à la figure des socialistes et du gouvernement, « aux ordres des potentats du dollar ». Les gaullistes qualifiés de « néofas-

cistes » n'échappent pas à la bordée d'insultes. « Nous avons le spectacle affligeant d'un président du Conseil et d'un président du R.P.F. s'appliquant à obtenir la confiance de Wall Street. Pour vous, certains désirs sont des ordres... » Un pugilat général est évité de justesse dans l'hémicycle. Mais ce n'était qu'un lever de rideau.

Le 12 novembre, à Marseille, des manifestants débordent le service d'ordre qui se laisse d'ailleurs faire. L'émeute gagne la ville. Un jeune ouvrier est tué. La grève est générale. Le ministre de l'Intérieur, Édouard Depreux, dissout deux compagnies républicaines de sécurité dont les officiers avaient sympathisé avec les manifestants; il demande la levée de l'immunité parlementaire de l'ancien maire communiste Cristofol et proclame la République en état de légitime défense. Au même moment, la C.G.T. réclame une augmentation du salaire minimum et décide de consulter les ouvriers sur le tas, c'est-à-dire « à la base ».

Le 17, une première vague de grèves déferle dans la métallurgie parisienne et les mines du Nord. De proche en proche toutes les professions et toutes les régions sont atteintes. Les cheminots, les dockers, les postiers, les gaziers cessent le travail; le ravitaillement devient critique. Le gouvernement, qui entre-temps a changé, se décide à réagir après avoir compté sur la fatigue de l'opinion, l'usure de la grève et la division — déjà réelle — des syndicats. En juin, lors d'un premier mouvement de grèves tournantes, le président du Conseil avait parlé d'un chef d'orchestre clandestin; cette fois son successeur le désigne : le parti communiste. En France et en Italie. Le 29 novembre, il rappelle quatre-vingt mille réservistes, dissout onze compagnies dites de sécurité et dépose trois projets de loi pour la défense de la République et celle de la liberté du travail. C'est l'émeute, maîtresse de la rue à Saint-Étienne et Béziers, tragique à Valence, héroï-comique au Palais-Bourbon.

La séance commence à quinze heures, le samedi 29 novembre. Elle durera quatre jours et quatre nuits. Quand le président du Conseil arrive — Robert Schuman a succédé à Paul Ramadier — Jacques Duclos s'écrie : « Voilà le Boche! ». Et Arthur Ramette : « Nous avons de la terre de France à nos souliers, nous. » Et Charles Tillon : « Où étiez-vous soldat en 1914, monsieur le président du Conseil? » Et tous ensemble : « Schuman au poteau (8). » Le ton est donné.

— Vous êtes le gouvernement de la misère et de la matraque.

— Vous avez soif de sang!

— Hitler n'a pas réussi à nous casser la gueule, personne n'arrivera à nous la casser.

Assassins, menteurs, lâches, fascistes, fusilleurs, sont alors les moindres épithètes du répertoire communiste.

Jacques Duclos se surpasse : « Chiens couchants, salauds, Hitler ne faisait pas autrement. »

Sourd, satisfait ou désabusé, le président Herriot laisse dire :

Jacques Duclos : C'est une loi boche.

Charles Tillon : Le chef du gouvernement a appris cela à l'école d'Iéna.

Marc Dupuy : Quand il portait le casque à pointe.

Nouveau ministre de l'Intérieur, Jules Moch tente de lire une longue liste de sabotages sur les voies ferrées.

Raymond Guyot : C'est une vaste rigolade.

Marc Dupuy : Il vient de passer trois semaines en Amérique.

Raymond Guyot : Monsieur Jules Moch, vous parlez comme Philippe Henriot.

Charles Tillon : Truman sera content de vous.

Raymond Guyot : Valet!

A ce mot, le président réagit enfin. Mais il s'entend répondre qu'il n'y a pas eu injure, mais la constatation d'un fait. Pour André Marty, Jules Moch n'est d'ailleurs qu'un « bourreau d'ouvriers (9) ». Mais quand, abreuvé d'injures, le ministre de l'Intérieur dit qu'il « préfère ne pas écouter », il se fait traiter d'« insolent ». Plus tard, Maurice Thorez dira à François Mitterrand, ministre des Anciens Combattants : « Provocateur, vous parlez comme Gœring! »

Ayant le nombre, l'endurance et l'ardeur, les communistes empêchent ministres et rapporteurs de parler, mais ils tiendront la tribune aussi longtemps qu'il leur plaira. L'un d'eux l'occupera même toute la nuit.

Au troisième jour du débat, Raoul Calas évoque « le glorieux régiment du 17e qui a refusé de tirer sur le peuple à Béziers en 1907 » et il enchaîne : « Vous me permettrez de penser... que d'autres suivront son exemple dans la voie glorieuse qui leur a ainsi été tracée. » Tandis qu'Yvon Del-

bos réussit à crier « C'est une honte », le groupe communiste se lève et entonne « *Le Chant du 17e* ». Édouard Herriot lève la séance et, un quart d'heure plus tard, il demande à l'Assemblée de censurer et d'exclure Raoul Calas.

Le député refuse alors de quitter la tribune et ses camarades occupent l'hémicycle; ils y passent la nuit, couchés sur les bancs. Montée sur un escabeau, Mme Vermeersch ravitaille de temps en temps Raoul Calas. Mais tout grand jeu a une fin. A cinq heures moins le quart, un mardi qui se trouve être un 2 décembre, le colonel Marquant, entouré de quatre gardes, prie le député d'abandonner les lieux. Magnanime, Calas s'adresse à l'officier : « Je sais que vous n'êtes pas responsable du métier que vous faites. » Et il sort tandis que Maurice Thorez, Jacques Duclos et André Marty chantent *La Marseillaise.*

Jusqu'alors ménagé, Édouard Herriot est copieusement insulté lorsque l'Assemblée reprend l'examen du projet de défense de la République. « Républicain en peau de lapin », lui crie Florimond Bonte. « Et à Vichy, vous l'avez défendue, la République? » lui demande Charles Benoist. « Honte aux hommes du 2 décembre », lance enfin Laurent Casanova. Imperturbable, le président, qui a une longue habitude de l'injure, passe la parole au ministre de la Justice... La séance du 29 novembre s'achève le 3 décembre à huit heures du matin. Dans la nuit, le Paris-Lille a déraillé près d'Arras. Il y a vingt morts. L'accident est attribué à un sabotage dont les communistes et les ministres se renvoient la responsabilité. Le 4, des manifestants montent à l'assaut de la gare de Valence. Deux ouvriers sont tués... Ce n'est plus la comédie, c'est le drame.

Mais les moyens juridiques et militaires que le gouvernement vient de se faire voter lui seront de peu d'utilité. On assiste bientôt aux derniers soubresauts d'une offensive manquée tant dans le pays qu'au Parlement.

Le 5 décembre, le bureau de la C.G.T., minoritaires compris, fait une démarche auprès du président de la République et, deux jours plus tard, les conversations commencent avec le ministre du Travail, Daniel Mayer. Tandis que l'armée réussit à faire marcher les centrales électriques, que la grève avorte chez les fonctionnaires et qu'elle s'effrite chez les cheminots et les postiers, le groupe « Force ouvrière » juge satisfaisantes les propositions du

ministre — une prime mensuelle de 1 500 fr — et s'apprête à appeler à la reprise du travail. Le 9 décembre, le Comité central de grève, constitué le 28 novembre par les majoritaires de la C.G.T. contre ce groupe, veut le gagner de vitesse et donne pour le lendemain l'ordre de cesser la grève. Il est temps. L'offensive touche à sa fin et les communistes, en bons léninistes, savent battre en retraite quand il le faut; ils appréhendent d'ailleurs, mais un peu tard, l'échec total du mouvement et la scission définitive de la C.G.T. Dans un long manifeste qui sent encore la poudre, le Comité déclare : « ... La police et l'armée ont été lancées contre nous. Des milliers de blessés et des morts ouvriers sont à inscrire au compte du gouvernement et de son ministre de l'Intérieur, Moch... Nous ne laisserons pas battre les forces ouvrières les unes après les autres. Il faut regrouper et rassembler nos forces pour les combats futurs, qui seront rudes. Nous prenons la responsabilité de donner l'ordre de repli général. Ceux qui tiennent magnifiquement, dont les forces sont intactes et la combativité inentamée nous comprendront... »

Avant même que les lois d'exception soient appliquées, la résistance d'une bonne partie de la classe ouvrière l'a emporté sur la grande peur du communisme. Qu'ont donc voulu les dirigeants du parti et de la C.G.T.?

Pour le gouvernement, il ne fait aucun doute que la grève a eu un « caractère insurrectionnel ». C'est ce que déclare son chef, Robert Schuman. Les communistes auraient donc voulu prendre le pouvoir ou du moins exercer une pression suffisante pour que, une crise survenant, ils soient les maîtres du jeu. Aussi le président du Conseil estime-t-il que « le gouvernement a rendu un service incalculable au monde ». « Car cette manœuvre redoutable devait être le point de départ d'une vaste agitation internationale capable de mettre en danger la sécurité des démocraties ou peut-être la paix du monde. » De passage à Paris le 5 décembre, Foster Dulles, pour qui le « parti communiste français n'est pas un parti français », n'était pas d'un autre avis que Robert Schuman : « Les événements de France ont plus d'importance pour l'avenir de l'Europe que la conférence de Londres » (sur l'Allemagne). L'un et l'autre avaient pour leur thèse la simultanéité des émeutes dans le midi de la France et le nord de l'Italie; tous deux avaient

pour eux aussi l'interprétation littérale des consignes du Kominform.

Les ministres socialistes du gouvernement, en tout cas du Travail, Daniel Mayer, et des Travaux publics, Christian Pineau, moins exposés que celui de l'Intérieur, sont plus nuancés que leur président du Conseil; ils préfèrent la thèse de « l'exploitation politique des revendications légitimes ». Pour eux, le second terme a autant d'importance que le premier. Il est certain que cette année-là les prix ont connu une ascension vertigineuse, la plus forte de l'après-guerre en France — comme en Italie; que la production industrielle n'a cessé de plafonner au-dessous de ce qu'elle était en 1938 et que de mauvaises récoltes ont raréfié et renchéri les produits alimentaires. Toutes les conditions économiques étaient réunies pour qu'une explosion populaire se produisît. A cet égard, le parti communiste n'a pas eu à la provoquer; il lui a suffi de ne plus l'empêcher comme il l'avait fait lorsqu'il était au pouvoir ou comptait bien y revenir.

Mais l'extrême violence qu'il a cherché à donner dès l'origine à la grève avait aussi des raisons politiques. «Rien n'aurait été plus nocif que de laisser la classe ouvrière glisser vers une misère plus grande sans combat. Elle se serait détournée des organisations syndicales qui n'auraient pas organisé leur action de défense », devait affirmer, pour se défendre, Benoît Frachon (10) qui, en l'absence de Maurice Thorez, avait animé la grève en sa double qualité de dirigeant du P. C. et de secrétaire général de la C.G.T. Et sans doute songeait-il aussi que les militants déçus se seraient également détournés du parti communiste. Autre raison politique et reconnue, celle-là : « La nécessité où les ennemis de la classe ouvrière se sont vus de bloquer leurs forces et d'agir tous de la même façon, des chefs socialistes aux gaullistes, a largement contribué à clarifier un certain nombre de problèmes politiques dans l'esprit des ouvriers. » Autrement dit, le mouvement a eu pour effet, sinon pour but, de bien situer le « parti américain », c'est-à-dire d'appliquer et d'illustrer sur le terrain de la lutte sociale la doctrine politique du Kominform.

Le parti communiste s'était bien placé « à la tête de la résistance au gouvernement », à un gouvernement dont il répète au lendemain de l'échec que « toute la politique s'explique depuis le départ des communistes par l'asser-

vissement à l'impérialisme américain et la préparation d'une nouvelle guerre mondiale ». Mais s'il avait été fidèle à la ligne définie par Jdanov, ne l'avait-il pas suivie sans tenir compte des conditions propres à la France? Une fois de plus, il n'avait échappé à l'ornière de l'opportunisme que pour verser dans le fossé du sectarisme.

Lorsque, à la fin de l'année, le Comité central se livre à la critique du mouvement et de son échec, Maurice Thorez a la partie facile puisqu'il n'est revenu que le 29 novembre d'un long voyage à Berlin, Varsovie et Moscou en compagnie de Jeannette Vermeersch et de Laurent Casanova. Il peut donc faire critiquer par sa compagne (11) l'idée même du Comité central de grève créé en son absence. Outre qu'elle devait fournir un prétexte à la scission, la création de cet organisme parallèle avait convaincu l'adversaire que le mouvement était bien concerté et par surcroît d'inspiration communiste. Le sectarisme n'avait pas été moindre sur le tas qu'à la tête. Alors que le parti s'était promis de réaliser l'unité d'action à la base, les violences exercées contre les non-grévistes, injuriés, molestés, refoulés à coups de lances d'incendie n'avaient pu qu'indigner ceux-là mêmes qu'il s'était juré de séduire.

Dans l'analyse comme dans l'action, le parti communiste avait appliqué mécaniquement la déclaration du Kominform. Après avoir livré et perdu la bataille, il se retrouve isolé, sa presse menacée (12), son appareil syndical brisé; il pourra encore se battre, il ne pourra que témoigner et non plus gagner.

Un an plus tard, à l'automne 1948, après neuf mois d'une valse tournante de grèves incessantes, le bal fera de nouveau place au drame. Les violences se déchaîneront, coïncidant cette fois encore avec un regain simultané de tension à l'extérieur à la suite du blocus de Berlin et de misère à l'intérieur. En octobre on en sera au vingt-huitième plan pour la viande et le louis d'or atteindra 6 125 francs de l'époque! L'inflation est à son sommet, la disette aussi.

Limités aux Houillères mais étendus à tous les bassins, les incidents dégénéreront en émeutes. Des barricades seront élevées, des troupes engagées, des centaines de mineurs arrêtés. L'un d'eux tombera sous les balles de l'armée à Alès et un autre sous celles de la garde républicaine à Firminy. Mais la solidarité ouvrière ne se manifestera guère.

Plus las qu'inquiet, le pays ne réagira vraiment ni devant le désordre ni devant la répression. Quelque peu affolé, au plus fort de l'offensive, le gouvernement vivra comme en état de siège, convaincu par le ministre de l'Intérieur d'avoir à faire face à une véritable insurrection.

Enfin les mêmes scènes se répéteront à l'Assemblée nationale. Après avoir entrepris de démontrer dans le calme que les communistes avaient eu pour but d'obtenir la chute du gouvernement et de prendre eux-mêmes le pouvoir sur l'ordre du Kominform, Jules Moch sera, dans la suite du débat, traité de « canaille » et de « misérable » par Jacques Duclos, de « salaud » par Florimond Bonte, d'« assassin » par Maurice Thorez et de « menteur professionnel » par Auguste Lecœur (13). Rappels à l'ordre, fracas des pupitres, esquisse de pugilat, jamais ministre socialiste n'aura été autant insulté par ses « camarades » communistes. En fait, il avait simplement découvert, avec un bonheur inégal de formules, que le parti situe toujours sa tactique nationale dans la stratégie du communisme international (14). Maurice Thorez n'avait pas dit autre chose pour encourager les mineurs à poursuivre la grève avec l'énergie du désespoir alors que la partie était déjà perdue : « Les luttes pour les revendications immédiates se relient d'elles-mêmes et naturellement au combat général du parti. » Citant Jdanov, il avait exhorté les militants à ne pas surestimer les forces de l'adversaire. Mais omettant de se citer lui-même, il avait oublié que le parti ne peut aboutir à ses fins par ses seules forces. Pour lui isolement est toujours synonyme d'impuissance.

NOTES

(1) Cité dans *La IVe République et sa politique extérieure*, d'Alfred Grosser (Colin), p. 218. Georgette Elgey a d'autre part révélé dans *La République des illusions* qu'Edmond Michelet avait chargé le général Billotte, alors chef de la délégation française à l'O.N.U., « d'attirer l'attention de l'État-Major américain sur la gravité de la nomination » de Billoux.

(2) François Goguel dans *Esprit* de mai 1947 : « Le besoin qu'a la France de crédits américains pour renouveler son outillage, de charbon allemand sous contrôle anglo-saxon pour accroître sa production industrielle et même de blé américain pour assurer son ravitaillement jusqu'à la prochaine récolte donne évidemment aux États-Unis les moyens de peser efficacement sur l'orientation de notre politique intérieure. Ces moyens, il ne semble pas qu'ils

en aient usé brutalement. Mais il y a des choses qu'on peut faire entendre à demi-mot, et des souhaits qui n'ont pas besoin d'être exprimés pour être pris en considération. »

Georgette Elgey, *op. cit.* L'ambassadeur des États-Unis « laisse entendre au président du Conseil que les relations franco-américaines seraient facilitées si les communistes ne siégeaient plus au gouvernement ».

(3) Cf. la lettre publiée dans les *Carnets secrets de la politique* de J.-R. Tournoux (Plon), p. 133.

(4) Le flottement des partis communistes reflète ceux du gouvernement soviétique. Molotov semble être parti de Moscou avec des directives favorables à la négociation. Les deux premiers jours, ses propos avaient paru encourageants. Le troisième, pendant qu'il parlait, « un de ses adjoints lui remettait un télégramme. Molotov s'interrompit pour le lire et ne dit rien de plus de la journée. Le lendemain il dénonçait le plan », au témoignage de Bedell Smith qui le tenait de Bevin. (Cf. *Trois années à Moscou*, Colin, p. 198.)

(5) *Tito parle, op. cit.*

(6) *Avec Jacques Duclos*, par Eugenio Reale, délégué italien à la conférence des Neuf (Plon).

(7) La motion finale du Comité central qui siège les 29 et 30 octobre déclare : « Le Comité central considère qu'il a tardé à apprécier avec la netteté nécessaire les profondes modifications survenues dans la situation internationale depuis la guerre, la nouvelle répartition des forces politiques du monde entre un camp impérialiste et réactionnaire et un camp de la paix et de la liberté, la subordination totale de la politique française aux intérêts du camp impérialiste et aux exigences des États-Unis.

« Il en est résulté une sous-estimation du rôle de la réaction étrangère dans la politique intérieure française. Le Comité central n'a pas souligné assez fortement que le renvoi de ministres communistes en mai 1947 n'était que l'exécution pure et simple d'un ordre américain.

« Par voie de conséquence, notre lutte contre l'ensemble du parti américain en France n'a pas été menée avec la vigueur nécessaire. »

(8) Cinq députés de la Moselle et quatorze d'Alsace enverront au président de l'Assemblée une protestation contre les injures qui à travers Robert Schuman touchent tous les Français d'Alsace et de Lorraine. Lorsque le président lira la lettre, Arthur Ramette s'écriera : « Schuman n'est pas l'Alsace et l'Alsace n'est pas Schuman! » Et Auguste Lecœur : « Vous allez blanchir les ministres de Pétain... Ce n'est plus une assemblée, c'est une blanchisserie. »

(9) Les violences verbales contre le ministre de l'Intérieur redoubleront le 5 décembre lors d'un débat sur les sanglants incidents de Valence. Lisant un rapport du préfet, il laissera entendre contre la vraisemblance des faits que les premiers coups de feu sont partis des rangs des manifestants. Marc Dupuy le traitera d' « infâme canaille » et Jean Pronteau de « sanglant polichinelle ». Maurice Thorez ne cessera de crier « gouvernement d'assassins », tandis que Mme Vermeersch lancera à l'adresse des ministres et de la majorité : « Américains que vous êtes! »

(10) Les *Cahiers du Communisme*, janvier 1948.

(11) Cf. *Le Partisan*, d'Auguste Lecœur, *op. cit.*, p. 235.

(12) Pour la première fois, *l'Humanité* et *Ce Soir* sont saisis en vertu de l'article 10 du Code pour atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Première application illégale d'un texte qui ne permet de saisir que quelques exemplaires. Les deux journaux communistes sont en outre interdits dans les casernes.

(13) Député du Pas-de-Calais, Auguste Lecœur sera traité à son tour de « sale morveux » par Augustin Laurent, député du Nord; avec Jules Moch, ils se retrouveront plus tard dans le même parti, la S.F.I.O., après l'exclusion de Lecœur du P. C.

(14) Le ministre de l'Intérieur affirmera avoir la preuve que le 31 juillet, un mois avant sa mort, Jdanov avait envoyé une note au parti français lui enjoignant de « poursuivre la lutte contre le plan Marshall *malgré l'accalmie diplomatique* ». Or, cet été 1948 voit au contraire l'ultime consécration de la rupture entre l'Est et l'Ouest à la suite de l'accord des trois Occidentaux sur l'Allemagne, l'échec des dernières conversations à Quatre et finalement le blocus de Berlin-Ouest!

2.

L'isolement

1947 - 1950

Le parti qui affronte une nouvelle phase de son histoire est un parti jeune dirigé par des anciens. C'est un parti isolé mais qui ne craint guère de concurrence. C'est un parti nombreux.

« Un million d'adhérents! C'est une grande force surtout si l'on tient compte qu'ils sont organisés dans des milliers d'ateliers et de bureaux, ainsi que dans des dizaines de milliers de localités industrielles et rurales (1). »

Le million d'adhérents a été en effet atteint et même dépassé, au moins théoriquement. En fait, il ne l'a pas été très longtemps. Si le millionième adhérent a été fêté, le dernier chiffre officiel présenté avant le XIe Congrès en juin 1947 était de 809 030, en recul déjà sur celui des cartes distribuées au début de l'année. C'est beaucoup, surtout si on le compare aux effectifs trois fois moindres du second parti digne de ce nom, la S.F.I.O. (284 000). Mais c'est un sommet et le parti ne cessera plus de descendre l'autre versant alors qu'il prétendait monter plus haut encore. « Un parti qui doit compter par millions. » C'est au moment où il se donne ce but ou ce slogan que l'isolement le condamne au déclin. « Nous devons ouvrir tout grands les rangs de notre parti : recruter, recruter toujours plus... » Aussi Léon Mauvais stigmatise-t-il les camarades « qui sous prétexte de vigilance freinent objectivement le recrutement », qui sous prétexte de pureté préfèrent « la qualité à la quantité... ».

Mais cette politique prêchée avant, pendant et après le

XIe Congrès se heurte à une difficulté et à une condamnation. La première vient de ce que le parti qui « doit baigner dans les masses » a fini par se noyer dans le flot des grèves qu'il a déchaîné. Coupé d'une partie de la classe ouvrière, à la suite de la scission syndicale et plus encore des classes moyennes, indifférentes ou apeurées, il ne peut plus progresser. Mieux, il ne le doit plus. Alors qu'il se proposait d'ouvrir largement les portes, le Kominform lui demande bientôt de les fermer. « La rapide croissance d'un parti a pour effet d'abaisser le degré de conscience de ses membres et de porter atteinte en quelque sorte à la qualité du parti. » C'est exactement, à un an de distance, le contraire de ce que préconisait Léon Mauvais.

En deux ans, la croissance du parti a été inégale. Forte dans les régions rurales, elle a été faible dans les zones ouvrières. Ses effectifs sont même inférieurs dans la Seine — 108 092 — à ce qu'ils étaient en 1937 : 115 367. Dans le même temps les voix recueillies par le parti ont pourtant presque doublé. Phénomène alarmant pour un parti qui se veut avant tout l'avant-garde de la classe ouvrière. Le pourcentage des adhérents du parti par rapport à ses électeurs est d'ailleurs beaucoup plus élevé dans les départements paysans, surtout dans le Centre et le Midi. Il est vrai qu'il y jouit encore de l'influence qui s'attache toujours aux partis au pouvoir, d'autant plus qu'il y dispose d'un important encadrement local. Jamais il n'a eu plus de conseillers généraux — plus de 400 — et de maires — plus de 2 000.

Pourtant sa politique de cadres laisse à désirer; il n'y a guère de jeunes aux postes responsables — quarante ans de moyenne d'âge dans certains comités fédéraux; moins encore de femmes — 16 % dans l'ensemble de ces comités; il n'y a pas non plus assez d'ouvriers mais il y a trop d'intellectuels, trop de vieux et trop de copains aussi. Deux ans après le congrès, le parti se plaindra que « l'esprit de famille, l'amitié personnelle et la copinerie » nuisent à la montée des cadres; il hésite trop, « sous le prétexte d'une fausse sentimentalité, à montrer à certains camarades qu'ils vieillissent, qu'ils se rouillent! ».

Mais la direction du parti elle-même s'est-elle renouvelée? L'iconographie joue toujours un rôle considérable dans les partis communistes. Au congrès de Strasbourg, un fusain monumental de Maurice Thorez en bras de chemise

était naturellement encadré d'André Marty et de Jacques Duclos mais aussi de Léon Mauvais puis un peu en retrait de Marcel Cachin et de Benoît Frachon. Pour sauver les apparences de l'indépendance syndicale, ce dernier n'a pourtant aucune responsabilité officielle. En fait, il en demeure l'un des trois chefs après Maurice Thorez et avant Jacques Duclos. Quant à André Marty, salué au congrès comme « le symbole de la liberté des peuples », il est en effet un symbole, un peu encombrant simplement. Ces quatre hommes sont depuis longtemps à la tête du parti. Ni la guerre, ni la clandestinité, ni l'exil, ni le pouvoir, ni les échecs, ni les succès, ni les prisons, ni les honneurs n'ont altéré leur foi communiste dans l'Union soviétique et la confiance que leur témoigne Staline. Tous ont fait des séjours prolongés à Moscou et tous ont été dirigeants du Komintern (2).

Si Maurice Thorez, comme Togliatti, a évité de se rendre à la réunion constitutive du Kominform, ce n'est pas par crainte, mais par prudence. A chaque tournant, il a pris soin de prendre un peu de champ et de temps avant de s'engager dans la nouvelle voie. Cette sagesse étonne Staline (3) comme elle avait surpris de Gaulle. Mais elle doit rassurer le maître du Kremlin. A quarante-huit ans, le secrétaire général conserve la maîtrise du parti qu'il a bâti homme par homme depuis dix-sept ans. A ses côtés il a groupé les membres de l'appareil, ses contemporains.

Le Bureau politique désigné au congrès comprend, outre Charles Tillon, la garde fidèle : François Billoux, Arthur Ramette, Raymond Guyot et Étienne Fajon, titulaires, Waldeck Rochet et le secrétaire à l'organisation, Léon Mauvais, suppléants, et deux nouveaux seulement qui sont à leur manière des anciens, l'un de l'appareil, Victor Michaut; l'autre du secrétariat général, Laurent Casanova. Parmi eux, un homme paraît se détacher du tableau de famille et du tableau d'honneur, le secrétaire à l'organisation.

Léon Mauvais, c'est un peu, en moins âgé et moins massif, Benoît Frachon. Tout jeune apprenti, il milite vite comme lui dans le syndicalisme. Mais, à la différence de son aîné, il se défait difficilement de sa mentalité anarcho-syndicaliste propre au syndicalisme français et c'est tardivement qu'il adhère au parti — à vingt-trois ans — en

1925. Dès lors, son activité va constamment se situer à cheval sur le syndicalisme et la politique comme celle de Benoît Frachon. Accédant la même année, 1929, à la Commission exécutive de la C.G.T.U. et au Comité central du P. C. Inculpé de complot contre la sûreté de l'État, il s'enfuit avec sa femme à Moscou où il poursuit son apprentissage de professionnel de la Révolution. Membre de l'Internationale syndicale rouge, il se voit confier en mai 1930 une mission en Grèce et en Roumanie où il est arrêté un moment. Revenu en France l'année suivante, il y dirige personnellement les grèves du textile dans le Nord, en bon disciple de Benoît Frachon. En 1934, après le 6 février, il milite à la fois pour la constitution du Front populaire et la réunification de la C.G.T. Élu conseiller municipal de Paris (XVe), le voici de nouveau haut fonctionnaire du parti.

Démobilisé après l'armistice, il est arrêté et interné le 8 octobre 1940 mais il s'évade du camp de Châteaubriant le 19 juin 1941 avec Fernand Grenier, Henri Raynaud et Hénaff. Avec Georges Marrane, il dirige clandestinement le parti en zone sud. A la Libération, il devient secrétaire à l'organisation et accède en janvier 1945 au Bureau politique. C'est sur lui que reposera l'organisation du parti jusqu'en 1950. Syndicaliste avant tout, il paiera de son poste en 1950 le tort de n'être pas un politique.

Mais si le choix, l'éducation et la promotion des cadres comptent beaucoup, deux autres postes sont des plus importants au point que le titulaire de l'un d'eux, le responsable de la presse — un jeune, Kriegel-Valrimont, y relève un ancien, Florimond Bonte — siège au Bureau politique sans en faire partie officiellement. L'autre responsable, celui des finances, ne changera pas; c'est un jeune lié aux anciens, Georges Gosnat.

La presse communiste, cette arme de combat, était encore nombreuse et puissante en 1947 : *l'Humanité* a un tirage moyen de 430 000 et les 9 quotidiens régionaux du parti totalisent 460 000 exemplaires. Enfin *La Terre*, dont la clientèle déborde celle du parti, a presque décuplé son tirage d'avant guerre : de 33 000 à 293 000. Si l'on ajoute qu'en deux ans le parti a distribué près de 100 millions de tracts, on juge de ses moyens d'influence... et de financement.

Pour 1946, son budget, en excédent, était officiellement

de 141 281 395 francs. La moitié de ces recettes provenaient des indemnités parlementaires directement virées au compte du parti par les assemblées. Chaque élu communiste signe, en effet, au début de son mandat une procuration pour le trésorier du parti et en reçoit un salaire correspondant à celui d'un ouvrier; il s'y ajoute des indemnités et une cantine gratuite au « 44 », siège du parti rue Le Peletier. Pour être député, on n'est pas moins militant. Le parti fait salle à manger à part.

Quant aux cotisations, elles étaient à l'époque deux fois moins élevées que les indemnités, de sorte que le régime contribuait largement au financement de la guerre qui lui était livrée. Cette générosité forcée a beaucoup choqué les adversaires du parti puis est arrivé un jour où ils s'y sont habitués.

En plus des rentrées reconnues, le parti a-t-il des ressources cachées? Un débat mémorable avait, à l'occasion des grèves, entrouvert les grands livres du parti à la Banque commerciale pour l'Europe du Nord. Cette domiciliation était à elle seule un programme, jusqu'au jour où l'on a appris que l'organe socialiste était client de la Banque franco-américaine.

M. Jules Moch révéla que le compte du parti avait été crédité de 277 millions en 1947, dont 250 en provenance de Tchécoslovaquie. M. Jacques Duclos répliqua qu'il s'agissait d'un geste de « solidarité internationale » au profit des grévistes. On n'en sut jamais plus, d'un côté comme de l'autre.

Mais à l'époque le parti a d'autres recettes clandestines, quoique commerciales; il participe à plus d'une transaction, plus d'une affaire d'importation ou de transport; il possède en particulier plusieurs cargos qui lui ont été remis, au titre des réparations, pour quelques rafiots affrétés pendant la guerre d'Espagne et coulés pendant celle de 1939-1945.

Parti nombreux, parti riche encore mais que l'isolement va amoindrir et appauvrir. La scission syndicale, le sectarisme du parti, la volonté de ses adversaires, la démoralisation même de la classe ouvrière, la grande peur enfin des classes moyennes ne peuvent que réduire son recrutement. Avant même les grèves, son départ du gouvernement Ramadier et ses attaques contre les socialistes « aux ordres de Truman » l'avaient envoyé seul mais sûr de lui à la bataille des municipales de 1947. Tous ses efforts pour ras-

sembler autour de lui les républicains contre le général de Gaulle et les « néofascistes » du R.P.F. avaient été vains. Ses outrances — « De Gaulle c'est Pétain mais Pétain ce n'était pas la France » — n'avaient pas empêché nombre d'électeurs et surtout d'électrices communistes de voter dans les banlieues et les faubourgs ouvriers pour le R.P.F., c'est-à-dire pour de Gaulle. Phénomène profond qui se reproduira onze ans plus tard, en 1958.

Chassé de plus de vingt grandes mairies dont Marseille, Toulon, Nantes, Reims, Limoges, Nîmes, Avignon, Ajaccio, Nevers, Troyes, il perd autant de moyens politiques et matériels d'influence. A Paris même, nouvel avertissement, son pourcentage de voix diminue dans tous les arrondissements par rapport à 1946; il recule dans tous les bassins miniers, dans le Nord comme dans le Gard et la Loire. La banlieue parisienne n'est pas plus épargnée. Vingt mairies lui échappent qui échoient souvent au R.P.F. Communistes et socialistes qui s'étaient accusés mutuellement de faire le jeu du gaullisme en sont également les victimes. En fait, après la croissance artificielle de la Libération, le parti revient de mauvais gré à des dimensions plus naturelles. Le degré de saturation est partout atteint dans le pays. En tant que machine électorale, le parti est à peu près stabilisé. En tant qu'appareil, il subit déjà l'usure du temps. Là aussi le flux de la Libération est suivi du reflux.

Le parti éprouve en effet moins de difficultés au-dehors qu'au-dedans. A l'extérieur, il ne craint de concurrence sérieuse ni sur sa gauche ni sur sa droite. En 1945-1946, il avait bien eu affaire avec les trotskystes du « parti communiste internationaliste » dans trois des cinq circonscriptions de la Seine et une de Seine-et-Oise. Cela avait suffi à l'alarmer tant il a toujours redouté d'être tourné sur sa gauche. Une campagne de violences verbales et parfois physiques contre les « hitléro-trotskystes » leur avait valu en banlieue plus d'importance que ne leur en donnait leur nombre. A Paris, André Marty, déchaîné, les avait vigoureusement refoulés.

Le passage du parti dans l'opposition devait le couvrir définitivement sur sa gauche. A droite, il avait moins à craindre et peu à espérer. La clientèle du parti socialiste n'est pas la sienne et les deux partis se sont plutôt nourris de dépouilles radicales. Pour débaucher les ouvriers socia-

listes, il faudrait au moins qu'il cesse de les maltraiter; il s'y essaie.

Dans l'opposition comme au pouvoir, le parti livre en effet l'éternel et double combat aussi vieux que lui contre l'opportunisme et le sectarisme. Charybde et Scylla entre lesquels seule apparemment la direction a reçu la grâce de naviguer sans écueils. Aujourd'hui comme hier — et demain — l'opportunisme des petits-bourgeois, intellectuels ou non, n'a d'égal que le sectarisme des « ouvriéristes ».

Le parti paie les grèves. Six mois après la dernière offensive, les mineurs communistes sont encore en état de guerre. Et jusqu'où va le sectarisme. « Certains refusent de se faire laver le dos aux douches — ce qui est cependant humain et naturel — par ceux ayant été moins résistants qu'eux lors de la grève! » Ce petit fait semble assez significatif pour mériter l'honneur du rapport de Léon Mauvais. Et il l'est en effet de la difficulté du front unique dans une région où le parti socialiste a conservé une base ouvrière.

Ni les attaques contre les gaullistes du R.P.F. « factieux en liberté associés à la racaille! » et l'appel aux républicains en 1947-1948, ni les protestations de plus en plus véhémentes contre la guerre d'Indochine, ni les manifestations inlassablement renouvelées sur le thème de la paix en 1948-1949 n'aideront le parti à sortir de son isolement. La classe ouvrière, il le reconnaît, n'a pas pris suffisamment conscience de la nécessité de lutter pour la paix, pour la simple raison qu'elle n'est pas assez convaincue des dangers de guerre. Les seuls milieux que ses campagnes pourraient atteindre sont précisément ceux dont il se méfie le plus et qu'un événement inattendu va justement troubler : les intellectuels.

Contre Tito.

Lorsqu'en juin 1948, le Kominform réuni en Roumanie condamne Tito, les dirigeants communistes sont, dans les deux sens du terme, tout à fait prévenus. Depuis le mois de mars, ils sont au courant de l'échange de lettres entre Staline et Tito; ils ne sont donc pas surpris par les huit chefs d'accusation qui se ramènent à un : le nationalisme. Prévenus, ils le sont aussi contre les coupables qui, il y a

neuf mois à peine, ont requis contre le parti français à la réunion constitutive du Kominform.

Pourtant, les Français auraient pu se reconnaître à bien des égards dans les Yougoslaves. La prédominance de la petite propriété paysanne tant reprochée aux Yougoslaves n'était-elle pas inscrite au programme du parti français; la cooptation, autre faute, n'était-elle pas couramment pratiquée dans le parti comme d'ailleurs dans les autres aux lieu et place de l'élection; le nationalisme tenu à crime aux Yougoslaves, les Français n'en avaient-ils pas longtemps fait étalage dans l'affaire allemande contre l'opinion même de Moscou; enfin et surtout, la voie propre de chaque pays vers le socialisme, revendiquée par Tito, Maurice Thorez ne l'avait-il pas tracée dans son interview de 1946?

Toutes ces raisons auraient pu amener les communistes français, sinon à défendre, du moins à comprendre l'attitude des Yougoslaves. Mais entre-temps il y a eu le réquisitoire de Kardelj et de Djilas à la réunion constitutive du Kominform en septembre 1947, repris quelques jours après par Tito lui-même au congrès de son parti à Belgrade. Comme Jdanov, il avait critiqué la tactique du parti français avant, pendant et après la guerre, c'est-à-dire celle du Front populaire puis du Front national « par le haut ».

Conviés à déjeuner à peu de temps de là à l'ambassade yougoslave par Marcel Cachin, Maurice Thorez ne s'était pas, malgré ces algarades, départi de sa bonne humeur, ni M[me] Vermeersch de son aigreur. Sans faire allusion à la réunion de septembre, elle avait, dans un tête-à-tête avec l'ambassadeur, déploré amèrement les propos de Tito, s'étonnant qu'il n'ait pas tenu compte de l'effet que ses paroles pouvaient produire en France, sollicitant un peu plus de compréhension de la part des Yougoslaves. Ce n'est donc pas d'elle qu'ils peuvent attendre la moindre indulgence à l'heure du verdict. Quand il est prononcé, elle n'hésite pas à comparer l'attitude de Tito à celle de Doriot.

Léon Mauvais, lui, ne le fera pas seulement à huis clos; il trouve lui aussi bien des ressemblances entre Tito et Doriot. « Lui aussi était rongé par l'ambition et la présomption... Il se croyait supérieur à tout le monde... Il usa, lui aussi, de duplicité... »

Mais il est un homme qui, plus que tout autre, a des raisons d'être sans merci. C'est Jacques Duclos. Avec quelle

fureur mal contenue n'a-t-il pas, voilà neuf mois, subi les philippiques de Kardelj et de Djilas. Et voici que les procureurs deviennent les condamnés, les bienheureux des pestiférés. Certes, à la veille de la rupture, Moscou, qui avait utilisé les Yougoslaves contre les Français et les Italiens en septembre 1947, avait pris soin, en pansant les plaies, de s'assurer l'appui des communistes de Paris et de Rome contre ceux de Belgrade. « Le P.C.F. et le P.C.I., avait tranché l'organe du Kominform, ont honnêtement reconnu leurs erreurs et accepté en marxistes les critiques sévères qui leur ont été faites... erreurs qui ont été ensuite consciencieusement corrigées. »

Jacques Duclos peut pardonner les blessures d'amour-propre; il ne peut oublier que les Yougoslaves avaient accablé le parti français de griefs dont ils sont précisément accusés aujourd'hui par le Kominform. Ce sont eux qui ont aujourd'hui une attitude de droite, « d'un nationalisme échevelé », écrit-il dans *l'Humanité* du 1er juillet. Pour lui, pas de doute, Tito a capitulé devant l'impérialisme américain. « Les travailleurs et démocrates français qui ont à se défendre contre la mainmise américaine exprimeront leur accord sans réserve avec la résolution du Bureau d'information. Ils savent bien que tout ce qui mérite l'approbation ou l'éloge des impérialistes américains doit être condamné et combattu... »

Paraphrasant la résolution, Charles Tillon — qui, pour le chef du soulèvement yougoslave, n'a pas même les yeux de l'ancien chef des F.T.P. — parle d'abandon du marxisme-léninisme, de renoncement au socialisme, de double jeu à l'égard de l'U.R.S.S., de conceptions antiparti et trotskysantes et même de pratiques terroristes pour conclure par un accord sans réserve avec le Kominform.

Si simple et totale que soit cette approbation, elle ne va pas sans poser deux questions au parti; l'une de doctrine, l'autre de discipline.

En reprochant aux Yougoslaves de ne pas avoir nationalisé la terre, la résolution du Kominform peut gêner la politique paysanne du parti français. Aussi le Comité central réuni le 8 juillet prend-il soin de distinguer les petits exploitants des « éléments capitalistes ». Aux premiers seulement est garantie la propriété privée. Entorse au léninisme, pour lequel la petite exploitation individuelle

engendre constamment chaque jour, chaque heure, spontanément et à une grande échelle, le capitalisme et la bourgeoisie. Mais allant plus loin et citant Lénine, la résolution rappelait que « le prolétariat comme seule classe révolutionnaire jusqu'à la fin de la société moderne doit avoir le rôle dirigeant ». Ce dogme peut contrarier lui aussi la tactique du parti français à l'égard des petits paysans et des classes moyennes. Aussi le Comité central ajoute-t-il une nuance qui voisine l'hérésie : « La prééminence de la classe ouvrière ne s'entend que de ses qualités révolutionnaires. »

Ce Comité central qui se tient huit jours après la condamnation de Tito ne trouve pas un parti français totalement convaincu du bien-fondé de l'arrêt rendu par le Kominform. Tous ses militants ne sont pas persuadés que « le Comité central yougoslave est logiquement poussé à s'engager sur le chemin de la honte fasciste et de la trahison ». Étienne Fajon le reconnaît : « Il n'est pas exclu qu'un faible nombre des membres du parti d'esprit petit-bourgeois aient été troublés et marquent quelques hésitations. Même s'ils sont isolés et rares, de tels cas doivent inciter à élever le niveau idéologique du parti en les réduisant et en les battant impitoyablement. » En fait, il s'agit d'intellectuels, étudiants, professeurs, écrivains, qui ne se satisfont pas des attendus de la résolution et moins encore des amabilités qu'y ajoute le parti français. Au quartier Latin les communistes sabotent les réunions de « titistes ». Le rappel des intellectuels à la discipline ne se limite d'ailleurs pas à l'affaire yougoslave; il s'étend à tous les domaines où ils risquent d'introduire « la marchandise de l'ennemi dans le parti ». Premier signe, encore peu perçu à l'époque, d'un désaccord profond entre le parti et nombre de ses intellectuels...

Dix ans plus tard, après la mort de Staline et la réconciliation Moscou-Belgrade, Khrouchtchev lui-même affirmera que la position du Kominform contre Tito « était juste dans son fond. On y formulait une critique marxiste-léniniste, une critique de principe des erreurs commises par la direction du parti communiste yougoslave (4) ». Il est peu douteux en effet que sa politique agraire fondée sur la propriété individuelle et sa conception du front populaire, où le parti risquait de se dissoudre dans les sans-parti, n'étaient guère conformes à la stricte orthodoxie. Mais ce n'est pas tant à ces aspects internes et doctrinaux que les commu-

nistes français s'arrêtent; c'est aux aspects externes, aux relations entre les deux partis, ou plus exactement entre les deux pays. Bref au « nationalisme ». A cet égard, le conflit couvait depuis longtemps, depuis que les Soviétiques avaient voulu diriger le soulèvement yougoslave, c'est-à-dire depuis 1941. Le refus de Staline d'admettre la constitution d'une fédération danubienne et le refus de Tito de laisser les Soviétiques contrôler l'économie yougoslave par le canal de sociétés mixtes étendent en 1944 le conflit aux rapports entre États. Cette volonté d'indépendance à l'égard de Moscou, de libre arbitre national des Yougoslaves, c'est le crime des crimes et c'est bien celui que les communistes français reprochent à cette époque aux Yougoslaves. C'est aussi celui dont les Soviétiques incrimineront plus tard Staline d'avoir accusé à l'excès Tito.

Le cœur du conflit est bien là et le parti français ne s'y trompe pas. Toutes ses affirmations, toutes ses démonstrations tendent alors, contre l'hérésie yougoslave et les intellectuels qu'elle séduit, à faire de l'attitude envers l'Union soviétique « la pierre de touche des partis, des courants et des hommes politiques ». C'est mot à mot la banderole déployée dans la salle où siège le Comité central de juillet.

Pour Jacques Duclos, les maîtres des États-Unis « savent que le pays de Lénine et de Staline est le sûr garant de l'indépendance des nations menacées dans leur existence et c'est pourquoi ils sont tout naturellement bien disposés à l'égard de ceux qui — sous-entendu comme les dirigeants yougoslaves — se dressent contre l'U.R.S.S. ». Pour Étienne Fajon, « le parti français qui avait les 28 mars et 12 avril condamné dans deux résolutions les dirigeants yougoslaves peut être fier de s'être trouvé une fois de plus dans la voie de Lénine et de Staline ».

C'est au même Comité central que Maurice Thorez déclare : « On croit nous injurier en nous lançant le nom de staliniens. C'est un honneur que nous nous efforçons de mériter pleinement. »

Les occasions politiques et judiciaires ne vont pas manquer.

Procès.

Le 3 septembre 1948, Gomulka est démis de ses fonctions de secrétaire général du parti communiste polonais avant d'en être exclu en novembre 1949. Il s'était fait remarquer par sa modération lors de la réunion constitutive du Kominform et par son absence en juin lors de la condamnation de Tito. Comme à l'orgueilleux maréchal, on reproche à ce dirigeant modeste son nationalisme et sa politique agraire; il est aussi Polonais que communiste et par surcroît hostile à la collectivisation prématurée des terres. Peu loquace sur les difficultés des partis frères, le parti français a recours aux militants responsables de ses groupes de langue polonaise pour condamner « les déviations opportunistes et nationalistes » de Gomulka qui ne sera arrêté qu'en 1951. Le procès qui lui est fait sera donc long mais ne sera que politique.

L'année qui suit voit deux procès plus brefs et plus sanglants. En mai 1949, Rajk est arrêté pour fractionnisme à Budapest et, en septembre, il est condamné à mort pour titisme. Moscou l'accuse des « crimes » qu'il n'a pu faire payer à Tito. « C'est moins un procès qu'un acte de foi dans la direction suprême du mouvement communiste (5). » Deux mois plus tard, Kostov qui, lui, ne pouvait avoir eu de faiblesse pour Tito et n'avait pas confessé publiquement ses fautes est exécuté à Sofia. Comme Rajk, il sera réhabilité en 1955-1956.

Deux jeunes espoirs communistes français, intelligents, cultivés, courageux, sensibles même, ont à connaître et à rendre compte de ces deux procès dans *l'Humanité;* ils le font sans le moindre doute ni la moindre pitié. L'un d'eux demeuré fidèle jusqu'à la tombe, Pierre Courtade, dira plus tard que pour Rajk, « la bonne foi des dirigeants hongrois a été surprise par les agents de Béria ». « Ces dirigeants agirent alors conformément à ce qu'ils croyaient être l'intérêt du mouvement ouvrier, l'intérêt de leur parti et de leur pays. » Exclu et repentant, Pierre Hervé ne l'entendra pas ainsi, qui fut au procès Kostov ce que son camarade Pierre Courtade avait été au procès Rajk. « Courtade savait qu'il faisait partie du « montage » du procès de Rajk, de la

même manière qu'en me rendant à Sofia je savais par avance que j'allais rassembler les éléments de vraisemblance du procès pour persuader mes lecteurs de la culpabilité de Kostov (6). »

Pour l'un comme pour l'autre Tito, Rajk et Kostov sont des traîtres, des agents d'un complot monté par les impérialistes américains contre les démocraties populaires et l'Union soviétique. Il est pourtant dès cette époque des compagnons de route pour ne pas marcher dans cette voie : Jean Cassou, Vercors, que le grand « patron » des intellectuels, Laurent Casanova et Wurmser, toujours à l'affût, interpellent violemment dans *l'Humanité;* il est aussi des intellectuels communistes pour quitter le parti. « De toute évidence, on appelle traîtres des hommes qui ne sont pas d'accord », écrit Édith Thomas dans *Combat.* « Il est possible qu'ils aient historiquement tort, qu'un pays en révolution se doive de les pendre pour vaincre. Mais ce qu'il est impossible d'admettre, c'est qu'il faille les déshonorer en même temps. »

Au vrai ces procès, si bas soient-ils, sont élevés à la hauteur d'un mythe; ils sont l'occasion, la cause, l'élément moteur d'une mobilisation des esprits et des énergies dans tous les pays et les partis communistes au service de la politique soviétique. Face aux Occidentaux auxquels il prête des buts offensifs alors que leur politique, celle du « containment » est défensive, Staline entend reprendre en main l'ensemble du mouvement communiste international; il y est même contraint dans la mesure où les divers partis communistes, y compris le sien, sont traversés de courants et de contradictions.

Si l'armée rouge...

Si les procès de Budapest et de Sofia ont été pour le parti français une raison d'affirmer sa fidélité à l'Union soviétique, une autre occasion s'offre à lui, qui sert aussi sa campagne pour la paix.

A la question : « Que feriez-vous si l'armée rouge occupait Paris? », Maurice Thorez répond le 22 février 1949 : « Les travailleurs de France pourraient-ils se comporter envers

l'armée soviétique autrement que ceux de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie? »

Propos plus détonants qu'étonnants. Bombe à retardement, elle a été lancée il y a cinq mois sans que personne y ait pris garde sinon un juge qui cinq mois plus tard en est encore à s'informer.

C'est en effet le 30 septembre 1948 qu'au lendemain de l'accord des cinq sur le pacte défensif de l'Atlantique Nord, le Bureau politique du parti communiste déclarait, dans l'indifférence générale, pour la première fois : « Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique (7). »

Pourquoi, le 22 février 1949, après l'échec de l'« offensive de paix » de Staline, la même poudre pourtant mouillée de bien des conditionnels provoque-t-elle une explosion dans la presse et le pays comme au Parlement?

Parce que sur un tel sujet, sensible entre tous, une telle déclaration émane cette fois de Maurice Thorez, parce qu'elle est lancée à l'occasion d'un Comité central, enfin parce que le parti est comme en état de guerre, c'est-à-dire en pleine campagne pour la paix et que le pays est dans l'attente imminente du pacte Atlantique.

A peine la déclaration est-elle connue (8) que la Commission des Affaires étrangères veut offrir à son auteur l'occasion de s'expliquer publiquement. Elle vote une motion présentée par M. René Mayer qui sera traité de « palefrenier américain » au cours du débat de l'Assemblée.

Il n'échappe pas que le mode conditionnel atténue la portée juridique de « cette déclaration de paix ». A n'en pas douter, elle a été rédigée par un homme de loi et c'est un professeur de lettres qui, pour la condamner, l'analyse à la tribune de l'Assemblée. « Chaque mot est pesé à merveille et jusqu'à la forme hypothétique, jusqu'à la tournure interrogative de la pensée : « ... si les efforts communs... », « ...si dans ces conditions, l'armée soviétique... », «...si, par « suite, notre peuple... » et le « pourraient-ils » de la fin, et ce point d'interrogation... » La conclusion de ce grammairien n'en est pas moins politique, et même un peu plus : « Oui ou non, enfin, interroge Marc Scherer, M. Maurice Thorez a-t-il posé sa candidature à la succession de M. Pierre Laval? »

Le leader communiste, qui a répondu avec empressement

à l'invitation de la Commission comme s'il l'avait lui-même provoquée, répond avec la condescendance d'un professeur quelque peu excédé par la pauvreté d'esprit de ses élèves. Il cite le général de Gaulle pour honorer la puissante et pacifique Union soviétique, l'Américain Henry Wallace pour dénoncer la politique agressive des États-Unis et le socialiste Jean Jaurès pour convier les prolétaires à faire cesser la guerre au cas où elle éclaterait...

Chacun ayant épuisé son lot d'arguments et d'insultes, le « déballage » s'achève par l'inculpation... de trois journalistes et d'un dessinateur industriel communistes. Le rideau qui s'abaisse sur cette saynète parlementaire est un rideau de fumée. Parce qu'il ne veut ou ne peut poursuivre le secrétaire général du parti, le gouvernement, peu sûr de lui, a révélé avec un à-propos douteux une affaire de « détention de documents d'intérêt militaire ». C'est de bonne guerre et de mauvaise justice (9).

Cela n'ira pas plus loin... sauf au parti. Léon Mauvais en fait l'aveu à la conférence nationale qui, à défaut de congrès, se tient en avril à Montreuil. « Des éléments impressionnés par le battage de l'ennemi » ont considéré comme inopportune, sinon erronée, la déclaration de Maurice Thorez. Mais à l'opposé de ces timorés, des téméraires, aussi coupables, ont envisagé la déclaration « sous l'angle de l'arrivée possible de l'armée rouge à Paris ». Et ceux-là ont même donné à entendre, sectaires autant que maladroits, que cette arrivée serait l'occasion « de régler certains comptes »!

Tandis que la guerre d'Indochine s'enlise dans les rizières et le baodaïsme, le pacte Atlantique est signé le 4 avril et ratifié le 27 juillet 1949. Contre cette guerre et ce pacte « de préparation à la guerre », le parti communiste redouble d'efforts et d'insuccès; il multiplie sous toutes les formes les manifestes et les manifestations « pour la paix ». Dans le même temps il ne se prive pas de dénoncer ses propres faiblesses : blâme à la fédération de l'Aisne, insuffisances dans le Limousin, « déviations sectaires » dans le Vaucluse, épuration dans le Nord. Laurent Casanova condamne les « démarches brouillonnes » et Marcel Servin « la prédominance de cadres petits-bourgeois », de ces petits-bourgeois qui ont moins résisté que les ouvriers au charme titiste.

Très franchement, le Comité central de décembre 1949

— dix-huit mois après le schisme — reconnaît que « des éléments provocateurs et des agents de l'ennemi » ont pu s'introduire dans le parti, et que celui-ci s'est parfois rendu coupable à leur égard « d'un manque de vigilance et de manifestations inadmissibles de conciliation ». La conduite à tenir n'est pas seulement « de déceler et d'expulser les policiers, les trotskystes et les titistes ». Elle est aussi de développer la lutte sur le plan politique et de mettre chacun devant ses responsabilités.

Jusqu'à présent, les spéculations sur la pénétration du « titisme » au sein du parti communiste apparaissaient assez vaines. Elles étaient même un peu ridicules lorsqu'elles faisaient d'un homme comme le député de la Somme, M. Prot, en désaccord local avec son parti, le « Tito français ». Les révélations viennent désormais des communistes eux-mêmes. Et bien que leur méthode soit toujours, une fois le danger reconnu, de l'accentuer plutôt que de l'atténuer pour provoquer un choc en retour, il n'est plus alors possible de prendre à la légère des déviations ou les dissidences.

Il semble que dans un parti communiste aussi « stalinien » que celui-ci, le trouble se soit davantage manifesté à la base. Le cas de certaines fédérations mis à part, celles de la Gironde et du Rhône, il semble avoir atteint surtout la périphérie du parti, et doublement : les intellectuels, du simple instituteur au professeur agrégé et d'autre part les communistes ayant adhéré au parti depuis la Libération.

Ce diagnostic conduit le parti à spécialiser ses remèdes. C'est à la montée et à la formation de cadres prolétariens plus sûrs et plus combatifs qu'il veut se consacrer ainsi qu'à l'éducation politique et idéologique du parti tout entier. Seuls peuvent succomber aux tentations de l'hérésie ceux qui n'ont pas suffisamment assimilé les principes du marxisme-léninisme et ne voient pas dans l'U.R.S.S. la seule patrie du socialisme, la Yougoslavie n'étant que celle du néo-fascisme.

A ce problème de qualité s'en ajoute un de quantité. Les effectifs n'ont cessé de baisser depuis trois ans alors qu'il est beaucoup demandé à un appareil fatigué par les grèves et frappé par la répression. Aussi le Comité central de décembre déplore-t-il « le fatalisme de ceux qui croient la guerre inévitable ou de ceux qui nient la réalité du danger de guerre ». Dans les deux cas cela conduit à la passivité.

Dans les deux cas cela aboutit à « une trop faible action de masse contre la fabrication, le transport et la manutention du matériel de guerre, et notamment du matériel destiné à la guerre injuste du Viet-nam ».

S'il y a disproportion entre les tâches et l'état du parti, s'il cherche à sortir de son isolement, il est encore seul à orchestrer toute son action et toute sa propagande sur le thème de la paix à une époque où, en dehors d'une phalange d'intellectuels de gauche, les trois quarts du pays croient qu'elle n'est menacée que par le communisme tant en Europe qu'en Indochine.

Réuni en novembre 1949 en Hongrie à Matra — où le P.C.F. est représenté par Duclos, Fajon et Cogniot — le Kominform entend un rapport de Souslov sur « la défense de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre ». Le schéma est toujours aussi simple : « Le bloc impérialiste anglo-américain prépare une nouvelle guerre mais les impérialistes surestiment leurs forces et sous-estiment les forces et l'organisation grandissante du camp anti-impérialiste. » Un autre rapport de Gheorgiu Dej décrit le parti communiste yougoslave comme étant « au pouvoir des assassins et de ses espions » et le thème est repris sans nuances par Jacques Duclos. « Aujourd'hui la clique Tito se montre sous son véritable jour. Il s'agit là d'un ramassis d'espions et d'assassins au service des impérialistes. » Et Léon Mauvais : « Peut-il être fait une différence entre Tito et Franco. »

Si pour les communistes la lutte pour la paix et la lutte contre le titisme ne sont que deux aspects d'une seule et même lutte contre l'impérialisme, il en va tout autrement pour ses voisins de palier ou ses compagnons de route. Pour eux il y a contradiction entre les deux thèmes. Tout prêts à défendre la paix, ils sont moins prompts à condamner le titisme; ils se refusent en tout cas à y voir une nouvelle incarnation du fascisme.

Le thème central de la paix n'est pas lui-même rectiligne; des évolutions, des contradictions apparaissent qui reflètent sans doute celles de la politique soviétique. Au XIIe Congrès du P.C.F. qui se tient en avril à Gennevilliers, Maurice Thorez prophétise que « la paix ne tient qu'à un fil ». Mais alors que la guerre de Corée est venue brutalement illustrer son propos, il critique en septembre ceux des com-

munistes « qui croient à la fatalité de la guerre ». Une organisation qui stagne quand elle ne règne pas, une base assez flottante, une direction assez personnelle, une propagande qui heurte tantôt la droite tantôt la gauche, une navigation au plus près des écueils contraires du sectarisme et de l'opportunisme, c'est dans cette situation et cette atmosphère qu'un événement imprévu vient comme la foudre frapper le parti à sa tête.

NOTES

(1) Léon Mauvais (Les *Cahiers du Communisme*, 1947) : « En 1946, notre trésorerie a délivré 1 034 000 cartes. »

(2) Duclos et Frachon ont été membres du Comité exécutif de l'Internationale, et non seulement Marty (cf. t. I, p. 176). Cachin et Thorez ont appartenu au présidium du Comité exécutif.

(3) Staline déclare à Tito au printemps 1946 que « Thorez et Duclos étaient de solides camarades, mais que Thorez avait un gros défaut : « Même un « chien qui ne mord pas, dit-il, montre les dents s'il a envie d'effrayer quel- « qu'un. Thorez n'en est même pas capable » (*Tito parle*, p. 286).

(4) Cf. Déclaration de Khrouchtchev du 5 mai 1958 et *Histoire du parti communiste soviétique*, p. 671.

(5) François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires* (La Seine), p. 257.

(6) Pierre Hervé, *Dieu et César sont-ils communistes?* (La Table Ronde), p. 138.

(7) « Le peuple de France n'accepte pas que pour préparer une nouvelle guerre on fasse disparaître le droit de la France aux réparations allemandes.

« Il n'accepte pas de devenir l'allié de l'Allemagne occidentale pour faire la guerre au pays du socialisme.

« Ce que Hitler, avec Pétain et Laval, n'a pu obtenir, les capitalistes américains, avec de Gaulle et Blum, ne l'obtiendront pas davantage :

« Le peuple de France ne fera pas, il ne fera jamais la guerre à l'Union soviétique.

« Les Français et les Françaises, solidaires de tous les peuples en lutte pour la démocratie et pour la paix, entendent se dresser résolument contre les fauteurs de guerre, pour les empêcher de mettre leurs plans criminels à exécution. »

(8) « Les ennemis du peuple croyant nous embarrasser posent la question suivante : « Que feriez-vous si l'armée rouge occupait Paris? » Voici notre réponse :

« 1. L'Union soviétique ne s'est jamais trouvée et ne peut pas se trouver en position d'agresseur envers quelque pays que ce soit. Le pays du socialisme ne peut, par définition, pratiquer une politique d'agression et de guerre qui est le fait des puissances impérialistes. L'armée soviétique, l'armée des défenseurs héroïques de Stalingrad, n'a jamais attaqué aucun peuple. Elle a rempli, contre l'Allemagne hitlérienne, sa mission glorieuse de libératrice des peuples, aux acclamations de ces peuples :

« 2. Nous prenons position sur des faits et non sur des hypothèses. Les faits actuels ce sont : la collaboration active du gouvernement français à la

politique agressive des impérialismes anglo-saxons, la présence d'un état-major étranger à Fontainebleau, la transformation de notre pays et des territoires français d'outre-mer en bases d'agression contre l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire :

« 3. Puisque la question nous est posée, disons clairement ceci : si les efforts communs de tous les Français épris de liberté et de paix ne parvenaient pas à ramener notre pays dans le camp de la démocratie et de la paix, si par suite notre peuple était entraîné malgré sa volonté dans une guerre antisoviétique, et si dans ces conditions l'armée soviétique, défendant la cause des peuples, la cause du socialisme, était amenée à pourchasser les agresseurs jusque sur notre sol, les travailleurs, le peuple de France, pourraient-ils se comporter envers l'armée soviétique autrement que les travailleurs, que les peuples de Pologne, de Roumanie, de Yougoslavie, etc.? »

(9) Le 24 juin 1949, l'Assemblée nationale refusera bien de lever l'immunité parlementaire de Maurice Thorez. Mais ce sera pour un incident électoral remontant au 16 octobre 1947.

3.

Les crises
1950 - 1952

Le 10 octobre 1950, au début de l'après-midi, Maurice Thorez venant de sa maison de Choisy-le-Roi avec Jeannette Vermeersch se rend comme à l'habitude en automobile au siège du parti, carrefour Châteaudun. Sa voiture roule boulevard Beaumarchais lorsqu'il est pris subitement d'un malaise. Sans perdre connaissance, il étouffe et sent s'immobiliser tout son côté droit. A cinquante ans, le chef du parti communiste est frappé d'une congestion cérébrale. On le conduit aussitôt à la polyclinique des services publics qui se trouve à quelques centaines de mètres de là au 22 de la rue René-Boulanger. Il y reçoit les premiers soins du docteur Pierre Frumusan, bientôt rejoint par les docteurs Pierre Klotz et Pierre Rouquès, puis les professeurs Raymond Garcin et Pierre Soulié.

Le secret est bien gardé et *l'Humanité* du lendemain se borne à dire que « Maurice Thorez souffrant a dû interrompre son activité pour quelques jours. » Trop de mystère nuit. Bien informé sur l'indisponibilité du leader communiste mais malintentionné sur ses causes, *le Populaire* du 12 émet aussi l'hypothèse qu'il ait pu être victime « d'une agression de la part de deux membres du parti communiste ». Le même jour, le premier bulletin de santé est publié : « Le spasme vasculaire est en voie d'amélioration. »

Un mois après, le 11 novembre, un avion russe spécial *C-47* arrive au Bourget. Auparavant, le ministre des Affaires étrangères soviétique avait demandé à l'ambassade de France que soit autorisé l'atterrissage de l'appareil « venant

chercher à la demande de sa femme » Maurice Thorez pour suivre un traitement d'un établissement médical de l'U.R.S.S. Un communiqué des docteurs Klotz et Frumusan précise que « si la paralysie de la moitié droite du corps a déjà régressé considérablement, il reste une gêne dans les mouvements du membre supérieur qui ne nécessite plus qu'une rééducation dans une maison de repos spécialisée comme il en existe en Union soviétique ».

Toutes ces précisions laissent l'impression que le parti a voulu parer à toute interprétation de ce départ aussitôt qualifié d'« enlèvement » à droite. De ce côté, on découvre que le secrétaire général « a été maintes fois le porte-parole d'une politique communiste à couleur nationale », on en déduit qu'affaibli, il pourrait verser dans le titisme et on en conclut que la crainte du titisme est « la raison politique dominante de son enlèvement ».

A 13 h 28, le 11 novembre, Maurice Thorez s'envole pour Moscou, accompagné de Jeannette Vermeersch, du docteur Pierre Rouquès, de deux spécialistes soviétiques dont le professeur Davidenko venus examiner le malade et les conditions de son transport et enfin de celui qui apparaît alors et plus que jamais comme le dauphin, Auguste Lecœur (1). Hospitalisé tout l'hiver à Barvikha, dans la banlieue de Moscou, Maurice Thorez devait rester en U.R.S.S. non pas quelques semaines ni plusieurs mois, comme le parti voulait l'espérer, mais près de deux ans et demi. Cette longue absence ne va pas aller sans crises.

C'est en deux minutes, si l'on en croit Auguste Lecœur, qu'à la fin d'une de ses réunions le Bureau politique décide de confier l'intérim du secrétariat général à Jacques Duclos et de « renforcer » le secrétariat en y adjoignant Étienne Fajon.

Nommé au congrès de Gennevilliers, au mois d'avril, le Bureau politique comprend, outre les inamovibles que sont Thorez, Duclos, Marty et Cachin, quatre anciens : Billoux, Tillon, Guyot et Fajon, et enfin deux suppléants devenus titulaires, Mauvais et Waldeck Rochet. Deux autres suppléants demeurent au Bureau politique, Casanova et Michaut et deux autres y accèdent, Jeannette Vermeersch et Auguste Lecœur qui est d'emblée nommé secrétaire, chargé de l'organisation, aux côtés de Duclos et de Marty.

Auguste Lecœur n'a pas quarante ans, mais il a déjà

derrière lui une longue vie de militant fidèle, bagarreur et méritant. Né le 4 septembre 1911 à Lille, il n'avait pas cinq ans qu'il apprenait à se battre pour manger, pas treize quand il descend à la mine, pas seize quand, devenu Parisien, il adhère au parti le soir même des violentes manifestations auxquelles il prend part contre la condamnation des Américains Sacco et Vanzetti. Revenu dans le Pas-de-Calais, ouvrier de laminoir, il est secrétaire du syndicat des métaux de Lens et il y dirige plus d'une grève mais ne milite activement au parti qu'après les journées de février 1934. Trois ans plus tard, il est désigné pour rejoindre les brigades internationales d'Espagne où il gagne au combat ses quatre galons de commissaire de bataillon et apprend entre deux opérations à détester André Marty.

Mobilisé au 139e R. I., il passe la drôle de guerre en prison pour avoir défendu dans la troupe le pacte germano-soviétique. Prisonnier, il s'évade car, là où il est, il ne fait jamais comme les autres. En juillet, Jean Catelas, chargé de l'organisation des cadres clandestins du parti, l'envoie dans le Pas-de-Calais. Une nouvelle vie et une carrière commencent; il prend des risques, mais sait les calculer. Ayant constitué des organisations syndicales illégales, il y diffuse des mots d'ordre antiallemands à une époque où ils n'étaient pas la règle et lance en mai, avec ses camarades, la grande grève des mineurs du Pas-de-Calais.

Un an plus tard, en mai 1942, Jacques Duclos l'appelle à Paris où l'un après l'autre les responsables des cadres sont tombés dans les mains de l'ennemi. Clandestine ou non, il aime la lutte; il paie volontiers de sa personne, mais sait observer et faire respecter les règles élémentaires de sécurité.

La Libération le renvoie dans son département : maire de Lens, député, membre du Comité central, sous-secrétaire d'État. Sa vie agitée l'a-t-elle préparé à ses responsabilités? Ce n'est pas sûr. Le temps lui a manqué pour se cultiver depuis qu'au service militaire il a passé son certificat d'études. Plus que d'un organisateur, il a le physique d'un boxeur.

A la fin de 1947, Maurice Thorez lui demande de quitter Lens et le prend auprès de lui au siège du parti pour s'y consacrer à des tâches d'organisation. « J'eus le tort d'accepter, écrit-il; je cessai d'être un militant pour devenir

un fonctionnaire. » Au début de 1950, Thorez lui offre de succéder à Léon Mauvais comme secrétaire à l'organisation. Promotion théorique, flatteuse et redoutable qu'entérine en avril le congrès de Gennevilliers.

La maladie de Maurice Thorez le libère d'une sujétion qui n'allait pas sans heurts; il veut bousculer les habitudes d'un parti qui, pour être révolutionnaire, n'en est pas moins, en ce qui le concerne, très conservateur. Responsable de l'organisation, il veut résoudre la contradiction qui existe entre une nécessité qu'il juge d'ailleurs absurde, celle de recruter « par millions » et une autre nécessité non moins impérative, celle d'élever le niveau idéologique; il invente donc les « instructeurs politiques de cellule ». Mal lui en prend. Cette idée est contraire à la doctrine. Elle suppose en effet que l'on puisse adhérer au parti sans y militer et elle interpose un écran entre la direction et les membres de la cellule. Mais il y a plus grave à un niveau plus élevé. Ces instructeurs sont sous le contrôle de la section organisation et cela revient à créer un parti dans le parti, un État dans l'État.

Ces erreurs qualifiées d'opportunistes seront dénoncées plus tard par Jacques Duclos, exactement en janvier 1952, mais, à l'époque où elles sont commises, le Bureau politique présidé par Duclos les laisse faire et l'un des collaborateurs d'Auguste Lecœur devenu son accusateur, Théo Vial, confessera qu'il n'a rien fait pour les empêcher. Elles aboutissent pourtant à la pratique des minorités agissantes dont le parti a souvent condamné la théorie.

Pour l'heure, l'erreur du secrétaire à l'organisation est plus humaine. Maurice Thorez n'est plus là. Sans doute Lecœur déclare-t-il au Comité central d'octobre 1950 qu'on ne le remplace pas parce qu'il est irremplaçable. Suppléer à son absence « ce ne peut être l'affaire d'un camarade ni de la seule direction », mais de tout le parti. Mais précisément l'organisation, c'est tout le parti. A travers elle, c'est lui qu'il tend à diriger. A l'occasion, il se fait même directeur de conscience. C'est lui qui confesse, critique et condamne au besoin. Cela ne pardonne pas. Les anciens veillent...

Maurice Thorez arbitrait entre des tendances ou en tout cas des tempéraments différents. Lui parti, on discute toujours. Mais on décide moins, d'autant que la décision était le plus souvent prise par le secrétaire général avant la

réunion du secrétariat du Bureau politique et après des conversations personnelles avec les responsables conviés dans sa maison de Choisy-le-Roi où il travaillait tous les matins avant de se rendre au siège du parti. Ou bien on décide un peu à tort et à travers, passant d'un extrême à l'autre, selon l'impression ou l'indication que tel ou tel ramène de l'hôpital de Moscou puis des bords de la mer Noire où se soigne Maurice Thorez.

Enfin Jeannette Vermeersch parle haut de sa voix un peu rauque chaque fois qu'elle revient d'U.R.S.S. Elle y apporte en messagère dévouée les bonnes et mauvaises nouvelles du « 44 » et en rapporte les consignes et les confidences de Maurice Thorez. Cette femme forte de quarante ans a été aguerrie par une enfance difficile et une adolescence combative. Intelligente, elle supplée à son manque de culture par un excès d'autorité. Elle est volontiers sectaire et vindicative, ce que n'est pas son mari. Mais comme lui, elle sait être, selon les moments et les nécessités, convaincante ou violente. Et c'est d'accrochages avec elle que naîtront les petits incidents qui feront la grande affaire Marty-Tillon.

La maladie de Maurice Thorez est survenue à un moment où, dans le climat de guerre chaude créé par le conflit coréen, l'Occident organise sa défense contre la menace soviétique. Le pacte Atlantique à peine mis en œuvre, il est déjà question du réarmement allemand. Le parti se déchaîne et s'isole davantage des socialistes. « Hitler et Gœbbels sont morts, mais grâce à Jules Moch et Guy Mollet, leur esprit va animer le grand État-Major nazi et la Wehrmacht reconstituée. » Le parti saisit donc toutes les occasions de manifester, avec des succès divers et plutôt modestes : contre le service de dix-huit mois, contre le débarquement de matériel américain, contre la venue du général Eisenhower en janvier 1951 à Paris (2) et constamment contre la guerre d'Indochine (3). Autant d'occasions dont le gouvernement se saisit à son tour pour se déchaîner contre les organisations communistes sans aller toutefois jusqu'à toucher au parti lui-même; il épure, poursuit, arrête, interdit. Cette double tension du parti et du pouvoir ne va pas sans provoquer le classique balancement des communistes entre le sectarisme et l'opportunisme. En mai 1951, après six mois d'une campagne des plus

violentes, Jacques Duclos lance un appel des plus apaisants à l'approche des élections législatives. « Le parti communiste se déclare prêt à travailler en accord avec les Français de toutes opinions et de toutes croyances en vue... de la constitution d'un gouvernement décidé à arrêter la marche à l'abîme. » En septembre, après le scrutin, il se dit prêt « à lutter côte à côte avec tous ceux, sans aucune exception, qui veulent rétablir l'indépendance de la France, dénoncer les traités qui la lient au char des impérialistes américains... » Il lancera plus tard la formule d'un puissant Front national uni qui n'aura aucun écho. Mais le temps n'est plus loin où communistes et gaullistes s'entendront sur les mêmes tribunes et dans les mêmes votes contre le projet de communauté européenne de défense...

La campagne pour la paix et en particulier celle des signatures pour l'appel dit « de Stockholm » contre l'armement atomique, la conception même du Mouvement de la paix et de ses rapports avec le parti surviennent à point pour alimenter le dossier qu'une commission d'enquête est en train d'établir en grand secret contre deux « gloires » du parti, André Marty et Charles Tillon. La « défense de la paix » servira même de lien entre les deux affaires et les deux hommes.

L'instruction secrète qui commence illustre bien les méthodes communistes. Ordonnée par Maurice Thorez contre l'un des trois secrétaires du parti, elle est menée à l'insu de l'un d'eux, Auguste Lecœur. Elle est conduite par trois fonctionnaires de la direction qui ont la confiance du secrétaire général, Léon Mauvais, Gaston Auguet et le responsable des cadres, Marcel Servin. Et c'est ce dernier qui, l'enquête presque terminée, en apprendra les résultats à Lecœur, au printemps 1952... Mais elle ne sera ébruitée qu'à la fin de l'été.

Entre-temps, elle aura été retardée par un événement soudain qui, après la maladie de Maurice Thorez, vient frapper une seconde fois le parti à sa tête : l'arrestation de Jacques Duclos. Épisode vaudevillesque celui-là, mais qui va aggraver la crise du parti.

La note de Thorez.

1952. « Nous voyons les mêmes problèmes reparaître sans être résolus, les mêmes situations, semble-t-il sans issue, continuer d'exister. La France se cherche toujours une majorité, les guerres de Corée et d'Indochine s'éternisent, la guerre froide se poursuit sans qu'il soit possible d'en imaginer la fin... » Ce raccourci d'André Siegfried (4) est vrai, sauf pour le parti communiste, auquel il fournit cependant un bon fond de tableau.

Parce que la guerre froide se poursuit, il redouble d'effort dans sa campagne pour la paix. Parce que les guerres d'Indochine et de Corée continuent, il va passer aux violences contre l'envoi de matériel en Extrême-Orient, « contre la guerre bactériologique », contre le « général microbien » Ridgway!

Parce que précisément il n'y a pas de majorité parlementaire, il croit en son pouvoir, ou du moins en celui des masses, pour aboutir à un changement de politique.

Parce qu'enfin certains problèmes se posent sans être résolus depuis la maladie de Maurice Thorez, il va trancher brutalement.

1952 est vraiment une année de combat et de crise pour le P. C.

Maurice Thorez, qui depuis un an vit allongé à Soukhoum en Abkhasie sur les bords de la mer Noire, y reçoit longuement François Billoux au début de 1952. Les deux hommes et Jeannette Vermeersch y discutent pendant plusieurs jours de la situation politique française et de l'état du parti. A l'issue de leurs entretiens, une note qui en résume les analyses et les conclusions est rédigée à l'intention du Bureau politique. Le schéma est simple : 1° il y a deux camps en présence dans le monde et deux seulement; 2° par intérêt de classe, la bourgeoisie française s'est rangée dans le camp impérialiste; 3° le parti communiste doit mettre les masses en mouvement pour obtenir un changement de politique.

Le premier point implique le rejet du neutralisme, ce poison subtil qui s'insinue depuis des mois tant à la base qu'aux frontières du parti. Jacques Duclos avait déjà écrit

en janvier 1951 qu'il ne saurait être question, si l'on veut lutter efficacement contre le déclenchement d'un nouveau cataclysme, de se situer dans une sorte d'oasis entre le camp de la guerre et le camp de la paix. Contre Lénine et Staline, on ne peut soutenir qu'il y a une troisième voie. Mais Pierre Cot et Yves Farge orientaient dans ce sens une partie du Mouvement de la paix. Embarrassé, le parti annonçait bien qu'il s'en expliquerait mais il laissait les progressistes s'en accommoder. Pour un peu, nombre de militants se seraient sentis plus neutralistes que communistes. Se dégager de la coalition atlantique sans s'engager dans l'alliance soviétique leur semblait, du moins dans un premier temps, constituer la condition non seulement nécessaire mais suffisante de la paix. Le parti devait réagir; il supprime brutalement l'hebdomadaire *Action* où Pierre Hervé favorisait le dialogue sur le neutralisme. Le parti s'en tient donc strictement au schéma de 1947.

Le second point de la note de Maurice Thorez implique le rejet de toute entente avec les classes moyennes et le retour à la seule alliance avec les paysans pauvres et les peuples coloniaux, ses alliés naturels des jours difficiles. Puisque la bourgeoisie française s'est rangée dans le camp impérialiste, elle est en effet l'ennemie à combattre, à abattre par tous les moyens, sans nuance ni compromis.

Le troisième point de la note implique le rejet de l'action parlementaire comme moyen d'aboutir à un changement de gouvernement et de politique. Il suppose même le refus de se lier trop étroitement au mouvement de la paix s'il n'accepte pas de passer à l'action de masse. Le parti communiste irait alors seul à la bataille.

Si orthodoxe qu'elle soit, l'analyse demeure abstraite. Faite à trois mille kilomètres de là, elle ne tient pas compte de données réelles. Lorsque le Bureau politique discute de cette note, le réaliste qu'est Benoît Frachon souligne les faiblesses de l'organisation du parti dans les entreprises et le trouble, la « démoralisation » de la classe ouvrière que provoque alors l'expérience Pinay. Flottement à la base, flottement à la tête, flottement aux frontières, c'est dans ces conditions que le parti va procéder à une correction en se défendant d'opérer un tournant. On est au début d'avril.

François Billoux rédige pour les *Cahiers du Communisme* de mai un article qui développe, en la reprenant souvent

mot à mot, la note de Maurice Thorez. Elle devient dès lors la ligne du Bureau politique. « La continuation de la politique dirigée par la bourgeoisie française dans le cadre du camp impérialiste conduit inexorablement à la catastrophe et à la guerre. Seule une politique avec la classe ouvrière dans le cadre du camp anti-impérialiste peut sauver notre pays de la ruine et garantir la paix... » L'ensemble de l'activité du parti communiste et toutes les actions de masse sont rattachés à cet objectif décisif du moment : obtenir « un changement total d'orientation politique ».

Rarement le parti aura fixé aussi clairement ses objectifs, rarement il va aussi sûrement les manquer. « L'action des masses... les masses en mouvement. » Cela est plus facile à écrire qu'à faire.

L'arrestation de Duclos.

Le général Ridgway est Américain, il vient de Corée où les communistes l'ont accusé d'avoir fait la « guerre bactériologique » et il remplace le général Eisenhower au commandement suprême atlantique. Trois raisons qui incitent le parti à lancer sa première action de masse à l'occasion de son arrivée à Paris. Le 23 mai, de petits cortèges se forment en divers points de la capitale et se heurtent aussitôt à la police. Quarante-trois arrestations. C'est un échec. Dès le 24, le parti invite à manifester de nouveau et cette fois massivement le 28. Pour l'avoir écrit et s'être félicité du « succès » remporté la veille, le rédacteur en chef de *l'Humanité*, André Stil, est arrêté le 25 au petit matin en vertu d'une loi de 1848.

Le parti, qui n'a jamais beaucoup compté sur la spontanéité des masses, organise soigneusement la journée du 28. Plusieurs milliers de manifestants bien encadrés et bien commandés, armés de pancartes en fer se heurtent violemment à plusieurs milliers d'agents et de gardes. Plus de sept cents sont arrêtés. Plus de cinquante sont blessés. Un Algérien l'est mortellement place de Stalingrad. Attaques et contre-attaques se succèdent toute la soirée dans plusieurs quartiers; une barricade est élevée à Belleville.

A 22 heures, le calme est revenu. Les rues sont vides de manifestants mais non de policiers. Commettant une impru-

dence rare dont il s'accusera lui-même plus tard, Jacques Duclos quitte *l'Humanité* et rentre bourgeoisement chez lui avec sa femme à Montreuil. Sa voiture, une Hotchkiss noire bien repérable, passe non loin de la République. Un barrage l'arrête au coin de la rue du Temple et de la rue de Turbigo. Sur le siège avant une matraque et un revolver, sur le siège arrière deux pigeons morts « dont les corps sont encore chauds ».

La police conduit le leader communiste au commissariat le plus proche. Arrestation parfaitement illégale et tout à fait stupide. La manifestation est terminée et le flagrant délit exigé par la loi pour appréhender un député n'est pas établi, sauf pour le port d'arme. La prise est belle mais encombrante et le gouvernement, qui dramatise beaucoup, se ridiculise un peu : les deux volatiles devinrent dans la nuit « deux pigeons voyageurs dissimulés sous une couverture » et la radio de la voiture peut, assure-t-on, intercepter les ordres de la police. Au lever du jour, les deux pigeons redeviendront ce qu'ils étaient, bons à être accommodés aux petits pois et le poste aussi, bon à écouter les nouvelles de la radio. Jacques Duclos est conduit, menottes aux mains, à Fresnes. « La voilà, la démocratie bourgeoise, elle est belle, admirez-la! » jette-t-il aux journalistes en montrant ses poignets. Il n'empêche que le parti s'est mis dans un mauvais cas et le gouvernement en profite. Le ministre de l'Intérieur dénonce dans la manifestation, rehaussée il est vrai par l'arrestation de Jacques Duclos, « une véritable atteinte à la sûreté de l'État ». Il y voit « l'action criminelle menée par l'état-major d'un parti contre le régime républicain et la démocratie ». Poursuites, perquisitions, saisies, arrestations vont se multiplier pendant un an sur tout le territoire. Aucune n'aboutira à la condamnation d'un seul dirigeant. Le gouvernement ne pourra rien contre le parti ni d'ailleurs le parti contre le gouvernement. Nouvelle illustration de l'impuissance conjuguée d'un pouvoir démocratique et d'un mouvement révolutionnaire. Finalement, l'action de masse n'aura abouti qu'à diviser le gouvernement et le parti contre eux-mêmes.

Maurice Thorez en U.R.S.S. et Jacques Duclos à Fresnes, le secrétariat devrait revenir au nº 3, André Marty. Mais depuis dix jours, Auguste Lecœur, le nº 4, sait les accusations qui pèsent sur Marty. Il se saisit donc de la direction

du parti, après l'avoir proposée à Billoux et Fajon. En fait, il était le seul secrétaire « survivant » mais la direction en droit appartenait toujours à Jacques Duclos. Situation anormale que Maurice Thorez déplorera. Un parti ne se dirige pas du fond d'une prison; le Bureau politique aurait dû, selon lui, confier officiellement l'intérim du secrétariat général à Lecœur.

Une deuxième fois décapité, le parti conserve une autre tête : Mme Jeannette Vermeersch. Avec François Billoux, elle est dépositaire de la pensée de Maurice Thorez. Elle reprend les mêmes thèmes dans un article le 2 juin, mais au dépôt de la foi, elle ajoute la note anticléricale qui lui est propre. Elle s'en prend même à « l'activité avilissante, désagrégatrice, démoralisante de résignation » des prêtres-ouvriers. Elle ignore alors que deux d'entre eux ont été molestés et arrêtés au cours de la manifestation du 28 mai. Mais elle leur rendra un hommage tardif le 18 juin.

Dans la ligne dure qu'il s'est tracée, le Bureau politique fait décider une grève générale à Paris le 4 juin pour obtenir la libération d'André Stil et de Jacques Duclos. C'est un fiasco. Venant après l'échec du 23 mai et le demi-succès du 28, cette action manquée fait réfléchir d'autant plus la direction qu'elle est parfaitement divisée.

André Marty et Charles Tillon, si l'on en croit Léon Mauvais, Auguste Lecœur lui-même, si l'on en croit Raymond Guyot, auraient condamné la manifestation du 28 mai, cette « page glorieuse du prolétariat parisien ». André Marty conviendra au moins qu'il a désapprouvé... la distribution de pancartes de tôle et la grève du 4. Mais indépendamment de ces regrets ou récriminations d'un homme qui est sur la touche, l'équipe thorézienne est elle-même partagée.

La direction est d'abord multiple. De sa cellule ornée de portraits de Lénine, de Staline et de Thorez et d'un poème autographe d'Eluard : « Nos maîtres fêtent le printemps comme un suicide. Mais ils ne se tuent qu'en autrui... Ils veulent séparer l'homme de sa conscience. C'est la saison de la prison... » Jacques Duclos bombarde le Bureau politique d'épîtres plus prosaïques; il écrit aussi longuement au président de l'Assemblée et plus longuement encore il admoneste le président de la République, Vincent Auriol. Tour à tour menaçant : « Vous présidez à la fascisation du

régime... »; ironique : « Méfiez-vous! Peut-être un de ces quatre matins, allez-vous voir venir à l'Élysée un contrôleur américain »; grandiloquent : « Ces ministres indignes dont vous couvrez les agissements...; il ne leur restera plus qu'à me faire assassiner dans ma cellule. »

D'Union soviétique, où il se remet enfin, Maurice Thorez suit de près les événements et les commente de loin. Il reproche à François Billoux d'avoir reproduit mot à mot dans son article la note qu'il lui avait remise et l'on y retrouve en effet — erreur — que la bourgeoisie porte la responsabilité de « l'intégration de Franco et de Tito dans le pacte Atlantique », et — imprudence — qu'il ne faut pas oublier « les revendications de caractère national des Alsaciens et Lorrains ». Il écrit à Duclos, qu'il considère donc toujours comme son intérimaire, que selon la sainte règle de l'autocritique, c'est Billoux qui aurait dû présenter le rapport au Comité central du 18 juin. Mais le soin en est confié à Étienne Fajon.

Et c'est une nouvelle « correction ». Si l'article de François Billoux a conduit au sectarisme et à l'échec, c'est qu'il a été mal interprété et s'il a été mal interprété, c'est qu'il était « insuffisamment clair et complet ».

« La vigueur indispensable de la propagande et de l'action du parti, déclare Fajon, ne doit pas exclure le sang-froid. Il faut éviter le ton frénétique dans ce que nous disons, écrivons ou faisons. Les outrances ne peuvent qu'affaiblir les liens entre le parti et les plus larges couches de la population, alors qu'il importe de multiplier et de renforcer ces liens. Il convient de se battre avec un cœur ardent, mais avec la tête froide et les nerfs calmes. »

La résolution finale condamne le sectarisme et le repliement sur soi, fait de nouveau appel aux classes moyennes et ne dit mot de la lutte contre la social-démocratie.

François Billoux s'associe à la critique — qui pour lui est une discrète autocritique — dans un nouvel article des *Cahiers du Communisme* en août 1952.

En octobre, à l'occasion du XIXe Congrès du parti communiste d'U.R.S.S., Maurice Thorez, décidément remis, peut s'entretenir tout à loisir à Moscou avec Auguste Lecœur, Raymond Guyot, Georges Cogniot, Roger Garaudy. Et c'est une nouvelle « correction » amorcée fin octobre par Lecœur et administrée en décembre par Billoux lui-même.

Ramenant le parti au mois de mai et au premier article des *Cahiers*, elle est tout entière dirigée contre l'opportunisme. Elle est en outre exigée par les erreurs commises dans la campagne pour la libération de Jacques Duclos, sorti de prison le 1er juillet, et plus encore par les développements de l'affaire Marty-Tillon.

L'affaire Marty-Tillon.

La clarté n'est pas la qualité dominante des procès politiques. Celui-là n'échappe pas à la règle. Tant du côté de l'accusation que de la défense, tout y est mêlé, allusif, confus. On y distingue souvent mal ce qui relève du montage ou ce qui ressort du dossier; ce qui est actes, intentions, tendances ou simplement caractères.

Celui d'André Marty le rend proprement impossible. Aigri par l'âge et les épreuves, plus amer qu'ambitieux, il estime n'avoir pas dans le parti la place qui lui revient. A soixante-six ans, il fait moins figure de chef, même historique, que de drapeau défraîchi que l'on sort les jours de fête. Ses amis eux-mêmes le dépeignent comme étant « coléreux, sectaire, désagréable (5) ». Lui-même avoue qu'il ne sait pas se maîtriser encore qu'il dit avoir fait des progrès depuis l'avant-guerre (6). Il ne peut s'empêcher de brocarder ses camarades ni même à l'occasion de les insulter alors que le parti use peu de la plaisanterie et beaucoup de la révérence. Mais tout cela qui est connu depuis trente ans n'a pas empêché le parti de le maintenir au secrétariat. Il est vrai, et ce sera l'excuse un peu embarrassée de la direction, que cet atrabilaire a généralement manifesté son opposition en dehors des instances régulières du parti. Le Bureau politique est donc en droit de ne pas savoir ce que chacun de ses membres ne peut ignorer.

Mais que lui reproche-t-on? Deux péchés mortels qu'il niera, une kyrielle de péchés véniels qu'il discutera et une faute grave qu'il avouera.

André Marty est d'abord accusé d'avoir minimisé le rôle de l'Union soviétique pendant la guerre et même d'avoir mis en cause le pacte germano-soviétique au cours de son séjour en U.R.S.S. Cette double accusation majeure, et la seconde ne peut venir que de Thorez qui a vécu avec lui à

Moscou, il la rejette « comme contraire non seulement à la vérité et à son activité de toujours », mais encore comme calomnieuse; il jure n'avoir jamais contesté que l'armée soviétique ait libéré les pays de démocratie populaire, sauf en Yougoslavie. Mais sous-jacent à cette accusation sans preuves ni témoignages — qui sera plus valablement reprise contre Tillon — il y a déjà tout le débat sur la part respective de la résistance intérieure et du parti communiste — ou de l'Union soviétique — de 1939 à 1945.

Corollaire de la précédente, la seconde série de reproches concerne le rôle de la politique du parti à la fin de la guerre.

André Marty est accusé en passant de ne pas s'être battu pour imposer le retour de Maurice Thorez comme condition de l'entrée des communistes au gouvernement à Alger en 1944. Mais outre que c'eût été à l'époque un combat sans espoir, la participation du parti a été décidée par toute sa délégation à Alger et très certainement en accord avec Maurice Thorez.

Plus sérieuse est l'accusation d'avoir préconisé la prise du pouvoir en 1944 — ce qu'il nie — et plus spécialement s'être élevé contre la fameuse dissolution des milices patriotiques en 1945, ce qu'il nie aussi. Mais là il y a un témoin. « Est-ce que oui ou non André, devant moi, tu n'as pas critiqué les décisions du Comité central de janvier 1945 sur la dissolution des milices patriotiques, sur la remise des armes, sur l'intégration des F.T.P. et des F.F.I. dans l'armée régulière? » lui demande au Comité central d'octobre Léon Feix qui argue de sa jeunesse pour s'excuser de n'en avoir dit mot à l'époque à la direction du parti. Marty rétorque : « Ce n'est pas dans une phrase ou un mot plus ou moins bien interprétés qu'il faut juger une ligne politique. » Et de renvoyer à ses articles et à ses discours où l'on retrouve le blanquiste pour qui l'action prime tout, même la théorie. La participation ministérielle, la dissolution des milices, oui, mais à condition qu'elles ne diminuent pas mais accroissent l'action des masses populaires.

Mais voici le crime de lèse-majesté par personne interposée. Et là aussi il y a un témoin et un demi-aveu. En 1945-1946, Marty s'oppose à la candidature de Jeannette Vermeersch dans le deuxième secteur de Paris. « Je crois, dit-il, qu'il faut examiner si certaines candidatures de camarades qui pendant la guerre n'étaient pas dans la

région parisienne et n'ont pas pris une part active à la Résistance ne sont pas susceptibles de nous faire perdre des suffrages. » Étrange argument de la part d'un homme, lui-même candidat à Paris alors qu'il a passé toute la guerre en Russie. Mais il ne contredit pas le témoignage d'André Souquière, alors secrétaire de la Fédération de Paris-Ville puis de Maurice Thorez. Il s'agit bien d'une question de fond, comme Léon Mauvais le souligne encore : « En réalité André Marty, sous prétexte des candidatures, tentait de remettre en question la juste ligne de conduite du parti et notamment la juste attitude du secrétaire général du parti pendant la guerre. » Marty reconnaît qu'il s'est opposé à la candidature de Jeannette Vermeersch, mais pour la raison qu'elle aurait été plus utile dans le Nord « pour y aider nos camarades en difficulté ». Il le pensait peut-être, mais il ne l'avait pas précisé. Et ses accusateurs découvrent mille et une occasions où il a passé sous silence le nom, la pensée, les actes et les œuvres de Maurice Thorez. L'oubli est d'autant moins pardonnable que le culte de la personnalité du secrétaire général atteint au lyrisme, peu avant et après sa maladie, c'est-à-dire au moment où commence l'instruction du procès.

Chaque année d'après guerre apportant sa pièce au dossier, André Marty s'entend accuser d'avoir mis en doute en 1947 l'analyse de Jdanov sur l'impérialisme américain lors de la constitution du Kominform et d'avoir en conséquence sous-estimé la « marshallisation » de la France et le rôle joué par les socialistes « en tant qu'agents des impérialistes américains »; il aurait voulu à l'époque ne mettre en cause que l'action du général de Gaulle et du R.P.F. En 1949, il n'aurait pas fait sienne la déclaration de Maurice Thorez : « Que feriez-vous si l'armée rouge occupait Paris?... » Enfin, il aurait boudé la campagne de signatures pour l'appel de Stockholm et d'une manière générale les initiatives du mouvement de la paix comme d'ailleurs celles de l'U.R.S.S. Au moins reconnaît-il qu'à cette action de propagande, il aurait bien préféré l'action de masse des travailleurs. C'est toujours la même idée qu'il défend depuis la Libération. Action d'abord. A-t-il au moins satisfaction quand le parti déclenche la série de violentes manifestations contre le général Ridgway? Non, car il se refuse à les identifier avec une action prolétarienne pour le socialisme.

Or, cette distinction, le parti la rejette au moins théoriquement. L'action pour la défense de la paix est inséparable de l'action en faveur de l'avènement du socialisme. Au demeurant, l'une et l'autre se rejoignent dans la fidélité à l'Union soviétique. Le débat se situe à ce niveau élevé, mais l'accusé n'est pas de taille à le soutenir.

Aussi bien retombe-t-il au niveau des mots qu'il se reproche. « Il est exact qu'à maintes reprises par des quolibets, des boutades, une phrase prononcée à un ou plusieurs militants, j'ai mis en cause — volontairement ou non — l'orientation politique du parti ou telle décision d'organisation. » Cet aveu ne suffira pas à le sauver; il contribuera au contraire à le perdre dans la mesure où le « volontairement ou *non* » constitue une autocritique incomplète, insincère.

Une autre confession, tardive celle-là, confirmera une faute qui serait légère partout ailleurs mais qui ne pardonne pas dans le parti communiste, celle du travail *fractionnel.* Lorsque ce mot est lancé, le coupable est condamné. Et c'est ici que les deux procès n'en feront qu'un.

En juin 1951, André Marty invite Charles Tillon à le rencontrer chez Beyer. Rien de plus banal apparemment. Beyer est le beau-frère de Tillon et sa femme est la secrétaire de l'ancien chef des F.T.P. à la mairie d'Aubervilliers. Or, en soi, l'entrevue est déjà une faute grave. Les liaisons horizontales sont rigoureusement interdites dans le parti. Le secrétaire d'une cellule ou d'une fédération n'a pas le droit de rencontrer un autre secrétaire sans l'autorisation et même la présence de l'autorité supérieure. Un membre du Bureau politique ou du secrétariat ne peut conférer avec un autre membre en dehors de l'une ou l'autre instance. Sinon, c'est le délit de travail fractionnel.

Circonstances aggravantes : Beyer avait été écarté du Comité central à la demande même de Maurice Thorez et Marty a commencé par nier obstinément cette entrevue avec Tillon. Il a fallu deux jours d'interrogatoires et de confrontations pour qu'il la reconnaisse. Puis il a prétendu qu'elle concernait l'aide à apporter à d'anciens F.T.P., alors que Tillon avait reconnu qu'il y avait été question de ses difficultés avec la direction du parti à propos de l'Allemagne et du Mouvement de la paix.

Beyer n'était pas un inconnu pour Marty qui lui aurait

demandé en février-mars 1949 de l'argent pour éditer un bulletin, fractionnel lui aussi; et d'où ces fonds pouvaient-ils provenir, sinon de ceux que le parti devait accuser Tillon d'avoir indûment conservés depuis la clandestinité?

Chacun y va de sa pierre. Pour celui-ci, Marty semait la terreur dans les fédérations qu'il visitait; pour cet autre, il correspondait avec elles en passant par-dessus Thorez et Duclos; pour ce troisième, il n'a pas prononcé une seule fois le nom de Maurice Thorez dans un cours sur l'histoire du parti; pour ce dernier, il avait ses hommes à lui et même ses femmes comme celle qu'il avait chargée de contrôler la délégation d'Alger.

Quelques autres reproches plus obscurs, dont l'un implique l'intervention de la police soviétique, achèvent de compromettre l'accusé. Dès lors, la machine du parti va l'écraser. On commence par l'exclure du secrétariat en attendant une autocritique plus complète. Comme elle ne vient pas, on lui retire son garde du corps, sa voiture et son chauffeur; on lui interdit de prendre la parole et même d'apparaître en public, on l'exclut du Bureau politique, on le prive du logement donné par le parti, on déménage ses meubles et un ami bienveillant, son beau-frère, lui subtilise une partie de ses papiers. On s'étonne qu'il ne rompe pas avec son frère, « ennemi déclaré du parti depuis vingt-cinq ans »; on interroge sans relâche sa femme qui se sépare de lui. On l'exclut enfin en janvier 1953; on lui découvre des liaisons policières par l'intermédiaire de son frère, franc-maçon comme lui-même l'a été et comme l'est encore le préfet de police du moment. Le pauvre homme n'a plus qu'à s'exiler dans sa province natale et à y mourir en 1956.

En vérité, l'homme tenait son autorité de sa légende; il n'avait ni l'intelligence ni l'habileté nécessaires à son exercice. Qu'écarté depuis longtemps des véritables responsabilités, il ait cru trouver enfin sa chance dans l'absence de Maurice Thorez, qu'il ait cherché alors à s'imposer à la direction ou en tout cas à s'y opposer n'est guère douteux; qu'il n'ait réussi qu'à ajouter au désordre et que, de Moscou, Thorez ait voulu l'écarter pour empêcher le parti d'aller à la dérive n'est pas moins douteux.

En fait, les responsabilités de l'accusé étaient atténuées par celles de ses juges. Mais dans ces procès politiques, il ne

suffit pas de condamner, il faut encore salir. C'est la loi du genre.

L'amalgame des hommes et des actes en est une autre. Sans le cas Marty, y aurait-il eu une affaire Tillon? Les accusations sont souvent identiques et les attendus seront d'abord plus sévères pour le second alors que les peines seront plus dures pour le premier. Les aveux seront, il est vrai, différents. Et si, en l'absence de Thorez, le parti avait à se plaindre de Marty, qu'avait-il à craindre de Tillon?

Outre un caractère également incommode, les deux hommes ont un passé commun. Tous deux sont d'anciens mutins de la mer Noire; tous deux ont combattu en Espagne; tous deux sont des activistes, des « blanquistes » pour qui l'action tourne vite à l'agitation dès qu'elle se coupe de la théorie. Mais s'ils ont des affinités, ils ont des différences. Marty a passé tranquillement la guerre en Russie et Tillon dangereusement en France. Marty n'a jamais été au gouvernement, bien que Duclos lui ait offert d'entrer dans le ministère Ramadier. Tillon, lui, a été ministre de 1945 à 1947. Pourtant, la vieille amertume de l'un va se servir de la jeune ambition de l'autre.

C'est, comme pour André Marty, à propos de Jeannette Vermeersch que Charles Tillon commet sa première faute grave. Au cours d'une discussion du Bureau politique sur la clandestinité, il a le malheur de lui dire : « Comment peux-tu le savoir puisque tu n'y étais pas? » Le propos ne trompe pas. C'est une « discrimination entre les militants du parti selon les postes qui leur avaient été confiés pendant l'occupation ». Aussi le Bureau politique lui ayant demandé une lettre de rétractation, il écrit : « J'affirme que jamais, dans ma pensée, une telle discrimination n'a été faite, car j'ai toujours considéré que toute discrimination dans l'activité des militants responsables du parti pendant la guerre aboutirait à se placer aujourd'hui, comme pendant la guerre, sur les positions des pires ennemis du parti. »

Mais dans son cas comme dans celui d'André Marty, il y a des « erreurs » plus anciennes et d'autres plus récentes; les unes concernent la Libération, les autres encore et toujours le Mouvement pour la paix.

Charles Tillon est accusé d'avoir rompu « le contact avec la direction du parti le 10 août 1944 ». Pour le chef des F.T.P. c'est elle au contraire qui a « coupé avec lui ». On

est là de nouveau au cœur du débat sur le rôle du parti pendant l'occupation. Et c'est Mauvais qui dans son rapport au Comité central de septembre interprète ainsi la pensée de Tillon. Ce dernier ne peut que supposer « ou que la direction du parti a délibérément « coupé » avec lui pour prendre au nom du parti l'initiative du mouvement et des conditions du déclenchement de l'insurrection nationale, ou encore qu'elle l'a fait pour ne pas jouer le rôle de direction qu'elle n'a cessé de jouer dans la lutte contre les occupants et les vichystes ». Or, dans les deux hypothèses, celle d'une usurpation et celle d'une défaillance du parti « c'est tout simplement oublier que l'appel à l'insurrection a été et devait être lancé par le parti » et non par le comité militaire des F.T.P.

En fait l'accusé a eu le tort de s'avancer sur un terrain miné en minimisant le rôle du parti et en valorisant celui des partisans. Le secrétariat qui l'exclut du Bureau politique le 16 septembre 1952 le lui fait longuement sentir.

« Charles Tillon était donc, depuis longtemps, influencé par la campagne de l'ennemi et il se trouvait entraîné à se placer sur son terrain, à opposer l'action du parti à celle des F.T.P.F., alors que les F.T.P.F. ont été créés à l'initiative du parti. Charles Tillon sait pourtant mieux que personne qu'il n'y aurait pas eu l'impulsion donnée par le parti à la lutte contre l'occupant, armée ou non, si, dès 1939, Maurice Thorez ne s'était pas mis, dans la clandestinité, à la tête de notre parti. L'action armée du parti contre l'occupant date de bien avant la formation des F.T.P.F. Ce sont des groupes de combat communistes d'appellations diverses qui, par la suite, ont formé les F.T.P.F. A ce moment, la direction du parti a décidé que 10 % des effectifs et des cadres du parti devaient rejoindre les F.T.P.F. De leur formation à la Libération, les F.T.P.F. ont toujours été dirigés par la direction du parti, par l'intermédiaire de ses militants au Conseil national militaire. Par la suite, l'appel à l'insurrection nationale a été et devait être lancé par le parti. L'affiche du parti signée de ses dirigeants et de ses élus et appelant à l'insurrection était le couronnement de toute la bataille de la résistance organisée et dirigée par le parti. »

Cette querelle ancienne, réveillée pour les besoins de la cause, n'aurait pas suffi à condamner Charles Tillon ni à

lui assurer l'appui d'André Marty. Mais, représentant du parti au Mouvement de la paix, il entre en conflit avec les dirigeants communistes sur la conception même du Mouvement; il le considère « sous l'angle étroit d'une organisation politique », affirme le secrétariat dans son verdict du 16 septembre 1952. De là à l'accuser de vouloir soumettre le parti à la tutelle du Mouvement, il n'y a qu'un pas que Léon Mauvais franchit dans son rapport au Comité central de décembre. On lui reproche aussi, avec commisération, de n'avoir rien compris aux initiatives du Conseil mondial de la paix, d'avoir renâclé devant les campagnes pour l'appel de Stockholm ou le pacte à Cinq proposé par Moscou. Mais si l'erreur est humaine, l'histoire du parti prouve qu'elle est aussi communiste. Charles Tillon l'avait payée de son poste puisqu'il en avait été relevé en avril 1951. Et le parti avait pris la précaution de lui faire écrire : « ... Je déclare que la décision de me retirer le poste de responsable du parti dans le Mouvement de la paix est juste et que je l'accepte comme une sanction méritée. »

L'affaire n'aurait pas été plus loin si André Marty n'avait provoqué à la même époque cette rencontre clandestine avec Charles Tillon. Pour la commission d'enquête, pour Léon Mauvais comme pour Auguste Lecœur, le vieux mutin a voulu exploiter délibérément les désaccords entre un camarade « sensible à la flatterie » et la direction du parti.

C'est en effet la conjonction de ces deux oppositions qui les rendent redoutables et de deux façons. Soit qu'affaibli et divisé depuis la maladie de son chef, le Bureau politique redoute qu'il ne se crée une direction à l'intérieur de la direction, soit qu'il ait fait de cette double opposition un alibi, une diversion destinée à expliquer ses faiblesses et ses divisions.

C'est, en l'absence du général, une querelle de colonels apparemment sans effet sur la troupe. A aucun moment l'accusation ne reproche aux deux dirigeants d'avoir agité ou même troublé des militants. Le parti y avait d'ailleurs veillé. Tillon relevé dès avril 1951 de ses responsabilités au Mouvement de la paix, André Marty l'avait été en novembre de ses responsabilités auprès des jeunes, ayant fait, dit-on, de l'organisation de la jeunesse « une secte dominée par lui, avec l'espoir de s'en servir pour ses buts

propres ». Toujours la hantise du « groupe », du parti dans le parti.

L'affaire éclatée, une campagne d'explications a lieu dans les comités de section et les cellules. Si populaire que soit Marty parmi les plus anciens et Tillon parmi les F.T.P., les militants d'abord stupéfaits sont assez animés du patriotisme de parti pour tourner la page, fût-elle celle de « héros ».

Les partis communistes sont convaincus, depuis qu'ils existent, qu'ils se fortifient en s'épurant, que tout doit être sacrifié à l'unité : l'amitié, les services rendus, la gloire et même la légende. La mer Noire, l'Espagne, la Résistance, le pouvoir même ne valent aucune indulgence à Charles Tillon. Mais alors qu'il apparaissait au début, en septembre, comme le coupable nº 1 et André Marty comme son complice, les rôles deux mois après sont renversés; Tillon s'est effacé humblement, a disparu même de l'Assemblée et de sa mairie d'Aubervilliers. André Marty, lui, est resté à Paris; il écrit des lettres vagues sur ses actes et précises sur ceux du parti à son égard (7). Loin de s'incliner, il se rebiffe. Le Comité central du 7 décembre le prive de toutes ses fonctions de direction et soumet son cas à « l'examen de sa cellule » aux fins d'exclusion alors que Tillon n'est écarté que du Comité central après l'avoir été du Bureau politique; il restera communiste et sera rétabli dans tous ses droits de membre du parti le 16 février 1957.

Le Comité central de décembre 1952 qui clôt l'affaire Marty-Tillon met aussi le point final à l'« affaire » Billoux-Fajon. Le double mouvement alternatif contre le sectarisme et l'opportunisme reflète-t-il alors des courants divergents parmi les dirigeants soviétiques? Pierre Hervé l'a affirmé (8) sans préciser à quelle tendance ou à quel titulaire du Politburo se rattachait tel ou tel dirigeant français. Dans le doute, il est moins aventuré d'observer que l'orthodoxie de l'analyse thorézienne se heurtait à la réalité de la politique française, la première commandant un certain sectarisme et la seconde un opportunisme certain. Et si finalement les deux attitudes se révèlent aussi peu efficaces l'une que l'autre, n'est-ce pas qu'en raison de son isolement où le confine sa politique étrangère, le parti ne réussit pas malgré tous ses appels et ses efforts à entraîner la classe ouvrière dans une action de masse? Il lui reste alors à sauver sa théorie.

C'est ce que fait François Billoux en défendant et en reprenant dans son rapport au Comité central de décembre les thèmes de son article de mai. Trois paragraphes dominent tous les autres :

« Après la magnifique manifestation du 28 mai contre Ridgway, l'arrestation illégale de Jacques Duclos, après la journée du 4 juin, on a reparlé du prétendu isolement du parti. Ce fut la réaction bien tardive contre ceux qui mettaient en doute le rôle de premier plan de la classe ouvrière dans la libération de Jacques Duclos (9), sans que nous sous-estimions pour autant l'action de toutes les autres couches de la population. On a incliné, dans la pratique, à un certain abandon des idées justes précédemment élaborées par la direction du parti et qui avaient trouvé leur expression dans l'éditorial des *Cahiers du Communisme* de mai 1952.

« Il est vrai que des attitudes et comportements sectaires sont apparus avec force dans cette période. Était-il juste de les combattre? Absolument! Cela n'est pas en cause. Mais par la façon dont ils ont été combattus, quels enseignements le parti en a-t-il tirés?

« On laissait supposer que c'était cet article qui mettait justement en lumière des faiblesses de notre activité, en partant précisément de certains abandons opportunistes, qui avaient nourri et fait éclater ces manifestations sectaires, c'est-à-dire qu'on aboutissait à faire penser que cet article avait contribué à fausser l'application de la ligne politique du parti, alors que, dans son ensemble, il aidait précisément à ne pas s'en écarter. »

Qui est ce « on » trois fois cité? Aucun responsable n'est nommé. Mais qui a reparlé de l'isolement du parti, sinon Auguste Lecœur qui en avait déjà parlé après le fiasco de la grève du 12 février (10)? Qui a mis en doute le rôle de la classe ouvrière dans la libération de Jacques Duclos, sinon Pierre Cot? Qui a incliné à abandonner la lutte contre la bourgeoisie sinon Jacques Duclos tout à son Front national uni? Qui a commis des actes sectaires, sinon la direction communiste des syndicats parisiens lors de la journée manquée du 4 juin? Qui, enfin, a mis en cause le sacro-saint article des *Cahiers* de mai, sinon Étienne Fajon dans son rapport au Comité central du 18 juin?

François Billoux — dont le rapport a été approuvé sinon

préparé par Maurice Thorez — tire ainsi la leçon de cette folle année 1952. Il dénonce bien quelques actes sectaires, mais il fait avant tout le procès de l'opportunisme dont il trouve des preuves surabondantes dans « l'idée purement imaginaire d'un état d'isolement et d'inefficacité du parti, dans l'attitude défensive du groupe parlementaire au lendemain de l'arrestation de son président, dans l'atténuation de la lutte contre la social-démocratie, dans la tendance à compter sur « la neutralité d'une fraction de la bourgeoisie ». Et, comme tout est lié, il décèle la même orientation opportuniste dans la littérature et la peinture. « Il suffit de voir les toiles exposées au dernier Salon d'automne et les derniers romans édités pour s'en convaincre. »

Ainsi cette année pleine d'à-coups et de crises s'achève par un durcissement auquel répond celui du gouvernement.

Faute de pouvoir juridiquement et politiquement poursuivre sérieusement les dirigeants communistes, le gouvernement avait, selon un procédé devenu classique, révélé dès juin une affaire de documents militaires découverts chez des communistes de Toulon. Le seul effet de cette découverte avait été d'alarmer les Américains qui voyaient déjà les secrets de la défense atlantique filer vers Moscou alors qu'il s'agissait de renseignements sur l'envoi de matériel en Indochine. En octobre, une opération plus vaste était lancée pour entreprise de « démoralisation de l'armée et de la nation », aboutissant à dix mandats d'amener et plusieurs arrestations dont celle des dirigeants de l'U.J.R.F. (11) et celle d'Alain Le Léap, secrétaire général de la C.G.T. Dans le même temps, la levée de l'immunité parlementaire était demandée contre Jacques Duclos, Étienne Fajon, François Billoux, André Marty et Raymond Guyot. Du coup, le P. C. et la C.G.T. tempêtaient avec plus de vigueur encore contre le « complot » gouvernemental.

Est-ce pour lui épargner les atteintes de la répression, comme le parti le laisse dire, qu'est retardé le retour de Maurice Thorez en France annoncé comme « imminent » au Comité central de septembre par Jacques Duclos. N'est-ce pas plutôt pour laisser le temps au parti de régler définitivement ses comptes avec Marty et Tillon afin que le secrétaire général retrouve place nette? En fait, s'il n'avait dépendu que de lui, il serait revenu dès le début de 1952.

C'est Staline qui l'en dissuada. « Vous n'êtes pas suffisamment rétabli. Il faut être patient, c'est une qualité, pour un révolutionnaire. La France ne disparaîtra pas. Vous la retrouverez et vous aurez encore toute possibilité de la servir. » Le leader communiste met à profit ses loisirs forcés pour apprendre à écrire de la main gauche et se plonger dans les œuvres de Lénine et de Diderot. Et trois semaines après la mort de Staline, il décide de rentrer enfin en France.

NOTES

(1) Un avion américain s'étant approché de l'appareil soviétique au-dessus de l'Allemagne, *l'Humanité* n'hésite pas à parler d'agression ainsi qu'Auguste Lecœur : « Les Américains espéraient, déclare-t-il, qu'à défaut d'accident et compte tenu du caractère de sa maladie, Maurice Thorez ne supporterait pas l'émotion de l'agression, ni les difficultés que pourraient avoir sur son état de santé les secousses et les prises d'altitude auxquelles fut contraint l'appareil soviétique. » Et il ajoute : « Mais le plan de ces canailles a été déjoué. » Écrivant treize ans plus tard son autobiographie, Auguste Lecœur note : « Bien entendu, en dehors des militants communistes, personne en France ne crut à cette histoire. » Mais il ne rappelle pas que, s'il n'y a pas cru, il a voulu y faire croire dans son interview du 23 novembre 1950.

(2) Le 24 janvier, 5 000 à 6 000 manifestants tentent d'approcher de l'hôtel Astoria où réside le général. Mais 5 000 à 6 000 agents et gardes les cueillent au fur et à mesure qu'ils approchent et 3 267 sont arrêtés jusqu'au soir. Au Comité central suivant, le 15 février, Jacques Duclos critique sévèrement les fédérations communistes de Seine et de Seine-et-Oise qui avaient organisé les manifestations : « Les départs individuels ont favorisé les arrestations... Sur les lieux mêmes, les mesures n'ont pas été prises pour que les militants prennent la tête des manifestations, tiennent la rue avec cohérence et se fixent des objectifs de remplacement à défaut de pouvoir atteindre l'Astoria. »

(3) Le second maître Henri Martin est condamné le 19 octobre 1950 à cinq ans de réclusion par le tribunal militaire de Toulon pour entreprise de démoralisation de l'armée pour avoir distribué des tracts contre la guerre d'Indochine. Il est, à la minorité de faveur, acquitté du chef de sabotage (il était accusé d'avoir mis de l'émeri dans l'arbre porte-hélice du *Dixmude*). Henri Martin figurera, à l'instar d'André Marty, dans la galerie des martyrs du parti, ainsi que Raymonde Dien qui s'était couchée sur la voie pour empêcher de passer un train de matériel pour l'Indochine.

(4) *L'Année politique* (P.U.F.), 1952.

(5) Jean Chaintron, *Le Débat communiste*, 15 septembre 1964.

(6) *L'Affaire Marty*, p. 35.

(7) « Vous avez pu cambrioler mon logement, m'enlever ma compagne de quinze ans de lutte. Eh bien, je ne me suiciderai pas », écrit-il le 13 novembre à Jacques Duclos.

(8) « Il semble que dans les dernières années de Staline et particulièrement à la veille de sa mort, les dirigeants soviétiques se soient battus par per-

sonnes interposées un peu partout dans les partis communistes. » (*Histoire du parti communiste*, Crapouillot, p. 68.)

(9) Allusion à la polémique provoquée par un article de Pierre Cot dans les *Lettres françaises* du 17 juillet. Le député progressiste y avait demandé qu'en vue du regroupement des forces démocratiques on recherchât « les compromis et les alliances nécessaires, non seulement dans les milieux populaires, chez les ouvriers et les paysans, mais aussi chez les bourgeois libéraux ». Au Comité central des 3-4 septembre, Auguste Lecœur y avait vu une « renonciation à la lutte des classes » et une « acceptation de la coexistence et de la collaboration entre l'exploiteur et l'exploité ». Dans une lettre au *Monde*, Pierre Cot souligne que « les divergences d'appréciation et d'expression qui peuvent apparaître entre progressistes et communistes sont non pas négligeables mais secondaires » et pour conclure fait sien le propos de Jacques Duclos : « Les communistes ne prétendent pas sauver la paix et le pays à eux seuls mais nul ne saurait prétendre les sauver sans eux. »

(10) Le gouvernement ayant interdit le 10 février l'anniversaire des journées de 1934, la C.G.T. et le parti avaient invité à débrayer le 12. Mais le mot d'ordre n'avait pas été suivi dans la plupart des entreprises.

(11) Guy Ducoloné, secrétaire de l'U.J.R.F. et membre du Comité central, Paul Laurent, Louis Baillot, Jean Meunier, membres du bureau de l'U.J.R.F.

4.

Le changement
1953 - 1956

Après 1952, l'année de l'isolement, voici 1953, celle du changement.

Staline meurt le 5 mars alors que le parti est réuni en conférence nationale à Gennevilliers. L'émotion est intense et réelle. Auguste Lecœur ne peut ouvrir la bouche et c'est Étienne Fajon qui annonce la clôture précipitée de la conférence afin que militants et dirigeants aillent dans les villes et les campagnes rendre gloire au « génial continuateur de Marx, Engels et Lénine ».

Cette disparition soudaine survient à une époque où le culte de Staline atteint à la dévotion amoureuse. C'est « l'homme de génie qui, de sa science et de sa pensée, a éclairé notre route » (J. Duclos), « l'homme de la victoire et l'homme de la paix, l'homme du socialisme ». Il incarne tout ce qu'il y a de meilleur dans le prolétariat international. Il est le guide et l'éducateur. Son nom est « synonyme de vaillance et de bonté, d'amour et de paix », avait même dit Maurice Thorez lors de son soixante-dixième anniversaire.

Des centaines d'articles, de discours et d'adresses témoignent de l'attachement sentimental et quasi mystique des communistes français à la personne de Staline. « Nous, communistes, disait encore Thorez, que l'ennemi de classe et ses agents croient outrager en nous appelant *staliniens*, nous redisons bien haut, comme il y a vingt ans, notre fierté de ce titre d'honneur et de gloire que nous nous efforçons de mériter. De tout notre cœur, nous proclamons notre amour

ardent pour Staline et nous l'assurons de notre confiance inébranlable. » Ces textes sont à dessein reproduits à la mort du chef du Kremlin.

Staline est tout à la fois Dieu et son prophète, son incarnation sur terre. A l'un va l'amour, à l'autre la confiance.

Rarement le communisme n'est autant apparu comme le substitut d'une religion et plus précisément du christianisme. Et l'on conçoit que le culte de la personnalité ait été le produit fatal et l'expression naturelle de la foi.

Le communisme veut être une explication simple et intégrale de l'homme, de la société et de l'Histoire. Pour être compris et vécu, il exige le don total de l'individu, de son intelligence, de son cœur, de sa vie même s'il le faut. Pour les plus sincères, le mysticisme est au terme de cet engagement.

Staline n'est pas alors le seul objet du culte du parti communiste français. Thorez l'est aussi. Le jour même où meurt le « grand et très cher camarade », la conférence nationale envoie une adresse extraordinaire au grand absent. « Des centaines de regards recréent à cette tribune de Gennevilliers ta présence, comme il y a trois ans : ce geste tranquille de ta main lorsque tu expliques... Il nous semble que sous la voûte immense du grand hall ta voix retentit..., ta voix qui forgea notre parti... »

Et ceci qui pourrait être d'un poète mystique : « Ta présence donne un visage à l'espérance de tous. Et nous te sentons présent en chacun de nous. »

Après quoi la suite de l'adresse n'est qu'action de grâces, « Nous sommes ici des centaines qui avons conscience, à cette heure, que tu as donné à notre vie personnelle son sens et à notre parti le style de la grandeur...

« Selon ton exemple, nous avons appris à aimer l'Union soviétique, à aimer Staline de cet amour dont on aime l'avenir lorsqu'il apparaît sous son visage le plus rayonnant. »

Enfin ce serment : « Sous ta direction, nous remplirons notre tâche avec honneur, car nous avons la volonté de te dire au jour éclatant de ton retour : grâce à tes enseignements et à ton exemple, nous avons su forger un parti et une France dignes de toi. »

Le 10 avril, Maurice Thorez, le bras droit paralysé, revient enfin d'U. R. S. S. dans un wagon-salon russe

avec Jeannette Vermeersch. Alors qu'une délégation l'attend à la gare du Nord, il descend à Saint-Quentin et gagne la propriété que le parti lui a achetée à Bazainville, en Seine-et-Oise.

A la mort de Staline, les *Lettres françaises* avaient publié — ô blasphème — un portrait de l'autocrate défunt par Picasso. C'était un Staline jeune, rond et frais — « un portrait de femme moustachue », écrivit le *Daily Mail.* Le secrétariat du parti avait aussitôt désapprouvé catégoriquement la publication de ce dessin sans réalisme ni piété. Et d'U. R. S. S., Maurice Thorez avait dû intervenir pour apaiser la querelle cherchée à Picasso comme naguère à Fougeron.

A son retour, ce n'est plus le peintre mais de nouveau le poète du parti qui inquiète le Bureau politique en écrivant un long poème : *Il revient :*

Il revient Les vélos sur le chemin des villes
Ils parlent rapprochant leur nickel ébloui
Tu l'entends batelier Il revient Quoi comment Il
Revient Je te le dis docker Il revient oui...
Il revient Le wattman arrête la motrice...
O femmes souriez et mêlez à vos tresses
Ces deux mots-là comme des fleurs jamais fanées.

Ce poème ne revient pas à quelques-uns dont Auguste Lecœur qui ne va pas cependant jusqu'à blâmer Louis Aragon. Pour lui l'heure de la critique est passée, celle de l'autocritique est proche.

En juin se réunit le premier Comité central auquel assiste Maurice Thorez depuis son retour en France. Le ton en est apaisé; le thème n'en est plus le mouvement des masses, mais le front unique. C'est qu'à l'intérieur comme à l'extérieur la situation a changé.

L'été 1953 clôt en effet le long chapitre mouvementé et vain ouvert à l'automne 1947.

Une nouvelle période de l'histoire du parti communiste français commence. Après six ans d'orages, une éclaircie se lève sur le monde et plus encore sur le monde communiste. L'arrestation de Béria et l'armistice de Corée confirment l'impression de détente provoquée par la mort de Staline. Cette détente, le Comité central tient à dire

en passant qu'elle est conforme « à toute la politique stalinienne de paix ». A l'intérieur, tout concourt à changer également la condition du parti communiste. Les poursuites engagées contre lui avortent et ses derniers emprisonnés sont libérés. En novembre, les députés refuseront de lever l'immunité parlementaire de ses dirigeants (1). Les voici triomphants et le pouvoir confondu mais soulagé.

Des grèves spontanées surgissent en août qui, pour la première fois depuis cinq ans, rassemblent les grandes centrales syndicales. Hobereaux et fermiers fraternisent sur les barrages des routes. Enfin, les communistes se retrouvent aux côtés des socialistes et votent régulièrement avec eux contre la politique sociale, la politique agricole, la politique indochinoise du gouvernement. Le parti sort de la nuit, c'est-à-dire de l'isolement; il a de nouveau, suprême pensée, l'espoir de changer la politique française ou en tout cas de l'influencer. Mais l'événement donne tort malgré tout à François Billoux et à Jeannette Vermeersch. Ce n'est pas seulement dans la rue que le changement peut être obtenu. C'est aussi, c'est surtout au Parlement.

Enfin, la lutte commune contre le projet de communauté européenne de défense rapproche les communistes des socialistes et des radicaux hostiles au traité et même des gaullistes. Le 19 décembre 1953, qui l'eût cru il y a six ans, le parti apporte ses voix au candidat socialiste à la présidence de la République, M.-E. Nægelen, et le 12 janvier 1954 il les donne au candidat socialiste à la présidence de l'Assemblée, Le Troquer. Six mois encore et, pour la première fois depuis 1947, il votera pour un président du Conseil sollicitant l'investiture de l'Assemblée, Pierre Mendès-France. Dans les trois cas, il est vrai, il s'agit non d'une opération de politique intérieure, mais d'une option de politique étrangère. C'est contre le réarmement allemand que le parti entend se prononcer.

L'affaire Lecœur.

Lorsqu'il se réunit en octobre 1953 à Drancy, le Comité central constate « que l'exigence populaire d'un changement de politique s'est affirmée depuis trois mois avec une force sans précédent ». Mais sa satisfaction n'est pas sans

mélange : l'organisation du parti n'est pas à la hauteur de sa tâche. Le Bureau politique a donc demandé au secrétaire à l'organisation de corriger ses fautes opportunistes et d'abord de les confesser. Auguste Lecœur le fait de fort mauvaise grâce (2). Pas une fois il ne parle de lui-même et s'il emploie la première personne, c'est toujours au pluriel. « Un examen approfondi de la question *nous* aurait amenés à déceler les méthodes d'organisation qui épousaient les contours de la tendance opportuniste qui *nous* faisait rechercher la solution à un prétendu isolement du parti par un « assouplissement » des statuts et par des mesures qui se traduisaient par la violation de ses principes d'organisation. C'est ainsi que *nous* avons engagé la campagne de reprise des cartes pour l'année 1953 avec le système des instructeurs politiques de cellules qui illustrait les déviations opportunistes de *notre* travail d'organisation. » Il est clair qu'Auguste Lecœur condamne aussi tout ce qu'il a entrepris depuis 1950. Mais cela ne suffit pas; il offre sa démission de secrétaire à l'organisation, mais cela ne se fait pas. On ne démissionne pas, au parti; on est relevé de ses fonctions. Mais on ne l'est pas avant qu'une enquête secrète, puis un procès public aient lieu. Il faut que l'erreur d'un seul serve à tout le parti.

Auguste Lecœur qui se sent condamné décroche du secrétariat, s'en va tenter une démarche auprès de Maurice Thorez qui passe l'hiver à Mougins et refuse enfin d'assister au Comité central de mars 1954 qui va le limoger. Que lui reproche-t-on? Remontant à la grève manquée du 12 février 1952, on l'accuse de l'avoir décidée contre l'avis du Bureau politique. En revenant une fois encore à la manifestation plus réussie du 28 mai 1952, on affirme qu'il l'a au contraire désavouée. Bref, il est responsable des échecs et non des succès. En venant enfin à son travail d'organisation, on condamne les erreurs qu'il a reconnues « de manière impersonnelle » et notamment celle des instructeurs politiques mais on en révèle d'autres. A l'occasion d'un voyage en U. R. S. S., il aurait fait des « propositions inconvenantes » à Maurice Thorez. Il s'agissait, simplement de supprimer le mot même de cellule et l'obligation de militer activement. C'était évidemment modifier profondément les modes d'organisation et de recrutement. Dans son réquisitoire, Jacques Duclos déclare que cela aboutissait à remplacer

le travail de masse par « l'activité de petits groupes incontrôlés ou incontrôlables ». Décidément la crainte du « groupe » n'a jamais cessé d'être une hantise. Pour sa défense (3), Auguste Lecœur répondra, en dehors du parti puisqu'il refuse la discussion, qu'on ne pouvait à la fois prétendre recruter « par millions » et ne pas changer des méthodes qui ne le permettaient pas. La preuve en est que pour la première fois depuis 1946 les effectifs ont remonté en 1953.

A sa décharge, il faut observer que le Bureau politique l'avait laissé faire pendant plus de trois ans, que l'absence de Maurice Thorez avait laissé le champ libre à toutes les expériences et qu'enfin, un an après le retour du n° 1, Auguste Lecœur était encore officiellement secrétaire à l'organisation et n° 3 du parti.

Qu'il ait cru pouvoir prendre la tête du parti est plus que vraisemblable. « Lecœur voulait m'enterrer avant que je sois mort », confia Maurice Thorez. Chargé de l'organisation, la tentation était forte, dans le trouble et le vide du parti, de faire de sa section « un parti dans le parti », de s'en servir pour agir directement sur les fédérations et sur les autres sections de travail en passant par-dessus le Bureau politique par ailleurs divisé. Thorez absent, il supportait mal les interventions de Jeannette Vermeersch; et de les avoir dénoncées auprès de son mari dénote quelque naïveté (4). Lui revenu, il n'y avait plus de place pour deux directions. Quelques incursions aventurées dans le domaine intellectuel, où il n'avait que faire, ne pouvaient qu'aggraver son cas. Auguste Lecœur peut certes se plaindre du manque de démocratie interne — mais n'en a-t-il pas lui-même profité? — du défaut d'élection des responsables — mais n'a-t-il pas été lui-même préféré à de plus anciens ou de plus capables? — s'élever contre « la propension à instituer deux catégories de militants : les intouchables et la tête de Turc » — mais n'a-t-il pas lui-même chargé André Marty de tous les péchés en 1952 ?

Mettre en cause l'organisation, le fonctionnement et les dogmes du parti, c'était, en vérité, oublier avec quel soin jaloux et quelles difficultés le secrétaire général avait bâti en tant d'années une mécanique précieuse et une orthodoxie appliquée pour croire qu'un jeune apprenti pût se risquer sans péril à la modifier en quelques mois. Encore lui man-

quait-il bien des dons, autres que ceux de l'homme d'action.

A-t-il payé enfin les nombreux contacts qu'il aurait eus avec Béria lors de son voyage en U. R. S. S.? Les deux affaires ont coïncidé dans le temps, et la disgrâce puis la condamnation de Lecœur ont suivi celles de Béria. Aucun autre indice n'a été apporté et si, immédiatement avant et après la mort de Staline, les divers clans soviétiques se sont battus par personnes interposées au sein des partis communistes, les témoignages manquent totalement de part et d'autre.

Pour remplacer l'infidèle, Maurice Thorez choisit un de ses plus fidèles collaborateurs, Marcel Servin. A trente-six ans, cet ancien cheminot a déjà l'expérience du pouvoir, du parti et du Parlement, sans parler de la Résistance. Ancien secrétaire général adjoint du Front national, il a été directeur du cabinet, puis chef de cabinet de Maurice Thorez, ministre d'État puis vice-président du Conseil en 1945-1947. Élu député de la Haute-Saône en novembre 1946, il perd son siège, victime des apparentements, en 1951. Enfin, depuis 1950, il est membre du Comité central et il est un des trois « juges d'instruction » du procès Marty-Tillon. C'est un homme de l'appareil qui a toute la confiance du secrétaire général. Les déceptions ne viendront que beaucoup plus tard.

Avec de nouveau son secrétaire général à la tête et un nouveau secrétaire général à l'organisation, le parti peut repartir de l'avant. Encore doit-il tirer un trait définitif sur le passé. Lorsque pour la première fois depuis quatre ans il se réunit en congrès en juin, il procède à une large autocritique précédée et préparée par une tribune d'assez libre discussion dans *l'Humanité*. Chacun déplore la faiblesse idéologique, le tassement des effectifs (506 250 cartes délivrées), le vieillissement du parti (29 % d'adhérents de plus de 50 ans et 11 % seulement de moins de 25 ans), le désintéressement pour l'action syndicale (26 % de « syndicables » seulement sont syndiqués). Benoît Frachon admet lui-même, tant le parti est redevenu soucieux de l'unité, que la grève du 28 avril, à laquelle Force ouvrière a refusé d'adhérer, a été une « erreur » « dictée par les éléments les plus avancés » de la C. G. T. « Nous avons, dit-il, obéi à une réaction irréfléchie. »

Mais c'est encore l'affaire Lecœur qui conduit la direc-

tion à battre le plus sa coulpe. Des militants avaient raisonnablement observé dans la tribune de discussion que les sanctions prises contre le secrétaire à l'organisation ne diminuaient en rien « la responsabilité des membres du Comité central qui travaillaient avec lui et qui devaient s'apercevoir de ses agissements ». Jacques Duclos en convient et reconnaît que le Comité central et le Bureau politique — et donc lui-même — « n'ont pas fait preuve de la vigilance politique nécessaire » et qu'ils auraient dû régler l'affaire avant le retour de Maurice Thorez.

Le réarmement allemand.

Les comptes du passé ainsi apurés, le secrétaire général peut faire sa rentrée publique. Une immense clameur l'accueille, où il y a « autant de pure et simple joie fraternelle que de fanatisme et de foi dans l'avenir (5) ». Son discours-programme tient en une phrase et trois points. Le parti « appuiera toute politique qui tiendra compte de trois nécessités nationales ». Il n'étonne pas que la première soit le sujet des accords de Bonn et de Paris et le cessez-le-feu en Indochine. La satisfaction des revendications ouvrières et « la défense effective des libertés démocratiques » ne viennent qu'aux second et troisième rangs.

Ainsi une nouvelle fois la politique étrangère a la primauté sur la politique intérieure. Le grand, le seul problème de l'heure est donc d'empêcher la ratification des deux traités, celui qui, sous le couvert de la Communauté européenne de défense, réarme l'Allemagne occidentale et celui qui lui rend sa souveraineté. Contre le plan « des impérialistes américains et des revanchards allemands », le parti et le Mouvement de la paix ont déclenché depuis des mois une campagne de manifestations, de discours et de signatures qui rencontre un écho d'autant plus favorable que l'hostilité aux traités est complexe. Les uns, surtout à gauche, rejettent tout réarmement allemand; les autres, plus à droite, ne le condamnent que sous la forme de la Communauté européenne de défense; les tenants de l'internationalisme prolétarien rejoignent ainsi ceux du nationalisme français. Et chez beaucoup les souvenirs ou les remords d'un triste passé pèsent autant que les craintes

ou les menaces d'avenir. Les fantômes se marient aux fantasmes.

Herriot, Daladier, comme de Gaulle et Weygand, sont l'image de ces « bons Français » auxquels le parti offre l'union contre cette C.E.D. « qui créerait un foyer de guerre en Europe ». Bien des militants ont de la peine à suivre les dirigeants dans la voie de cette embrassade nationale. « C'est avec beaucoup d'amertume, écrit l'un d'eux dans *l'Humanité*, que j'ai lu que le groupe parlementaire avait participé à l'odieuse mascarade qui a fait d'Herriot un président d'honneur de l'Assemblée. » Cet autre ne se console pas d'avoir vu Laurent Casanova aux côtés d'Édouard Daladier. « Ce n'est pas à nous à remettre en selle aux yeux de l'opinion ceux qui ont trahi la France et celui pour lequel nous avons d'ailleurs demandé l'invalidation en tant que traître. » Il y a mieux encore ou pire. « A Saint-Étienne, écrit Jeannette Vermeersch, une camarade a posé la question : Comment est-il possible que nous nous unissions avec qui que ce soit? Alors, avec les collabos? » D'autres ont dit encore : « Avec ceux qui en 1939 ont interdit le parti? Il faut répondre tranquillement avec le Comité central : oui, avec tous les Français, quels qu'ils soient... »

C'est ce que répète non moins tranquillement Jacques Duclos au Congrès : « Il faut lutter de toutes nos forces en vue de rassembler dans l'action tous ceux, quels qu'ils soient, qui veulent comme nous empêcher le réarmement allemand. » Et, à sa manière qui est toujours celle d'un pédagogue, Maurice Thorez y insiste dans son discours de clôture : « Le parti n'a pas à craindre les accords temporaires avec des alliés instables..., il n'a pas à porter des appréciations d'un caractère moral sur telle personne ou tel groupe qui changent actuellement d'attitude. »

Le Congrès s'achève le 8 juin (6). Le 18, le groupe parlementaire vote l'investiture de M. Mendès-France. Non sans grimaces ni mérites.

Un an auparavant, lors de la première tentative du leader radical, le groupe avait sans hésiter refusé ses suffrages; il ne l'avait cru décidé ni à prendre l'initiative de négocier avec le Viet-minh, ni à s'opposer à la ratification des accords de Bonn et de Paris. Pour les communistes, il s'agissait d'une « entreprise de duperie ». La politique étrangère

dictée par les impérialistes américains à la bourgeoisie française ne changerait pas. Et Jacques Duclos, lui, avait lâché : « On a eu recours à vous pour faire avaler sous un langage un peu différent des vieilleries réactionnaires. »

En un an, les situations et les hommes ont bien changé. Pour la première fois depuis six ans, le ministre des Affaires étrangères soviétique a rencontré en janvier ses trois collègues occidentaux et le rendez-vous pris a été tenu : depuis le 26 avril, ils discutent à Genève de la paix en Indochine. Et si le cabinet Laniel a survécu à la chute de Dien-Bien-Phu le 7 mai, il vacille sous les coups du destin et de Mendès-France. Le leader radical dit sa volonté d'aboutir rapidement au cessez-le-feu; il est aussi plus explicite sur la C.E.D. Chacun pense que l'homme de la paix pourra dans les semaines qui suivent faire ce qu'il voudra du traité. Enfin la gauche, toute la gauche, dans l'opposition depuis trois ans, est disposée à se retrouver. Le parti dit et répète qu'il est prêt pour son compte à « appuyer tout pas en avant effectif ».

Les conditions d'un changement de politique sont donc réunies. Mais alors que la droite radicale et coloniale le hait et le combat, Pierre Mendès-France, qui a des amitiés chez les progressistes, ne se sent aucune affinité avec le P. C. Il va le montrer en refusant le cadeau empoisonné des voix communistes que lui offre, que lui donne, que lui inflige François Billoux; il s'engage à l'avance à ne pas les compter dans le calcul de sa majorité d'investiture.

A ceux qui hésitent à voter pour lui parce qu'il doit bénéficier des voix communistes, il oppose en bon avocat un argument parlementaire : raisonner ainsi, c'est faire du parti « l'arbitre, que dis-je, le dictateur de nos débats ». Il avance aussi en bon diplomate un argument politique : que nul ne puisse « douter un seul instant qu'une circonstance politique quelconque ait pu porter atteinte à l'indépendance de la délégation française à Genève ». Plus directement dit : que le cessez-le-feu n'apparaisse pas comme le salaire du soutien communiste. Mais c'est l'argument sentimental qui, dans l'élan d'une période bien dite, va porter et même frapper : « Je demande à M. Billoux lui-même quel serait demain le sentiment de nos combattants s'ils apprenaient que leur patrie, la patrie pour laquelle ils se battent, la patrie pour laquelle ils versent leur sang, est

gouvernée par des hommes qui auraient été, ne serait-ce que partiellement, désignés par un parti qui depuis tant d'années les a désavoués, a condamné leur combat et a été jusqu'à refuser de rendre l'hommage qui est dû « à ceux « qui pieusement sont morts pour la patrie ». »

Avant que le parti, qui se tient coi sous le choc, réplique à la tribune, Jacques Duclos explose dans les couloirs et vitupère Mendès-France. « Aux yeux du pays, il apparaîtra comme un lâche qui bavarde et ne veut pas agir. » En rappelant le mot de Napoléon sur Talleyrand :

— C'est ça... sans le bas de soie.

— Et vous votez pour ça?

— Eh oui, quand même, il le faut! »

Il le faut parce qu'il faut tout faire pour empêcher le réarmement allemand. « Ce qui dictera la voie du groupe, déclare Waldeck Rochet, ce ne sont pas les sentiments que Pierre Mendès-France nourrit à notre égard, ce n'est pas la personne morale de Mendès-France. C'est la volonté de paix et de changement politique. » Auparavant il s'était élevé contre le « procédé contraire à la Constitution » qui consiste à ne pas compter les suffrages communistes dans les trois cent quatre voix nécessaires à l'investiture et contre la « discrimination » dont, à travers le groupe communiste, sont ainsi victimes ses cinq millions d'électeurs. « C'est une conception typiquement fasciste et M. Mendès-France devrait être le premier à savoir que cette discrimination s'apparente fort au maccarthysme qui a conduit à l'assassinat des Rosenberg. » Manière plus élégante de lui rappeler ses origines que celle de ce leader communiste qui, dans les couloirs, l'avait qualifié de « sale Juif! »

Investi le 18 juin sans que les voix communistes aient été indispensables, Mendès-France fait écarter le 30 août grâce à eux et au général de Gaulle (7) le traité mort-né de C.E.D. « Crime » qui ne lui sera jamais pardonné par les « Européens », mais qui ne lui méritera pas six mois plus tard, lors de sa chute, la reconnaissance des communistes parce qu'entre-temps il aura fait ratifier le traité de Paris réarmant l'Allemagne dans l'alliance atlantique.

A chaque étape — conférence de Londres fin septembre, de Paris fin octobre, de Moscou sans les Occidentaux fin novembre et enfin ratification des accords fin décembre —

— le parti multiplie vainement les appels et les manifestations contre la nouvelle forme du réarmement allemand; il ne trouve d'alliés — involontaires — que parmi les anciens zélateurs de feu la C.E.D. Ce sont en effet ses voix et celles du M.R.P. qui provoquent le 5 février la chute de Mendès-France. L'événement est à la jointure des deux grandes et dernières querelles passionnelles de la politique française : le conflit algérien et le réarmement allemand. C'est à l'occasion de l'Algérie et à cause de l'Allemagne que le gouvernement tombe le 5 février 1955.

Le parti communiste, lui, ne retombera pas dans son isolement. A l'intérieur, il se retrouve aux côtés des socialistes dans l'opposition, comme la veille dans la majorité; à l'extérieur, alors qu'il s'attarde dans le culte commémoratif de Staline, la déstalinisation qui ne dit pas encore son nom s'opère dans le monde communiste : en février, Malenkov est remplacé par Boulganine, en mai Khrouchtchev va à Belgrade.

La paupérisation.

La détente rend moins actuelle la lutte pour la paix et le parti est tout naturellement porté à mettre l'accent sur les revendications ouvrières. Son secrétaire général lance alors sa campagne contre la paupérisation; il exhume la fameuse loi de l'accumulation qui, selon Karl Marx, établit « une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère » et qui enseigne donc selon Maurice Thorez « que la classe ouvrière ne peut échapper sous le capitalisme à la paupérisation relative et absolue ». Relative si l'on compare le salaire réel de 1955 à celui — bien supérieur — de 1938 et Thorez affirme même qu'il est inférieur à celui de 1911. Absolue en ce sens que la paupérisation existe en soi et que, si elle peut être freinée par « des facteurs antagonistes », elle est inévitable. C'est un fait et un dogme.

Le moment est bien et mal choisi, bien puisque la campagne va remplir l'activité du parti vidée partiellement par la détente, mal parce que l'époque où elle est lancée est précisément une période d'expansion et de progrès économique. Aussi les économistes, à commencer par ceux du

parti, vont-ils s'emparer des chiffres et des thèses avancés par le secrétaire général et les discuter. Un conflit intérieur qui éclatera l'année suivante et une controverse extérieure sont en germe.

Le premier article de Maurice Thorez paru dans les *Cahiers du Communisme* de mars et approuvé par le Comité central de mai est suivi d'un autre en juillet en réponse à Mendès-France qui avait réfuté dans *L'Express* « la prétendue loi de paupérisation » en même temps qu'à Pierre Le Brun qui, s'autorisant d'Engels, en avait contesté le caractère *absolu* (8). Sur ce point important de définition, Maurice Thorez maintient que la paupérisation est absolue « pour autant que ce mot marque la tendance historique nécessaire du capitalisme à réaliser l'accumulation constante de la misère au pôle ouvrier de la société et l'accumulation constante de la richesse au pôle opposé ».

Le dogme étant sauf, le secrétaire général du parti avait admis dès son premier article que la paupérisation ne résultait pas seulement de la diminution du salaire réel, mais aussi de l'aggravation des conditions générales, matérielles et morales de la vie des ouvriers. Le parti devait y insister beaucoup par la suite. Autant que les salaires comptent le chômage partiel et total, ou, à l'inverse, l'intensification des horaires et des cadences, l'accroissement des impôts, les difficultés de logement et même les méfaits de l'alcoolisme. Tout est mis à l'actif ou plutôt au passif de la paupérisation. Mais les ouvriers ne consomment-ils pas plus de viande? Oui. Mais c'est parce qu'ils se fatiguent plus. N'achètent-ils pas plus de scooters? Oui. Mais c'est parce qu'ils habitent plus loin de leurs lieux de travail. On verra même une preuve de paupérisation dans le fait qu'à la casquette d'autrefois devenue trop chère, l'ouvrier préfère un simple béret!

Il y avait du vrai dans la démonstration chiffrée du secrétaire général du parti. Son erreur était d'avoir systématisé à l'excès une analyse qui ne tenait pas compte de la diversité des situations et qui était fondée au départ sur une hypothèse qui n'allait pas se vérifier, celle d'une stagnation économique alors que depuis un an la production était entrée dans une phase d'expansion. Même si, en bonne doctrine, la loi de l'accumulation se vérifiait d'autant plus,

ses effets ne pouvaient s'en faire sentir de la même façon. A l'opposé, les contradicteurs du parti exagéraient à l'envi les vertus sociales de la productivité et du néo-capitalisme. Jules Moch, qui dans un gros livre, *Confrontations*, avait illustré contre Marx le renouvellement du capitalisme et du salariat, est pris à partie autant que Mendès-France.

Pendant six mois la paupérisation est l'un des terrains d'attaque contre la « nouvelle gauche » qui cherche à s'organiser autour de Mendès-France. Pour le parti qui tantôt la redoute, tantôt la méprise, elle n'est qu'une opération de diversion de la bourgeoisie qui veut détourner à son profit le « courant favorable à l'union des forces populaires ».

Puis le ton change à la fin de l'été. Tandis que le « front uni », forme abrégée et adoucie du front unique, est proposé en toute occasion — pour la laïcité, contre la bombe atomique — l'Afrique du Nord offre un terrain d'entente ou du moins de rapprochement aux trois partis de gauche.

La rébellion algérienne.

Lorsque la rébellion, dont l'origine et l'ampleur sont encore insoupçonnées, éclate le 1er novembre, le parti communiste réagit instantanément. Si elle n'a guère été efficace, sa tradition anticolonialiste ne s'est jamais démentie depuis trente ans; elle s'alimente aux meilleures sources de Lénine et Staline. Une fois pour toutes, le colonialisme n'est qu'un cas particulier de l'impérialisme et les peuples coloniaux exploités sont les alliés de la classe ouvrière des pays exploiteurs. Leur combat est aussi son combat. Mais la rébellion algérienne lui pose un problème singulier, celui de la minorité française. En ce domaine, le parti a une doctrine et une obligation.

La doctrine avait été définie dès 1939 par Maurice Thorez à Alger : « La nation algérienne se constitue dans le mélange de vingt races » dont les Français. Pour le parti, la population d'origine européenne n'est donc pas une minorité nationale française, elle s'intègre peu à peu « dans la nation algérienne en voie de constitution ». Cette conception que le temps se chargera de démentir sera critiquée par ceux qui, dans le parti ou non, considèrent que cette

minorité est solidaire du colonialisme. Mais, outre qu'il tient à sa doctrine, le parti a une obligation, celle de ménager cette communauté dont il représente un électeur sur cinq. Aux élections de 1951, les dernières en date, il a eu 77 609 voix dans le collège européen, dont 31 714 dans le département d'Alger et 35 529 dans celui d'Oran; il a deux élus, M. Fayet et Mme Sportisse. Le pied-noir est volontiers rouge.

Huit jours après les premiers attentats, le parti définit sa position dans une déclaration. Il condamne à la fois « le recours à des actes individuels », c'est-à-dire le terrorisme, et la répression; il demande que soit reconnu « le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien »; il réclame enfin l'ouverture de discussions « avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne ».

Il n'en dit pas plus lors du premier débat parlementaire le 12 novembre 1954, mais lors du second, le 9 décembre, ses orateurs se prononcent pour « une République algérienne avec son gouvernement et son Parlement ». Ces paroles passent pour sacrilèges alors que le gouvernement Mendès-France, contre lequel votent régulièrement les communistes, s'en tient à « L'Algérie, c'est la France » de son chef.

Dès lors le parti saisira toutes les occasions pour réaffirmer sa position : « Le mouvement populaire et national est réprimé par la force des armes en Algérie...; opérations militaires terroristes, arrestations massives, tortures moyenâgeuses, camps de concentration, déportations, voilà quelques-uns des traits actuels de la situation dans ce pays », déclare Maurice Thorez au Comité central d'Aubervilliers en mai 1955 sans provoquer de réactions du gouvernement Edgar Faure. Plus qu'un terrain d'action — autre que verbale — la question algérienne offre alors un terrain d'unité d'action ou, tout au moins, d'unité de vues et de votes avec le parti socialiste. But ou rêve constant depuis trente ans, le front unique est une fois de plus remis à la mode au Comité central d'Aubervilliers, mais le parti socialiste repousse une fois de plus, à son congrès de juillet, « les offres dites d'unité d'action... dont la pratique et la durée sont fonction de la politique extérieure de la Russie ». Il n'empêche. Alors qu'ils avaient

dédaigneusement refusé en février leurs voix à Christian Pineau après la chute de Mendès-France, les communistes s'habituent à voter avec les socialistes, contre le gouvernement, dès qu'il s'agit de l'Algérie et pour lui quand il s'agira du Maroc. La propagande des deux partis se ressemble : tous les deux s'élèvent contre l'emploi de la force et tous les deux réclament des négociations. M. Guy Mollet est le premier à déplorer que « la bourgeoisie française, toujours aussi stupide », ne voie d'autres possibilités que celles offertes par le dilemme : « rester par la force ou s'en aller ». Et le parti communiste se félicite qu'au lendemain de la vague d'attentats du 20 août 1955 le comité directeur socialiste ait condamné « la répression dont l'ampleur et le caractère ont renforcé dans le Constantinois la peur et la haine ». De son côté, le parti radical réclame avec Mendès-France « la cessation de tous les excès » et des élections libres. De mois en mois une certaine convergence s'établit entre les trois partis de gauche et si les communistes critiquent leurs dirigeants, ils se déclarent prêts à gouverner avec eux.

Menacé d'une réforme électorale — le scrutin d'arrondissement — qui l'amoindrirait, gêné par la montée de la « nouvelle gauche » mendésiste, et jugeant à bien des égards le moment favorable, le parti envisage sans déplaisir des élections anticipées et il se prête fin novembre à la dissolution de l'Assemblée. Et se vérifie l'effet multiplicateur de l'union des gauches : chacune de ses composantes profite, au-delà de ses propres forces, du courant qui entraîne les trois partis vers un objectif commun : le changement en France et en Algérie.

Avec cinq millions et demi de voix, le parti en gagne cinq cent mille par rapport aux élections de 1951. Mais comme le nombre des votants a augmenté sous le coup de fouet de la dissolution, son pourcentage demeure sensiblement le même. En dix ans, la force relative du parti n'a pas changé.

Sous cette apparente stabilité se cachent en vérité des variations de sens contraire qui s'annulent. En 1951, le parti avait reculé dans la région parisienne et les zones modérées ou rurales où il s'était implanté à la Libération, c'est-à-dire au nord de la Loire. En 1956, c'est au contraire au sud d'une ligne Bordeaux-Lyon qu'il régresse alors qu'il

progresse au nord et singulièrement dans les centres industriels de l'Est et de l'Ouest. Dans les deux cas, les gains compensent les pertes; dans les deux cas, si l'effet géographique est différent, la cause est la même; elle tient à l'apparition d'un courant nouveau, populaire et protestataire : en 1951, le gaullisme qui s'impose au nord de la Loire et en 1956 le poujadisme qui l'emporte au sud.

Deux hommes de tailles aussi différentes que possible, de Gaulle et Poujade, deux mouvements fort peu comparables, le R.P.F. et l'U.D.C.A., deux clientèles opposées, l'une citadine en 1951 et l'autre rurale en 1956, mais un même phénomène pour le parti communiste : une fraction de sa clientèle, de tempérament plus protestataire que révolutionnaire, l'abandonne au profit de candidats qui ne s'identifient pas au régime et se proposent de le modifier profondément. Habitués à voter communiste pour que « cela change », l'exploitant et l'artisan du Sud-Ouest ou du Sud-Est apportent dans le même espoir — ou le même désespoir — leurs voix à Poujade comme, cinq ans auparavant, l'ouvrier et l'employé des faubourgs avaient prêté les leurs en 1951 à de Gaulle.

Le phénomène est d'autant plus frappant qu'il se produit la première fois dans la partie septentrionale et industrielle du pays et la seconde dans la partie méridionale et rurale. Mais, dans les deux cas, il concourt également à la stabilité ou à la stagnation du parti.

Grâce à la légère progression et à la forte poussée radicale, la gauche a pour la première fois depuis vingt ans la majorité absolue des voix dans le pays et des sièges au Palais-Bourbon. Que ne peut-elle faire? Et d'abord la paix en Algérie, encore qu'il faudra attendre deux ans pour qu'il y soit officiellement question de « guerre ». En tout cas, le parti communiste, qui ne se lasse pas d'espérer, offre aussitôt aux deux autres d'établir en commun un programme de gouvernement. « La majorité des électeurs a signifié sa volonté de voir les affaires du pays remises entre les mains d'un gouvernement de gauche... Un tel gouvernement pourrait notamment apporter une solution pacifique aux problèmes de l'Algérie par la voie de la négociation. » Le jour où le gouvernement Guy Mollet se présente à l'Assemblée nationale, Jacques Duclos réclame une nouvelle fois la négociation et la reconnaissance du « fait national algé-

rien ». Le président du Conseil n'a promis que celle de la « personnalité algérienne ». Le parti communiste n'en vote pas moins son investiture. « La pression des masses, en se développant dans tout le pays, fera pencher la balance à gauche plus rapidement peut-être que certains ne le croient », se console et prophétise Jacques Duclos. Mais cinq jours plus tard, c'est la pression de la masse européenne qui la fait basculer à droite à Alger. Non sans illusions ni divisions, les communistes ne veulent pas croire que la négociation — que recherche d'ailleurs en grand secret le gouvernement — ne soit pas encore possible et ils font ce qu'ils n'ont jamais fait : ils votent le 12 mars les pouvoirs spéciaux civils et militaires demandés par Guy Mollet. Il faut la discipline de fer du groupe pour que tous ses membres, dont plusieurs ne cachent pas leur désaccord en public, souscrivent à une loi qui va permettre l'intensification de la répression et l'envoi des soldats disponibles en Algérie. La politique d'unité avec les socialistes est plus forte que la tradition anticolonialiste. Mais cette décision crée assez de remous pour que, siégeant douze jours plus tard, le Comité central toujours satisfait et toujours optimiste se croie obligé de l'approuver. En votant pour le gouvernement « le groupe communiste a créé des conditions favorables à un grand essor du front unique et aux progrès vers un nouveau Front populaire, à l'action commune pour empêcher un retour de la réaction au pouvoir, à l'orientation à gauche de la nouvelle législature. En refusant de sacrifier cette perspective par un vote qui aurait provoqué la rupture sur un point particulier, si important soit-il, le parti a bien servi la classe ouvrière et le peuple de France, en même temps qu'il préservait la possibilité pour demain d'un règlement pacifique du problème algérien ».

Jacques Duclos et Waldeck Rochet tenteront encore une démarche à la mi-avril auprès de Guy Mollet; ils le pressent d'aboutir au plus vite à l'ouverture de négociations. Bien informé des contacts pris au Caire et même à Alger où, avant de rejoindre le F. L. N., Ferhat Abbas a été reçu par Robert Lacoste, le Bureau politique exhorte le gouvernement à « ne pas laisser sans réponse les offres de négociations formulées ces jours derniers au nom d'une importante fraction de la résistance algérienne ». Il est

seul à le révéler, dans l'indifférence générale, seul à y croire encore. Déjà Mendès-France qui, lui, a fini d'espérer est résolu à s'en aller; déjà les communistes qui ont bien d'autres soucis s'impatientent et se disputent. En juin enfin, ils s'abstiendront lors du vote de confiance sur l'Algérie. Non sans d'interminables discussions du Comité central et du groupe parlementaire réunis en commun et partagés entre partisans de l'abstention et partisans du vote hostile, les premiers, plus nombreux au Comité qu'au groupe mais également soucieux de rompre avec la politique algérienne sans rompre avec les socialistes. Il est pourtant rare que le parti ne se prononce pas nettement pour ou contre dans un scrutin important. Mais il y a un précédent : le 19 mars 1947, dans des circonstances comparables, les communistes, alors au pouvoir, s'abstenaient dans un vote de confiance sur... l'Indochine. C'était le signe précurseur d'un « décrochage » qui devait durer sept ans. Leur abstention sera cette fois encore le signal d'une opposition qui ne devait plus cesser jusqu'à l'avant-dernier quart d'heure de la guerre d'Algérie. Mais aurait-il tant attendu sans le trouble et la nécessité où l'avait jeté le XX[e] Congrès du parti communiste de l'Union soviétique?

NOTES

(1) Le rapporteur M. Duveau situe bien le problème insoluble qui s'est posé à plus d'un gouvernement depuis la création du parti communiste :

« Le gouvernement se trouve donc placé, en définitive, devant un dilemme qu'il n'appartient pas à la Commission de résoudre.

« Ou bien il est indiscutablement établi que le parti communiste constitue une entreprise de démoralisation et de trahison, et, dans ce cas, il faut non pas poursuivre tel ou tel parlementaire, ou tel ou tel militant, mais prononcer l'interdiction du parti communiste et de ses satellites, afin de pouvoir ensuite — mais ensuite seulement — poursuivre impitoyablement toute personne qui, sur le territoire national, propagerait des doctrines ou se livrerait à des actions déclarées désormais illicites.

« Ou bien l'action du parti communiste et les moyens qu'il met en œuvre pour tenter de faire prévaloir ses conceptions politiques, sociales ou philosophiques, ne sortent pas du cadre de la légalité républicaine et ne dépassent pas les limites du droit de libre expression qui est l'apanage des véritables régimes démocratiques et, dans ce cas, il n'y a aucune raison de déclencher des poursuites contre des parlementaires régulièrement élus par de libres électeurs. »

(2) Oublieux de ce qu'il disait le 29 octobre 1952, « le militant communiste digne de ce beau nom, c'est celui qui ouvre les yeux sur ses défauts et sur ses

faiblesses, qui examine son activité, son comportement avec l'indispensable esprit critique ».

(3) En fait, Auguste Lecœur se défendra moins qu'il n'attaquera, notamment Maurice Thorez et Jeannette Vermeersch, d'abord dans sa brochure *L'Autocritique attendue* (Éditions Girault, 1955), ensuite dans son livre *Le Partisan.* Auguste Lecœur commencera par se retirer dans un village du Doubs. Relevé de toutes ses fonctions dirigeantes par le XII[e] Congrès en juin 1954, il sera exclu d'abord pour un an en janvier et définitivement en novembre 1955. Il fondera en 1956 *La Nation socialiste* qui voudra être l'organe d'un « communisme démocratique et national ». Enfin il adhérera — ainsi que Pierre Hervé — à la S.F.I.O. en octobre 1958.

(4) « Un pesant malaise dont les répercussions se font sentir à tous les échelons du parti provient de la tendance du secrétaire général à diriger par personne interposée, principalement Jeannette Vermeersch; de préférer les discussions avec tel ou tel responsable, pris individuellement, aux discussions collectives et en donnant à ces responsables pris individuellement des directives souvent ignorées par les organismes réguliers. Nombreux sont ceux qui déplorent cet état de fait y compris des membres du Bureau politique et du Comité central. La faute est de l'exprimer hors des réunions et de ne pas oser le dire à Maurice Thorez. Je suis le seul à l'avoir fait. Nombreux sont ceux également qui se plaignent du rôle et du comportement de Jeannette Vermeersch. Ils ne s'expriment malheureusement que dans des conversations particulières. Aucun n'ose le dire à Maurice Thorez. Le souci de ne pas déplaire passe avant tout.

« J'ai répété cette confidence que Jeannette Vermeersch m'avait faite ainsi qu'à d'autres, à savoir que sur une position politique — c'est sa propre expression — elle *avait fait la vie au secrétaire général pendant huit jours en le menaçant de le quitter si cette position politique n'était pas changée* et elle obtint satisfaction. J'ai eu avec Maurice Thorez, en Union soviétique, une conversation au sujet de sa femme et je ne parlais pas en mon nom personnel, je n'ai jamais su ce qu'il en a pensé, mais, par contre, je sais par l'attitude qu'elle eut à son retour en France, ce que Jeannette Vermeersch en a pensé!

« On n'ignore pas dans l'entourage du secrétaire général que lorsque sa femme en veut à quelqu'un, Maurice Thorez finit toujours par lui donner satisfaction. » (*L'Autocritique attendue*, p. 17.)

(5) Raymond Barrillon, *Le Monde* du 9 juin 1954.

(6) Le Congrès renouvelle les organes dirigeants. Le secrétariat est composé de Thorez, Duclos, Billoux, Fajon et Servin; le Bureau politique comprend, outre les quatre secrétaires et Cachin, Guyot, Mauvais, Waldeck Rochet et deux anciens suppléants devenus titulaires, Casanova et M[me] Vermeersch. Les trois nouveaux suppléants sont Léon Feix, Georges Frischmann et Servin. Feix est un spécialiste des questions coloniales et l'un des accusateurs de Marty. Frischmann est un syndicaliste (P.T.T.) et un dirigeant de la Fédération de la Seine. Outre Marty et Lecœur, écartés du secrétariat, et Tillon du Bureau politique, le seul retrait depuis 1950 est celui de Michaut, alors suppléant du Bureau politique.

(7) « L'échec de la C.E.D., c'est grâce à moi et aux communistes », nous dit le général de Gaulle en 1956. Il ne paraissait pas douter que, sans lui, les soixante-sept rescapés du R.P.F., dissous en 1953, n'eussent voté pour la C.E.D.

(8) Les textes de Maurice Thorez ont été réunis en 1961 dans une brochure préfacée par Henri Claude (Éditions sociales). La thèse communiste a été de nouveau exposée en 1962 par André Barjonet, secrétaire du Centre d'études économiques de la C.G.T., dans *Qu'est-ce que la paupérisation?* Mais Henri Claude et André Barjonet insistent plus que Maurice Thorez sur les facteurs moraux et les facteurs antagonistes de la paupérisation.

Enfin, en 1960, dans *Critique de base* (Maspéro), Jean Baby a consacré un chapitre à la paupérisation. « La façon dont le problème a été abordé par la direction du parti, écrit-il, me paraît présenter un exemple typique de dogmatisme. La thèse de la paupérisation relative et absolue de la classe ouvrière a été exposée en termes tranchants par le secrétaire général du parti, approuvée docilement par le Comité central et toute discussion est devenue impossible. »

Cinquième partie

Les épreuves

1.

Le XXe Congrès et Budapest

A l'approche du XXe Congrès, le culte — au moins celui de la citation — de Staline était demeuré assez vivace au parti communiste français. Staline y était toujours qualifié de « grand continuateur de l'œuvre de Lénine » et Thorez de « meilleur disciple de Lénine et de Staline en France ». Tout au plus était-il fait de plus en plus référence au léninisme.

Le jour même de l'ouverture du congrès de Moscou, le 14 février 1956, le parti communiste français règle précipitamment ses comptes avec Pierre Hervé qui avait condamné le dogmatisme dans « La révolution et les fétiches ». Coïncidence fortuite ou conséquence logique? Pressentant la déstalinisation, la direction du parti a-t-elle voulu exclure son enfant terrible et talentueux avant que le XXe Congrès vienne l'en empêcher et, de fait, Pierre Hervé ne manquera pas de trouver une confirmation de ses thèses dans les discours de Khrouchtchev et de Mikoïan.

Le parti français est fortement représenté au XXe Congrès puisqu'il l'est par ses trois secrétaires Maurice Thorez, Jacques Duclos et Marcel Servin. Maurice Thorez sera d'ailleurs le seul à citer Staline dans son salut au Congrès : « Le parti communiste de l'Union soviétique a sans cesse fourni un modèle de la fermeté des principes, de la fidélité sans défaillance aux grandes idées de Marx, Engels, Lénine et Staline. »

Si Khrouchtchev ne cite, lui aussi, qu'une fois le nom du dictateur, son monumental rapport public est une critique sévère des thèses économiques sur le dépérissement

automatique du capitalisme et des méthodes de direction de Staline, tandis que le discours non moins public mais plus direct de Mikoïan ne dénonce plus seulement les erreurs mais aussi les illégalités de Staline et le culte de sa personnalité. *L'Humanité*, qui n'avait pas commenté le rapport de Khrouchtchev, ne réagit que cinq jours après le discours de Mikoïan pour observer, en réponse à *Franc-Tireur*, qu'il n'y a aucun rapport entre les thèses de Mikoïan et celles de... Pierre Hervé. De même, c'est en réplique aux « excitations » de la presse bourgeoise que l'organe communiste évoque « les manquements au principe de la direction collective enregistrés depuis environ vingt ans ». Mais il faut attendre la fin du Congrès pour que le parti communiste français publie enfin le premier commentaire officiel. François Billoux promet dans *l'Humanité* du 27 février que « les communistes français s'efforceront de faire leur profit de tous les riches enseignements du XXe Congrès ».

Mais il ignore à ce moment, comme le parti tout entier, ses trois délégués au congrès en tête, le réquisitoire secret prononcé le 25 février par Khrouchtchev contre Staline.

Un mois se passe. Le Comité central se réunit le 22 mars. Mais, à son étonnement, Thorez n'est pas là. L'excuse de la santé ne tient pas un instant. Le secrétaire général était assez bien portant pour se rendre en plein hiver à Moscou et partir fin mars avec toute sa famille en Italie où il rencontre Togliatti. En fait, il doit connaître à ce moment le contenu du rapport secret et non seulement son existence révélée le 16 mars par le *New York Times* et confirmée le 17 par le correspondant de *l'Humanité* à Moscou.

En se gardant d'assister au Comité central, Maurice Thorez s'évite d'avoir à mentir, au moins par omission, à son propre parti. Le soin en est laissé à Jacques Duclos. Mais son rapport ne sera pas publié, pas plus que le compte rendu de la séance. On sait cependant que Waldeck Rochet — qui s'était déclaré hostile à l'exclusion de Pierre Hervé — s'est prononcé pour une déstalinisation rapide et Jeannette Vermeersch pour une déstalinisation lente du P. C.

Les trois quarts de la résolution du Comité central sont consacrés aux aspects indolores et positifs du XXe Congrès : la confirmation de la supériorité du régime socialiste sur le régime capitaliste et la possibilité de passer au socialisme par la voie parlementaire, perspective dont on tient à

préciser, comme François Billoux avait pris soin de le faire, qu'elle est différente de « la conception du réformisme qui nie la lutte de classes ». Enfin le Comité central en vient à exprimer « son accord avec les critiques du XXe Congrès sur certaines thèses avancées par Staline, ainsi que sur les méthodes de direction qui ont eu cours pendant toute une période... La violation du principe léniniste de la direction collective par Staline et ses méthodes personnelles avaient affaibli la direction du parti communiste soviétique... De graves atteintes avaient été portées à la démocratie du parti et à la légalité soviétique elle-même ». Que les erreurs aient pu conduire à des crimes n'est que suggéré par la dernière phrase. Mais, comme s'il en avait déjà trop dit, le Comité central ajoute aussitôt : « La franche critique du XXe Congrès à ce sujet ne supprime nullement mais situe à leur juste place le rôle et les mérites de Staline, comme théoricien et comme dirigeant, dans la formation des partis communistes et ouvriers, dans la lutte idéologique et politique intransigeante contre tous les ennemis de la révolution d'Octobre (trotskystes, boukhariniens, nationalistes bourgeois), dans l'édification du socialisme, dans l'écrasement du fascisme allemand... »

C'était rester bien en deçà du rapport secret, mais aussi du rapport public de Khrouchtchev et même des articles du correspondant de *l'Humanité* à Moscou, Pierre Hentgès, qui, à la veille du Comité central, avait limité le « grand rôle », le rôle « positif » de Staline à la lutte qui a suivi la mort de Lénine et avait expliqué « le sentiment de méfiance continuelle » de Staline par l'idée que selon lui « on devrait inévitablement assister à un accroissement constant des forces hostiles à l'État socialiste aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de cet État ». Il en résultait « une perspective de persécution réciproque sans fin d'une partie de la société contre l'autre et cela au sein même des organisations de la classe ouvrière... La conséquence la plus grave, c'était qu'il perdait la notion du respect de la légalité soviétique ».

Maurice Thorez, qui s'était tu depuis le Congrès, parle enfin ou plutôt écrit le 27 mars un article de deux pages dans *l'Humanité* sur le XXe Congrès. Et c'est encore pour y défendre Staline. Il admet certes que « la faute du camarade Staline fut de méconnaître dans la dernière

période de son activité certaines des règles de vie et de direction du parti qu'il avait lui-même enseignées aux communistes du monde entier... » Mais, pour sept lignes de critiques, il y en a trois fois plus d'éloges. « Comme si la ligne générale du parti communiste de l'Union soviétique n'avait pas conduit ce parti et ce pays de triomphe en triomphe sur la voie du bien-être, de l'essor culturel, de la grandeur nationale. » Et surtout : « Comme si la critique nécessaire de certaines erreurs pouvait rien enlever aux mérites historiques de Staline ! Staline a défendu et fait progresser l'héritage théorique et pratique de Lénine. Il a impulsé sur un sixième du globe la réalisation des plans quinquennaux et la construction du socialisme. Il a joué un rôle déterminant pour battre tous les groupes d'ennemis du parti, trotskystes, droitiers, etc., qui auraient conduit la révolution d'Octobre à sa perte et pour déjouer les complots de l'impérialisme international contre le pouvoir du Soviet, longtemps isolé du monde. »

C'est en dire beaucoup moins que Togliatti : « Les victoires remportées ont été accompagnées d'une accumulation d'éléments négatifs... » et même que le très stalinien Walter Ulbricht : « Staline ne peut plus être compté parmi les classiques du marxisme. »

Lorsque se réunit le Comité central des 9 et 10 mai, le rapport secret n'est toujours pas publié. Mais il n'est pas ignoré de nombreux partis communistes et de quelques journaux « bourgeois ». André Fontaine l'a analysé dans *Le Monde* du 19 avril. Dans son rapport, Maurice Thorez va plus avant dans la critique de Staline qui a minimisé « le rôle du parti, par conséquent de tout le peuple, notamment dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne »; il confesse encore les fautes commises par le Kominform à l'égard de la Yougoslavie et l'aveu est d'autant plus méritoire que le parti français avait été l'un des plus acharnés contre Tito.

Mais le secrétaire général ne renie pas pour autant la période stalinienne qu'il a vécue lui-même. « Quelles qu'aient été les fautes et les erreurs, la ligne générale était juste. Elle a été vérifiée par les faits. » Il concède tout au plus que son propre parti n'a pas toujours été heureux dans le choix des formules; il critique celle de « l'attachement inconditionnel à l'U.R.S.S. » — dont il a été le chantre —

et celle « du parti de Maurice Thorez » dont il a été l'objet complaisant. Il déplore aussi la « célébration exagérée de certains anniversaires ». Autant de signes bénins du culte de la personnalité. L'autocritique ne va pas plus loin. Elle est nulle quant au fonctionnement du parti. « Chez nous, dit-il, la direction collective existe. »

Tel n'est pas l'avis de tous les membres du parti et en tout cas de ces « quelques camarades intellectuels » dont le secrétaire général avait dit en avril qu'ils étaient « prêts à remettre en question l'organisation du parti ». A beaucoup il apparaît en effet que la promesse faite au lendemain du XXe Congrès d'en tirer profit n'a pas été tenue.

« Il n'est pas juste de considérer le développement du culte de la personnalité comme un fait limité à l'Union soviétique », écrit Claude Morgan dans la tribune de discussion de *France nouvelle*. Le lecteur le moins averti aurait compris. Mais l'ancien rédacteur en chef des *Lettres françaises* insiste : « Le culte des personnalités s'est développé largement au sein de notre parti. Il en est résulté un certain nombre de défauts qui ont faussé chez nous les règles de la vie et de la direction du parti. » Ce pluriel anonyme ne trompe personne mais lui vaut d'être attaqué par Marcel Servin. Pourquoi ne pas avoir cité le nom des personnalités? « Parce qu'il ne s'agissait pas dans mon esprit de porter des griefs particuliers contre tel ou tel mais de définir un état d'esprit général qui s'était développé dans le parti d'une manière évidente » et il s'entête : « J'ai dit que le culte des personnalités avait nui à la démocratie intérieure du parti... j'ai dit que l'abus de l'argument d'autorité et l'emploi d'un ton acerbe dans la discussion qui se rattache au culte de la personnalité empêchent un parti communiste de rayonner autant qu'il serait souhaitable et possible. » Bref, Claude Morgan parle comme Maurice Thorez aurait dû s'exprimer s'il avait voulu vraiment tirer les leçons du XXe Congrès. Mais selon une méthode éprouvée et qui n'a pas fini de servir, face à l'adversité le parti communiste commence par se taire puis, le choc de l'événement déjà amorti, il en minimise l'effet.

Le 4 juin au soir, le rapport secret de Khrouchtchev est rendu public par le Département d'État et la publication intégrale en commence le lendemain dans *Le Monde.*

Le parti communiste attend qu'elle soit terminée pour publier le 19 juin une déclaration du Bureau politique : « La presse bourgeoise publie un rapport attribué au camarade Khrouchtchev. Ce rapport, qui ajoute aux erreurs de Staline déjà connues des fautes très graves commises par lui, suscite une légitime émotion parmi les membres du parti communiste français... »

Le parti ne s'incline pas pour autant. Comme s'il se doutait que la fuite américaine est venue des Soviétiques, il s'en prend d'abord à la manière dont le rapport a été révélé, qui facilite « les spéculations et les manœuvres des ennemis du communisme »; il ne juge pas ensuite « satisfaisantes » les explications données jusqu'à présent sur les fautes de Staline et réclame une analyse marxiste approfondie « indispensable pour déterminer l'ensemble des circonstances dans lesquelles le pouvoir personnel de Staline a pu s'exercer ».

Mais, tout en évoquant les erreurs, les agissements et les fautes de Staline — le mot crime n'est pas cité — le Bureau politique ne désarme pas et, contre les Soviétiques eux-mêmes, il défend une fois de plus la mémoire de Staline. « Il était erroné du vivant de Staline de lui adresser des éloges dithyrambiques et de lui attribuer le mérite exclusif de tous les succès remportés en Union soviétique... Aujourd'hui, il n'est pas juste d'attribuer à Staline seul tout ce qu'il y a eu de négatif dans l'activité du parti communiste de l'Union soviétique. Staline a joué un rôle positif durant toute une période historique... Staline s'est acquis un prestige mérité qu'il a laissé se transformer en culte de la personnalité... »

Cette courte déclaration ménage les dirigeants soviétiques et ne va pas au fond du débat; elle tranche d'autant plus avec la longue interview de Togliatti parue trois jours plus tôt dans *Nuovi Argumenti*. Le leader italien soulève trois questions que se garde d'aborder le parti français. Les erreurs de Staline ne sont-elles pas en partie l'effet de la « dégénérescence » de la société soviétique? Les dirigeants soviétiques qui ont participé au culte de Staline n'ont-ils pas perdu « un peu de leur prestige »? Le modèle soviétique n'a-t-il pas cessé d'être obligatoire? Pour Togliatti, « l'ensemble du système devient polycentrique et dans le mouvement communiste lui-même on ne peut

parler d'un guide unique mais d'un progrès qui s'accomplit en suivant des routes différentes ».

A ces questions qu'il ne se pose pas, le parti communiste va chercher les réponses à Moscou où il envoie une délégation composée d'Étienne Fajon, de Waldeck Rochet et de Marcel Servin. Après trois jours d'entretiens avec les dirigeants soviétiques du 28 au 30 juin, la délégation revient rassurée sur un point capital : la source du culte de la personnalité ne doit pas être recherchée « dans la nature du régime social soviétique ». Le débat est clos avant d'être ouvert.

Jamais les dirigeants communistes français n'avaient autant pratiqué la vertu de prudence. Mal informée par la presse, et pas seulement par celle du parti, la base du parti avait peu réagi aux révélations successives du XXe Congrès. Elle se sentait peu concernée par des débats historiques ou théoriques. Elle était sensible à l'argument selon lequel, en avouant ses faiblesses, l'Union soviétique avait montré sa force. Quel autre régime s'y serait à ce point risqué? Ouverte avant la divulgation du rapport secret, la tribune de discussion du parti avait dilué l'attention des militants en traitant de nombreuses questions sans rapport avec le XXe Congrès.

Mais l'extrême habileté des dirigeants ne pouvait suffire à calmer les inquiétudes des intellectuels, seuls vraiment intéressés au débat, déçus tout à la fois par les révélations sur Staline et les réactions du P. C. Loin de s'assouplir à leur égard, la direction s'était durcie. Marcel Servin avait répliqué de très haut à Claude Morgan. L'équipe d'*Économie et politique* avait dû renoncer à rouvrir la controverse sur la paupérisation à la faveur de la déstalinisation et Jean Baby avait donné sa démission de rédacteur en chef tandis que Garaudy s'en était pris à Victor Leduc. Enfin, les médecins qui, dans le climat créé par le XXe Congrès, avaient cru pouvoir librement discuter du contrôle des naissances s'étaient entendu répliquer sèchement qu'il n'en était pas question, le *birth-control* étant entaché de ce néo-malthusianisme que les marxistes ont toujours rejeté.

Écrivains, économistes et médecins n'ont plus rien à espérer lorsque le XIVe Congrès du parti s'ouvre le 18 juillet au Havre. Les « thèses » préparées à l'avance ont déjà tranché le débat. « Le Comité central a veillé à ne pas laisser

confondre la libre critique avec la liberté d'introduire les idées de la bourgeoisie dans le parti de la classe ouvrière... Dans la bataille sur les questions de la paupérisation et du néo-malthusianisme, pour les principes marxistes-léninistes, le parti a fait front contre le courant réformiste et il l'a battu; l'effort doit être continué pour mettre quelques éléments opportunistes, ainsi que les conciliateurs qui les aident, hors d'état de tirer l'action du parti en arrière. »

Maurice Thorez peut alors en parler aisément dans son rapport au Congrès : « Certains ont réclamé dans le parti la discussion en permanence de toutes les questions sans exception comme si nous formions un club, une école de controverse et non un détachement d'avant-garde de la classe ouvrière!... » Il peut se faire longuement applaudir lorsqu'il dénonce les « influences petites-bourgeoises » derrière lesquelles on devine ces intellectuels bavards. « Nous ne reconnaissons pas aux hommes dont les interventions à l'intérieur du parti convergent avec les attaques lancées du dehors par nos ennemis la « liberté » de propager dans nos rangs leurs conceptions destructrices et anticommunistes. Mieux, nous prenons la liberté de les mettre hors du parti. »

Budapest.

Mais il faut une nouvelle épreuve, la troisième de l'année et la plus cruelle, pour que le parti passe des menaces aux actes. L'octobre polonais précède de peu le drame hongrois. Dans l'une et l'autre circonstance, les communistes français commencent par se taire puis désapprouvent. Ainsi, lorsque Gomulka triomphe du groupe stalinien de Natolin, le parti refuse de publier le 23 octobre le discours-programme du nouveau premier secrétaire du parti communiste polonais; et il est aussi peu compréhensif et plus méfiant encore lorsque après les premières manifestations d'étudiants à Budapest, Kadar remplace le 24 le stalinien Gerœ à la tête du parti hongrois.

Pour être moins spectaculaire, l'affaire polonaise est peut-être plus significative. L'affrontement, tant au sein du parti qu'avec les Soviétiques, est purement politique; il ne met en cause ni la nature communiste du régime ni son alliance

avec Moscou. Cependant, en dépit des plus vives réactions, Laurent Casanova s'oppose à l'envoi d'un message de solidarité qu'un certain nombre d'intellectuels voulaient adresser à Gomulka tandis que François Billoux devant le Comité central puis Étienne Fajon critiquent les dirigeants polonais et le discours-programme de Gomulka. Si *l'Humanité* ne l'a pas publié, explique-t-on, c'est « parce que plusieurs de ses passages sont en contradiction avec les thèses élaborées au congrès du Havre ». Pour un peu, devant l'embarras de Moscou, le parti français s'instaurerait en guide et en juge du mouvement communiste international.

« Le rapport du camarade Gomulka, dit Fajon, ne fait pas la moindre allusion aux forces sociales hostiles au socialisme alors que nous pensons que ces forces ont joué le premier rôle », notamment lors des émeutes ouvrières de juin à Poznan. « Le camarade Fajon, riposte *Trybuna Ludu*, ne comprend rien à ce qui se passe en Pologne. » Et le journal polonais interroge : « Nous voudrions demander si les ouvriers des pays capitalistes vont croire que dans un pays socialiste il est si facile à des agents provocateurs de faire sortir le peuple dans la rue? » Au demeurant, le camarade Fajon « ne lit même pas la presse polonaise »; il y apprendrait que les communistes polonais ne font que rechercher les moyens les plus propres à édifier le socialisme dans leur pays.

La polémique rebondira quelques jours plus tard lorsque, au Comité central de nouveau réuni, Raymond Guyot s'en prendra à son tour aux camarades polonais ou du moins à « certains cercles de Varsovie ». *Trybuna Ludu* lui reprochera d'avoir accusé la Pologne d'avoir voulu rompre le front uni des pays socialistes et isoler l'U.R.S.S. Mais dépassée par la tragédie de Budapest, la controverse entre Paris et Varsovie s'éteindra, non sans que, citant le parti communiste chinois, Maurice Thorez ait rappelé que « la nécessité s'impose à tous les pays du camp socialiste de renforcer leur unité sous la conduite de l'Union soviétique ».

En refrénant les manifestations antisoviétiques, les nouveaux dirigeants communistes polonais avaient su contenir la libéralisation dans les limites de la déstalinisation. Les dirigeants hongrois n'avaient pu empêcher pour leur malheur qu'une révolte communiste antisoviétique ne

dégénère en contre-révolution anticommuniste. Gomulka s'était prononcé pour le maintien du pacte de Varsovie; Nagy proclame le 2 novembre la neutralité de la Hongrie; il constitue le lendemain un gouvernement à l'« occidentale ».

L'Humanité parle dès le 2 « des capitulations et des compromissions du gouvernement Nagy » et lui reproche d'avoir « autorisé la reconstitution non seulement des partis qui existaient avant 1948, mais d'autres partis ouvertement anticommunistes ». Le même jour, rendant compte des délibérations du Comité central, Étienne Fajon hausse le ton et dénonce l'existence « d'un mouvement contre-révolutionnaire illégal, aidé de l'extérieur, puissammment armé, préparé par des cadres expérimentés de l'ancienne armée fasciste » et il accuse Nagy de « couvrir de son autorité la Saint-Barthélemy des communistes à laquelle se livrent les fascistes hongrois ». Maurice Thorez reproche lui aussi aux dirigeants hongrois d'avoir « laissé propager des mots d'ordre antisocialistes, chauvinistes, antisoviétiques ». Mais son jugement est plus nuancé; il admet que des erreurs et des actes arbitraires ont été commis par l'ancienne direction du parti et qu'ils ont suscité un mécontentement compréhensible mais — et c'est là une fois de plus la limite qu'il apporte à la déstalinisation — « la critique justifiée ne devait pas dégénérer en une accusation calomnieuse et sans principes contre le parti de la classe ouvrière et d'autant moins qu'il importait de tenir compte de la présence à l'intérieur du pays de forces hostiles, encore puissantes et disposant au surplus de l'appui effectif des impérialistes étrangers ». En dépit de l'émotion provoquée par la révolte hongroise non seulement parmi nombre d'intellectuels mais chez bien des militants ouvriers, la direction du parti tient bon et ne voit dans l'événement que la confirmation de la ligne, celle d'une déstalinisation lente et modérée, adoptée par le dernier Congrès. Mais ses épreuves, et celles du peuple hongrois, ne sont pas terminées.

Le dimanche 4 novembre à l'aube, l'armée soviétique occupe Budapest, arrête Nagy, mate la résistance et établit un nouveau gouvernement grâce au revirement de Janos Kadar.

Le parti communiste français se réjouit sans hésiter de

« l'échec final de la contre-révolution » et de l'intervention de l'armée soviétique. L'effet est instantané : le parti se coupe d'une opinion tout entière sensibilisée à l'extrême et de compagnons de route totalement déroutés. La réaction est aussi soudaine qu'au lendemain du pacte germano-soviétique.

Jusque-là, seul Aimé Césaire, écrivain et député, avait, en donnant sa démission du parti, traduit « la joie et l'espoir » que lui avait inspirés la rébellion des intellectuels de Budapest. « J'ose croire, lui avait écrit Garaudy, que ta joie et ton espoir ont été de courte durée car, derrière les naïfs qui se sont laissé pousser à l'attaque, se sont vite montrés ceux qui, depuis dix ans, attendaient Thermidor et derrière eux est apparue la troisième vague d'assaut : celle des Versaillais. »

Mais l'armée soviétique qui étouffe la révolte hongroise déchaîne la révolte française. De l'extrême droite — M. Tixier-Vignancour s'est lui-même rendu en Hongrie — à l'extrême gauche — les députés progressistes d'Astier de la Vigerie et Pierre Meunier condamnent l'intervention de l'U.R.S.S. — la protestation est unanime. La C.G.T. elle-même est divisée, Pierre Le Brun et Alain Le Léap s'élèvent contre l'intervention. Dans les usines, des militants refusent de distribuer des tracts, rendent ou déchirent leur carte (1). On se croirait en 1939. Roger Duchet réclame l'interdiction du P. C.

La colère ne tourne pas seulement autour du parti; elle y pénètre. Quatre écrivains communistes, Claude Roy, Roger Vailland, Claude Morgan et J.-F. Rolland, se joignent à Jean-Paul Sartre et Vercors et protestent avec eux « auprès du gouvernement soviétique contre l'emploi des canons et des chars pour briser la révolte du peuple hongrois ». Mais ils ajoutent aussitôt que « ce faisant ils dénient le droit de protester à ceux qui se sont tus lorsque les États-Unis ont étouffé dans le sang la liberté conquise par le Guatemala et à ceux qui applaudissent le coup de Suez ». Le 5 au matin, les parachutistes anglais et français ont en effet sauté à Port-Saïd. Et cette rencontre tragique, si elle permet aux écrivains de se distinguer des anticommunistes forcenés, ôtera pour le malheur des révoltés de Budapest bien des scrupules tant aux Soviétiques qu'aux Américains.

L'un des quatre délinquants, J.-F. Rolland, aggrave singulièrement son cas en écrivant dans *L'Express :* « Par son attitude, la direction du parti assume une terrible responsabilité : en continuant à mentir, à dissimuler, en trompant la classe ouvrière, nos dirigeants jettent le désarroi dans les rangs du parti et des syndicats, rendent impossible toute réelle unité d'action avec les socialistes. Ils mentent en disant que l'idée du front unique progresse dans les masses. Le parti n'a jamais été aussi isolé; et la brutale et servile prise de position dans le drame de Budapest va accentuer cet isolement. » Sans plus attendre, J.-F. Rolland est exclu du parti tandis que le Comité central se borne à blâmer Roger Vailland et Morgan (2).

Alors que siège le Comité central — pour la troisième fois en un mois — un nouveau coup est porté au parti, non plus par quatre écrivains sympathiques, mais par dix intellectuels communistes, parmi les plus célèbres et les plus honorés.

« Les semaines qui viennent de s'écouler ont posé aux communistes de brûlants problèmes de conscience, que ni le Comité central ni *l'Humanité* ne les ont aidés à résoudre. Une pauvreté invraisemblable d'informations, un voile de silence, des ambiguïtés plus ou moins voulues ont déconcerté les esprits, les laissant ou bien désarmés, ou bien prêts à céder à toutes les tentations qu'entretenaient de leur côté nos adversaires.

« Ces atteintes à la probité révolutionnaire ont pris corps dès le XXe Congrès, dès l'apparition sur la scène nationale et internationale du rapport Khrouchtchev. Les interprétations données des événements de Pologne et de Hongrie ont enfin porté à son comble un désarroi dont les conséquences n'ont pas tardé à se faire sentir. Les innombrables manifestes qui circulent chez les intellectuels comme chez les ouvriers apparaissent significatifs d'un malaise profond répandu dans l'ensemble du parti, et que le sursaut de rassemblement dans la lutte contre le fascisme ne saurait dissimuler.

« Travailleurs intellectuels et faisant profession de chercher la vérité, dans nos œuvres et nos travaux, aux côtés de la classe ouvrière; communistes et ne pouvant rester indifférents à tout ce qui se fait, se dit et s'écrit en ce

nom, nous élevons la voix à notre tour pour demander la convocation d'un congrès extraordinaire dans les plus brefs délais, au cours duquel seront débattus, dans leur réalité et dans leur vérité, les problèmes aujourd'hui innombrables qui se posent aux communistes. »

Deux des signataires font image : Pablo Picasso et Édouard Pignon. La présence d'un troisième inquiète davantage le parti au point qu'il lui dépêche Georges Cogniot. Henri Wallon le rassure, il lui affirme « sa fidélité totale au parti » et son adhésion à la politique qu'il mène actuellement. Il n'a voulu « qu'attirer l'attention du Comité central sur le malaise qui existe chez certains communistes ».

A tous les dix, Roger Garaudy répond qu'ils ont une « conception très particulière sur les sources d'information » en préférant les informations de la bourgeoisie à celles du parti, ce qui est une position de classe; qu'ils ont tort d'opposer la probité révolutionnaire et la conscience individuelle à l'esprit de parti, ce qui est encore une position de classe; qu'ils n'ont pas à réclamer un congrès extraordinaire qui remettrait en cause les décisions du XIVe Congrès, ce qui n'est qu'un délit, et qu'enfin en signant un texte en commun au lieu de s'exprimer individuellement dans leurs cellules et leurs sections, ils se sont constitués « en fraction organisée avec une plateforme politique d'opposition », ce qui est le crime des crimes.

La déclaration des dix a vraiment touché au vif les dirigeants du parti. Elle est « épluchée » par chacun d'eux et chaque mot est repris. Probité révolutionnaire? « La seule manière d'en faire preuve, dit Waldeck Rochet, c'était de condamner les erreurs et les fautes passées et d'en tirer la leçon pour aller hardiment de l'avant. » Désarroi? « Qu'ils se regardent donc dans une glace ceux qui en parlent, lance aimablement François Billoux. S'ils ne sont pas définitivement aveuglés par les mensonges de la réaction, ils se reconnaîtront dans ceux qui, en Hongrie, conduisaient le parti à sa liquidation et le pouvoir socialiste au bord de la tombe. » Finalement, le Comité central fait la synthèse de ces algarades et conclut que « les observations de ces camarades subissant la pression forcenée de la pro-

pagande gouvernementale et réactionnaire semblent inspirées par la défiance que cette propagande suggère contre notre parti ».

Le Comité central ne se borne pas à frapper les quatre premiers délinquants et à morigéner les dix suivants — Pierre Courtade sera lui-même réprimandé pour avoir parlé d'isolement du parti — il fixe *ex cathedra* par le verbe tranchant de Raymond Guyot et la voix plus sereine de Maurice Thorez la thèse du parti sur les événements de Pologne et de Hongrie et par surcroît sur la Yougoslavie. Non content de censurer Gomulka à ses débuts et de critiquer Kadar première manière, le parti avait en effet durement tancé Tito pour un discours prononcé le 11 novembre à Pola et rendu public le 15.

« Essayer d'expliquer les événements de Hongrie sans tenir compte en premier lieu de l'existence de l'ennemi de classe, déclare Maurice Thorez, c'est tourner le dos à la vérité historique. Accepter l'idée que ces événements pourraient être uniquement le résultat du mécontentement — incontestable et justifié — de la classe ouvrière, ce n'est pas seulement excuser d'avance les crimes des forces hostiles au socialisme : c'est se refuser à l'évidence.

« Dans les conditions qui s'étaient créées en Hongrie, l'intervention de l'armée soviétique a représenté une démarche naturelle et nécessaire. »

Au demeurant, l'analyse des événements importe peu puisque le critère est là, toujours le même : la fidélité à l'Union soviétique, au pays de la révolution d'Octobre, d'octobre 1917 bien entendu. « Si nous avons corrigé certaines formules, telles que l' « attachement inconditionnel », il n'en reste pas moins vrai que l'attitude envers l'Union soviétique et le parti communiste de l'Union soviétique est une question de principe. Qui s'en éloigne tombe dans le marais », déclare crûment Raymond Guyot.

C'est déjà une raison suffisante pour condamner le discours de Pola. Tito n'a-t-il pas donné à entendre que la voie yougoslave était la seule juste? Le maréchal ne se contente pas de juger les événements de Hongrie; il remonte au XXe Congrès. Le culte de la personnalité est le produit du système et ce système les dirigeants soviétiques

ne l'ont pas combattu. Cela, les communistes français ne l'ont jamais admis et ne peuvent l'admettre. « Cette position, dit Raymond Guyot, ne peut déplaire à Guy Mollet; elle peut même convenir à Horthy et au cardinal Mindszenty. » La querelle révèle combien la réconciliation avec les Yougoslaves est légère; les dirigeants français sont encore prompts à comparer le maréchal à quelque général Franco ou quelque amiral Horthy. Le discours de Pola est en revanche une occasion de donner en exemple l'internationalisme prolétarien du parti communiste d'Albanie et sa fidélité à l'Union soviétique.

Le parti tient...

Finalement, l'épreuve hongroise passée, le parti français se retrouve comme avant, satisfait de lui-même. Le discours de clôture de Maurice Thorez, le 21 novembre, est un hymne à la goire du parti. « Près de quarante années déjà de luttes et d'épreuves ont forgé notre parti, soudé ses membres en un tout indissoluble. A travers les tempêtes, il a suivi fermement son chemin. Et après chaque moment difficile, il s'est trouvé grandi. Nous sommes sortis plus forts de toutes les vicissitudes d'un long combat. La raison en est d'abord qu'au cœur de chaque militant vit l'amour brûlant du parti... Amour conscient, fondé sur cette certitude que le parti renferme dans ses rangs un trésor : tout ce qu'il y a de plus généreux, de plus ardent, de plus éclairé dans la classe ouvrière... »

Rien ne sera donc changé au parti, ni sa ligne, ni sa politique, ni son organisation, ni sa direction (3), ni les idées et les décisions de son dernier congrès. Maurice Thorez conserve bien son parti en main.

Cette année extraordinaire pour le monde et le monde communiste en particulier n'a pas sérieusement ébranlé l'appareil du parti. Rarement autant d'épreuves — en tous les sens du terme — lui auront été imposées en si peu de temps : en février le XXe Congrès, en mars le vote des pouvoirs spéciaux pour l'Algérie, en juin le rapport secret de Khrouchtchev, en octobre le bouleversement de Varsovie, en novembre la tragédie de Budapest. Le parti n'a pas bougé, lié à son orthodoxie. Si le désenchantement et

même la désaffection sont réels parmi les intellectuels et bien des adhérents, les cadres et les électeurs restent fidèles.

Le test est là. 52 élections cantonales partielles ont eu lieu en 1956 et son pourcentage ne varie guère : 26,9 % contre 27,1 %. Il y en aura 57 en 1957 et la perte sera sensible : 17,2 % au lieu de 21,4 %. Mais la même année 3 élections législatives lui donneront au total 22,2 % au premier tour et 25,3 % au second contre 26,1 % aux élections générales du 2 janvier 1956. Enfin, cette année comme l'année suivante, les élections municipales partielles les plus importantes lui laissent un bénéfice : 21,3 % contre 19,4 % en 1953 et 32,1 % en 1957 contre 31,9 % en 1953. Si l'on admet que, dans une élection partielle, on vote plus pour un homme que pour un parti, le P. C. ne paraît pas avoir beaucoup pâti de ses tribulations.

Les cadres semblent avoir été plus secoués que les électeurs. Le renouvellement des cadres se fait difficilement au début de 1957. Marcel Servin en cite pour février le chiffre de 287 552 contre 357 641 l'année suivante. A cette désaffection, pour une part provisoire, s'ajoute une opposition latente. Des mécontents créent deux bulletins d'opposition clandestins qui viennent s'ajouter à celui d'*Unir* qui existait depuis 1952. L'un, *l'Étincelle*, est rédigé par des intellectuels; l'autre, *Tribune de discussion*, est plutôt ouvrier; ils fusionnent en avril 1957 pour se séparer en novembre. Les rédacteurs de *l'Étincelle* estiment alors « dangereux de prolonger indéfiniment l'existence d'un organe clandestin dans le parti..., nombre de ceux qui l'approuvent ayant la crainte de participer à un travail fractionnel ». En fait, entre avril et novembre, les dirigeants communistes ont repris en main les cadres. En procédant à de nombreuses réunions de cellules, en veillant à ce que les tendances ne s'expriment qu'à ce niveau, en convoquant fréquemment les comités de sections, en tenant des conférences fédérales, en éliminant des délégués désignés par l'échelon inférieur, en nommant de nouveaux responsables partout où il le fallait, le parti a patiemment consolidé son appareil.

Plus difficile est de restaurer les liaisons du parti avec l'opinion. En mai, il se plaint qu'un grand nombre de cellules rurales et locales souffrent « de repliement sur elles-mêmes et de dessèchement ». L'un des effets du trauma-

tisme hongrois a été de paralyser l'activité des communistes dans les organisations dites de masse : Mouvement de la paix, syndicats, organisations agricoles...

Enfin le parti liquide activement les séquelles extérieures des affaires polonaise et hongroise. A ses frontières, il tourne la page avec les écrivains; Maurice Thorez en termine avec Jean-Paul Sartre, accusé de « reprendre les vieilles divagations de Trotsky », tandis que le parti exclut pour un an Claude Roy. Aux partis frères, il envoie délégations sur délégations : à Prague et à Sofia où l'accord est facile, à Belgrade où le cœur n'y est pas, à Varsovie où les deux partis ne peuvent s'entendre sur les origines de la révolte hongroise, à Budapest enfin. Mais l'unité du camp socialiste est apparemment reconstituée dans la fidélité politique à l'Union soviétique; le parti français approuvera sans hésitation l'élimination du groupe antiparti tandis qu'avec les Tchèques il conserve une fidélité sentimentale à Staline dont *l'Humanité* a tenu à célébrer l'anniversaire de la mort le 6 mars.

Ayant maintenu dans l'ensemble sa clientèle, affermi son organisation intérieure et digéré, si l'on peut dire, l'os hongrois, le parti peut songer à sortir de l'isolement où l'ont rejeté à la fois la tragédie de Budapest et, dans une plus faible mesure, sa lutte contre la guerre d'Algérie.

Le thème de l'unité d'action est donc repris et il s'étend à la lutte « contre les menées factieuses ». Jusque-là la propagande du parti a peu porté. Elle veille pourtant à ne pas heurter le sentiment populaire en condamnant le terrorisme en métropole de même que l'insoumission et la désertion. Ce n'est, ni dans un cas ni dans l'autre, par des actes individuels que l'on peut aboutir mais par une action de masse et un changement de politique.

Le parti arrive au moment où il espère que les événements vont le servir. Des grèves ont de nouveau lieu et il en profite pour relancer sa thèse de la paupérisation de la classe ouvrière. En mai 1957, le gouvernement Guy Mollet est renversé; sans le quitter, les socialistes s'éloignent du pouvoir dont ils n'ont plus la responsabilité première et les communistes leur tendent aussitôt la main pour les tirer à gauche; ils s'y emploient d'autant plus que le congrès socialiste de juillet a prescrit la lutte sur deux fronts « contre les rebelles et contre les ultras du colo-

nialisme ». Mais le ministre résident socialiste n'en a cure et le dit.

En octobre, nouvelle crise ministérielle. Dans une lettre à Guy Mollet, Maurice Thorez et Jacques Duclos s'offrent à rechercher en commun un « compromis » sur l'Algérie : « L'opinion publique, inquiète, écrivent-ils, constate que la politique suivie jusqu'alors en Algérie est sans issue. Elle endeuille de nombreuses familles. Elle entraîne les plus lourdes conséquences pour l'économie nationale et les finances publiques, pour les conditions de vie des travailleurs, pour les libertés démocratiques. Elle est gravement préjudiciable à l'intérêt national.

« Notre parti renouvelle solennellement aux partis et groupes parlementaires de gauche sa proposition d'une rencontre. Nous soutiendrons, aussi bien au Parlement que dans le pays, tout gouvernement qui agira pour mettre fin rapidement à la guerre d'Algérie... »

Le 13 mai.

Mais incapable de gagner comme d'arrêter la « guerre » qui va enfin dire son nom, se sachant et se disant menacé par l'armée, se battant contre l'inflation à l'intérieur et l'animosité à l'extérieur, le régime va de désillusion en désillusion et d'échec en échec. Désabusé et déconsidéré, il entre en avril 1958 dans sa troisième crise en un an et le 8 mai il prend clandestinement connaissance des conditions du général de Gaulle. Cinq jours plus tard, Alger fait connaître les siennes.

Le 13 mai, dans la nuit, le Bureau politique lance un appel au peuple : « Un coup de force fasciste s'est produit à Alger... A Paris même des bandes factieuses ont tenté aujourd'hui de s'associer au complot ourdi à Alger contre la République... Le Bureau politique appelle les travailleurs à donner sans délai la riposte de masse qui s'impose pour briser dans l'œuf les menées factieuses. Il les appelle à se rassembler immédiatement dans chaque entreprise, à exprimer sous les formes les plus diverses leur volonté de défendre la République... Le fascisme ne passera pas! »

Le parti fera de son mieux pour entraver la marche inexo-

rable de l'événement. Ayant permis par son abstention l'investiture de M. Pflimlin le 13 mai, il lui accorde bien vainement des pouvoirs spéciaux le lendemain du jour, le 15, où le général se déclare « prêt à assumer les pouvoirs de la République ». Le style des grandes heures y est, non le souffle. Le renfort du parti ne sert qu'à faire apparaître le président du Conseil comme « le fourrier du communisme ».

Les appels aux masses populaires n'ont guère plus de résonance que les exhortations à la résistance parlementaire. On défile, simplement.

Il n'avait pas été jusque-là possible de convaincre le peuple de faire la paix au prix de l'indépendance. Le parti en conviendra lui-même à sa manière. « De façon générale, les campagnes nationalistes et chauvines des partisans de la guerre en Algérie ne sont pas sans écho dans le peuple de France (4). »

Il n'est pas davantage possible de le persuader que de Gaulle est un fasciste alors qu'il apparaît comme le garant de la République contre les factieux d'Alger. L'apparence est pour lui, l'impopularité pour le régime agonisant.

Il reste au parti communiste à être la seule formation à s'opposer exclusivement à l'investiture, au vote des pleins pouvoirs pour six mois et — suprême abdication à ses yeux — au pouvoir constituant, sollicités par le général de Gaulle.

Pour les communistes, il ne fait pas de doute qu'il s'agit de l'instauration d'un « pouvoir personnel ». L'expression sert d'antienne à tous ses discours. « Le pouvoir personnel ne se présente jamais à ses débuts sous son véritable jour », déclare Jacques Duclos le 1er juin. Il dit encore : « Le pouvoir personnel ne peut se concilier avec le fonctionnement régulier de la représentation nationale » et prophétise enfin : « Les aspirations à l'indépendance du peuple algérien ne disparaîtront pas comme par enchantement à la suite de l'investiture du général de Gaulle. »

L'investiture est votée. Sans qu'aucun écho leur réponde, les députés communistes crient : « Vive la République! »

La quatrième est morte.

Le parti communiste ne l'aura défendue qu'à sa naissance et à sa fin. Pendant onze ans, il s'est tenu ou a été tenu à l'écart, les autres ne dédaignant pas son appoint pour

renverser les gouvernements, mais refusant son appui pour les remplacer. Jouant malgré lui tantôt les utilités, tantôt les épouvantails, le parti ne s'est écarté que deux fois de cette abstention hostile. La première en 1947 pour livrer assaut au régime et le forcer à se soumettre ou à se démettre; la seconde en 1956 pour épauler le gouvernement et l'exhorter à faire la paix en Algérie. Dans les deux cas, après six mois d'espoir, ce fut l'échec; dans les deux cas, c'est au parti socialiste qu'il eut affaire.

Ainsi depuis près d'un demi-siècle, le même dialogue, le même divorce, le même destin poursuivent les deux partis. Contenu dans de larges mais strictes limites, le parti communiste ne peut déboucher sur le pouvoir sans un accord avec le parti socialiste. Qu'il cherche à instaurer la dictature provisoire du prolétariat par la voie révolutionnaire comme le voulait le léninisme, il ne peut réussir qu'en réalisant le front unique à la base avec les socialistes; qu'il emprunte plutôt la voie parlementaire comme l'y invite la nouvelle doctrine, il ne peut y aboutir qu'en réalisant le Front populaire au sommet avec les dirigeants socialistes.

Pendant la IVe République, les communistes essaient les deux chemins. Mais ils le font dans un monde où sévit la guerre froide qui le coupe en deux et dans un climat intérieur qui leur interdit tout rapprochement, autre qu'éphémère, comme au temps de la lutte contre la C.E.D. Prisonnier plus ou moins volontaire de la droite, le parti socialiste ne peut se prêter aux avances des communistes et pratique à contrecœur une politique intérieure ou coloniale qui les en éloigne. Alors même qu'il est écarté du pouvoir, la politique étrangère le sépare profondément du « parti frère ».

Cette division de la gauche condamne irrémédiablement la IVe République à refuser les évolutions nécessaires. Au lendemain du 13 mai, il est trop tard pour lever, de part et d'autre, l'exclusive qui affaiblit le régime. Tout au contraire, la rentrée des communistes, quoi qu'ils en disent, précipiterait sa perte en fournissant un prétexte aux généraux d'Alger, en empêchant de Gaulle de parfaire ce chef-d'œuvre qui lui permet d'apparaître comme l'arbitre légitime entre le pouvoir légal de Paris et le pouvoir insurgé d'Alger alors qu'il joue de l'un et de l'autre, d'Alger pour faire peur à Paris et de Paris pour calmer Alger.

La cinquième est née dans l'équivoque, une équivoque qui va commencer par coûter cher au parti communiste.

NOTES

(1) Cf. Daniel Mothé, *Journal d'un ouvrier* (Éditions de Minuit).

(2) Claude Roy sera exclu en mars 1957 par la Fédération Seine-Sud. Georges Marchais était venu auparavant demander son exclusion à la cellule de l'écrivain à Issy-les-Moulineaux. « Au nom de sa vérité », de sa « morale », Claude Roy, déclare la Fédération, « s'en prend aux intellectuels communistes qui, résolument placés sur les positions de la classe ouvrière, défendent leur parti, sa politique, ses principes et qui reconnaissent avec notre parti que l'Union soviétique, grâce à l'expérience acquise, représente bien le centre du mouvement ouvrier international. Que ce soit sur les événements de Hongrie ou encore sur le développement des pays du socialisme, Claude Roy porte des jugements dont sont totalement exclus les principes mêmes qui régissent l'édification du socialisme ». Entre-temps, *Les Temps modernes* avaient publié une interview de Claude Roy à la revue polonaise *Nowa Kultura* dans laquelle, après avoir qualifié l'insurrection hongroise de « condamnation terrible d'un régime, d'une politique et de leurs méthodes », il s'élevait contre l'intervention soviétique. « C'est une voie, écrivait-il, dont nous, communistes français, devons prendre l'engagement sacré devant notre peuple que jamais un parti français ne l'y entraînera » (*Les Temps modernes*, janvier 1957).

Claude Morgan, lui, ne sera pas exclu. Mais il ne devait pas reprendre sa carte de membre du parti en janvier 1958. Roger Vailland, qui y avait adhéré en 1952, ne renouvellera pas lui non plus son adhésion.

(3) Le XIVe Congrès avait réélu tous les membres du Bureau politique, en titularisant les suppléants : Maurice Thorez « en premier naturellement » puis, par ordre alphabétique : François Billoux, Marcel Cachin, Laurent Casanova, Jacques Duclos, Étienne Fajon, Léon Feix, Benoît Frachon, Georges Frischmann, Raymond Guyot, Léon Mauvais, Waldeck Rochet, Marcel Servin, Jeannette Vermeersch. Trois nouveaux suppléants avaient été nommés : Gustave Ansart, premier secrétaire de la Fédération communiste du Nord, Roger Garaudy, directeur des *Cahiers du Communisme* et Georges Seguy, secrétaire de la Fédération des cheminots de la C. G. T.

Pour une raison inexpliquée, Benoît Frachon, « considéré » jusqu'alors comme membre du Bureau, en fait désormais officiellement partie.

Le seul changement concerne le secrétariat tenu jusqu'alors, plus que le Bureau politique, comme l'organe dirigeant du parti et l'étant en fait. Désormais, le secrétariat n'est plus celui du parti mais celui du Comité central. C'est désormais le Bureau politique qui « exercera collectivement et pleinement la direction » entre les sessions du Comité central.

Quant au secrétariat, chargé de l'application des décisions du Bureau politique, il est composé de Maurice Thorez et de Jacques Duclos, Marcel Servin, Guy Ducoloné, Gaston Plissonnier et Gaston Viens.

« Ceux qui au sein du parti s'élèvent depuis plusieurs mois contre la prédominance autoritaire d'un petit groupe peuvent trouver dans les modifications intervenues une apparence de satisfaction. Une apparence parce que les hommes restent les mêmes bien que les rôles soient plus largement distribués. » (Raymond Barrillon, *Le Monde* du 24 juillet 1956.)

(4) *Histoire du P. C. F.* manuel, p. 640.

2.

La Ve République

Pour le parti communiste, la Ve République commence par un double désastre électoral. Le premier est celui du référendum du 28 septembre 1958. Sans doute est-il le seul parti à faire campagne pour le « non ». Mais d'autres leaders et d'autres journaux que les siens font chorus.

Alors que les votants dépassent de plus d'un million ceux de 1956, le nombre des « non » est inférieur de près d'un million à celui des voix communistes. En pourcentage, il représente 84,5 % de ces voix. Comme il est des « ultras » dans l'Ouest, des radicaux dans le Sud-Ouest et des socialistes un peu partout pour avoïr voté « non », le nombre de communistes à s'être prononcés pour le « oui » ou s'être abstenus, en tout cas à ne pas avoir suivi les consignes du parti, dépasse le million. Il reconnaîtra qu'un de ses électeurs sur cinq l'a abandonné. Mais la proportion semble plus élevée : 60 % des communistes seulement auraient voté « non » et si l'on y ajoute les abstentionnistes c'est un tiers de ses électeurs qui ont ignoré ses consignes (1).

Au lendemain du scrutin, le Comité central s'interroge longuement sur les raisons de sa défaite. Il en écarte un certain nombre qui viennent de ses propres membres. Ayant commis la « faute » de suivre de Gaulle à la Libération, disent certains, le parti n'a-t-il pas amené logiquement des électeurs communistes à le suivre de nouveau en 1958? Avoir défendu la Constitution de 1946 n'a-t-il pas fait croire aux mêmes ou à d'autres qu'il avait lié son sort à la Quatrième? Mais tout ce qui met en cause la politique

passée du parti est toujours écarté comme injurieux et même impie.

Le parti veut bien admettre que sa campagne a pu paraître « outrancière » à l'égard de de Gaulle, ce qui est déjà reconnaître qu'une partie de la clientèle communiste est restée attachée à la personne du général. Le parti est convaincu d'autre part que les attentats du F.L.N., nombreux contre les commissariats à l'approche du scrutin, ont « constitué un facteur négatif » et Maurice Thorez lui-même le dira : « Si le F.L.N. se propose d'alerter l'opinion, il se trompe. Il dresse l'opinion contre lui. »

En fait, l'Algérie vient bien en tête des préoccupations des électeurs et plus encore des électrices à la veille d'un référendum qui, en droit, ne porte que sur la Constitution. Mais ce n'est pas la solution du parti qu'ils retiennent. « Il nous faut reconnaître qu'une partie de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie est restée rétive à nos explications, que ces couches n'appuient pas notre position de principe pour l'indépendance de l'Algérie », reconnaît Raymond Guyot (2).

Mais ce ne sont là que des causes secondes. La cause profonde, c'est le désir de changement. Si des millions d'électeurs de gauche ont voté « oui », c'est « pour en finir, pensaient-ils, avec tout ce qui les accable et accable le pays depuis dix ans. Ils avaient voté à gauche sans succès. Ils ont cherché ailleurs les moyens d'obtenir le changement qu'ils souhaitaient », reconnaît Marcel Servin dans son rapport au Comité central.

Le parti ne se décourage pas pour autant. D'abord parce que le peuple s'est laissé abuser, ses illusions ne dureront pas toujours. Ensuite parce que les millions de « non » constituent malgré tout « une base importante et précieuse pour le développement de la lutte du parti et des forces démocratiques ». Une occasion se présente immédiatement : la campagne pour les élections législatives.

Mais le 23 novembre, le parti subit sa seconde défaite pour les mêmes raisons que le 28 septembre. « Ce désir de changement semble aller de pair avec l'approbation du changement qui a déjà eu lieu avec l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. » Mieux, les deux désirs se confondent. A la question posée avant les élections : « Faites-vous confiance au général de Gaulle pour régler le problème

algérien? » 49 % des électeurs qui ont voté communiste en 1956 répondent par l'affirmative. Et là encore le vote des femmes sera déterminant.

Au soir du 23 novembre, le parti communiste enregistre le plus fort recul qu'il ait jamais subi depuis 1932. Il perd plus de 1 600 000 voix. Son pourcentage par rapport aux inscrits n'est que 14,3 % contre 20,5 % en 1956 et 12,6 %... en 1936. Le voici presque ramené à vingt-deux ans en arrière.

Certes le rétablissement du scrutin d'arrondissement a introduit un élément local et personnel qui handicape nécessairement un grand parti. Mais s'il peut fausser la comparaison avec les cinq élections d'après guerre à la représentation proportionnelle, il la rend plus frappante avec le dernier scrutin d'avant guerre qui avait eu lieu avec la même loi électorale.

Plus que le mode de scrutin, c'est un phénomène de cristallisation autour d'un homme qui explique le reflux du parti. Car les défections qu'il subit s'étaient produites dès le référendum. Les électeurs n'ont fait que confirmer le 23 novembre leur vote du 28 septembre.

Le recul du parti est général; il atteint aussi bien les milieux ruraux que les villes et leur banlieue; il est cependant nettement plus prononcé dans ses zones de faiblesse — sauf dans l'Ouest — que dans ses zones de force — sauf dans le Midi méditerranéen. Enfin il a surtout perdu là où il avait beaucoup gagné en 1956.

Les voix perdues par le parti ont pris des directions fort différentes. Elles se sont souvent portées sur le candidat le plus en vue, indépendamment de son étiquette, le maire de la ville ou le conseiller général du canton. Ce transfert, dû à la nature du mode de scrutin, a peu de signification politique. D'autres en ont davantage.

De nombreux électeurs communistes se sont réfugiés dans l'abstention, signe de leur désarroi. Pris entre deux fidélités contraires, au général de Gaulle et au parti, ils n'ont voté ni pour l'un ni pour l'autre. D'autres ont franchi le pas, électeurs des petites villes moins encadrés ou électrices plus séduites qui ont voté pour l'U.N.R., c'est-à-dire pour de Gaulle : 50 à 70 % des voix perdues dans les petites villes ont été à l'U.N.R. dans la Marne (3).

Si explicable qu'elle soit par des raisons extérieures au

parti, une défaite de cette ampleur ne pouvait pas ne pas le troubler. Comme au lendemain de l'affaire hongroise, c'est parmi les intellectuels que l'émotion se manifeste. Elle s'était exprimée dès le lendemain du référendum dans une lettre adressée par la cellule « Sorbonne-Lettres » aux membres du Comité central. On y déplorait l'incapacité du parti à proposer des solutions aux problèmes de la décolonisation, à réaliser l'unité avec les socialistes en raison de « l'absence de garanties démocratiques offertes par le parti », à analyser correctement « les possibilités de développement que recèle encore en lui le capitalisme français ». Mais la critique s'étendait à l'attitude d'ensemble de la direction du parti, « à l'optimisme aveugle et au contentement de soi », à « la politique de l'autruche », à « l'absence d'une véritable analyse marxiste de la situation française ».

C'était plus qu'il n'en fallait pour s'attirer les foudres de la direction. Il faut pourtant attendre six mois pour qu'elle réponde publiquement.

Léon Feix le fait au Comité central du 13 janvier 1959. Il énumère tous les textes — innombrables, sans oublier celui de Maurice Thorez en 1939 — et toutes les actions tendant à l'indépendance de l'Algérie ; il affirme que consentir des « garanties démocratiques » reviendrait à « une abdication de notre qualité de communiste »; il réfute en quelques mots les thèses du néo-capitalisme « qui sont évidemment l'opposé de nos thèses sur la paupérisation ». Enfin, au procès d'ensemble, il oppose un argument d'avocat emprunté à la cellule Maurice Audin, choisi à dessein pour faire pièce au Comité Audin : « Si le quart des critiques faites par la cellule « Sorbonne-Lettres » à la direction du parti était vrai, le parti serait en déroute depuis longtemps. »

Verdict : blâme pour la cellule et six mois d'exclusion pour deux de ses membres, assistants à la Sorbonne, Michel Crouzet et Durand-Dastès.

En laissant s'apaiser d'eux-mêmes les remous provoqués par la défaite, le parti, sûr de lui, attend que la vague passe et revienne. Entre-temps, la « paix des braves » a échoué et le plan financier de la fin de l'année réussi à mécontenter les salariés. Aux élections municipales de mars, le parti communiste regagne dans la capitale, sa banlieue

et nombre de grandes villes le terrain perdu en novembre; il passe à Paris de 270 140 voix à 326 930. Ce n'est pas tout. Comme les socialistes acceptent des listes communes dans une cinquantaine de villes, le parti constate que « l'idée de l'union avec les socialistes a fait du chemin ». Bref, il est satisfait et en conclut que la voie suivie avant et après le « plébiscite » était la bonne. Ceux qui l'ont combattue ont eu tort. Quant à ceux qui ont quitté à cette occasion le parti, ils sont qualifiés « d'hommes corrompus et démoralisés » par Maurice Thorez devant le XVe Congrès.

Ce congrès — à dessein retardé — se tient du 24 au 28 juin 1959 à Ivry; il ne se ressent apparemment pas de la défaite morale et électorale de 1958. Plus écrasés par la chaleur que par le souvenir de ces échecs, les délégués écoutent pendant trois heures et demie un rapport vigoureux et satisfait du secrétaire général. Les thèmes les plus classiques y sont repris sans en changer un iota : « la justesse de la loi tendancielle de la paupérisation relative et absolue », « le droit de la nation algérienne à l'indépendance », la condamnation répétée du pouvoir personnel et l'appel à l'unité d'action assorti de la critique des dirigeants socialistes. S'il est des congrès qui ont marqué la vie du parti, celui-là n'est pas entré dans son histoire.

Un congrès aussi morne ne pouvait que s'achever par le renouvellement du Bureau politique — désigné en 1956. Un seul nouveau suppléant, un ancien métallo de trente-neuf ans, syndicaliste et secrétaire de la Fédération de la Seine-Sud — celle de Maurice Thorez —, Georges Marchais. Au congrès de 1956, il n'était que membre suppléant du Comité central et le voici qui accède directement au Bureau politique. Une autre promotion est remarquée, celle de Waldeck Rochet dont l'ascension a été lente mais continue depuis des années et qui devient secrétaire et no 3 du parti. Une dernière promotion passe plus inaperçue : celle de Roland Leroy. Secrétaire fédéral de la Seine-Maritime et député de 1956 à 1958, cet ancien cheminot de trente-trois ans n'est entré au Comité central, comme suppléant, qu'au congrès du Havre en 1956; il devient titulaire avant d'accéder au secrétariat en octobre 1960. Intelligent, habile et volontaire, il n'est qu'au début de sa carrière. C'est l'homme qui monte.

Avec Georges Marchais et Roland Leroy, la direction thorézienne prépare discrètement la relève de deux hommes qui lui donnent bien du souci, Marcel Servin et Laurent Casanova. Mais on ignore à l'époque que le nouveau régime et sa politique divisent le Bureau politique.

Si désireux qu'il soit de se distinguer des autres, le parti voit en effet sa vie dominée et parfois agitée par deux thèmes, deux interrogations, deux signes de contradiction : l'Algérie et de Gaulle.

L'Algérie.

Au lendemain de la déclaration du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination, le Bureau politique commet une « bévue ». Le mot est de Maurice Thorez. Trop pressé, Jacques Duclos avait déclaré dès le 17 que « la promesse d'autodétermination apparaît tout simplement comme une manœuvre destinée à gagner du temps... » Et le lendemain, le Bureau politique avait renchéri : « C'est une politique de guerre longue, de guerre à outrance. » Le 27, Maurice Thorez lui-même n'y voit qu'une manœuvre politique. Mais, un mois plus tard, le 28 octobre, il publie un article dans *l'Humanité* sous le titre : « Négociation immédiate sur la base de l'autodétermination. » On y lit : « Un changement notable — au moins dans les mots — chez nos gouvernants. Constatant en somme l'échec de la « pacification », le général de Gaulle a reconnu le droit du peuple algérien à l'autodétermination... Le fait capital, c'est qu'il a admis ouvertement que l'Algérie, ce n'est pas la France. » La « bévue » commise en son absence consistait à ne pas s'en être aperçu dès le 16 septembre. « Ce ne fut pas une faute sans conséquences. Non seulement elle a désorienté le parti, comme les camarades l'ont dit, mais elle a nourri les campagnes ennemies de calomnies contre notre parti », déclare-t-il devant le Comité central du 3 novembre.

24 janvier 1960, la semaine des barricades commence à Alger. Le parti ne ménage ni les ultras, les « meneurs fascistes », ni les gouvernants qui ont fait preuve « d'une tolérance coupable ». « Ce n'est pas en faisant preuve de conciliation à l'égard des fascistes qu'on brisera leurs complots et leurs émeutes. » C'est en faisant la paix, c'est-

à-dire en engageant des pourparlers avec « les représentants des combattants algériens ». Les communistes se démènent pour constituer des comités « antifascistes », mais les socialistes préfèrent le soutien direct au général de Gaulle. Lorsque l'insurrection s'achève en kermesse, les communistes n'en rendent pas grâces au général mais « à la riposte massive et rapide de la classe ouvrière et de tout le peuple ».

29 juin 1960, les conversations de Melun font long feu. « Ce n'est pas ce qu'attend l'opinion républicaine, la masse des Français démocrates qui ne veulent pas que soit déçue la grande espérance que l'annonce des négociations a fait se lever. »

5 septembre 1960, le « manifeste des 121 » est révélé : « Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien. » Neuf communistes le signent. Mais le parti, tout en protestant contre la répression qui s'abat sur les signataires déclare ne pouvoir « approuver, sous quelque forme que ce soit, l'appel à l'insoumission et son organisation (4) ».

27 octobre 1960, à l'initiative de l'U.N.E.F., la gauche politique et syndicale manifeste en faveur de la négociation à la Mutualité; la C.G.T. accepte d'y participer, puis se dédit; le parti communiste refuse, non sans provoquer une première et sérieuse crise parmi ses propres étudiants, mais il déclare une fois de plus ne pouvoir servir de « force d'appoint à des groupements quels qu'ils soient ». A une manifestation centrale, il préfère d'ailleurs des manifestations de quartier, qu'il contrôle mieux.

8 janvier 1961, le parti communiste, se coupant une nouvelle fois des socialistes, répond « non » à ce qu'il appelle le « référendum-plébiscite ». « En votant « non », distingue Maurice Thorez, on ne vote pas comme les ultras mais contre la guerre. » Le pays répond « oui » — donc apparemment pour la guerre — à plus de 80 % (5). Après quoi, le parti en conclut que « les partisans de la paix négociée en Algérie représentent la grande majorité de la nation ».

22 avril 1961, le putsch des généraux est au référendum du 8 janvier ce que les barricades avaient été à la déclaration du 16 septembre. La réaction du parti est identique : la responsabilité du gouvernement est totale dans le déclenchement du drame, nulle dans son dénouement.

« C'est de la complaisance du pouvoir que la faction militaire et civile tire son audace et sa force. » Mais cette fois-ci, l'alerte est plus chaude. Le parti mobilise ses organisations dans la nuit de dimanche à lundi, il essaie de constituer des « milices populaires » et sans doute aurait-il su où trouver des armes si, à la même heure, la rébellion ne s'était déjà effondrée. Et, pour le parti, c'est une nouvelle fois grâce non pas à la parole du général mais à la lutte des masses populaires. « Notre peuple défendra sa victoire », titre en caractères d'affiche *l'Humanité* du 27 avril. Car, en cette circonstance comme en d'autres, il ne sépare pas la lutte pour la paix de la lutte contre le pouvoir non plus que celle-ci de la lutte pour l'unité. Mais en dépit de ses appels et de ses efforts, il échoue sur ces trois fronts. La guerre continue de plus belle, le pouvoir se porte mieux et les socialistes ont dédaigné les avances répétées du parti. Il prêche, il prône, il propose en vain.

Le zèle apostolique du parti est d'autant plus méritoire que dans le même temps il a affaire à deux hérésies, l'une intérieure portant sur la nature du régime gaulliste, l'autre extérieure visant celle du mouvement communiste; il y fait face.

L'affaire Servin-Casanova.

Fin janvier, on avait officiellement appris que deux de ses dirigeants, et non des moindres par leurs fonctions et la confiance qu'avait mise en eux Maurice Thorez, étaient en désaccord « depuis des années et de façon systématique » sur la plupart des questions à l'ordre du jour du parti. Retardée pendant quelques jours, une résolution votée par le Comité central des 13, 14 et 15 janvier rejette leurs « affirmations sans fondement et de caractère opportuniste selon lesquelles la politique du parti aurait été interprétée et appliquée de façon restrictive par la direction ». Il faut encore attendre quelques jours pour que soit publié le réquisitoire de Maurice Thorez. « Ce n'est pas la mort du pécheur que nous voulons, dit-il, c'est son redressement. »

De qui s'agit-il? De Marcel Servin qui, après avoir joué un rôle actif dans l'élimination d'André Marty, a succédé en 1954 au secrétariat à l'organisation à Auguste Lecœur,

et de Laurent Casanova qui, grand épurateur lui aussi, a succédé à Charles Tillon au Mouvement de la paix.

De quoi s'agit-il? De griefs récents et d'autres plus anciens. Et d'abord de l'attitude même du Mouvement de la paix qui s'est écarté par deux fois de la ligne du parti : en octobre 1960 en souhaitant le succès de la manifestation de l'U.N.E.F. et en janvier 1961 en ne choisissant pas entre le « oui » et le « non ». Certes, le Mouvement a toujours revendiqué « son autonomie à l'égard des partis politiques » et le P. C. lui en donne acte. Mais il reproche à Laurent Casanova d'avoir, en ces deux occasions, partagé le point de vue du Mouvement dont il est un des six présidents. C'est toute l'équivoque des organisations de masse où les délégués du parti ne peuvent que défendre ses positions tout en sauvegardant apparemment l'indépendance des organisations. Laurent Casanova est accusé d'avoir préféré le Mouvement au parti et son erreur rejoint celle de Marcel Servin qui, de crainte qu'ils ne nuisent aux autres activités du Mouvement, a négligé la création de « comités pour la paix en Algérie » voulus par le parti.

Cette attitude conciliante de Laurent Casanova et de Marcel Servin tant à l'égard du gouvernement lors du référendum que de la gauche lors des manifestations pour la négociation est inséparable d'un jugement plus général porté sur la Ve République.

Avant même le 13 mai 1958, dès mars, le parti avait préventivement découvert le spectre du « pouvoir personnel » derrière la campagne des partisans du retour du général de Gaulle. Les conditions et les suites de ce retour ne l'en avaient pas dissuadé. Là-dessus l'accord est parfait. Mais très vite, le parti développe la thèse du « pouvoir des monopoles », que codifie le XVe Congrès de juin 1959. « Avec de Gaulle et son gouvernement, l'État est plus complètement que jamais aux mains de la haute banque et des monopoles. » Or « la politique des monopoles, quelles que soient ses nouvelles variantes, aggrave la tendance à la paupérisation de la classe ouvrière. Elle est absolument contraire à l'intérêt national ».

Or, au début de 1960, les « opposants » croient découvrir deux variantes qui les conduisent à nuancer le jugement porté sur la politique des monopoles et celle du général de Gaulle. La première est inspirée à Marcel Ser-

vin par le départ de M. Pinay du ministère des Finances. N'est-ce pas la preuve que le grand capital abandonne la politique gaulliste? A quoi la majorité de la direction répond que bien au contraire cette démission est un aspect de la mainmise plus complète et plus directe des monopoles. N'illustre-t-elle pas la résistance que tentent de leur opposer « ces couches plus faibles du capital non monopoliste », ces petits industriels, paysans et commerçants dont M. Pinay est le représentant? Loin de contredire l'analyse du parti sur la nature du pouvoir gaulliste, la démission du ministre modéré en est donc la confirmation.

Autre variante, autre hérésie, autres accusés : les jeunes économistes du parti soutiennent qu'il y a une opposition objective entre la tendance internationale des grands monopoles et celle plus nationale, voire nationaliste, de la politique gaulliste. La riposte de la direction s'adresse là encore à Marcel Servin mais surtout à Jean Pronteau, directeur politique de la revue *Économie et Politique*. Un article de mars 1960 concluait de l'analyse du rapport des forces dans le monde à une plus grande indépendance de l'Europe occidentale à l'égard des États-Unis. Tant l'affaiblissement des dangers de guerre que le relèvement économique de ces pays rendent moins nécessaire le soutien américain. Pour la direction, l'erreur n'est pas dans l'analyse des contradictions du capitalisme mais dans l'opposition établie entre les tendances « nationales » d'une partie du grand capital et les tendances « cosmopolites » de l'autre partie. La preuve en est que le gouvernement français laisse s'accroître les investissements américains. « La politique gaulliste, non seulement ne tend pas à se dégager de l'ornière du dollar, mais s'y enfonce de plus en plus » (Raymond Guyot). « Non, de Gaulle ne mène pas une politique nationale » (Maurice Thorez).

Jean Pronteau est mis en cause au cours du Comité central de juillet 1960, puis de janvier 1961. Entre-temps, un autre espoir du parti, Kriegel-Valrimont, a été relevé de ses fonctions de rédacteur en chef de l'hebdomadaire du Comité central *France Nouvelle*. On lui reproche d'avoir fait écho aux thèses de Marcel Servin et Jean Pronteau et il se révélera que ses divergences avec la direction remontent au XXe Congrès. Tous les trois sont des jeunes qui, au-delà des problèmes particuliers, visent l'attitude

d'ensemble de la direction du parti. Il s'agit bien, sans qu'ils le disent, d'une querelle de générations. Mais la direction les renvoie à deux jeunes, Georges Marchais et surtout Roland Leroy. Pour ce dernier, les idées des opposants, qualifiées d'opportunistes, ne sont pas celles de la jeunesse. Elles appartiennent à un passé révolu; il y a beau temps, quarante ans exactement, que le parti les a rejetées! Il faut qu'il soit dit et entendu que l'existence et l'exploitation des contradictions du capitalisme ne changent rien à sa nature.

Six mois après avoir été exposé, le conflit est tranché à l'occasion du Comité central exceptionnellement réuni pendant trois jours les 13, 14 et 15 janvier 1961. La résolution proclame sur toute la ligne la justesse de la politique suivie depuis 1958. Elle rejette « les affirmations sans fondement et de caractère opportuniste ». Marcel Servin et Laurent Casanova, tous deux membres du Comité central, acceptent de voter et d'appliquer les résolutions mais non pour autant « de modifier leur jugement politique sur les questions débattues »; ils refusent bel et bien de faire leur autocritique.

Mais le procès s'élargit. André Souquière, fidèle de Maurice Thorez, est accusé d'avoir souscrit à la politique de Laurent Casanova au Mouvement de la paix où il représente avec lui le parti communiste. Mais, outre qu'il n'a exécuté que les consignes de son ancien, il a fait « un grand effort » pour reconnaître ses torts et ne sera pas frappé. Sont également mis en cause mais non condamnés les responsables de *Clarté*, l'organe des étudiants communistes qui a eu l'audace de publier un grand article d'Aragon à la gloire de Laurent Casanova, « conseiller et défenseur de l'intelligence française ». Premier indice d'une longue querelle avec cette jeunesse estudiantine qui se croit « le sel du mouvement révolutionnaire », dit amèrement Maurice Thorez.

Quand vient l'heure des sanctions au Comité central du 24 février, Jean Pronteau et, d'autre part, Jean-Pierre Vigier qui avait voulu jouer les conciliateurs ont discrètement reconnu leurs erreurs et ne sont pas touchés. Maurice Kriegel-Valrimont, lui, est mis longuement en accusation par Maurice Thorez. Les jours et les attendus passant, son cas devient plus grave. Mais le Comité central ne juge

encore que celui, plus ancien, de Marcel Servin et de Laurent Casanova. Tous deux sont exclus du Bureau politique; ils seront écartés en mai du Comité central, faute d'une autocritique jugée suffisante. Marcel Servin, qui admettra que ses thèses opportunistes pouvaient alimenter la campagne révisionniste et reconnaîtra la « leçon méritée » que lui a donnée le Comité central, rentrera plus tard en grâce, mais non Laurent Casanova.

Au-delà des positions prises par *France Nouvelle, Économie et politique* ou le *Mouvement de la paix*, c'est en réalité la controverse sur le XXe Congrès de l'Union soviétique de 1956 qui s'était poursuivie. Le parti communiste français avait-il pour lui-même tiré les leçons? La cellule « Sorbonne-Lettres » en avait déjà douté et l'avait dit publiquement et la direction avait tardé à réagir. L'attitude des « jeunes Turcs » du parti est dans la même ligne, au moins quant à la forme; ils souhaitaient que le parti s'ouvre à l'intérieur et à l'extérieur et l'avaient montré lors de la manifestation du 27 octobre 1960. Marcel Servin l'avait donné à entendre dans un article frisant l'hérésie sur un roman russe *L'Ingénieur Bakhirev* (*l'Humanité* du 15 avril 1960); tout comme Aragon dans *France Nouvelle* à propos du même livre, il y condamnait les méthodes de direction personnelle et autoritaire de « Blikine » en qui chacun était libre de reconnaître ou non Maurice Thorez et Servin d'ajouter imprudemment : « Après l'avoir lu, on comprend mieux le XXe Congrès lui-même. »

Quant au fond, Waldeck Rochet situe assez bien le débat dans son rapport au Comité central du 23 février 1961 : « Il porte d'une part sur le caractère des contradictions impérialistes et l'utilisation que peut et doit en faire le mouvement ouvrier et démocratique, et d'autre part et en même temps sur l'appréciation de la nature du pouvoir gaulliste. » Car si les contradictions de l'impérialisme étaient telles qu'il existe un recul du capitalisme américain en faveur des capitalismes européens, le pouvoir gaulliste serait plus indépendant, plus national et finalement moins monopoliste. Mais il ne l'est pas.

En réalité, Marcel Servin se trompait quand il croyait que la démission de M. Pinay à la fin de 1959 était une manifestation de la défiance des monopoles à l'égard de de Gaulle. Mais Kriegel-Valrimont était dans le vrai quand

il décelait une plus grande indépendance du régime à l'égard des États-Unis. Car le départ du ministre modéré était dû beaucoup plus au rejet par le général de l'intégration des forces françaises dans l'organisation atlantique qu'à un désaccord sur l'orientation de la politique économique du gouvernement. Pour la direction du parti, ce ne sont là que des apparences tout comme l'« Europe des patries » et la force de frappe indépendante : en fait « le pouvoir gaulliste pratique en politique extérieure comme dans le domaine intérieur la politique réactionnaire des monopoles et non pas une politique nationale » (Waldeck Rochet).

La preuve que la politique extérieure gaulliste n'est pas une politique nationale? « Mais elle réside dans le fait que cette politique reste confinée dans les limites étroites du pacte agressif de l'Atlantique et de l'Europe d'Adenauer. » Cette sentence de Waldeck Rochet est de février 1961. Deux ans plus tard, le parti devait quelque peu réviser son jugement, non sur la politique européenne, mais sur d'autres aspects « plus positifs » de la politique étrangère du général de Gaulle.

Les deux principaux opposants évincés de la direction et les partisans d'une certaine démocratisation interne tenus à distance, le parti pouvait réunir son congrès qui, comme après chaque crise, met tous les points au bout de toutes les lignes.

La résolution finale du Congrès qui se tient à Saint-Denis du 11 au 14 mai 1961, condamne la politique gaulliste qui est « dans tous ses aspects celle du capital monopoliste ». Elle se réjouit que le parti ait « mis en déroute le groupe Casanova-Servin-Kriegel-Valrimont ». Elle se réfère à la déclaration des 81 partis communistes réunis à Moscou en novembre 1960 pour faire sienne la défense de l'unité du mouvement communiste international. Mais elle ne dit mot, non plus qu'aucun orateur, de la querelle qui trouble le mouvement depuis au moins trois ans et en tout cas depuis la conférence des 81. Le rapport fait au Comité central a d'ailleurs été expurgé des passages sur les divergences qui s'y étaient manifestées. Et si Maurice Thorez finit tout de même par parler de la République populaire chinoise au Congrès, c'est pour dire dans son discours de clôture qu'elle « a joué et joue un rôle décisif » et qu'elle

« contribue dans une mesure considérable à modifier en faveur du socialisme le rapport mondial des forces ».

Moscou-Pékin.

Pourtant, les deux grands du monde communiste se combattent déjà par plus petites personnes interposées. Il est clair qu'en attaquant le révisionnisme yougoslave, Pékin vise Moscou et qu'à travers l'Albanie c'est la Chine que veut atteindre l'Union soviétique. L'idéologie voudrait apparemment que le plus stalinien des partis occidentaux se sente plus près des frères albanais que des camarades yougoslaves. Thorez lui-même connaît le chemin de Tirana et son parti s'était fait représenter au dernier congrès albanais par Gustave Ansart en février 1961. Rien n'avait alors transpiré des impressions funestes qu'il en avait rapportées et qu'il ne relate qu'en novembre.

C'est qu'entre-temps le conflit a été rendu public par Khrouchtchev en octobre à la tribune du XXIIe Congrès. Dès lors, les bouches et les plumes se délient. Sur le fond du conflit, Maurice Thorez n'éprouve aucune difficulté à se rallier aux thèses de Moscou contre celles de Tirana ou plutôt de Pékin. Ne s'est-il pas lui-même prononcé dès 1946 pour le passage au socialisme par des voies pacifiques sans guerre civile? Ne s'est-il pas élevé lui-même contre la fatalité de la guerre dès 1949? Enfin ne s'est-il pas prononcé autant de fois qu'il a pris la parole pour l'unité du mouvement communiste mondial?

En fait, le parti communiste français pourrait se dispenser de chercher quelques références passées pour justifier son attitude présente. Toute sa vie n'est qu'un témoignage de fidélité au parti communiste soviétique; il ne peut qu'être à ses côtés dans le conflit sino-russe comme il l'est dans la condamnation du groupe antiparti.

C'est en novembre 1961 que pour la première fois Maurice Thorez critique publiquement l'attitude des communistes chinois. Encore ne leur reproche-t-il que d'avoir fait des réserves sur la condamnation des dirigeants albanais. « Il vaudrait mieux qu'ils usent de leur influence pour ramener (ces dirigeants) à une plus juste compréhension de leur devoir! »

Fin novembre, le Comité central approuve simultanément les dirigeants du parti communiste soviétique d'avoir « extirpé toutes les conséquences du culte de la personnalité de Staline » et d'avoir « rendu publics les actes sectaires et aventuristes des dirigeants du parti du travail albanais ». Visant autant les Italiens — ouvertement mis en cause par Maurice Thorez — que les Chinois, le Comité central condamne le « polycentrisme ». « La thèse qu'il serait utile de créer plusieurs « centres » du communisme dans diverses parties du monde ne peut que conduire à mettre en cause l'unité de pensée et d'action du mouvement... »

Au fur et à mesure que se développera le conflit sino-soviétique, la position du parti communiste français s'affirmera; le parti approuvera chaque riposte du parti soviétique; il en remettrait plutôt.

En trois ans, les temps et le ton auront bien changé. Alors que le congrès de 1961 avait ignoré le conflit et s'était borné à se référer aux thèses de la conférence des 81 partis, le suivant, qui se tient à Paris du 14 au 17 mai 1964, condamnera l'attitude des dirigeants chinois comme « dangereuse » et contraire aux thèses des 81. « Ils défendent l'idéologie et la pratique du culte de la personnalité qui a fait tant de mal... Ils défigurent l'idéal du communisme », déclare la résolution finale. Et Maurice Thorez s'emporte contre les « propos outranciers et tout à la fois pitoyables et risibles des dirigeants chinois » contre le parti français accusé d'avoir défendu les positions de l'impérialisme. « Ils utilisent toutes sortes de renégats et d'aventuriers au service de leur entreprise scissionniste. Leur seul but est de nuire au mouvement communiste. »

Pendant ces trois années, le conflit sino-soviétique n'en alimente pas moins l'un des courants d'opposition à la direction du parti. A l'origine un seul de ses dirigeants un peu notable, Arthur Giovoni, ancien député de la Corse, avait critiqué l'attitude des dirigeants français à travers celle de Khrouchtchev. A l'opposé, il sera reproché à la direction d'avoir fui la discussion et Maurice Thorez s'en défendra en affirmant que les premiers débats sur l'attitude chinoise avaient eu lieu dès 1959.

Le conflit sino-soviétique n'est pas, entre les deux congrès, le seul thème de l'opposition ou plutôt des oppositions au parti; qu'elles se situent à l'intérieur, aux frontières

ou bien au-delà (6). Prolifèrent les groupes, les livres, les publications, les libelles. Prochinois ou antistaliniens, pro-italiens ou plus simplement antithoréziens, les opposants sont trop dispersés pour qu'ils puissent troubler profondément le parti. S'agissant des intellectuels ou des étudiants — dont les premiers désaccords sont ébruités à la fin de 1962 — la direction s'arme de patience; elle a une longue habitude de ce genre de querelle. Mais avec l'âge et les circonstances, elle est moins prompte à briser qu'autrefois. C'est la politique du gant de velours qui fait passer la discipline de fer.

La direction est d'autant moins portée à faire un éclat que le parti pratique avec une ardeur nouvelle la politique de la main tendue : aux catholiques comme aux socialistes, aux adversaires du pouvoir personnel comme à ceux de l'O.A.S., à toute la gauche même qu'il rencontre dans les « colloques juridiques ». Pour la première fois depuis l'avènement de la Ve République, il n'est plus isolé lors des consultations; il répond « oui » comme tout le monde ou presque au référendum du 8 avril 1962 sur le cessez-le-feu et l'indépendance de l'Algérie et « non » comme toute la gauche au référendum du 28 octobre sur l'élection du président de la République au suffrage universel. Aux élections qui suivent, il fait ce qu'il n'avait jamais consenti, ni même songé à faire, depuis qu'il existe : il retire des candidats arrivés avant les socialistes, mais politiquement moins bien placés qu'eux pour l'emporter au second tour. La base grince. Mais quel sacrifice ne ferait-on pas pour que, vieux de quarante ans, le rêve devienne enfin réalité! Au demeurant, le parti, qui gagne des voix en valeur absolue et surtout en pourcentage, offre à ses militants d'autres réconforts. En dépit des oppositions qui le tancent de gauche et de droite, d'une opinion démobilisée et d'une direction qui ne rajeunit pas, il ne se porte pas trop mal. Dans son rapport au XVIe Congrès, Waldeck Rochet affirme qu'il a gagné 30 000 adhérents de 1961 à 1964.

Mort de Thorez.

Ni une réforme assez formelle des statuts, ni la nomination de deux « jeunes » au Bureau politique, Roland Leroy

et René Piquet, ni même la nomination de Waldeck Rochet au secrétariat général ne modifient vraiment la physionomie et l'esprit du parti qui, alors même qu'il s'entrouvre à l'extérieur, ne se démocratise guère à l'intérieur (7).

Devenu nº 1 *bis* du parti, Waldeck Rochet est un robuste paysan bourguignon « monté » à Paris en passant par Moscou. Il y a suivi pendant un an les cours de l'école Lénine. Mais en dépit de cette solide formation, sa promotion est lente dans l'appareil du parti. Longtemps secrétaire de la section agraire du parti, il n'entre au Comité central comme suppléant qu'en 1936 et comme titulaire en 1945. Et c'est dix ans plus tard seulement, à cinquante ans, qu'il apparaît comme l'un des « dauphins » possibles. Encore n'accède-t-il au secrétariat qu'en 1959. Il vient alors aussitôt après Maurice Thorez et Jacques Duclos. En 1961, le poste de secrétaire général adjoint est créé pour lui et il ne fait plus de doute qu'il est le successeur désigné de Maurice Thorez.

Un visage tout en bosses et une voix en rocaille, il a gardé sous un aspect rude la finesse de ses origines paysannes. Agrégé tardivement à la vieille garde thorézienne, il a la confiance du noyau dirigeant. Mais sans nécessairement y réussir, il a le souci d'ouvrir et de rajeunir le vieux parti. On le dit volontiers distrait; il est surtout prudent. La réforme qui a voulu faire du Bureau politique (8) et non plus du secrétariat l'organisme essentiel a établi une certaine direction collégiale. Le nouveau secrétaire général n'y dispose pas nécessairement de la majorité, mais il y jouit de la totale confiance de Maurice Thorez. Deux mois plus tard, il perd son maître.

C'est en allant passer ses vacances à Yalta que Maurice Thorez meurt subitement le 11 juillet sur le paquebot soviétique *Litva*. S'il avait eu à choisir sa mort, sans doute n'aurait-il pas refusé celle qui l'a saisi sur le chemin de son autre patrie.

Avec la mort de Maurice Thorez, c'est une époque du parti communiste français qui s'achève. Membre du Comité central depuis quarante ans, secrétaire général depuis une trentaine d'années, il en a vécu l'enfance et assuré la maturité, incarné les succès comme les vicissitudes; il s'est finalement identifié à son parti au point que, sacrifiant quelque peu au culte de la personnalité, la propagande

communiste glorifia volontiers après la guerre « le parti de Maurice Thorez ».

Pour asseoir ou défendre son autorité et celle de son équipe, il dut plus d'une fois livrer de sourdes batailles à des rivaux dont il avait à se défier, Henri Barbé, Jacques Doriot, André Marty, mais aussi à des hommes plus proches de lui et dont il avait fait la carrière, Pierre Hervé, Auguste Lecœur, Marcel Servin, Laurent Casanova. Même l'amitié ne résiste pas à la discipline. Militant appliqué alors même qu'il était au sommet des responsabilités et des honneurs, il sut toujours, pour vaincre, rechercher l'appui de la base; internationaliste et naguère « meilleur disciple de Staline », il a été l'exécutant fidèle de la politique de l'Internationale qui l'avait choisi, formé, soutenu. Ainsi put-il venir à bout, non sans peine parfois, d'opposants moins populaires ou plus inconstants que lui.

Pédagogue inlassable, il enseigna la révolution faute de la pratiquer et, faute de la rénover, il mit la doctrine en formules simples. Enfin si, bon léniniste, il plaça constamment l' « organisation » au commencement et au centre de toute action, elle fut aussi la raison et le secret de son long pouvoir; il passa sa vie à organiser ou réorganiser son parti qui, pour lui plus que pour tout autre, fut vraiment, comme on l'a écrit, son ordre, sa famille et sa patrie.

Une telle vie tout entière consacrée à une seule tâche pose bien des questions que l'Histoire — ou l'avenir — n'a pas encore tranchées.

Maurice Thorez a largement contribué à faire du parti communiste « le premier parti de France ». Mais cet instrument, bien tenu en main depuis tant d'années, qu'en a-t-il fait, fût-ce au service du mouvement communiste international? Hormis la vie brève du Front populaire voulu par lui autant que par Moscou, il n'a influencé positivement ni le cours de la politique française ni le rapport des forces dans le monde. Il s'est voué, dès l'origine, à la défense de l'Union soviétique. Mais il n'a pu empêcher ni la non-intervention en Espagne, ni l'accord de Munich, ni le pacte Atlantique. Tant d'efforts, d'intelligence, de dévouement, de sacrifices même ont-ils été finalement si efficaces?

En dépit de sa force de persuasion, ou à cause d'elle, Maurice Thorez a-t-il suffisamment écouté à la fin de sa vie

ceux qui voulaient « ouvrir » le parti, assouplir sa tactique, infléchir son orientation, surtout après le XXe Congrès du parti communiste de l'Union soviétique de 1956? Les opposants d'alors auraient voulu que sa retraite suivît la mort et la condamnation de Staline. Mais le parti aurait-il gagné en rayonnement ce qu'il aurait perdu en rigueur? Outre que préserver l'appareil est le souci majeur de tout dirigeant de parti, on ne voit pas clairement quelle clientèle nouvelle un parti communiste plus démocratique aurait attirée. La gauche socialiste n'a jamais été séduite par lui et, finalement, seul le gaullisme l'a fait reculer électoralement depuis 1958.

Adversaires et dissidents lui ont fait grief d'être attaché inconditionnellement à l'Union soviétique. Certains lui ont même reproché de n'avoir été de 1930 à 1940 que l'exécutant des ordres du délégué du Komintern, c'est-à-dire de Staline (9). Ce n'est pas qu'il n'eût quelquefois à discuter avec Moscou, qui jusqu'en 1933 n'avait d'yeux que pour le parti communiste allemand et qui en 1939 n'en eut apparemment que pour Hitler. La voie nationale et unitaire que Maurice Thorez prétendait tracer à ses meilleures heures vers le communisme ne pouvait être aisément comprise de l'Internationale. Mais il n'a pas réussi à influencer le mouvement communiste dans le monde. Staline tenait à lui, mais ne l'écoutait guère. Et ses amis comme ses ennemis ont pu voir comme le symbole d'une éternelle fidélité dans le fait que son dernier voyage — comme le premier en 1925 — aura été pour l'Union soviétique.

NOTES

(1) « Le Référendum et les élections de 1958, *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 109 (Armand Colin), p. 138.

(2) Raymond Guyot, *Cahiers du Communisme*, octobre 1958.

(3) Le Référendum et les élections de 1958., *op. cit.*, p. 329.

(4) Cf. *Le Droit à l'insoumission (le dossier des 121)* (Maspero). Les neuf communistes signataires sont : Jean Baby, François Maspero, Georges Mounin, Hélène Parmelin, Édouard Pignon, Marc'o, Saint-Saëns, J. P. Vernant et René Zazzo.

(5) Sur les 4 996 474 « non », on estime qu'un cinquième émane de partisans de l'Algérie française (cf. « Le Référendum du 8 janvier 1961 », *Cahiers de la Fondation nationale des sciences politiques*, n° 119). Le Nord

communiste n'a pas voté « non ». Comme il est des radicaux et des socialistes pour avoir voté « non », notamment dans le Sud-Ouest, le parti communiste ne retrouve pas tous ses électeurs déjà fort disséminés de 1958. Nombre d'entre eux, pris entre la fidélité à leur parti et leur désir de paix, ont certainement fourni une part des 2 millions d'abstentionnistes supplémentaires entre le référendum du 28 septembre 1958 et celui du 8 janvier 1961.

(6) Voir en annexe les groupes et les publications de l'opposition communiste au parti.

(7) « Développer la démocratie dans notre parti, ce n'est pas admettre, comme nous le proposent certains, une espèce de libéralisme bourgeois. Développer la démocratie, c'est en fait créer les conditions pour une participation de plus en plus active de chaque adhérent à la vie du parti. » *(Rapport de René Piquet au XVIIe Congrès.)*

(8) Le Bureau politique :

Membres titulaires : Maurice Thorez, Waldeck Rochet, Gustave Ansart, François Billoux, Jacques Duclos, Étienne Fajon, Benoît Frachon, Georges Frischmann, Roger Garaudy, Raymond Guyot, Paul Laurent, Georges Marchais, Georges Seguy, Jeannette Vermeersch.

Membres suppléants : Roland Leroy, Henri Krasucki, René Piquet, Gaston Plissonnier.

Secrétariat :

Secrétaire général du parti : Waldeck Rochet.

Secrétaires du Comité central : Georges Marchais, Roland Leroy, René Piquet, Gaston Plissonnier.

(9) Cf. André Ferrat dans la chronique qu'il a consacrée au premier tome de cette histoire dans *preuves* de février 1964.



Sixième partie

Le Parti

1.

L'organisation

Le parti est organisé de bas en haut en cellules, sections et fédérations dont les délégués constituent le Congrès, « la plus haute instance du parti », sur lequel repose une autre architecture comprenant de bas en haut le Comité central et le Bureau politique. De la base au sommet, cette pyramide est fondée sur le « centralisme démocratique ». En droit, chaque organisme émane du précédent par voie d'élections; en fait, et aux termes mêmes des statuts, les organismes supérieurs interviennent directement et doublement dans le choix des dirigeants des organismes inférieurs. Outre que les décisions des premiers sont « obligatoires » pour les seconds (art. 5) et qu'ils proposent eux-mêmes des candidatures (art. 43), il existe à tous les échelons des « commissions de candidature » qui établissent des listes de candidats en nombre égal à celui des dirigeants à choisir. Plus que d'élection, il s'agit de cooptation.

Autre originalité du parti, l'existence de *cellules* qui lui permettent d'être au contact direct de la population, du moins quand elles sont vraiment implantées dans les divers milieux sociaux. C'est en effet à ce niveau que les communistes doivent encadrer, soutenir ou même animer les organisations dites de masse.

Il y a trois sortes de cellules. La première, non pas en nombre mais en valeur et dignité, est *la cellule d'entreprise* sur le lieu même du travail. Si la dimension de l'entreprise l'exige, les cellules peuvent être des cellules d'atelier, d'équipe, de chaîne même ou de bureau. Seconde du genre,

la cellule locale groupe les communistes d'une petite localité, d'un quartier, d'une rue ou d'un immeuble, voire même d'un escalier, quand ils ne peuvent adhérer à une cellule d'entreprise. Enfin les communistes d'un village ou de plusieurs s'organisent en *cellules rurales.*

En 1964, il y avait au total 18 500 cellules, en augmentation de 2 200 depuis le congrès de 1961, dont 1 240 pour les seules cellules d'entreprises. Mais celles-ci, malgré tous les efforts du parti, demeurent moins nombreuses que les deux autres catégories. En 1962, il y avait 7 688 cellules locales, 4 810 cellules rurales et 4 534 cellules d'entreprises.

En vertu des statuts, la cellule qui comprend au moins trois membres « contribue à l'élaboration de la politique du parti et en assure la réalisation pratique ». Plus que le premier, le second terme rend compte de la réalité. Dans les temps ordinaires, nombre de cellules vivent au ralenti. Mais elles doivent se réunir au moins une fois par an en « assemblée de cellules » pour élire le bureau et le secrétaire.

Cette première élection, source apparente du pouvoir dans le parti, a nécessairement lieu en présence du délégué, c'est-à-dire le plus souvent du secrétaire de la section. Le choix de la cellule implique son accord, et son activité appelle bien souvent sa participation. Le bureau qui en principe se réunit une fois par semaine comprend le trésorier qui a la tâche ingrate de faire rentrer les cotisations dont la cellule conserve pour elle-même un quart, les trois autres allant à la Section, à la Fédération et au Comité central.

Les cellules sont groupées en sections, soit dans le cadre d'un certain territoire (ville, quartier, canton), soit plus rarement dans celui d'une grande entreprise. Si celle-ci n'est pas assez importante, on y constitue un *comité de parti* qui, composé des secrétaires de cellules, coordonne leur travail sous le contrôle de la section locale. Et dans les villes où il y a plusieurs sections, un *comité de ville* peut être constitué pour coordonner leur activité.

Là encore la règle démocratique paraît jouer puisque le bureau et le secrétaire de la section sont élus par le *comité de section,* lequel est élu une fois l'an par la *conférence de sections,* laquelle comprend des délégués élus par les assemblées de cellules. Mais, en fait, la conférence déli-

bère et décide en présence d'un représentant de l'instance supérieure, c'est-à-dire de la Fédération.

Le choix du secrétaire de section, de préférence un ouvrier, est de la plus grande importance. Sans être un permanent du parti, il en dirige l'activité sur tout le territoire de sa section. Non seulement il anime ou réanime les cellules, assume avec ses adjoints la responsabilité de la propagande et de l'organisation, mais encore il assure la liaison avec les « organisations de masse » et contrôle les élus locaux. Le comité de section peut même réunir exceptionnellement tous les communistes habitant sur son territoire, y compris ceux qui sont organisés dans des entreprises ne dépendant pas de la section.

Le même schéma vaut pour la fédération départementale : les conférences de sections élisent des délégués qui constituent la *conférence fédérale*, laquelle élit chaque année le *comité fédéral*, lequel élit le *bureau* et le secrétariat. Mais c'est le Comité qui fixe en fait la composition de la conférence chargée de le désigner. En outre, un membre du Comité central suit de près les travaux de la conférence, préside la commission politique, prononce le discours de clôture qui fixe la ligne de la fédération. Entre-temps, les discussions et les critiques auront pu être libres tout en étant limitées à l'action de la fédération.

Le *comité fédéral* se réunit en principe tous les mois et le *bureau* toutes les semaines. Mais dans les grosses fédérations qui disposent d'une administration, le bureau et le secrétaire sont permanents.

Le *secrétaire fédéral* joue un rôle capital. Désigné en droit par le comité fédéral, il l'est en fait par la direction du parti; les statuts précisent d'ailleurs que sa candidature doit être « ratifiée » par le Comité central. Il est choisi avec soin et changé sans ménagement. La plupart sont à dessein d'origine ouvrière : en 1964, il y avait parmi eux 71 ouvriers d'industrie et 4 ouvriers agricoles, 10 employés, 5 enseignants, 2 techniciens et 2 agriculteurs. La plupart ont entre trente et quarante ans et sont fréquemment renouvelés. De 1961 à 1964, 22 d'entre eux ont été remplacés. Mais s'il leur est beaucoup demandé, il leur est beaucoup donné. Assisté dans les grandes fédérations d'un secrétaire à l'organisation et d'un secrétaire à la propagande, disposant de moyens importants, d'une commis-

sion de contrôle financier, aidé par le Comité central et contrôlé par un de ses membres, il est responsable de tout.

Le parti dispose ainsi dans chaque département d'une solide armature. Pour mieux l'adapter, il a été amené, avant même la réorganisation de la région parisienne et la préfigurant, à créer quatre fédérations dans le département de la Seine : Paris, Seine-Sud, Seine-Ouest, Seine-Nord-Est et deux en Seine-et-Oise. En outre a été créée de plus longue date une fédération du Nord maritime à cheval sur la côte du Pas-de-Calais et celle du Nord. Au total, le parti a 94 fédérations.

Les instances nationales.

Au-dessus de la pyramide des cellules, des sections et des fédérations, il y a celle du Congrès, du Comité central et du Bureau politique.

Aux termes des statuts, le *Congrès* « est la plus haute instance du parti ». C'est en effet de lui qu'émane théoriquement tout pouvoir. Mais moins que d'une session parlementaire, il s'agit d'une récollection rituelle où les cadres se retrempent dans une atmosphère communautaire à la fois studieuse et joyeuse et se pénètrent des vérités de foi. Les véritables discussions et décisions interviennent avant.

Composé de délégués élus par les conférences fédérales en proportion de leurs adhérents, il est convoqué en principe tous les deux ans. Mais depuis la guerre, il s'est plus souvent écoulé trois ans entre deux réunions et même quatre (entre le XIIe et le XIIIe). Entre les congrès, s'il le faut, la direction peut convoquer une *conférence nationale.* Pour la direction, le Congrès est une occasion de faire le point de l'action passée du parti et de modifier s'il le faut les organismes dirigeants.

Le *comité central* est « l'organisme supérieur du parti dans l'intervalle des congrès ». Il est élu par le Congrès mais, plus que pour le comité fédéral, la direction veille de près au choix des « candidats ». C'est-à-dire des membres. Leur nombre est variable et leur renouvellement fréquent. En 1965, il y a 70 membres titulaires et 23 membres suppléants.

Si aux termes des statuts « le Comité central dirige l'activité politique, idéologique et le travail d'organisation du parti », le pouvoir de ses membres est moins collégial qu'individuel. Chacun d'eux a une responsabilité déterminée, soit au siège du parti, soit auprès des fédérations, soit dans les fédérations elles-mêmes. Fonctionnaires sédentaires ou *missi dominici*, l'âge en moins, ce sont un peu les cardinaux de l'Église communiste.

Deux organismes réduits mais importants flanquent le Comité central, eux aussi désignés par le Congrès : la *commission de contrôle politique* qui instruit et juge les procès des infidèles ou des incertains et la *commission de contrôle financier* qui surveille les fonds et les affaires du parti.

Enfin le Comité central élit en son sein le *Bureau politique* et un *Secrétariat*. La composition et les pouvoirs réels de ces deux organismes ont pu varier selon les époques. Mais l'un et l'autre constituent le noyau dirigeant du parti. Ils sont élus, mais sur proposition de la direction sortante, autant dire qu'ils sont cooptés. Il va de soi qu'aussi longtemps qu'a vécu l'Internationale, les membres du Bureau et du Secrétariat devaient aussi avoir la confiance de Moscou.

A ces deux pyramides, l'une à la base et l'autre au sommet, qui groupent déjà des milliers de cadres actifs et des dizaines de dirigeants appointés, bref des professionnels de la révolution, s'ajoutent d'une part une administration centrale des plus complètes et des organisations parallèles des plus étendues. Ainsi le parti est-il animé d'un double mouvement : l'un centripète et bureaucratique qui ramène tout à lui, l'autre centrifuge et plus démocratique qui va du noyau vers les masses.

L'appareil administratif comprend des *commissions centrales* qui étudient et préparent les décisions et des *sections centrales* qui sont chargées de les exécuter. Chacune est spécialisée dans un domaine particulier : organisation, propagande, jeunesse, femmes, syndicats, outre-mer, armée.

Les organisations de masse plus ou moins parallèles englobent les activités politiques, sociales ou professionnelles les plus diverses au sein desquelles les communistes agissent aux côtés de non-communistes. Elles vont des femmes aux anciens combattants en passant par les com-

merçants et les locataires. Quant aux jeunesses, le parti lui-même a quelque peu flotté. Après avoir transformé en 1945 les Jeunesses communistes en « Union de la jeunesse républicaine de France » (U.J.R.F.), véritable mouvement de masse, il est revenu en 1956 à « l'Union des jeunesses communistes », antichambre du parti.

Mais si, les jeunes mis à part, cette structure « capillaire » irrigue l'ensemble du corps social, il est difficile d'apprécier l'exacte représentation et l'efficacité de ces mille et un groupements. Le parti, comme ses adversaires a tendance à les exagérer.

La structure du parti et de ses organisations tend en tout cas à en faire une société complète, totale, où chaque individu et chaque communauté sont encadrés, instruits, dirigés en vue d'un but commun qui, selon le préambule des nouveaux statuts, est « la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

2.

Le Parti et les classes

En vingt ans, de 1945 à 1965, le parti communiste français a perdu de nombreux électeurs et plus de la moitié de ses adhérents. Mais il est demeuré le parti le plus important, le plus jeune, le plus ouvrier. Il est, il veut être, aux termes mêmes de ses statuts, « le parti de la classe ouvrière de France ».

En bonne doctrine, il n'y a que trois classes représentées par le propriétaire du terrain, le patron et l'ouvrier qui vivent respectivement de la rente, du profit et du salaire (1). Mais il n'en est qu'une tout à la fois engagée à fond dans le processus de production et en partie privée du fruit de son travail : la classe ouvrière dont le parti communiste veut être l'avant-garde. Encore faut-il entendre l'expression au sens le plus étroit. « Seule une classe déterminée — à savoir les ouvriers des villes, et en général les ouvriers d'usine, les ouvriers industriels — est capable de diriger toute la masse des travailleurs et des exploités (2). » Eux seuls sont en effet des producteurs de plus-value; eux seuls sont victimes de cette aliénation qui est au cœur même de la doctrine marxiste.

Ainsi la classe ouvrière ne se définit-elle pas par l'idéologie ni même par le niveau de vie, mais par la place qu'elle occupe dans les rapports de production. Un intellectuel peut être animé d'une conviction, d'une volonté, d'une ardeur révolutionnaire sans égale; il n'appartient pas à la classe à laquelle revient la responsabilité première du combat révolutionnaire; un ouvrier travaillant dans une indus-

trie de pointe peut avoir le niveau et le genre de vie d'un bourgeois moyen; il n'en est pas moins appelé à diriger l'action révolutionnaire des masses (2 *bis*). Dans la page de *l'Humanité* consacrée à la déclaration d'impôts de 1964, il est indiqué en gros caractères sur quatre colonnes : « Si vous êtes petit PROPRIÉTAIRE de votre logement ou maison (même de plaisance). » La parenthèse a son prix qui n'efface pas la petitesse supposée de la résidence secondaire. L'ouvrier qui en possède une a pourtant en principe une vocation révolutionnaire supérieure à celle de l'employé qui n'en a pas.

Il existe certes des couches salariées en dehors des ouvriers d'usine. Elles sont même de plus en plus nombreuses au fur et à mesure que se développe le secteur tertiaire. Mais comme elles ne sont pas engagées dans le processus de production, elles n'ont pas leur place dans la classe ouvrière. Elles n'en sont que les alliées. Ni les employés ni les fonctionnaires ne sont des ouvriers au sens du marxisme-léninisme. Moins encore les petits paysans. Mais tous ensemble sont nécessaires au combat révolutionnaire car la classe ouvrière ne peut vaincre seule.

Cette théorie se traduit dans la composition sociale du parti, plus précisément de la masse de ses cadres, différente de celle de ses adhérents et plus encore de celle de ses électeurs.

Sur les 776 délégués au congrès de 1964, il y avait 433 ouvriers, soit 55,8 %. Parmi eux, il y avait 369 salariés du secteur privé dont 212 des seules industries métallurgiques, soit 27,3 %. Proportion élevée puisque dans l'ensemble du pays les ouvriers des mêmes industries représentent moins de 17 % des 11 174 000 salariés (3). Après les « métallos », aristocratie dirigeante du parti, viennent les ouvriers du bâtiment et les mineurs, les premiers proportionnellement moins représentés au Congrès que les seconds. Enfin, 64 délégués étaient des ouvriers du secteur nationalisé.

Bien qu'ils ne soient pas considérés comme faisant partie du prolétariat, même en faux col, les employés sont nombreux dans les cadres du parti; il y en avait 1 pour 3 ouvriers au dernier congrès. Les fonctionnaires, qui en s'en distinguent guère, le sont beaucoup moins; ils étaient 18 sur 776 délégués alors qu'ils sont plus de 2 millions

sur 11 millions de salariés. Plus nombreux qu'eux étaient les paysans, fermiers ou propriétaires : 54 alors que les ouvriers agricoles n'étaient que 14.

Mais il ne suffit pas d'être ouvrier pour être de l'avant-garde, encore faut-il combattre dans le parti. Inlassablement depuis qu'il s'est bolchevisé, le parti a exhorté ses membres à militer dans les cellules d'entreprises, c'est-à-dire en première ligne, de préférence à l'arrière dans les cellules locales. Or, au Congrès, 378 seulement étaient délégués par les premières et 332 par les secondes tandis que 66 l'étaient par les cellules rurales. Ces chiffres illustrent la difficulté qu'après quarante ans de luttes le parti éprouve encore à s'implanter là où la conscience de classe doit se nourrir.

Encore la composition sociale du parti se modifie-telle au fur et à mesure que l'on descend la pyramide. Au sommet la quasi-totalité des dirigeants sont d'origine ouvrière et, même s'ils sont devenus des fonctionnaires de la révolution, leurs responsabilités les ramènent au contact du milieu ouvrier. A l'échelon des cadres, on vient de le voir expérimentalement, les ouvriers demeurent en majorité, mais les diverses couches sociales sont mieux représentées. Au niveau des adhérents, l'élément ouvrier devient minoritaire.

Selon un sondage opéré en 1959 par le parti lui-même sur 100 000 adhérents, le pourcentage d'ouvriers du secteur privé serait de 40,3 (contre 47,5 % pour les cadres). La comparaison pour l'ensemble de la classe ouvrière « productive » est impossible, les ouvriers du secteur public ne faisant qu'une catégorie avec les fonctionnaires.

Mais plus frappante est la faible proportion d'adhérents inscrits dans les cellules d'entreprises : 25 % alors que le pourcentage était exactement le double pour les cadres en 1964. Entre-temps, il est vrai, le parti a fait un effort constant « pour toujours mieux implanter ses cellules au cœur même de la classe ouvrière, là où elle affronte journellement le patronat, là où elle est exploitée et se bat ».

L'électorat.

Parti ouvrier, le parti communiste n'est pas tout entier ouvrier et il ne représente pas la classe ouvrière tout entière. La composition de son électorat, à la base même

de la pyramide, le démontre bien. Les monographies, encore insuffisantes en nombre, qui ont été faites depuis la guerre ont permis d'établir quelques lois et notamment celle de la constance des tempéraments de certaines régions, professions ou familles. Seconde loi fort importante : le vote communiste des ouvriers, à situation égale dans le processus de production, est d'autant plus étendu que le milieu ouvrier est plus dense, plus homogène. Le même salarié votera plus facilement communiste dans un quartier très ouvrier que dans un quartier bourgeois; il subit un certain « effet d'entraînement ». Le conditionnement psychologique est donc également un facteur de l'attitude électorale.

Autre observation : si la classe ouvrière se différencie économiquement selon le développement technologique des entreprises ou des branches industrielles, l'action politique et surtout syndicale n'est pas moins forte dans les secteurs les plus développés que dans les autres. Tout au contraire elle paraît mieux organisée, plus unanime dans les industries de pointe que dans beaucoup d'autres. Si cette loi pouvait être vérifiée avec certitude, elle prouverait que le parti communiste n'a pas trop à redouter de la naissance d'une « nouvelle classe ouvrière ».

Enfin, il n'existe pas de loi des vases communicants entre les deux partis ouvriers. D'une élection à l'autre, il y a fort peu de socialistes qui votent communiste, ou inversement. Chacun de ces partis a sa clientèle, ses traditions régionales et souvent même locales. Les communistes sont les premiers à reconnaître et à déplorer que les ouvriers du textile ont été marqués à jamais dans le Nord par le « guesdisme ».

M. Mattei-Dogan a abouti à un certain nombre d'analyses et de conclusions qui donnent au moins un ordre de grandeur du vote de la classe ouvrière; cette catégorie comprenant les travailleurs manuels de l'industrie, des mines et des transports ainsi que leurs épouses et les retraités de ces mêmes secteurs d'activité (4).

Dans les 28 départements les plus industriels, où le pourcentage de la main-d'œuvre ouvrière est supérieur à la moyenne nationale, 47 % des ouvriers ont voté pour le parti communiste en 1956. Dans les 62 villes de plus de 50 000 habitants, ce pourcentage est de 45 %. Enfin,

pour Paris, il serait de 50 à 60 %. Il en va autrement en banlieue. Dans 15 communes de plus de 20 000 habitants où les ouvriers constituent plus de la moitié de la population masculine active, les 2/3 des électeurs de condition ouvrière ont voté communiste et les 4/5 des électeurs communistes appartiennent à la classe ouvrière.

M. Joseph Klatzmann, à partir d'une autre méthode, aboutit à des pourcentages plus élevés : toujours en 1956, les 2/3 des ouvriers de la capitale auraient voté communiste, cette proportion tombant à 50 % environ dans les arrondissements bourgeois pour approcher 75 % dans les arrondissements ouvriers. Il en résulte que plus des 3/4 des voix obtenues par les listes communistes proviennent d'électeurs ouvriers (5). Même résultat selon la même méthode à Marseille : le pourcentage d'ouvriers votant communiste pourrait tomber nettement en deçà de 60 % dans les arrondissements bourgeois et s'élever à plus de 75 % dans les arrondissements prolétariens (6).

La différence des résultats provient de ce que M. Mattei-Dogan est parti de la population active totale alors que M. Klatzmann n'a considéré que la population active masculine. Mais l'une et l'autre méthode donnent un ordre de grandeur.

Même dans les villes ou régions les plus ouvrières, le parti communiste est donc loin de recueillir tous les suffrages de la classe ouvrière. Dans l'ensemble du pays, il en obtiendrait de 40 à 50 % et selon M. Mattei-Dogan le pourcentage serait même tombé à 36 % lors du scrutin de 1958. Aux mêmes élections, 19 % des ouvriers auraient voté pour les socialistes et 45 % pour d'autres partis dont probablement 15 % pour l'U.N.R. A Paris, s'il l'on suit M. Klatzmann, trois ouvriers seulement sur dix n'auraient pas voté communiste, un votant pour les socialistes et deux pour d'autres partis.

Détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, le parti communiste doit être selon le *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels « la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui entraîne toutes les autres ». Résolu, le parti communiste n'a cessé de l'être en théorie, en esprit et en fait. Mais il n'a pas réussi à entraîner les autres fractions de la classe ouvrière. Lénine lui-même ne pensait pas qu'en régime capitaliste cette

classe tout entière soit « un jour en état de s'élever au point d'acquérir le degré de conscience et d'activité de son détachement d'avant-garde ». En revanche, ce parti a su s'attacher des fractions d'autres classes ou couches sociales dont il estime que le sort est lié à celui de la classe ouvrière et l'alliance nécessaire à son combat.

Le corps électoral du parti communiste comprendrait en effet, selon des sondages, d'une part 38 % d'ouvriers de l'industrie, 8 % d'ouvriers agricoles, 8 % d'employés et 5 % de fonctionnaires, soit 59 % de travailleurs salariés; d'autre part 5 % d'exploitants agricoles, 5 % de rentiers et retraités, 3 % de membres des professions libérales et d'étudiants, 1 % de cadres et d'industriels. Enfin, outre 5 % d'électeurs « divers », il y aurait 22 % de femmes sans profession (6 *bis*).

L'électorat paysan du parti est significatif. Si 5 % de ceux qui votent communiste sont des exploitants, il en résulte qu'un peu plus de 8 % de ces derniers votent communiste (7), alors que 7,5 % seulement votent socialiste. Plus caractéristique est le fait que ce sont les régions de faire-valoir direct qui sont plus à gauche que les régions de fermage. En 1951, le département le plus rouge de toute la France a été la Corrèze (40,4 %) où les 7/8 des 25 000 exploitants sont des propriétaires; en 1956, ce fut la Creuse (43,1) % où les 3/4 des exploitants sont des propriétaires. Surface moyenne : 12 hectares.

Les régions rurales les plus communistes — Centre et Sud-Ouest — ont toujours voté le plus à gauche possible. Des raisons historiques, politiques mais aussi sociales et économiques l'expliquent. La structure égalitaire de la petite propriété et son ancienneté sont propices à un comportement démocratique, voire révolutionnaire. Ne subissant depuis plusieurs générations aucune sujétion sociale ou religieuse, rien ne retient le petit propriétaire de se porter aux extrêmes. Et tout l'y pousse si l'on considère sa situation économique. Possédant un capital foncier insuffisant, il ne peut ni l'agrandir, ni le renouveler, ni même l'entretenir. Il est plus que le fermier « le prolétaire oublié du monde paysan ».

Tradition politique et condition économique se conjuguent pour faire, non sans paradoxe, du paysan communiste un militant et même un électeur plus révolution-

naire que l'ouvrier communiste et plus confiant dans son parti.

Mais ouvrier, paysan ou petit-bourgeois, l'électeur communiste a des traits communs.

L'électorat du parti se caractérise par une constance remarquable des attitudes politiques et une différence radicale avec celles des électeurs des autres partis. Seul à être à une grande majorité défavorable dès 1950 à l'union européenne; seul évidemment à penser, à une petite majorité en 1953, que le niveau de vie du travailleur français est inférieur à celui du Soviétique; seul à croire, à la majorité des 2/3, qu'en pleine inflation, en 1957, l'augmentation des salaires est sans effet sur les prix; seul à être à la quasi-unanimité partisan dès 1958 de l'indépendance de l'Algérie; seul à souhaiter à la majorité des 2/3 que le général de Gaulle ne reste pas au pouvoir en 1962; seul à juger en 1963 que la France est moins bien gouvernée sous la Vᵉ République que sous la IVᵉ (8). Le corps électoral des autres partis se situe chaque fois dans le camp opposé et se trouve beaucoup plus partagé. Celui du parti communiste reflète, il est vrai, plus fidèlement l'opinion des dirigeants, beaucoup plus par exemple que celui du parti socialiste; il est d'ailleurs celui qui accorde le plus d'importance à la doctrine.

« Si la conscience politique en tant que conscience partisane existe, il semble que l'on puisse dire... que c'est chez les communistes qu'elle se manifeste avec le plus d'éclat », observe Pierre Fougeyrollas (9). Et cette conscience partisane est « en proie à un profond manichéisme : pour elle tout ce qui appartient à la classe ouvrière, au parti communiste et au camp socialiste et tout ce qui les favorise est bon; tout ce qui leur est étranger et s'oppose à leur progrès dans l'Histoire est mauvais (10) ».

Cependant, il est un problème, et non des moindres, pour lequel la réponse de l'électeur communiste ne se distingue pas de celle des autres : celui de l'attitude que devrait avoir la France en cas de conflit mondial et cela à une époque où la question se posait encore : en 1957 comme en 1952, l'électeur communiste demandait comme les autres que la France reste neutre, précisément 74 % en 1952 contre 78 % pour les socialistes et 65 % contre 62 % en 1957. Lors du second sondage, 27 % des commu-

nistes souhaitaient que la France se range du côté de l'U.R.S.S. et 24 % des socialistes du côté des États-Unis.

Enfin il est une dernière question, pierre de touche de l'état d'esprit de l'électeur communiste : est-il révolutionnaire ou simplement réformiste? Or la moitié d'entre eux pensent que des réformes peuvent suffire à améliorer la situation générale et la leur tandis qu'un autre sondage révèle que 54 % seulement jugeraient qu'une République populaire française serait une bonne solution, tandis que 10 % l'estiment mauvaise et que 36 % ne se prononcent pas.

Qu'est-ce à dire, sinon que l'électeur communiste suit plus facilement son parti quand il définit une politique de gauche traditionnelle (le pouvoir d'achat, l'indépendance des peuples d'outre-mer, l'antigaullisme) et moins facilement lorsqu'il trace une ligne proprement communiste (la voie révolutionnaire, l'admiration et le soutien du régime soviétique). La majorité est plus importante pour la première série de questions que pour la seconde.

Ainsi l'on en revient par le biais de l'analyse des comportements à la diversité des origines du parti. Au courant socialiste traditionnel qui s'est détourné par pacifisme et non-conformisme de la S.F.I.O. en 1920 s'est ajouté le courant né de la révolution bolchevique de 1917. Dès le départ, l'un a donné sa masse et son poids au nouveau parti; l'autre son originalité et sa pointe. Mais en plus de quarante ans, le parti socialiste n'a jamais réussi, malgré les vicissitudes et les servitudes du « parti frère », à récupérer ses troupes passées au communisme.

NOTES

(1) M. Bouvier-Ajam et Gilbert Mury, *Les Classes sociales en France* (Éditions sociales).

(2) Lénine, cité in *Les Classes sociales en France.*

(2 *bis*) Selon un sondage de l'I.F.O.P., 35 % seulement des électeurs communistes déclaraient en 1965 un revenu mensuel inférieur à 799 francs en février-mai 1965. Le pourcentage est de 39 % pour les électeurs socialistes, 41 % pour les électeurs radicaux et — probablement en raison du fort pourcentage de femmes — 43 % pour le M.R.P.!

(3) Dans les statistiques de l'I.N.S.E.E., ce pourcentage comprend en effet en plus les industries électriques.

(4) *Les Nouveaux Comportements politiques de la classe ouvrière.* (Colloque de Dijon des 27-28 février 1960) (P.U.F.)

(5) « Les Élections du 2 janvier 1956 », *Cahiers de la Fondation nationale des sciences appliquées*, n° 82 (Armand Colin).

(6) « Géographie électorale des Bouches-du-Rhône sous la IVe République », *Cahiers de la Fondation*, n° 113.

(6 *bis*) Selon un autre sondage de l'I.F.O.P. et selon d'autres catégories, l'électorat communiste comprenait en 1965 51 % d'ouvriers, 17 % d'employés et de cadres moyens, 8 % d'agriculteurs, 5 % d'industriels et commerçants, 2 % de professions libérales et cadres supérieurs tandis que 17 % des électeurs communistes se déclaraient sans profession.

(7) Cf. *Les Paysans et la politique* (Armand Colin), sous la direction de Jacques Fauvet et Henri Mendras.

(8) Selon les sondages de l'I.F.O.P.

(9) *La Conscience politique dans la France contemporaine* (Denoël), p. 45.

(10) *Id.*, p. 46.

3.

Le Parti et les intellectuels

Il a toujours existé un certain état de tension entre les intellectuels communistes et la direction du parti. Plus ouvrier et longtemps plus stalinien que les autres, le parti s'accommode, en effet, assez mal de la liberté d'esprit et de discussion propre aux intellectuels, même communistes. Latente depuis la guerre et la Résistance, qui avaient attiré nombre de jeunes intellectuels au parti, la crise est devenue plus sérieuse au lendemain du XXe Congrès du parti communiste de l'Union soviétique, en 1956, puis des événements de Hongrie. Exclusions et départs l'avaient apparemment réglée.

Le conflit de l'Union des étudiants communistes et, d'autre part, la mort de Maurice Thorez ont donné en 1965 une gravité nouvelle à cette crise aussi vieille que le parti. Il n'est pas douteux qu'en rendant publique en février une lettre qui mettait en cause le fonctionnement du parti, les intellectuels se sont mis en infraction avec les statuts. Mais il est non moins certain qu'en la publiant *l'Humanité* a innové elle aussi. Naguère le parti aurait passé sous silence un document de cette importance ou bien il s'en serait remis à l'avance à l'arbitrage de son secrétaire général.

En 1956, Maurice Thorez s'était refusé au débat public sur la déstalinisation et les leçons à tirer du XXe Congrès : « Certains ont réclamé dans le parti la discussion en permanence de toutes les questions sans exception : comme si nous formions un club, une école de controverse, et non

un détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, un parti d'action et qui se prépare à des tâches révolutionnaires. »

La forme importe ici autant que le fond, ou plus exactement la forme engage le fond.

Pour les communistes, les intellectuels « doivent apporter une contribution efficace au parti en défendant les positions de la classe ouvrière et en s'intégrant dans l'activité générale du parti ». Ainsi s'exprimait Waldeck Rochet en mai 1964 au XVIIe Congrès.

L'histoire de vingt ans de rapports entre les intellectuels et le parti illustre les difficultés et les limites de cette tâche.

La Libération.

La France en liesse fait les comptes de sa libération : dans une atmosphère d'allégresse et de patriotisme, le gouvernement improvise de son mieux; les collaborateurs et les vichystes expient leurs fautes; les clandestins passent joyeusement de l'ombre aux responsabilités. Le parti, traité comme il veut l'être, en vainqueur, est bien, pour un temps, la première formation politique de France.

L'époque restera pour les intellectuels communistes une fête désordonnée. L'*intelligentsia* résistante est fascinée et révérente, la littérature tout entière influencée. Les adhésions affluent; le romantisme y a plus de part, bien sûr, que la lecture du *Capital*. Les camarades de combat, les sympathisants sont nombreux à se présenter; un idéal généreux et imprécis de justice sociale,de ferveur patriotique, de progrès démocratique les entraîne. L'admiration pour l'U.R.S.S. et les F.T.P., la disponibilité des lendemains de victoire et des veilles de régime font le reste. L'âge d'or durera jusqu'en 1947.

Au Comité national des écrivains, Aragon fait bientôt figure d'animateur, puis d'hôte, reçoit avec affabilité, son patriotisme au grand jour. Une bonne partie de la Résistance, celle qui se retrouve au sommaire des *Lettres françaises*, s'unit autour de lui pour requérir contre les écrivains suspectés ou convaincus de faiblesse pendant l'occupation. Au milieu de la fermentation intellectuelle qui

règne, le parti est un pôle d'attraction sans rival; *Les Temps modernes* de Jean-Paul Sartre et Merleau-Ponty veulent « retrouver le marxisme sur le chemin de la vérité actuelle et dans l'analyse de notre temps »; Jean Lacroix, dans *Esprit,* veut le dépasser en tenant compte d'apports comme le freudisme et l'existentialisme et considère que les membres du parti devraient comprendre que « dépasser le communisme et le subordonner sincèrement à l'œuvre à entreprendre ensemble est la seule manière de sauver ce qu'il y a de plus authentique dans le communisme même ». Ils en sont loin. Mais Sartre, alors sceptique à l'égard de la force révolutionnaire du parti, aurait souscrit à cette réflexion de Mounier : « La tentation du communisme est devenue notre démon familier », sans plus y succomber d'ailleurs que le directeur d'*Esprit.*

Le P. C. tire parti avec intelligence de cette faveur ou de cette curiosité et se montre sous un aspect libéral et patriote. Au Xe Congrès, Maurice Thorez souligne l'importance d'une renaissance intellectuelle de la France, qui doit retrouver son rayonnement culturel dans le monde entier. Cogniot veut « engager la lutte contre un système qui laisse en friche l'immense majorité des richesses intellectuelles de la nation ». Garaudy exalte la « tradition rationaliste et matérialiste » française, mécaniste au XVIIIe avec Diderot et d'Alembert, dialectique aujourd'hui, et conclut : « Nous continuons la France sans la dépouiller d'aucune de ses dimensions spirituelles. » Le parti adopte ainsi un ton assez mesuré qui lui amène alors l'adhésion de beaucoup d'intellectuels. Rationaliste et préoccupé d'éducation, il se présente comme un descendant indirect du scientisme du XIXe siècle, et l'héritier lointain du siècle des Lumières. Il ne touche pas tant les « créateurs » connus, et souvent parisiens, que de plus modestes et plus paisibles adhérents, instituteurs et professeurs provinciaux, membres de professions libérales, qu'il conduit droit au marxisme et au P. C. On le retrouve, au fond, dans *La Pensée,* où écrivent nombre d'universitaires communistes et qu'édite le parti. Ce style n'entraîne pas pour autant un grand changement; le P.C.F. est ainsi fait que sans évoluer beaucoup, il insiste selon la conjoncture sur un point différent de son programme, et sur un ton qui varie. Un épisode montre d'ailleurs que les autres problèmes restent pré-

sents, lorsque Garaudy, au même Congrès, critique les peintres du parti, coupables de trop négliger le public et l'inspiration populaire.

Mais s'il est rassurant, le parti veut aussi pousser son avantage; les intellectuels sont organisés par professions, en amicales chargées de les encadrer souplement, et supervisées par une commission dirigée par Berlioz et Cogniot; les hésitants sont sollicités et les rivaux malmenés. C'est, pour une bonne part, l'hebdomadaire *Action* qui s'en charge. De jeunes écrivains et journalistes communistes, anciens résistants, souvent entrés au parti à cette occasion, s'y ébrouent dans une certaine liberté. L'équipe a du talent, du brio, de la vivacité. Roger Vailland, Edgar Morin, Claude Roy, Pierre Hervé, Loys Masson, Pierre Courtade, Rolland, Duvignaud y collaborent. Kriegel-Valrimont, le politique, leur laisse la bride assez lâche. Hervé y suscite des polémiques avec le Père Daniélou et François Mauriac, veut imposer le dilemme aux neutres : « communisme ou désespoir ». Il y engage même une controverse, et ceci marque la fin de la période, avec le tout-puissant Aragon. A la suite d'un article de Garaudy, paru dans *Arts de France*, et auquel Hervé fait une large publicité, Aragon l'accuse dans *Les Lettres françaises* de tolérer que l'art soit une « zone libre », de négliger ainsi ses responsabilités de communiste et de faire preuve d'opportunisme. Il réplique, s'appuyant prudemment sur Lénine, et plaisamment sur Baudelaire, et se met en devoir de montrer qu'on peut trouver dans certains romans d'Elsa Triolet l'atmosphère trouble reprochée à Sartre, et que bien des œuvres d'Aragon lui-même sont d'un grand écrivain, mais ne doivent rien au « réalisme socialiste »; et de conclure : « Y a-t-il une conception du monde communiste qui doit s'exprimer dans l'art? oui; y a-t-il une condamnation à priori par le parti communiste de certains moyens d'expression? non (1). » L'art n'est donc pas une zone libre. Mais le réalisme socialiste n'est pas une recette. Sur le moment, Garaudy fait amende honorable au cours d'une réunion contradictoire qui, elle, n'est pas publique. Hervé s'entête; on le laisse en paix.

La seconde glaciation.

C'est un dernier répit, car la « seconde glaciation stalinienne », comme la nomme Edgar Morin, n'est plus loin. Les dissonances, les amitiés éclectiques, la liberté de ton qui avaient cours pendant les plus vives algarades vont disparaître. Déjà, les existentialistes se voient reprocher de façon acerbe leurs pensées confuses et leurs mœurs blâmables. Il est d'ailleurs vrai que *Les Temps modernes* ne trouvent leur voie qu'avec un premier sujet d'indignation et objet de démystification, les débuts de la guerre d'Indochine. La littérature américaine est chargée de tous les péchés : l'œuvre de Miller est définie par l'abjection et la frénésie sexuelle, le désespoir et le mysticisme, et, comme « un produit dérivé, bien venu de la bombe atomique (2) ». Pour finir, il est décidé que les Hemingway et Dos Passos n'auront plus de talent. Mais le parti reste aussi le foyer de la pensée scientifique, le rassemblement de la littérature résistante. Des chrétiens comme Martin-Chauffier, des progressistes comme Vercors, des idéalistes comme Cassou, qui en est le directeur, voisinent à la revue *Europe* avec Aragon ou Eluard.

Le tournant est pris au congrès de Strasbourg. Laurent Casanova y présente un rapport intitulé : « Le communisme, la pensée et l'art » qui va inspirer la politique communiste jusqu'en 1954. On décrète une véritable mobilisation du front idéologique. Tout en mettant en garde contre un excessif dogmatisme, le rapport affirme : « Il y a un art réactionnaire comme il y a une politique réactionnaire..., il y a un art d'avant-garde comme il y a une politique d'avant-garde (3). » Les intellectuels communistes doivent s'opposer à la « tentative de dressage de l'esprit français », inspirée de Washington, en fondant leur art sur une création utile au peuple, susceptible de le toucher. L'artiste gardera sa liberté, mais n'oubliera pas ses responsabilités politiques. Cette nouvelle attitude n'est pas du goût de tous. Un article d'Elio Vittorini, paru dans *Esprit*, en janvier 1948, pose nettement le problème : « Seule la culture autonome enrichit la politique, et par conséquent aide objectivement à son action, tandis que la culture politisée, réduite à un

instrument d'influence ou en tout cas privée de sa faculté essentielle qui est de poser des problèmes, ne peut fournir aucun rapport qualitatif et ne peut aider à l'action qu'à la façon d'un employé dans une entreprise (4)... » Et le communiste italien de prôner la tolérance idéologique dans les partis, et l'objectivité en dehors. C'était viser directement les attaques répétées du parti français contre la « littérature de crise » de Sartre, Kafka ou Camus. Ce point de vue n'a évidemment aucune chance d'être adopté. Mais bien des intellectuels communistes français y puisent des arguments pour résister au durcissement qui s'accélère; ils rêvent à ce « protestantisme » défini par Vittorini, qui s'oppose si bien à la théocratie qui se consolide au P.C.F. Mais il ne peut plus y avoir que des escarmouches d'arrière-garde. Au « cercle des critiques », Morin, Antelme, Mascolo, Rolland sont sans pouvoir en face des bataillons de Casanova. Une réunion du ban et de l'arrière-ban des intellectuels, au printemps 1948 (5), ne laisse même pas les « modérés », qui sont nombreux, imposer quelques ménagements. Un projet de lettre à Casanova constitue l'ultime tentative de freiner le mouvement et le premier signe d'un désaccord entre le parti et ses intellectuels. Sans mettre en cause le fond de la politique culturelle : lutte sur les positions du parti, vigueur du combat contre les intellectuels « bourgeois », elle suggère un ton moins brutal, susceptible de ne pas heurter les sympathisants et de ne pas isoler le parti; elle demande en particulier que les critiques cessent d'employer des arguments maladroits et inefficaces dans leur violence (6). Eluard refuse sa signature, Courtade retire la sienne et les inspirateurs renoncent à envoyer la lettre, s'alignent ou s'en vont. Roy s'incline, Marguerite Duras, Duvignaud, Clara Malraux quittent le parti. Ponge, Atlan, Kast s'éloignent.

L'immense majorité obéit. Jusqu'en juin 1953, le front idéologique ne cessera de se durcir et de se fermer : « littérature de parti », peintres « à leur créneau », écrivains transformés en « ingénieurs des âmes », critiques de combat. C'est le jdanovisme; il serait plus exact de parler du stalinisme culturel, dont Jdanov n'a été que le théoricien agressif. Mais le jdanovisme n'est pas pour autant le « monstre imaginaire » dont a parlé Pierre Daix (7); il porte un nom : « le réalisme socialiste » et s'appuie sur

des principes issus du léninisme, mais systématisés, simplifiés, déformés. Contre la littérature dépravée des pays capitalistes, la « forme nouvelle particulièrement répugnante » (Jdanov) de la philosophie bourgeoise, sa science militariste et cléricale, il faut défendre une littérature qui prenne sa place parmi les autres secteurs de production : une littérature éducatrice, sociale, révolutionnaire, réaliste et accessible. C'est cette même théorie qui entraîne Jdanov à exiger contrition et repentir des plus célèbres compositeurs russes : Chostakovitch, Prokofiev, Khatchaturian, Chebaline, etc., qui incite ses disciples à critiquer sans nuances l'art abstrait.

Après le congrès de Strasbourg, les intellectuels français, assez circonspects d'abord, se mettent à l'unisson. Non pas tant par imitation ou servilité que parce qu'au même moment la situation internationale et leur isolement en France les y poussent, et que le parti organise la défense de façon souveraine. Casanova est intronisé et régnera en maître absolu pendant dix ans. Il n'est pas le premier venu. Corse et avocat, il a accompli avant la guerre des tâches discrètes mais fort importantes, a été secrétaire de Thorez, s'est remarquablement battu pendant la guerre. Sa femme était Danielle Casanova, à qui le parti tout entier voue un culte fervent et dont le nom est souvent accolé à celui de Jeanne d'Arc. Membre du Bureau politique, il est l'ami intime et le disciple le plus proche de Maurice Thorez. Le nouveau tuteur a un rang élevé et des aspirations qui ne le sont pas moins. Intelligent, c'est un orateur infatigable, intarissable, un homme de verbe. Son éloquence est assurée, aisée, flexible. Grand et puissant, il a un visage régulier, un peu lourd, autoritaire. A la fois impérieux et habile — dissimulé, disent ses adversaires qui sont nombreux —, il rappelle par plus d'un trait ces cardinaux de curie qui intriguent sans relâche et tranchent sans appel pour ce qu'ils croient être le bien d'une foi dont ils sont les premiers serviteurs et les grands dignitaires.

Il dirige avec Billoux la « section idéologique », organisme centralisateur, qui est d'ailleurs dissocié dès 1952. La section comporte trois branches : l'instruction et l'éducation dans le parti, confiée à Figuères, aidé par Joannès; les problèmes d'enseignement et de recherche scientifique supervisés par Cogniot, et la Commission des intellectuels

que dirige Casanova lui-même, avec Voguet et Annie Besse à la Fédération de la Seine. Des cercles ont remplacé les amicales et regroupent les intellectuels par profession et par spécialité, sous la direction et la surveillance de secrétaires et des directions fédérales. Il y a ainsi un cercle de philosophes, de physiciens, de biologistes, de médecins, de juristes. En décembre 1948, une revue est fondée, *La Nouvelle Critique*, qui sera l'instrument favori du stalinisme culturel. Son premier numéro se déclare prêt à une « bataille idéologique incessante », et sans perdre de temps s'attaque immédiatement aux « productions pornographiques américaines ». De nouveaux noms s'imposent autour de Casanova : Jean Kanapa, rédacteur en chef de *La Nouvelle Critique*, le symbole excessif de sa génération; Daix, qui entre aux *Lettres françaises* quand Aragon en devient le directeur, André Stil. D'autres se rallient et s'engagent à fond comme Courtade et Hervé. Aragon, toujours discipliné, et toujours honoré, qui épouse et illustre sans réticence les tactiques successives, épaule Casanova.

Malgré tout, les intellectuels ne donnent pas satisfaction. La transformation de Tito en fasciste et en agent américain, Prague, les procès les émeuvent. La discipline du parti ne contient pas toujours parfaitement leurs scrupules et leurs questions. L'affaire Lyssenko provoque des remous chez les biologistes du parti. Le Comité central russe et l'Académie des sciences agricoles avaient donné raison pendant l'été 1948 aux théories de Lyssenko, inspirées du généticien Mitchourine et rompant brutalement avec l'école mendélienne. Aragon leur donne un certain retentissement. Le débat s'élargit et, à la fin de 1948, il ne s'agit, rien de moins, que d'opposer une génétique marxiste à une génétique occidentale, puis une science prolétarienne à une science bourgeoise. Marcel Prenant, membre du Comité central et biologiste connu, tente, dans *La Pensée*, de trouver des accommodements. Il ne veut pas manifester de désaccord public, mais n'accepte pas sans des preuves précises des conclusions aussi révolutionnaires. Le parti prend fort mal sa tentative. Au cours d'un discours prononcé salle Wagram le 28 février 1949, Casanova met les choses au point : « Y a-t-il vraiment deux sciences : une science bourgeoise et une science prolétarienne? « Oui, » il y a une science prolétarienne fondamentalement contradic-

toire avec la science bourgeoise qui bâillonne de la sorte les savants. » Prenant a donc tort de vouloir distinguer la recherche théorique de la science appliquée, Cohen se trompe donc en demandant des vérifications : « Entre la génétique traditionnelle et le matérialisme dialectique, un point de rupture existe. Très exactement ce point où le matérialisme dialectique nie la valeur scientifique de l'idéalisme bourgeois; il n'y a pas de synthèse possible. » Au cours du même exposé, Casanova met les intellectuels en garde contre l'esprit de suffisance et leur conseille fermement d'admettre toutes les positions idéologiques du parti. Sans méconnaître les problèmes d'adaptation qui peuvent se poser, il leur ordonne de rallier le réalisme socialiste, citant en exemple le peintre Fougeron et le cinéaste Daquin. Une autre mise au pas est celle du meilleur philosophe du parti, Henri Lefebvre : il lui est reproché de sous-estimer le léninisme-stalinisme, qui n'est pas un apport au marxisme, mais son développement; d'insister trop sur le marxisme « théorie de la connaissance » et de négliger la *praxis*, de trop s'intéresser au jeune Marx et pas assez à Marx adulte. Lefebvre fait une autocritique partielle.

De 1947 à 1953, et plus encore après la maladie de Thorez qu'avant, le parti pratique une politique culturelle presque insupportable à force de dogmatisme et d'outrance. Certes, ses adversaires ont contribué à l'enfermer dans ce ghetto, et l'anticommunisme stimule le stalinisme. Mais jamais les intellectuels du parti n'ont été aussi loin. Le stalinisme les contraint à la fuite en avant. Contre les révélations des camps soviétiques ou les truquages des procès, ils n'ont qu'une solution : une foi totale, aveugle qui ne tolère ni discussion, ni esprit critique. Ils ne peuvent que faire confiance à leur parti, et « communier dans la chair mystique du prolétariat aux réunions de cellules et meetings, et avaler avec l'*Huma* quotidienne la substance concentrée d'un milliard de prolétaires (8) ». La fidélité et la partialité s'emparent des plus doués et des meilleurs. C'est le poème d'Eluard à Staline, de Guillevic à Thorez. Quand Gide reçoit le prix Nobel, il n'est plus aux yeux des communistes qu'un écrivain pervers, dont le classicisme de la langue est gâché par le vice de l'homme, mais quand Stil reçoit le prix Staline, il est couvert d'éloges.

Kanapa publie en février 1953 un article qui commence ainsi : « La culture bourgeoise tient maintenant de l'égout. » Staline est proclamé le plus grand humaniste et le meilleur des savants. La culture soviétique est surchargée d'éloges, et il est démontré qu'un arbre capitaliste ne peut prétendre à la même essence qu'un arbre kolkhosien. Pendant que les meilleurs peintres du parti, Picasso, Léger, Pignon restent à l'écart, Fougeron et ses disciples, très encouragés par le parti, multiplient les tableaux de travailleurs à la tâche, les portraits de dirigeants (9).

Sartre.

L'audience chez les intellectuels non communistes n'en bénéficie évidemment pas. Or, si les anathèmes et l'intolérance du parti lui aliènent beaucoup d'amis, il a besoin d'alliés qui le soutiennent dans sa campagne pour la paix. Et les plus utiles sont bien... les intellectuels. Aussi fait-il des efforts méritoires pour convaincre ceux qu'il choque le plus. Le Congrès mondial des intellectuels pour la paix, qui a lieu en août 1948 à Wroclaw, recueille encore les encouragements de nombre d'universitaires, d'artistes et d'écrivains aussi peu communistes que Julien Benda et Georges Duhamel. Le parti encourage et inspire la constitution du Mouvement des combattants de la paix, dont Yves Farge prend la tête. Il met à sa disposition *Action* dont le tirage avait beaucoup baissé, et l'influence mal résisté aux premières crises. La réunion à Paris en avril 1949 du Ier Congrès mondial des partisans de la paix, sous la présidence de Frédéric Joliot-Curie, a un certain retentissement; l'Appel de Stockholm en 1950, contre la bombe atomique, remporte un bon succès. Mais bien des proches se dérobent pendant les mêmes années. Vercors, le plus fidèle compagnon, peut-être, ne veut pas admettre le « crime » de Tito, et tout en tenant Rajk pour coupable, ne croit pas à la régularité du procès. « Je ne proteste pas contre un jugement, je proteste contre un mensonge (10) », écrit-il. Tout en gardant sa confiance dans le parti, il veut dénoncer ses erreurs. Cassou est moins hésitant et se rend en Yougoslavie, ce qui le fait accuser par Casanova d'une « véritable agression contre l'Union

soviétique ». Il s'indigne de la condamnation de Prokofiev et tout à la fois sarcastique et emporté : « On fera de la musique à sept tons, la seule musique prolétarienne, marxiste et vertueuse. » Aragon a beau déployer tout son charme et tout son esprit au C. N. E., les compagnons se font rares. Quant aux collaborateurs des *Temps modernes*, leurs itinéraires se séparent. Merleau-Ponty s'éloigne définitivement. David Rousset et Sartre fondent en 1948 une formation qui se réclame de la « grande tradition démocratique du socialisme révolutionnaire », d'où son nom le R.D.R. La première réunion a lieu en mars 1948; à la fin de 1949, il n'existe plus. Entre-temps, le parti communiste ne l'a pas ménagé.

David Rousset se fait le dénonciateur attitré des camps soviétiques, tandis que Jean-Paul Sartre, également indigné, ne veut pas prendre parti contre l'U.R.S.S. Le comportement de Sartre n'est pas simple; il se partage et il oscille entre deux zones, la première s'arrêtant aux portes du parti, la seconde se cantonnant dans un no man's land désabusé. Il n'approche le marxisme que pour le bouleverser en voulant le « remettre en marche ». Il considère que le parti s'identifie au prolétariat, mais que pour un intellectuel adhérer est une aliénation difficile à accepter. Plus qu'un compagnon de route, c'est un allié qui garde ses distances; son extrême intelligence, son influence, son talent et son goût pour la controverse dramatisent parfois des positions qui varient sensiblement avec les événements. Comme Malraux était avant la guerre un chantre romantique de la Révolution, il en est une conscience exigeante, perspicace et souvent embarrassante. Il se rapproche du parti au plus fort de sa solitude et de son sectarisme en 1952. Il adhère au Mouvement de la paix, quand l'autorité du parti s'y fait sentir de façon plus pesante alors qu'*Action* disparaît, que Farge se cabre, que Tillon est sanctionné pour avoir prôné l'autonomie du Mouvement. Il se dépense en faveur d'Henri Martin et de la paix en Indochine, estime que la manifestation contre Ridgway, à défaut de réussir, « témoigne ». Pour lui un anticommuniste « est un chien ».

La maladie de Thorez permet au même moment à Lecœur d'accentuer encore la stalinisation culturelle. Fougeron et Stil sont cités en exemple. Lorsque Staline meurt, un dernier excès entoure sa disparition. Un article de *La*

Nouvelle Critique accable les médecins russes inculpés à tort dans le procès des « blouses blanches ».

Le dégel.

La disparition de Staline émeut les communistes français ; elle ne bouleverse pas leur comportement. Dans les démocraties populaires, la politique culturelle est remise en question, les réhabilitations se multiplient, les interrogations se font jour. En France, le dégel tarde. De 1953 à 1956, la libéralisation progresse, mais laborieusement. Dès le XIII[e] Congrès, en juin 1954, le parti revient sur la notion de science de classe, mais avec discrétion. Aragon définit de façon plus libérale l'art de parti proposé aux « créateurs » : il ne s'agit pas de « faire triompher des formules artistiques, mais d'adapter leur art, leur talent à la vie sans cesse modifiée, de puiser sans cesse dans cette vie, d'y être ceux qui voient mieux, avant les autres, mais ce que les autres peuvent et vont voir ». La formule est plus large mais reste ambiguë. Tout de même, Fougeron reconnaît son dogmatisme. On met en garde contre l'ouvriérisme. Mais ces progrès donnent souvent l'impression d'être concédés. Le marxisme, pour reprendre l'expression d'Henri Lefebvre, se meurt d'ennui; l'insistance avec laquelle Maurice Thorez développe l'actualité de la théorie de la paupérisation absolue, et, contredisant Joliot-Curie, refuse de croire qu'une guerre atomique serait un « suicide collectif », en dit long sur la force des habitudes acquises. Sartre, pourtant de mieux en mieux disposé, se fâche et accable Kanapa : celui-ci, critiquant un livre de Mascolo, qui avait quitté le parti comme Morin et Antelme, rappelle que l'intellectuel doit « rallier les positions politiques et idéologiques, non des philosophes de Saint-Germain-des-Prés, non de l'intellectuel-flic, mais du *prolétariat* ». Et, précisant fort aigrement qu'ils n'ont aucun rôle directeur, réunit dans un même opprobre le révisionnisme, la social-démocratie et l'existentialisme. C'en est trop pour Sartre qui demande nettement : « Allez-vous sacrifier une fois de plus les alliances à cette morgue imbécile que vous entendez garder vis-à-vis de vos alliés? » et conclut : « Le seul crétin, c'est Kanapa. » Une autre affaire de plus d'im-

portance suscite de nouvelles controverses : l'exclusion de Pierre Hervé. L'ancien rédacteur en chef d'*Action* a publié à la fin de 1955 un livre intitulé *La Révolution et les fétiches* sans l'autorisation du parti. Cette « inqualifiable agression » lui vaut trois chefs d'accusation : capitulation devant les forces de guerre, réformisme au lieu de lutte de classes, plate-forme liquidatrice de l'idéologie et de l'organisation de la classe ouvrière. Le livre est en fait bien général et risque tout au plus de prudentes allusions. Sartre estime pour sa part qu'il s'agit de réformisme révolutionnaire, mais considère que la faute est bénigne. Il profite de l'occasion pour écrire : « Le P. C. manifeste une extraordinaire intelligence objective... mais cette intelligence — qui se confond avec la *praxis* — ne s'incarne pas souvent dans ses intellectuels (11). »

Les révélations du XXe Congrès, quelques jours plus tard, font passer l'affaire au second plan. Les intellectuels sont les premiers à en tirer les conséquences. C'est le début d'une crise de conscience qui atteindra son paroxysme avec le drame hongrois. Les manifestations restent encore discrètes, la cellule « Sorbonne-Lettres » s'agite; Claude Morgan s'inquiète; Claude Roy s'émeut. Le XIVe Congrès de juillet 1956 minimise les choses. Mais il revient nettement sur le stalinisme culturel; il reconnaît la spécificité des lois scientifiques, tout en confirmant que le savant doit rester sur la « position de parti » pour la politique scientifique; il ne répudie pas l'enseignement du congrès de Strasbourg : c'est de l'expérience populaire que peut venir le renouvellement des valeurs culturelles, et c'est devant le peuple que l'intellectuel doit se sentir responsable. Mais Thorez affirme aussi : « L'artiste communiste crée non d'après les consignes d'un parti vétilleux, mais sur l'ordre intime de son cœur, qui bat avec le cœur du peuple... nous considérons qu'il faut assurer à nos écrivains et à nos artistes la possibilité de déployer leur initiative personnelle, leur imagination, leurs goûts sans imposer à tous les mêmes formes. »

Les événements de Pologne et de Hongrie stoppent net le mouvement qui s'amorce. Pour la plupart des intellectuels du parti, c'est un traumatisme dont les séquelles ne sont pas près de disparaître. Leur foi ébranlée, leurs sacrifices remis en question, leur parti menacé, les uns s'en

vont, les autres affrontent la tempête, et tous doivent faire face à un profond désarroi. Les compagnons s'indignent. « Tandis que la ferraille russe broyait le corps de la Hongrie, du même coup s'abattait avec fracas la façade de la propagande... de ma confiance il ne restait rien », confesse un progressiste (12).

Ces jours, ces nuits, ces semaines, ces mois de l'automne 1956, ces épreuves appartiennent à la vie propre du parti, intensément, inséparablement. Les phases principales et les suites de ce drame ont été évoquées au chapitre 1 de la cinquième partie. A elles seules, elles mériteraient une longue histoire.

Le trouble des intellectuels n'est pas apaisé qu'un nouveau conflit, plus personnel mais non moins significatif, surgit. A la fin de 1957, Henri Lefebvre, son meilleur philosophe, est vilipendé. Il est toujours resté à l'écart des responsabilités politiques : d'ailleurs, « au fond, je n'aime pas la politique (13) ». Il n'aime pas non plus la politique de grandeur « nationale » de Maurice Thorez qui lui paraît subordonner la classe à la nation. Il apprécie moins encore la théorie de la science de classe qu'il juge absurde en elle-même. Pour combattre ce qui lui semble être autant d'hérésies et pour les dénoncer, Henri Lefebvre prépare dès 1956 la revue *Voies nouvelles*. En y écrivant sous son nom, il prend le risque d'être exclu. Déjà combattues, ses idées sont condamnées en novembre 1957 dans les *Cahiers du Communisme*.

L'influence du parti chez les intellectuels est donc au plus bas lorsque le coup du 13 mai donne naissance à la Ve République. La déstalinisation est mal engagée, les effectifs sont en recul, le parti se replie sur lui-même. Mais la lutte contre la guerre d'Algérie et ses excès plus que le combat incertain contre le nouveau régime, le rapproche de la garde intellectuelle. L'activisme vient à point le servir. Mais le parti se garde de toute aventure, suit plus qu'il n'oriente le mouvement de protestation.

Il faut repartir de l'avant pourtant. Faute d'abandonner rapidement son conservatisme idéologique, le parti s'engage dans la voie moins éclatante de l'approfondissement de ses propres thèmes. Bien qu'il nie énergiquement la léthargie qui l'avait gagné pendant dix ans, le réveil est sensible. L'abandon officiel de l'« argument d'autorité » stalinien qui

bloquait la discussion, le recul du dogmatisme encouragent et facilitent les travaux. Les « universités nouvelles » se développent, les cercles se raniment, des journées d'études, des sessions sont organisées. Des propositions concrètes comme le « programme de santé » des médecins communistes, voient le jour. Deux réalisations parmi d'autres : les « Semaines de la pensée marxiste », et le Centre d'études et de recherches marxistes dirigé par Garaudy, sont en train d'acquérir une certaine réputation. Le parti fait décidément preuve de plus de largeur d'esprit : « Le travail du parti de la classe ouvrière parmi les intellectuels n'est jamais chose simple et facile. Il faut beaucoup de compréhension à l'égard des problèmes scientifiques des intellectuels, des questions complexes qui se posent à eux », reconnaît Léo Figuères (14). De fait, l'art, la critique, la philosophie même se dégagent peu à peu du carcan dogmatique. Mais le ton change surtout dans les relations avec les intellectuels extérieurs au parti. La mode est au dialogue. Quand Roger Garaudy consacre un ouvrage à Jean-Paul Sartre, il prend bien soin de préciser pour commencer : « Ce qui doit nous unir est plus fort que ce qui nous divise. » Et s'il estime que « le livre de Sartre est en opposition radicale avec l'essentiel du marxisme », ses critiques ne sont ni dépourvues de fondement ni purement négatives. Tout en niant évidemment que le marxisme soit « arrêté », il retient trois directions proposées par Sartre pour le ranimer : certains aspects de la psychanalyse, de la sociologie et de la méthode « compréhensive de la phénoménologie ».

Mais il serait absurde d'en conclure que l'idéologie du parti est en pleine évolution. Si les militants ne sont guère touchés par les thèses « chinoises », les dirigeants sont peu réceptifs aux propositions italiennes. Et les crises qui se sont succédé avec les étudiants depuis la fin de la guerre d'Algérie sont là pour témoigner que tout ne va pas pour le mieux dans le meilleur parti du monde. Il n'y a encore pour le moment qu'un préalable qui a été levé, celui du stalinisme culturel des années de guerre froide. Il reste que la compétition idéologique n'est pas moins vive et que les habitudes libérales sont partielles, récentes et fragiles. Et si un certain dynamisme intellectuel n'est désormais plus impossible, il lui faudra faire ses preuves. La

situation particulière des intellectuels à l'intérieur du parti trouverait ainsi un équilibre qui lui a, jusqu'alors, fait défaut. Car il n'est pas facile d'être un intellectuel communiste si l'on en juge d'après leurs difficultés passées. La solidarité volontaire et appliquée avec la classe ouvrière doit surmonter le handicap d'une origine souvent bourgeoise, d'une culture, de mœurs, de niveau de vie, d'amitiés différents. L'intellectuel doit être à la fois modeste, puisqu'il n'est qu'une force d'appoint et éclatant puisqu'il doit honorer le parti. Fécond pour être utile et orthodoxe pour ne pas troubler. Critique, puisqu'il en a désormais le droit en théorie, et fidèle. Entre les strapontins qu'on lui concède et l'estrade où on le hisse, la voie est étroite. Depuis la Libération, les intellectuels communistes n'ont pas connu une parfaite sérénité dans leurs relations avec les dirigeants. Il sera intéressant de constater si, après avoir été des adhérents tumultueux, ils pourront être des serviteurs satisfaits et sereins, et si le front culturel pourra connaître moins de trouble et plus d'œuvres.

NOTES

(1) *Action*, 6 décembre 1946.

(2) L. Casanova, in *Cahiers du Communisme*, mars-avril 1947.

(3) Le communisme, la pensée et l'art dans le P.C.F., *Les Intellectuels et la Nation*, p. 49.

(4) *Esprit*, janvier 1948, p. 39.

(5) Cf. Edgar Morin dans *Autocritique* (Julliard) où il décrit minutieusement les progrès du stalinisme de 1947 à 1951.

(6) Texte inédit de la lettre adressée à Laurent Casanova :

« Cher camarade,

« Un certain nombre d'intellectuels communistes dont les noms suivent ont pensé utile de t'adresser quelques réflexions sur certains problèmes de méthode du combat culturel.

« Ils tiennent à souligner qu'il ne s'agit pas de questions de fond sur lesquelles l'accord est unanime, mais simplement de certains procédés et d'un certain ton généralement employé dans les organes et les manifestations culturelles du parti, et qui leur semblent mal appropriés aux objectifs que nous voulons atteindre.

« Il est clair en effet que l'effort principal de nos ennemis tend actuellement à isoler les communistes de l'ensemble des forces démocratiques et progressives. Cet effort est particulièrement sensible sur le plan culturel, où nos ennemis espèrent détacher de nous des éléments qui, de par leurs origines ou leurs habitudes de pensée, sont particulièrement vulnérables à une telle propagande.

« Cet effort échoue partiellement. Un certain nombre des anciens compagnons de route du parti, nos alliés de *Vendredi* et du Front populaire sont restés fidèles à notre lutte, de Jean Cassou à Julien Benda, de Louis Martin-Chauffier à Claude Aveline.

« Chaque jour aussi de nouveaux intellectuels viennent à nous, et, découvrant la réalité de la lutte des classes, savent choisir dans cette lutte le camp où leur devoir est de combattre.

« Mais, qu'il s'agisse des uns ou des autres, il apparaît à presque tous qu'une certaine méthode employée dans les organes et manifestations du parti sur le plan culturel ne sont ni satisfaisantes pour ceux qui l'ont rejoint ni utiles vis-à-vis des milliers d'intellectuels qui pourraient s'y rallier, ni toujours efficaces contre nos ennemis.

« Certes, ces problèmes ne se poseraient pas avec autant d'acuité si beaucoup de ces intellectuels ne manquaient encore d'une expérience politique qui leur permettrait de résoudre aisément ce genre de difficultés. Mais, dans les conditions actuelles, il nous apparaît impossible de ne pas tenir compte de leurs réactions, ni de celles de dizaines de milliers d'intellectuels, qui, d'accord avec nous sur l'essentiel, et sur la politique générale du parti, hésitent cependant, non seulement à rejoindre nos rangs, mais même à faire route avec nous. Leurs hésitations nous semblent être en partie provoquées par certaines maladresses sur lesquelles nous voudrions brièvement te donner notre sentiment. Nous pensons que ces réflexions pourraient faire l'objet d'un débat devant les organes intéressés du parti. Il nous apparaît par exemple, que la critique communiste, dans presque tous les domaines culturels, répond mal à ce qu'en attendent les masses d'intellectuels sympathisants, beaucoup d'intellectuels membres du parti, et à ce que devraient en craindre nos ennemis.

« Nous y trouvons rarement l'expression des raisons qui font de nous des intellectuels communistes. C'est ainsi en particulier que la crainte légitime de ne pas s'engager sur le terrain de l'ennemi retient beaucoup de nos critiques de répondre à des questions qui, qu'on le veuille ou non, se trouvent posées et demandent une réponse. En conséquence, notre critique donne trop souvent l'impression de perdre contact avec le réel. Très souvent, la discussion s'établit avec des fantômes et non pas avec nos véritables adversaires.

« D'autre part, en ce qui concerne la critique des œuvres littéraires ou artistiques, il arrive trop souvent qu'elles soient condamnées à partir de déterminations *a priori* qui ne sont pas expliquées clairement, ou au contraire louées pour des raisons accidentelles. Nous pourrions à cet égard donner de nombreux exemples en ce qui concerne la production des dernières années.

« Il nous semble qu'on oscille entre l'excès de lourdeur et l'excès de légèreté, entre un dogmatisme brutal et un dilettantisme regrettable.

« On donne à ceux de nos sympathisants qui attendent de nous des réponses valables le sentiment que nous esquivons les vraies discussions, à nos ennemis l'illusion d'une faiblesse surprenante, et à tous l'impression d'un retard permanent. Les critères des jugements portés sont équivoques; ils oscillent de l'application des valeurs esthétiques ou morales bourgeoises à l'application parfois mécanique et maladroite de principes généraux du marxisme.

« Beaucoup de nos publications emploient dans certains de leurs articles un ton qui ne correspond pas à ce qu'en attendent leurs lecteurs.

« Le résultat est que très souvent, ainsi que nous en avons fait l'expérience, beaucoup d'intellectuels qui sont profondément d'accord avec la politique générale du parti sont retenus cependant d'y adhérer ou y adhèrent avec une restriction qui concerne précisément leur spécialité.

« Il nous paraît incontestable que cette restriction a pour conséquence un amoindrissement de l'efficacité de la lutte du parti dans le domaine

culturel à un moment où, précisément, cette lutte devrait être menée avec enthousiasme et vigueur.

« C'est pourquoi, sans nous dissimuler les inconvénients d'une discussion large sur ce sujet, nous pensons néanmoins qu'elle devrait pouvoir s'instituer. Elle nous semblerait en tout état de cause préférable à l'existence d'un malaise dont il est impossible de nier l'existence et les répercussions.

« Nous nous adressons à toi, cher camarade, dans un sentiment de confiance fraternelle, et dans l'espoir que toutes ces difficultés pourront être résolues au mieux des intérêts de notre parti.

« Bien fraternellement à toi. »

(7) Lettre à Maurice Nadeau, p. 67.

(8) Edgar Morin, *La Nouvelle Réforme*, mai 1958, p. 325.

(9) David Caute, *Communism and the french intellectuels : 1914-1960*, p. 336 à 347.

(10) *Esprit*, décembre 1949, p. 952.

(11) *Situation VII-2*, p. 110-111.

(12) Louis de Villefosse, *dans l'œuf de Wyasma* (Julliard), p. 205.

(13) Henri Lefèbvre, *La Somme et le reste* (La Nef de Paris), p. 159.

(14) *Cahiers du Communisme*, mai 1963.

Conclusion

Près de cinquante ans d'histoire universelle et en particulier française et russe. Aucun événement, même mineur, de ce demi-siècle n'est resté sans influence sur le parti communiste français, soit qu'il ait agi directement sur le parti, soit que plus rarement il ait été infléchi par lui.

Cette universalité est propre à un parti qui se veut d'abord internationaliste. Mais l'Internationale à laquelle il a appartenu, soit en droit, soit en esprit, n'est pas une association ou un Parlement. Elle n'est pas une communauté où les intérêts des membres sont amenés à composer ou à se soumettre à la loi de la majorité. Elle n'est pas même internationale moins encore supranationale. Elle a été en droit puis est demeurée en esprit l'organe et l'expression de la patrie du socialisme. Son destin s'est confondu avec celui de la Russie. La tactique des partis communistes s'est constamment inscrite dans une stratégie étrangère.

La nature du mouvement communiste n'en reste pas moins double. Elle s'insère dans le contexte du communisme mondial mais aussi dans le contexte français politique et plus encore social. Elle participe donc des contradictions et des faiblesses de l'un et de l'autre. Ainsi la reconnaissance un peu tardive du danger hitlérien a été plus une faute de prospective que d'analyse. Hitler a bien rompu l'équilibre de Versailles, comme le pensait le Komintern. Mais à travers quels drames et quelles souffrances, en particulier pour l'Union soviétique. Le pacte germano-soviétique a peut-être évité, comme le parti veut le croire, une coalition

occidentale contre l'Union soviétique. Mais était-il inévitable de heurter le sentiment national et de laisser à jamais cette blessure au cœur de la patrie, au flanc du parti.

Après guerre, il a épousé totalement l'analyse de Jdanov et de Staline sur la division du monde en deux camps. Mais en retrouvant à la faveur de cette coupure sa vocation révolutionnaire, il s'est isolé de la gauche française.

Après 1958, il a bien vu les contradictions de la bourgeoisie française, soit sur l'affaire algérienne, soit sur la politique étrangère. Mais loin de pouvoir les exploiter, il a laissé au général de Gaulle le mérite de faire la paix et le soin de se faire contre les États-Unis ce héraut de l'indépendance nationale que rêvait d'être Maurice Thorez. Et l'on peut se demander si sa fin n'en a pas été hâtée.

Mais au témoignage de fidélité inébranlable au mouvement communiste international ne s'est pas ajoutée une contribution bien originale, sauf à la naissance du Front populaire.

C'est l'une des rares époques, avec celle de la Libération, où les deux vocations du parti se sont exactement rejointes et où l'entente a permis l'action. Ses partenaires, adversaires de la veille et du lendemain, lui reprocheront d'avoir le plus souvent sacrifié l'unité à l'allégeance, d'avoir affaibli la chance de la gauche française en voulant ou en croyant servir celle de l'internationale communiste. Lui, retournera le grief et proclamera impossible l'unité avec un parti socialiste au service de la bourgeoisie ou de l'impérialisme.

Après beaucoup d'autres, André Ferrat accuse les communistes d'avoir « pratiqué une politique de ségrégation du prolétariat » et d'avoir ainsi « permis à plusieurs reprises aux forces réactionnaires d'exercer le pouvoir... et d'y mener une politique stupide et veule sur le plan diplomatique et militaire (1) ». Le reproche est courant, mais le parti, comme la réaction, a bon dos. Ce n'est pas la droite réactionnaire, alors dans l'opposition, mais c'est la gauche non communiste qui a décidé la non-intervention en Espagne, consenti Munich ou plus tard laissé naître la guerre d'Indochine puis celle d'Algérie. Dans tous les cas, le parti a averti l'opinion et admonesté le gouvernement, mais il n'a pu empêcher ces abandons du pouvoir face aux contraintes de la force. Autant que son existence qui a divisé la gauche,

c'est son isolement qui n'a pu changer le cours de l'Histoire.

Parti communiste français, son bilan peut ainsi être fait, en son être et en son histoire, de bien des façons. En tant que parti communiste, il a été fidèle jusqu'au sacrifice; en tant que parti français, il a été souvent peu efficace; en tant que parti enfin, il est sans aucun doute une réussite.

Si un parti est une organisation mettant une discipline au service d'une doctrine, le parti communiste correspond le mieux à sa définition. La doctrine a pu devenir une scolastique et la discipline une servitude, il reste l'organisation.

C'est elle qui, en dépit des coups qu'il a reçus et des erreurs qu'il a commises, a permis au parti de survivre; c'est sans doute elle aussi qui l'a empêché de s'adapter.

Tout a été dit et écrit de ses vices de fonctionnement où, à la différence de ses adversaires de toujours, les censeurs sortis de ses rangs refusent de voir des vices de constitution. Jean Baby a bien décrit les premiers dans *Critique de base* (2). Mais comme Khrouchtchev au XXe Congrès, il n'a pas mis en cause la nature même du parti communiste. Seul le caprice des circonstances, ou celui d'un homme, expliquerait que s'agissant du « centralisme démocratique » et du « culte de la personnalité », le premier terme ait rapidement, inéluctablement prévalu sur le second sous Staline comme sous Thorez. Conséquence ou accident? La réponse ne sera donnée que lorsque l'avenir post-stalinien et post-thorézien sera définitivement fixé.

Ce qui ressort d'un passé d'un demi-siècle c'est l'alternance ou mieux encore la simultanéité d'opportunisme et de totalitarisme.

« Toute l'histoire du bolchevisme avant et après la révolution d'Octobre est pleine de cas de louvoiement et de conciliations et de compromis avec les autres partis, sans excepter les partis bourgeois », a écrit Lénine dans *La Maladie infantile du communisme*. L'expression de « zigzags » est de lui aussi. Mais c'est également lui qui a prescrit une « discipline de fer » sans laquelle le parti n'aurait pu survivre. Reprocher au parti français ses « zigzags » et sa « discipline de fer », c'est lui reprocher d'être léniniste, c'est-à-dire communiste. Sans doute ses censeurs lui font plutôt grief d'être stalinien; ils fixent aux années 30 la conversion forcée du parti au totalitarisme. Dès lors l'appareil n'était plus au service du parti, mais le parti au service de l'appareil.

Pour bien d'autres partis, l'opportunisme tient lieu de doctrine et l'appareil d'organisation. Mais ils n'ont pas le même souci de se justifier. Pour eux, la politique n'est après tout que l'art du possible alors que pour les communistes elle est la science du nécessaire. Si le parti vient à échouer, ce n'est pas la ligne qui est jugée mauvaise, c'est l'application. Mais si la différence apparaît grande entre la pratique et le dogme, c'est que le parti le définit à longueur d'années, de discours et de rapports. La passion de l'absolu le justifie et le condamne. Le parti communiste est de nature totalitaire non seulement parce qu'il est communiste, mais parce qu'il est un parti à l'état pur.

Simone Weil l'a écrit (3). Parce qu'il est « une machine à fabriquer de la passion collective », parce qu'il exerce « une pression collective sur la pensée » de chacun de ses membres, parce que sa fin première et en dernière analyse sa fin unique est « sa propre croissance, et cela sans aucune limite », « tout parti politique est totalitaire en germe et en aspiration ».

NOTES

(1) Dans la critique qu'il a consacrée au premier tome dans *Preuves* de février 1965 (voir aussi le numéro d'avril).

(2) Aux éditions Maspero (1960).

(3) Note sur la suppression générale des partis politiques (*Table Ronde*, février 1950).

Annexes

I. — CONGRÈS DU PARTI

26-30 juin	1945	Xe	Congrès	Paris
27-28 juin	1947	XIe	Congrès	Strasbourg
2-6 avril	1950	XIIe	Congrès	Gennevilliers
3-7 juin	1954	XIIIe	Congrès	Ivry
18-21 juillet	1956	XIVe	Congrès	Le Havre
24-28 juin	1959	XVe	Congrès	Ivry
11-14 mai	1961	XVIe	Congrès	Saint-Denis
14-17 mai	1964	XVIIe	Congrès	Paris

II. — ADHÉRENTS DU PARTI

Les seuls chiffres rendus publics par le parti sont ceux des cartes distribuées aux fédérations par la trésorerie centrale du parti. Ce sont les suivants :

1945	906 727	1954	506 250
1946	1 034 000	1955	389 030
1947	907 785	1956	429 653
1948	798 459	1959	425 150
1949	786 855	1961	407 000
1964	420 000		

Mais les fédérations ne placent pas toutes les cartes qu'elles demandent, et seul le nombre de cartes placées correspond aux effectifs réels. Or, le parti ne l'a publié que pour 1945 (544 989) et 1946 (804 229). Les cartes placées ne représentaient donc que 60 % des cartes distribuées. Depuis lors, l'écart a été réduit.

D'après d'autres sources, le nombre des adhérents aurait été de 280 000 à 300 000 en 1958 (1) et de 300 000 à 330 000 en 1962, soit 70 % des cartes distribuées.

De 1946 à 1962, les effectifs du parti ont de toute façon diminué de plus de moitié.

(1) Le bulletin B.E.I.P.I., n° 284 de septembre 1962 aboutit cependant pour 1959 à 225 985 en partant des effectifs féminins et de leur pourcentage qui ont été révélés. L'étude de ce bulletin est la plus précise qui ait été faite à partir des données officielles.

III. — SUFFRAGES COMMUNISTES AUX ÉLECTIONS (de 1945 à 1962)

Dates	Voix	Pourcentages	
		(1)	(2)
21 octobre 1945	5 005 336 (3)	26	20,3
2 juin 1946.	5 199 111	26,2	21
10 novembre 1946	5 489 288	28,6	21,9
17 juin 1951.	4 910 547	25,6	20
4 janvier 1956	5 454 589 (4)	25,3	20,3
23 novembre 1958	3 882 204	18,9	14,2
18 novembre 1962	4 003 553	21,8	14,5

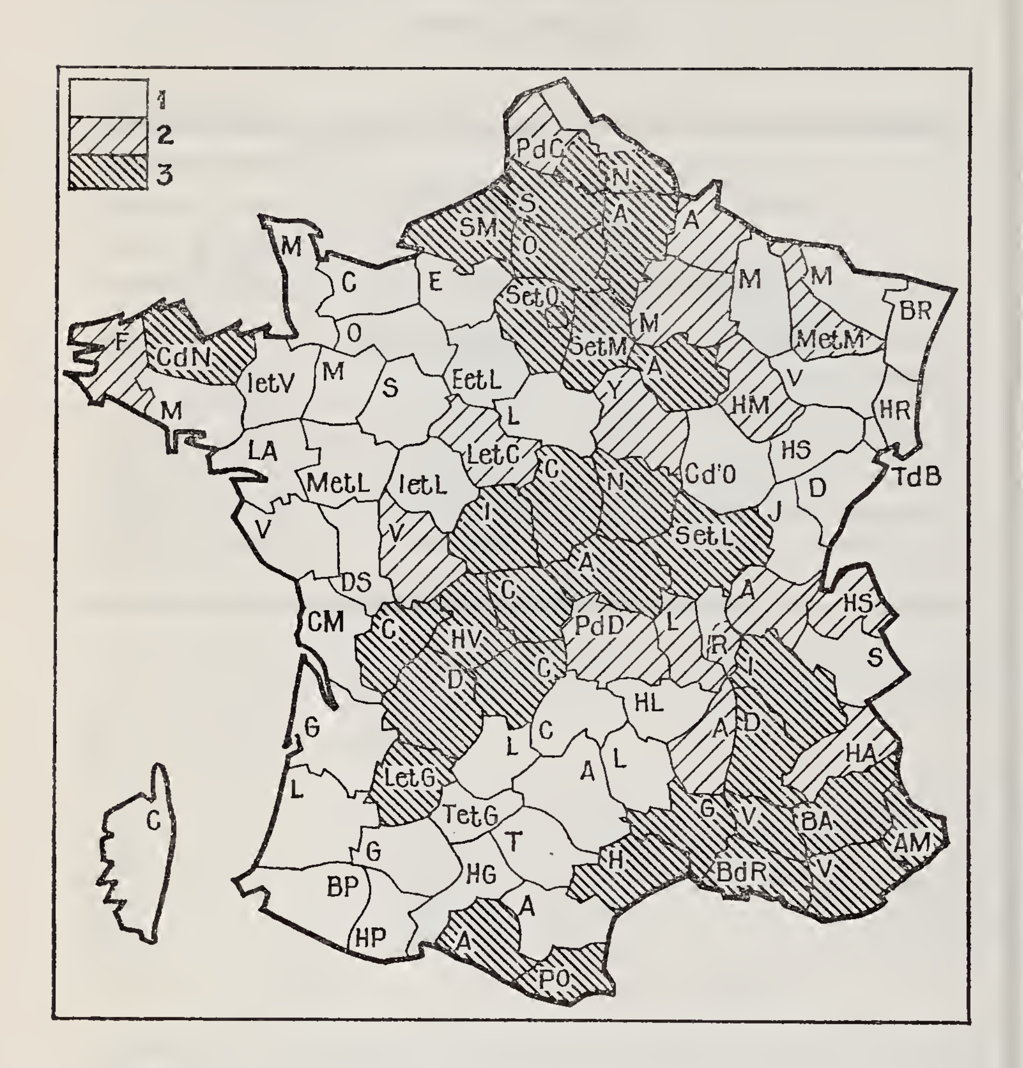
(1) Par rapport aux suffrages exprimés.

(2) Par rapport aux électeurs inscrits.

(3) Chiffres officiels des extraits publiés en volume par *Le Monde* en 1945-1947 puis par le ministère de l'Intérieur.

(4) Le parti communiste donne pour ces élections 5 514 945 voix et 25,6 %. La Fondation nationale de sciences politiques donne un chiffre voisin : 5 514 403.

IV. — LES BASTIONS COMMUNISTES



(1) Département où les voix communistes n'ont été supérieures à la moyenne nationale à aucune de ces élections.

(2) Départements où les voix communistes n'ont été supérieures à la moyenne nationale qu'à l'une de ces élections.

(3) Départements où les voix communistes ont été supérieures à la moyenne nationale obtenue par le parti aux élections de novembre 1946 (21,9 % des inscrits), janvier 1956 (20,3 %) et novembre 1962 (14,5 %). Ce sont les trois bastions du parti, bien distincts et homogènes, du Nord, du Centre et du Sud-Est de la France.

V. — LES NOUVEAUX STATUTS

Le XIVe Congrès a adopté en 1964 de nouveaux statuts. On en trouvera ci-dessous le préambule et les articles qui ont trait à la vie intérieure du parti. Pour les articles concernant sa structure, on se rapportera au chapitre sur l'organisation.

Préambule.

Entre ceux et celles qui acceptent les présents statuts, il est constitué une association se dénommant parti communiste français.

Le parti communiste français est le parti de la classe ouvrière de France. Il rassemble les ouvriers, les paysans, les intellectuels, tous ceux qui entendent agir pour le triomphe de la cause du socialisme, du communisme.

Le parti communiste français a été fondé pour permettre à la classe ouvrière de créer les conditions du bonheur et de la liberté de tous, de la prospérité et de la sécurité de la France, de l'amitié et de la paix définitive entre les nations.

Le parti communiste français est l'héritier des traditions démocratiques et révolutionnaires du peuple français. Il s'inspire de ses luttes pour l'indépendance nationale, la liberté de l'homme et le progrès social, notamment des expériences des combattants de la Commune de Paris, premier État prolétarien au monde, du parti ouvrier français, du parti socialiste unifié de Guesde et de Jaurès, de l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays.

Le parti communiste français fonde son action sur le marxisme-léninisme, qui généralise les connaissances philosophiques, économiques, sociales et politiques les plus avancées. Cette doctrine est une conception scientifique du monde, une méthode d'analyse de la réalité, un guide pour l'action s'enrichissant sans cesse des acquisitions de la science, des expériences de l'action de classe des travailleurs en France et dans le monde, des réalisations des pays où le socialisme a triomphé.

Le parti communiste français a pour but fondamental la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, société fraternelle sans exploiteurs ni exploités.

Dans une première étape, la société nouvelle est caractérisée par la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, la collectivisation des principaux moyens de production et d'échange, l'amélioration du niveau de vie matériel et culturel

du peuple selon le principe : *De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail.* La deuxième étape voit se créer progressivement les conditions du communisme où l'abondance de la richesse sociale et le niveau de conscience des hommes seront tels qu'il sera possible de passer à la réalisation du grand principe : *De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins.*

Le parti communiste français considère que la libération du peuple français des chaînes de l'exploitation exige la destruction de toute forme de la dictature du capital et la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, en alliance étroite avec la paysannerie laborieuse et l'ensemble des masses populaires.

Ce pouvoir, dont la forme peut varier, est la dictature temporaire du prolétariat qui assure la démocratie la plus large pour tous les travailleurs. Après la défaite définitive des anciennes classes exploiteuses, elle laisse la place à un État de tout le peuple, étape nouvelle sur la voie qui conduira progressivement du *gouvernement des hommes à l'administration des choses.*

Le parti communiste français travaille à gagner la classe ouvrière et les masses laborieuses de France à la cause de la transformation socialiste de la société française qui s'effectuera compte tenu des conditions spécifiques de notre pays et des expériences de l'édification de la nouvelle société dans d'autres pays.

En se libérant de l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière libérera du même coup l'ensemble des couches opprimées par le grand capital et elle assurera la liberté véritable de la nation tout entière.

Le parti communiste français, sans jamais perdre de vue le but fondamental de son action, agit pour défendre et élargir les libertés, les droits, les avantages même partiels, conquis par le peuple de France au cours de ses luttes séculaires. Il oriente la lutte de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse et des autres couches travailleuses en faveur de leurs revendications économiques, sociales et culturelles, pour imposer toute mesure, toute réforme démocratique améliorant leurs conditions d'existence. Il combat le fascisme et toutes les formes de pouvoir autoritaire que le grand capital établit pour défendre ses intérêts égoïstes de classe. Il lutte pour instaurer le régime démocratique le plus avancé possible dans les conditions du système capitaliste.

Le parti communiste français agit sans répit pour l'unité d'action des forces de la classe ouvrière et la réalisation d'un large front des forces démocratiques, en vue de libérer la France de toute forme de pouvoir autoritaire, d'y instaurer une démocratie authentique et de l'engager sur les chemins du socialisme.

Le parti communiste français est à la fois un parti national

et internationaliste. Il détermine librement sa politique fondée sur les intérêts de la classe ouvrière, du peuple et du pays. De même que les autres peuples bénéficient de l'expérience des luttes du peuple de France, le parti tient compte de celle du mouvement ouvrier et démocratique des autres pays.

Le parti communiste français travaille à raffermir l'amitié et la solidarité avec le peuple de l'U.R.S.S. et tous les peuples qui, à son exemple, se sont engagés dans la voie du socialisme. Fidèle au mot d'ordre du *Manifeste communiste : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!*, il agit pour l'unité des rangs du mouvement ouvrier et communiste mondial sur la base des principes marxistes-léninistes et des résolutions adoptées en commun par les partis communistes et ouvriers.

Le parti communiste français combat tous les préjugés raciaux, il défend les principes de la liberté, de l'égalité et de l'indépendance de tous les peuples. La solidarité de la classe ouvrière de France avec les peuples opprimés par l'impérialisme est un principe essentiel du parti. Il soutient le combat libérateur des peuples subissant encore l'oppression de l'impérialisme français et des autres impérialismes. Il appuie les peuples récemment libérés dans leur lutte pour une totale émancipation économique et politique.

Le parti communiste français combat sans relâche pour la paix, la solution de tous les problèmes internationaux par voie de négociation, le désarmement général et contrôlé, la coexistence pacifique des États à systèmes politiques ou sociaux différents, la détente internationale. Il lutte pour que les causes des conflits armés et des guerres mondiales disparaissent pour toujours avec le dernier régime d'exploitation des hommes et d'oppression des peuples.

La vie intérieure du parti : le centralisme démocratique.

Art. 5. — Le centralisme démocratique constitue le principe fondamental sur lequel repose la vie intérieure du parti. Basé sur la théorie révolutionnaire du parti, le centralisme démocratique conditionne la cohésion idéologique et politique du parti, son unité d'action. Les principes du centralisme démocratique sont les suivants :

a) La discussion de tous les problèmes est libre à tous les échelons, sur la base des principes acceptés par les communistes lors de leur adhésion. Une fois les décisions prises à la majorité, elles sont appliquées par tous. L'organisation et l'activité de fractions sont interdites parce qu'elles saperaient l'unité du parti et compromettraient l'efficacité de son action.

b) Les organismes dirigeants des différents échelons du parti sont élus démocratiquement par les assemblées de cellules, les conférences de sections, de fédérations et les congrès. Leur activité est fondée sur les règles de la direction collective, garantie essentielle de décisions justes, correctement appliquées. La direction collective n'exclut pas mais implique la responsabilité personnelle de chaque dirigeant.

c) Les directions élues responsables devant leurs mandants doivent rendre compte régulièrement de leur activité.

d) Les décisions des organismes supérieurs sont obligatoires pour les organismes inférieurs.

Cette discipline librement acceptée par tous les communistes fait la force de leur parti.

e) La critique et l'autocritique s'exercent librement sans considération de personne dans toutes les organisations du parti. Faites de façon franche, constructive, elles permettent de corriger les défauts et les erreurs, de surmonter les faiblesses et les insuffisances.

La discipline du parti.

Art. 10. — La discipline du parti est un devoir pour tous les membres et toutes les organisations du parti. Elle suppose la libre discussion des opinions et un travail persévérant d'explication et de conviction politique auprès de tous les communistes. L'indiscipline résulte de la volonté manifeste de se tenir en dehors des principes, de la politique, des règles en vigueur dans le parti. Tout acte d'indiscipline peut entraîner des sanctions de la part des organismes du Parti.

Art. 11. — En ce qui concerne les organisations, les sanctions peuvent être les suivantes : blâme intérieur au parti, blâme public, destitution de la direction sanctionnée avec remplacement par une direction provisoire. En cas de nécessité il peut être procédé à la dissolution d'une cellule.

Le blâme intérieur et le blâme public sont soumis à la ratification du comité fédéral. La sanction entre en vigueur dès cette ratification. La destitution d'une direction et la dissolution d'une cellule ne peuvent être prises sans l'accord du Comité central.

Art. 12. — A l'égard des membres du parti, les sanctions possibles sont : blâme intérieur, blâme public, destitution des fonctions, exclusion temporaire, exclusion. Ces sanctions sont soumises à la ratification du comité de section et du comité fédéral.

L'exclusion nécessite la ratification du Comité central qui

peut la rendre publique. Dès que la cellule a décidé d'une exclusion temporaire ou d'une exclusion, l'intéressé est écarté du travail du parti en attendant la ratification éventuelle de la sanction.

Toute réintégration est soumise au Comité central.

Art. 13. — Toute organisation, tout membre du parti susceptibles d'être sanctionnés doivent être informés des reproches formulés à leur égard et avoir la possibilité de se justifier. Le recours aux instances supérieures, y compris le Comité central, est permis dans tous les cas.

VI. — « L'OPPOSITION COMMUNISTE »

Le mensuel *Unir pour le socialisme*, fondé en octobre 1952, se présente comme un « bulletin intérieur du parti communiste français ». Il déclare vouloir combattre « l'opportunisme parlementariste et l'ostracisme des bureaucrates staliniens ».

Le mensuel *Le Communiste*, fondé en 1954, est favorable aux thèses chinoises et lutte pour « la transformation révolutionnaire des partis communistes encore dirigés par des opportunistes ».

La Voie communiste, « organe mensuel de l'opposition communiste », a été fondé en janvier 1958 par Gérard Spitzer, exclu du parti en 1957, condamné en juin 1960 pour son action contre la guerre d'Algérie; il lutte contre le révisionnisme et pour les aspirations « révolutionnaires » au sein du parti.

Le Débat communiste a été lancé le 15 mars 1962 par l' « Amicale des militants, anciens membres du parti demeurés fidèles aux principes marxistes-léninistes », créée le 24 décembre 1961 par Marcel Prenant, Pierre Lareppe, ancien député, et Jean Chaintron, ancien sénateur, ancien membre du Comité central.

Le *Bulletin d'informations marxistes-léninistes*, fondé en janvier 1964, milite pour la défense du communisme chinois et contre la poignée de dirigeants révisionnistes du parti français.

Pour la défense du marxisme léninisme, fondé en juillet 1964 par les cercles marxistes-léninistes fondés dans plusieurs villes par des communistes favorables aux thèses de Pékin.



Index des noms cités

TOME I

A

B

H

J

K

L

TOME II

E

F

G

M

N

O

P

R

S

Tableau des principaux événements

1919

2-4 mars	Congrès constitutif de l'Internationale communiste (I. C.) à Moscou.
8 mai	Le Comité pour la reprise des relations internationales se transforme en Comité pour l'adhésion à la IIIe Internationale.
28 juin	Traité de Versailles.

1920

25-29 janvier	Le Congrès socialiste de Strasbourg décide de quitter la IIe Internationale.
25-30 décembre	La majorité du Congrès socialiste de Tours adhère à la IIIe Internationale. Scission de la minorité.

1921

22 juin-12 juillet	IIIe Congrès de l'Internationale communiste, qui critique l'opportunisme des communistes français.
26-31 décembre	Ier Congrès du P. C. (Marseille).

1922

14 janvier	Fondation de la C.G.T.U.
15-19 octobre	Le IIe Congrès du P. C. (Paris) donne raison à Frossard et au centre contre la gauche et l'I. C.
1er décembre	Le IVe Congrès de l'I. C. condamne la direction du P. C.

1923

1er janvier	Le secrétaire général Frossard quitte le parti.
11 mars	Les troupes françaises occupent la Ruhr.
24 mai	Le Sénat refuse de condamner Cachin pour sa lutte contre l'occupation.

1924

20-24 janvier	Le IIIe Congrès du P. C. (Lyon) adopte la tactique du « bloc ouvrier et paysan » pour les élections.
21 janvier	Mort de Lénine.
17 juin-8 juillet	Le Ve Congrès de l'I. C. exclut Souvarine du P. C.
10 septembre	Télégramme de Sémard et Doriot à Abd el-Krim.
29 octobre	La France reconnaît l'U.R.S.S.

1925

17-21 janvier	Le IVe Congrès du P. C. (Clichy) s'attaque à l'opportunisme.
5 juillet	Création, sous la présidence de M. Thorez, d'un comité d'action contre la guerre du Maroc.
16 octobre	Traité de Locarno.

1926

20-26 juin	Le Ve Congrès (Lille) poursuit la bolchevisation du parti.

1927

27 mai	Albert Sarraut déclare : « Le communisme, voilà l'ennemi. »

1928

12 janvier	La Chambre vote l'arrestation de Cachin et de Vaillant-Couturier.
30-31 janvier	La conférence nationale du parti exclut Treint et Suzanne Girault.
28 avril-5 mai	Le parti, appliquant la tactique « classe contre classe » obtient plus d'un million de voix, mais peu de sièges aux élections.

1929

31 mars-7 avril	Le VIe Congrès du P. C. (Saint-Denis).
9 juin	Arrestation de Maurice Thorez.
21 juillet	Arrestation de 95 dirigeants à Villeneuve-Saint-Georges.

1930

14 septembre	Victoire importante des nazis aux élections allemandes.

1931

2-5 décembre	Le Comité central sanctionne le « groupe ».

1932

11-19 mars	VIIe Congrès du P. C. (Paris).
1er mai	Le P. C. perd 279 000 voix aux élections générales.
27 août	Congrès mondial d'Amsterdam contre la guerre.

1933

30 janvier	Hitler prend le pouvoir.
5 mars	Appel à l' « unité d'action internationale » de l'I. C.

6 mars	Le P. C. propose l'action commune aux socialistes.

1934

8 janvier	Suicide de l'escroc Stavisky.
6 février	Manifestation des ligues de droite à Paris.
9 février	Manifestation communiste.
12 février	Manifestation à Vincennes sur l'initiative de la S.F.I.O.
27 juin	Jacques Doriot est exclu du P. C.
27 juillet	Pacte d'unité d'action entre le P. C. et la S.F.I.O.
24 octobre	Thorez propose publiquement la constitution d'un Front populaire.

1935

2 mai	Traité franco-soviétique.
14 juillet	Serment du Front populaire.
25 juillet-20 août	Le VIIe Congrès de l'I. C. félicite le P. C.

1936

22 à 25 janvier	VIIIe Congrès du P. C. (Villeurbanne).
7 mars	Hitler réoccupe la Rhénanie.

17 avril	Thorez « tend la main » aux catholiques.
26 avril-3 mai	Victoire du Front populaire aux élections. Le P. C. obtient près de 1 500 000 voix.
19 juillet	Début de la guerre civile en Espagne.

1937

6 novembre	L'Italie adhère au Pacte anti-Komintern.
25-29 décembre	IXe Congrès du P. C. (Arles).

1938

11 mars	Hitler occupe l'Autriche.
21 août	Daladier annonce des dérogations à la semaine de quarante heures.
29 septembre	Accord de Munich.
30 novembre	Grève générale contre les décrets-lois.

1939

15 mars	Hitler occupe la Tchécoslovaquie.
28 mars	Chute de Madrid.
22 août	Signature du pacte germano-soviétique.
3 septembre	Début de la seconde guerre mondiale.
26 septembre	Dissolution du parti communiste.

1er octobre	Lettre du groupe parlementaire du P. C. à Herriot.
4 octobre	Désertion de Maurice Thorez.

1940

20 janvier	Déchéance des députés communistes.
20 mars	Début du procès des députés communistes.
10 mai	Offensive de la Wehrmacht.
22 juin	Armistice franco-allemand.
10 juillet	Appel de Thorez et Duclos. Le maréchal Pétain reçoit le pouvoir constituant de l'Assemblée nationale.
24 octobre	Entrevue de Montoire.
11 novembre	Manifestation des étudiants à Paris.

1941

15-25 mai	Premier appel pour un « Front national ».
27 mai-9 juin	Grève des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais.
22 juin	Invasion de la Russie par les troupes allemandes.
23 août	Attentat de Fabien contre un officier allemand.
22 octobre	Communistes exécutés à Châteaubriant.
7 décembre	Pearl Harbour.

1942

11 novembre	Occupation de la zone sud par les Allemands.

1943

27 mai	Première réunion du C.N.R.
9 septembre	Soulèvement de la Corse.
23 décembre	Constitution d'une délégation du Comité central en Afrique du Nord.

1944

4 avril	Entrée de Grenier et Billoux au C.F.L.N.
6 juin	Débarquement allié en Normandie.
18 août	Insurrection parisienne.
27 novembre	Retour de Thorez à Paris.
4 décembre	Création d'un Comité d'entente de la S.F.I.O. et du P.C.F.
10 décembre	Signature du pacte franco-soviétique.

1945

29 avril-13 mai	Élections municipales : net progrès du parti communiste.
8 mai	Capitulation allemande.

26-30 juin — Le Xe Congrès du P. C. (Paris) adopte un projet de charte d'unité avec les socialistes.

12-15 août — Le Congrès socialiste rejette l'unité organique.

21 octobre — Le « double oui » l'emporte nettement au référendum. Le P. C. avait conseillé oui-non.

15 novembre — Le général de Gaulle refuse au P. C. un des trois « grands ministères ».

21 novembre — Cinq communistes entrent au gouvernement que constitue le général de Gaulle.

1946

20 janvier — Démission du général de Gaulle.

5 mai — Les Français rejettent par référendum le projet de constitution soutenu par le P. C. et la S.F.I.O.

2 juin — Le P. C. gagne des voix aux élections législatives.

13 octobre — Le second référendum constitutionnel l'emporte de peu.

10 novembre — Le P. C. obtient le plus de suffrages aux élections législatives.

1947

22 janvier — M. Thorez devient vice-président du Conseil et Billoux ministre de la Défense nationale du gouvernement Ramadier.

14 avril	Création du R.P.F.
5 mai	Ramadier révoque ses ministres communistes.
5 juin	Proposition du plan Marshall.
25-28 juin	XIe Congrès du P. C. (Strasbourg).
22-27 septembre	Réunion du Kominform.
19 décembre	Scission de la C.G.T.

1948

24 février	Coup de Prague.
28 juin	Le Bureau politique du P. C. condamne le parti yougoslave.

1949

17 mars	Protestation du Bureau politique contre le pacte Atlantique.
20 avril	Ier Congrès mondial des partisans de la paix à Paris.
16-24 septembre	Procès Rajk en Hongrie.

1950

2-6 avril	XIIe Congrès du P. C. à Gennevilliers.
25 juin	Début de la guerre de Corée.
11 novembre	M. Thorez part se soigner en U.R.S.S.

1951

17 juin	Le P. C. reste le premier parti, mais perd des voix aux élections législatives.
13 décembre	Ratification du plan Schuman par l'Assemblée nationale.

1952

28 mai	Arrestation de Jacques Duclos après une manifestation.
5-7 décembre	Le Comité central de Gennevilliers met fin aux fonctions de Marty et de Tillon.

1953

5 mars	Mort de Staline.
10 avril	Retour d'U.R.S.S. de Thorez.
13 août	Grèves des services publics.

1954

5-6 mars	Le Comité central réuni à Arcueil met Lecœur en accusation.
3-7 juin	XIII[e] Congrès du P. C. (Ivry).
20 juillet	Accords de Genève sur la paix en Indochine.

30 août	Rejet du projet de communauté européenne de défense.
1er novembre	Début de la guerre d'Algérie.

1955

25-27 janvier	Le Comité central exclut Lecœur pour un an.
18-24 avril	Conférence de Bandoeng.
2 décembre	Dissolution de l'Assemblée nationale.

1956

2 janvier	Progrès des suffrages communistes aux élections législatives.
6 février	Manifestation à Alger contre Guy Mollet.
14 février	Ouverture du XXe Congrès du P. C. soviétique.
18-21 juillet	XIVe Congrès du P. C. (Le Havre).
30 octobre	Ultimatum franco-britannique à l'Égypte.
4 novembre	Intervention des troupes soviétiques en Hongrie.
7 novembre	Manifestations anticommunistes à Paris.

1957

15-16-17 mars	Congrès constitutif de l'Union des Étudiants Communistes.
25 mars	Signature du traité du Marché commun.
21 mai	Chute du gouvernement Guy Mollet.

1958

13 mai	Émeute à Alger.
18 mai	Le Bureau politique dénonce le « complot gaulliste ».
28 mai	Manifestation antifasciste à Paris.
17 juillet	La Conférence nationale de Montreuil appelle les républicains à la lutte contre le gaullisme.
28 septembre	Les électeurs communistes ne suivent pas tous le P. C. pour répondre non au référendum.
23 novembre	Recul important du P. C. aux élections législatives.

1959

24-28 juin	XVe Congrès du P. C. à Ivry.

1960

24 janvier	Soulèvement des « barricades » à Alger.
5 septembre	« Manifeste des 121 ».
15 décembre	Le Comité central approuve les conclusions de la conférence des 81 partis communistes et ouvriers.

1961

23-24 février	Le Comité central exclut Servin et Casanova du Bureau politique.
22 avril	Putsch des généraux à Alger.
11-14 mai	XVIe Congrès du P.C.F.

1962

18 novembre	Légère remontée des voix communistes aux élections législatives.

1964

14-17 mai	XVIIe Congrès du P. C. (Paris).
11 juillet	Mort de Maurice Thorez.



Table des matières

CINQUIÈME PARTIE : LES ÉPREUVES (1956-1964)

SIXIÈME PARTIE : LE PARTI

Du même auteur

HISTOIRE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, t. I, Arthème Fayard (1964).

LES PARTIS POLITIQUES DANS LA FRANCE ACTUELLE (1947) *(épuisé).*

LES FORCES POLITIQUES EN FRANCE; édition Le Monde (1951), traduit en allemand sous le titre « VON THOREZ BIS DE GAULLE » (Verlag der Frankfurter Hefte) *(épuisé).*

LA FRANCE DÉCHIRÉE; Arthème Fayard (1957), traduit en anglais sous le titre « THE COCKPIT OF FRANCE » (Harvill Press).

LA POLITIQUE ET LES PAYSANS; en collaboration; Armand Colin (1958).

LA IVe RÉPUBLIQUE; Arthème Fayard (1959), traduit en allemand (Verlag Hermann Leins).

LA FRONDE DES GÉNÉRAUX; en collaboration avec Jean Planchais; Arthaud (1961), traduit en italien sous le titre « LA RIVOLTA DEI GENERALI » (Area Editore, Milano).

Imprimé en France

Achevé d'imprimer le 6 juin 1966
dans les ateliers de l'Imprimerie Floch à Mayenne (France)
pour le compte de la Librairie Arthème Fayard à Paris.

Dépôt légal : 2e trimestre 1966
Numéro d'édition : 3650. Numéro d'impression : 7036.

Date Due

DEC - 4 1972			
DEC - 6 1972			


JN 3007 .C6 F3
Fauvet, Jacques.
Histoire du Parti communiste f
v.2
010101 000
0 1163 0231823 7
TRENT UNIVERSITY


BRO

 204.036

PRIX : 19,20 F / 19,75 F T.L.I.

IMPRIMÉ EN FRANCE